



LA LUTTE DU PEUPLE TOUT ENTIER



4 (18)
1988

Comité de rédaction

- ILIE CEAUȘESCU
(président
de la Commission
Roumaine
d'Histoire Militaire)
- GHEORGHE
ARĂDĂVOAICE
- ION ARDELEANU
- CONSTANTIN
CĂZĂNIȘTEANU
- FLORIN
CONSTANTINIU
- VASILE MOCANU
- MIRCEA MUȘAT
- ȘTEFAN PASCU
- IOAN TALPEȘ
- GHEORGHE TUDOR
- GHEORGHE ZAHARIA

SOMMAIRE

- L'oeuvre du secrétaire général du Parti Communiste Roumain, le camarade Nicolae Ceaușescu, sur la légitimité de la Grande Union de 1918 — *Dr. maître de conf. MIRCEA MUȘAT* 1
- La vérité, l'honnêteté et la dignité de l'histoire — *Dr. prof. d'univ. GHEORGHE PLATON* 4
- «L'Union d'avant l'Union»
 - L'Etat géto-dace, remarquable réalité historique dans l'Antiquité européenne — *Dr. ION HORĂȚIU CRIȘAN* 8
 - La synthèse daco-romaine: unité, continuité, pérenité — *Dr. prof. d'univ. DUMITRU BERCIOU* 11
 - Le peuple roumain unique et unitaire d'une part et de l'autre des Carpates et du Danube, héritier des grandes vertus et des traditions des ses glorieux précurseurs — *Dr. ȘTEFAN OLTEANU* 15
 - L'Unité d'Etat dans la conscience et l'action politique roumaine médiévale (les IX^e — XVI^e siècles) — *ȘTEFAN S. GOROVEI* 18
 - Michel le Brave: «Restitutor Daciae» — *ALEXANDRU DITĂ* 21
 - L'unité nationale, un objectif majeur dans les programmes politiques du siècle des révolutions — *Colonel CONSTANTIN CĂZĂNIȘTEANU* 26
 - La résistance roumaine, face à la pression, l'immixtion et l'oppression étrangères — *Dr. maître de conf. VASILE CRISTIAN* 30
- 1918. La Grande Union de 1918, Grande Justice de l'histoire
 - Union pour tous les siècles — *Dr. prof. d'univ. DUMITRU ALMAȘ* 34
 - Témoignages. Groupage: *ANDREI BUSUIOCIANU, Commandant GHEORGHE VARTIC, AUGUSTIN CHIRILĂ, Dr. DUMITRU ZAHARIA, ȘTEFAN LASCU, Lieutenant-colonel I.C. PETRIȘAN, Capitaine de vaisseau ILIE MANOLE* 36
 - 1918. L'année de l'affirmation objective du droit inalienable des nations au développement libre, indépendant — *Dr. DORINA N. RUSU* 37
 - La Grande Union de 1918, l'oeuvre du peuple roumain tout entier — *Acad. ȘTEFAN PASCU* 42
 - Dans les gardes nationales roumaines de Transylvanie, «les combattants pour la paix et la liberté, pour la langue, la loi et la terre ancestrale» — *Dr. maître de conf. LIVIU MAIOR* 49
- La confirmation internationale de la Grande Union roumaine de 1918 — *Dr. maître de conf. ION ARDELEANU* 52
- Vérités fondamentales de l'histoire nationale. L'Union des roumains en 1918, l'accomplissement d'une légité historique objective, événement important de l'histoire universelle — *Lieutenant-général dr. ILIE CEAUȘESCU* 56
- Bases de la doctrine militaire roumaine. Le consensus de la nation toute entière dans la lutte pour la défense de l'Etat national unitaire roumain en 1919 — *Colonel dr. GHEORGHE TUDOR* 63
- Grands batailles
 - Posada, 9—12 novembre 1330. Une brillante victoire militaire, avec des implications décisives pour l'affirmation de l'Etat roumain — *Colonel dr. VASILE ALEXANDRESCU* 67
 - Koulikovo, 8 septembre 1380 — *SERGIU IOSIPESCU* 70
- Grands commandants — *ADRIAN PANDEA* 72
- Les monuments de l'Union — *Dr. FLORIAN TUCĂ, MIRCEA COCIU* 74
- Eclaircissements. Attitudes
 - Le faux et le dénigrement ne peuvent pas changer la réalité historique inexorable de l'Union roumaine de 1918 — *Dr. FLORIN CONSTANTINIU* 77
 - Rehabilitation du Horthy?! — *Dr. CONSTANTIN BOTORAN* 79
- Le livre d'histoire — *Dr. FLORIN CONSTANTINIU, Commandant SIMION BONCU, Capitaine GAVRIL PREDA* 84
- De l'activité de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire — *Commandant dr. MIHAIL E. IONESCU, Capitaine ILIE SCHIPOR* 95



Avec le pathétisme ardent de l'amour de la patrie, le camarade Nicolae Ceaușescu exprime, depuis la tribune de la Conférence Nationale du parti, la nécessité que chaque citoyen de notre pays accomplisse ses devoirs ici, sur le sol ancestral

L'OEUVRE DU SECRETAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN NICOLAE CEAUȘESCU SUR LA LEGITIMITÉ DE LA GRANDE UNION DE 1918

Docteur en histoire, maître de conférences MIRCEA MUȘAT

Coordonnée fondamentale et permanente de l'histoire de la Roumanie, résultat légitime de l'évolution de la société roumaine, la lutte pour l'unité et l'indépendance nationale a constitué l'idéal et l'aspiration multiséculaire du peuple roumain. Elle a été inscrite sur la base de granit du développement du peuple roumain — un peuple qui était né unitairement dans le foyer ancestral de la Dacie et qui a eu depuis toujours une et la même patrie.

Depuis les temps les plus reculés le peuple roumain s'est développée dans une permanente confrontation aux obstacles et difficultés de toutes sortes, aux innombrables

adversités et vicissitudes historiques. Les invasions successives des populations migratoires pendant plusieurs siècles, la position de notre patrie à l'interférence des intérêts rivaux des plus grands empires de l'Europe — ottoman, des Habsbourgs et tsariste —, les guerres dévastatrices déroulées sur le territoire des pays roumains, les destructions ou le détournement des valeurs matérielles et spirituelles, y ajoutant le fait que les pays roumains ont été divisés quelque fois entre les grands empires du temps, tous ces facteurs ont constitué autant d'obstacles dans la voie du progrès social-économique du peuple roumain. Mais, en dépit de tous ces

orages de l'histoire, une main sur la char-
rue et l'autre sur le sabre, il a conservé
son être ethnique et d'Etat, sa décision d'être
uni, libre et maître de son propre pays.

„Nous pouvons affirmer — souligne le
président Nicolae Ceaușescu — sur la base
des faits historiques que notre peuple s'est
formé, tout au long des millénaires dans
l'espace carpatodanubien-pontique, que cha-
que mètre de terre et chaque pierre sont
trempées de la sueur et du sang des nos
ancêtres. Aux temps les plus difficiles, nos
devanciers n'ont pas quitté la terre où ils
sont né, mais, en fraternisant avec elle,
avec les montagnes et les plaines, avec les
rivières et les bois majestueux, sont resté
inébranlable dans ces contrées, défendant
leur identité, leur droit à une existence
libre“. Comme on sait, l'Etat dirigé par
Burebista et Décebale mena des combats
lourds pour conserver son être. Après la
résistance héroïque face à l'expansion ro-
maine, la cohabitation prolongée des Daces
et des Romains sur le territoire de la Dacie
marqua puissamment le caractère et la phy-
siognomie morale de notre peuple. „Conser-
vant de chez les Daces le désir inextinguible
de liberté — souligne le président Nicolae
Ceaușescu —, la volonté de ne pas incliner
le front sous le joug étranger, la décision
de rester toujours lui-même, l'unique maître
de sa vie et de son destin et continuant
l'esprit rationnel, le raisonnement et la pas-
sion créatrice des Romains, le peuple rou-
main, apparu dans le monde, devait accom-
plir, dans une existence de près de deux
millénaires, un destin historique, héroïque,
tourmenté et grandieux, en se développant
continuellement et s'affirmant puissamment
parmi les peuples et, aujourd'hui parmi
les nations du monde“.

Le président Nicolae Ceaușescu a répondu
magistralement aux tous qui — abandonnant
le plans de la science — ont formulé des
opinions dénigratoires et pseudoscientifiques
à l'égard de la continuité de la vie des
Roumains sur la terre de la patrie. „Quel-
ques historiens — dit le président — essa-
ient aujourd'hui à soutenir la théorie de
l'existence pendant une certaine période, d'un
vide dans l'espace carpatodanubien. Je crois
qu'ils ont reçu la réponse depuis longtemps.
Avant tout, même les hommes les plus avan-
cés et de culture de ce temps-là ont répondu
en parlant des habitants et des voïvodats
existants dans l'espace carpatodanubien —
et je crois qu'ils étaient plus informés que
les historiens d'aujourd'hui tentent à se faire
omniscients et à nier les réalités, à nier ce
qu'est le résultat du développement histo-
rique. Ce réponse a été donné par Mircea,
Etienne le Grand, Iancu de Hunedoara,
Michel le Brave. Ceux qui ont vaincu Baiazet,
qui ont tenu tête aux tant de conquérants,

qui ont réalisé le premier Etat centralisé
des Roumains du Pay Roumains, de la Mol-
davie et de Transylvanie. Ils ne sont pas
venu d'autre part, ils ne sont pas tombé
du ciel, mais ils ont vécu et sont né ici,
sur cette terre et l'ont défendu au prix de
leur sang“. Grace à l'héroïque résistance face
aux royaumes et les empires envahisseurs,
les pays roumains n'ont pu être soumis par
force, en gardant leur être étatique auto-
nome.

En défendant leur propre indépendance
ou préservant, pendant une période, un statut
d'autonomie, les pays roumains ont fait
échouer longtemps les offensives des enva-
hisseurs, jouant un rôle prépondérant dans
la défense de l'Europe. Les efforts des trois
pays en ce sens ont assuré à l'Occident et
au centre du continent le délai pour créer
les moyens nécessaires au progrès écono-
mique et culturel. „Pendant qu'une grande
partie de la fortune de notre peuple —
rèlève le président Nicolae Ceaușescu —
tombait entre les mains des exploitateurs
et des oppresseurs étrangers, et le pays était
appauvri, se débattant en privations et pau-
vreté, les Etats occidentaux partis sur la
voie du capitalisme, développaient leur in-
dustries, édifiaient des forts établissements
de culture et de science, montaient ferme-
ment sur la voie de la civilisation“.

Les Roumains ont gardé toujours vivante
la conscience de leur unité, une conscience
déterminé par le fait que la langue, l'habit,
les traditions et les croyances, le mode de
vivre, le caractère ont été les mêmes. Les
frontières artificielles imposées par les gran-
des empires et royaumes pendant une épo-
que ou l'autre n'ont pu constituer un ob-
stacle à l'affirmation unitaire des idées et
traditions, étant toujours évidente la com-
munauté d'aspirations vers l'unité et vers
la liberté de tous les Roumains, sans égard
à l'oppression étrangère sous laquelle ils se
trouvaient. Comme relève le président
Nicolae Ceaușescu, „Le maintien de ces rap-
ports et communautés n'aurait pas été pos-
sible si entre tous ces territoires, entre la
population qui habitait ici depuis des mil-
lénaires, n'aurait pas existé une étroite unité
de tous les points de vue“.

Les tendances de constituer un organisme
politique unitaire capable de vaincre les ac-
tions hostiles des puissances voisines ont
trouvé une forte expression dans l'Union
de la Muntenie avec la Transylvanie et le
Moldavie sous le sceptre politique du prince
régnant Michel le Brave dans les années
1599—1600. Le 27 mai 1600 il s'intitulait
avec la dignité du droit historique : „Prince
régnant du Pays Roumain, de la Transyl-
vanie et de tout le Pays de Moldavie“. Le
brave voïvode comprendra que l'indépen-
dance et la défense de son être étatique,

union pour tous les pays roumains étaient impossibles sans leur unité politique, une menace pour une d'entre eux étant en même temps un motif d'inquiétude pour les autres deux. Mais l'opposition des Grandes Puissances du temps ont anéanti temporairement l'oeuvre politique du Grand voïvode. „Mais le peuple n'a cessée jamais — dit le camarade Nicolae Ceaușescu — d'aspirer au but de l'union“.

Reprenant le programme politique d'importance fondamentale de la première union politique des pays roumains, réalisée sous le sceptre du Michel le Brave, les générations ses XVII^e et XVIII^e siècles continuèrent la lutte pour l'unité nationale et d'Etat. „Une importance particulière pour fonder scientifiquement l'idée de l'unité ethnique et de langue des tous les Roumains — relève le président Nicolae Ceaușescu — ont eu les chroniqueurs et les érudits du notre peuple de tous les trois provinces“. Dans les conditions politiques de ces siècles, l'idées humaniste sur l'origine commune de notre peuple étaient propulsées par Grigore Ureche, Miron Costin, Ion Neculce, Constantin Cantacuzino, Dimitre Cantemir et d'autres. Au cours des combats menés par les masses populaires dirigées par Horea, Cloșca et Crișan a été prononcé clairement le désir de „l'union au pays“, l'idée d'une Daco-Romanie gagnant toujours plus de terrain. Puis „les aspirations du peuple roumain vers l'union — relève le président Nicolae Ceaușescu — ont été exprimées avec prégnance au cours de la révolution de 1848, qui éclata presque simultanément dans les trois pays roumains. Il restait au peuple roumain de faire, comme soulignait le grand patriote Nicolae Bălcescu, autres deux révolutions : une révolution pour unité étatique et, plus tard, pour l'indépendance nationale, afin qu'ainsi la nation entre dans la possession complète de ses droits naturels“. Se sont ensuite succédées l'union de la Moldavie avec la Muntenie en janvier 1859 et la guerre de l'indépendance de 1877—1878 à laquelle ont participé, dans une impressionnante solidarité nationale, des nombreux Transylvains.

Les nobles idéaux d'unité et d'indépendance, proclamées avec fermeté et réalisées au cours du XIX^e siècle, avec des conséquences profondes et bienfaisantes sur tous les plans pour la nation roumaine toute entières, constituent les prémisses de l'accomplissement de l'acte historique de 1 Décembre 1918 et représentent une nécessité inexorable, une reponse légitime donnée aux impulsions ininterrompues et puissantes du passé.

En même temps avec la création de l'Etat national unitaire roumaine se sont constitués aussi d'autres Etats indépendant au centre et au sud-est de l'Europe : tchécoslovaque, polonais, autrichien, yougoslave. Au cadre de ce processus a été crée aussi la République

Hongroise Indépendante. Après la guerre, entre 1919 et 1920, la Roumanie participa à la Conférence de Paix de Paris comme pays qui avait fait pendant la première guerre mondiale des sacrifices suprêmes en nommes et matériaux et avait respecté ses obligations assumées, fait remarqué aussi par des personnalités politiques de la vie internationale. La Roumanie apportait à la reconnaissance officielle de ce for international les décisions historiques du peuple roumain, proclamées solennellement et définitivement en 1918, dans les assemblées des représentants des larges masses populaires de Chișinău (27 mars/9 avril), Cernăuți (15/28 novembre) et Alba Iulia (18 novembre/1 décembre). C'est pourquoi, la Conférence de Paix n'a pas été dans la situation de créer un Etat roumain reuni. Il était déjà réalisé par l'oeuvre du peuple roumain. La Conférence a été appeler de sanctionner juridiquement le nouveau statut territorial et politique, par la reconnaissance du principe de l'autodétermination nationale.

Dans la perspective de l'histoire, les grands succès du peuple roumain de 1918 et leur confirmation par les décisions de la Conférence de Paix, relèvent le fait que la Roumanie ne s'est pas situé parmi les profiteurs d'une paix réalisée par la bienveillance des vainqueurs ou par les avantages apportées par le hazard de la victoire dans une guerre, mais elle a été l'expression vive, dynamique, de la nation roumaine, des aspirations de siècles d'un peuple décidé a vivre uni, libre, et indépendant dans le foyer ancestral où il s'était formé. Relevant, les circonstances historiques de l'accomplissement de ce processus, le président Nicolae Ceaușescu montrait : „Le déroulement des événements historiques illustre à la manière catégorique le fait que l'Union n'a pas été l'effet du hazard, le fruit d'une simple conjoncture favorable ou des ententes survenues à la table des négociations, mais le résultat de la lutte décisive des masses les plus larges du peuple, un acte de profonde justice nationale, la réalisation d'une concordance objective entre, d'une part, la réalité objective et les droits inaliénables du peuple et, d'autre part, le cadre national réclamé par ces réalités. Le traité de paix ultérieurement conclu n'a fait que consacrer l'état de fait existant, la situation crée par suite de la lutte des masses populaires de Roumanie et de Transylvanie, de notre peuple tout entier“.

La constitution de l'Etat national unitaire roumain a réalisé le cadre national et social-économique pour le développement de la Roumanie moderne ; elle a exercité une influence positive sur l'évolution économique, politique et sociale toute entière du pays, pour son affirmation dans l'arène internationale comme un Etat unitaire, souverain, animé par le désir de maintenir la paix et la collaboration entre les peuples.

LA VERITE L'HONNETETE ET LA DIGNITE DE L'HISTOIRE

Dr. prof. d'univ. GHEORGHE PLATON

Denonçant le danger de la spécialisation étroite, déformée, qui pourrait faire la civilisation occidentale sombrer en une atroce barbarie technique, H. J. Marrou et, à ses côtés, nombre d'historiens de nos jours se prononcent pour la gravure sur le frontispice des propylées menant à l'historiographie de la maxime platonicienne : Que personne n'y entre s'il n'est pas philosophe — s'il n'a pas médité à la nature de l'histoire et à la condition de l'historien¹. L'exigence, que notre époque réclame avec acuité, de la réflexion philosophique critique sur la riche problématique théorique et méthodologique de l'histoire puise dans les aspects complexes de ce fin de millénaire, dans le développement gigantesque de la technique, dans les tensions engendrées par la multitude, la diversité et la gravité des contrastes, dans les doutes et les inquiétudes portant sur l'avenir.

L'histoire de notre temps doit être à la mesure de ces exigences, formuler les questions et donner les réponses dont ont besoin ceux qui vivent aujourd'hui et qui vivront demain. Voilà pourquoi l'Histoire s'oriente toujours plus — en rétablissant et en réévaluant en permanence son contenu et sa méthodologie — vers la *totalité*. Sans distinction de la conception philosophique et politique de ses serviteurs, l'historiographie a plus que jamais la chance et les moyens de fournir une explication globale, intégratrice du monde. Cela suppose cependant l'obligation, que suggère l'avertissement formulé par l'historien français, d'utiliser les méthodologies adéquates, de défendre l'honnêteté et la dignité de l'histoire par le respect infaillible de la *vérité*.

Pareillement aux médecins — qui défendant les lois de leur profession respectent le serment d'Hippocrate —, les historiens ont fondé d'emblée leurs constructions sur la recherche honnête qui mène à la découverte et à l'établissement de la vérité, susceptible de servir à éduquer et à instruire, à conserver la santé morale de l'humanité — hautes fins de l'histoire.

Assimilée dans ses significations majeures, la maxime de Juvénal : *Vitam impendere vero* — est devenue une norme

de conduite pour les historiens. La *vérité* — cet attribut «aussi modeste que la lumière», qui «s'affirme directement et ne tolère pas d'obstacles» — est la condition fondamentale du savoir. «La vérifiable recherche, remarque en ce sens Karl Marx, est la vérité en plein déploiement»².

Sans nul doute, la connaissance historique et, par la suite, l'historiographie de chaque époque sont déterminées entre autres par les conceptions philosophiques, par les informations disponibles, par la manière d'interroger les faits, par l'«habitus» culturel, etc. Les obsessions courantes s'y reflètent, en leur conférant des tons spécifiques³. Aussi est-il nécessaire que chaque génération, respectant la vérité et seulement la vérité, récrive l'histoire, conformément à sa propre image du passé, à ses options et aspirations, à ses visions et à son horizon. Des constructions nouvelles ne sont cependant pas érigées sur les ruines de celles des générations antérieures ; elles tirent profit de leur «charpente» la plus solide⁴. Par la suite, l'historiographie ne produit pas d'énoncés définitifs, immuables ; elle est un processus dont les vérités ont un caractère cumulatif, additionnel⁵.

Dans son évolution, l'historiographie universelle offre l'image reconfortante d'efforts déployés afin d'imposer le climat moral et l'équilibre politique, de nature à stimuler la compréhension entre peuples et entre Etats. L'exemple et l'expérience roumains sont significatifs à l'égard du rôle que l'historiographie doit jouer dans la collaboration entre les nations, dans leurs aspirations vers l'existence digne.

Il convient de mentionner, relativement à l'évolution de l'historiographie roumaine, que l'attention attachée à l'histoire par nombre de nos érudits — on l'a remarqué à juste titre — «fut pas tellement le triomphe d'une vocation, mais une nécessité issue des conditions spécifiques de l'existence nationale. Ecrire ne constituait pour eux un «habile passe-temps», un jeu gratuit de l'intelligence, mais un message, une réponse aux commandements de l'époque. Ainsi l'historiographie n'aurait pas tellement du besoin de connaître

— cependant illustré par ses représentants les plus importants —, mais d'impératifs patriotiques, et son évolution vers la zone plus tranquille de l'intérêt purement scientifique ne s'est pas écartée et ne peut pas s'écarter pratiquement de l'idée de défendre l'idéal national»⁶. Les historiens roumains — en même temps de grandes personnalités de notre vie culturelle — ont compris très rapidement que l'histoire d'un peuple doit être défendue comme on défend ses contrées et ses valeurs spirituelles. A la lutte armée pour les droits nationaux s'est ajoutée la lutte des historiens contre la fausseté et le mensonge. On a d'ailleurs remarqué que les historiens furent «notre second corps diplomatique»⁷, dignes messagers des intérêts nationaux.

Un des traits essentiels de l'historiographie roumaine fut le *militantisme*. L'histoire nationale et ses vérités ont constitué les instruments à l'aide desquels la nation roumaine a affirmé ses options, a défini sa personnalité, a souligné sa contribution à l'histoire universelle. L'adoption de cette manière d'écrire l'histoire, le constant recours à elle au cours de quatre siècles d'historiographie roumaine — seuls les protagonistes ont changé au fil des ans, les mobiles restant en général les mêmes — sont significatifs quant à l'autorisation de parler d'un *destin historique* des Roumains.

Ce n'est pas par hasard que le XVIII^e siècle — le *siècle d'or de la culture roumaine*, continuant les idées des humanistes, ouvrant de nouveaux horizons à l'unité politique qu'avait accomplie en 1600 Michel le Brave, aux projets d'union qui suivirent — a ouvert la voie à l'historiographie. L'œuvre de Miron Costin — un des nos grands érudits — respire une conscience militante des plus actives. Il avoue sa décision d'écrire l'histoire de son pays afin d'anéantir les «inventions» et les «insultes» à l'adresse du peuple roumain que comprennent les interpolations faites dans la chronique de Grigore Ureche. A son tour, Dimitrie Cantemir, au seuil du siècle des Lumières, considérait que s'occuper de l'histoire signifiait servir son pays honnêtement et infatigablement. Ses efforts ont envisagé l'histoire des Roumains dans son ensemble : ses ouvrages les plus représentatifs en sont le témoignage. «*Mon âme ne peut trouver de repos jusqu'au moment où elle découvre la vérité*», voilà son crédo nettement exprimé. Une vérité qui justifie sa confiance dans le destin de son peuple, dont les «verges éparpillées» seront — il le souhaite ardemment — rassemblées en un puissant faisceau⁸.

Il est bien connu qu'au XVIII^e siècle le centre de l'activité politique et culturelle roumaine était la Transylvanie. Dans ce sanctuaire de la spiritualité nationale, mettant en valeur les accumulations du

XVII^e siècle, l'Ecole transylvaine a défini, dans un esprit militant des plus puissants, les composantes de l'idéologie roumaine. L'historiographie transylvaine, polémisant avec les ouvrages étrangers où les Roumains étaient dénigrés, a joué un rôle important dans la réalisation de cet objectif. Ce n'est pas par hasard que les théories contestant la continuité des Roumains, leurs droits sur les contrées natales naissaient à l'époque où la nation roumaine était devenue une réalité, affirmant son idéologie, ses options politiques et ses aspirations dans le *Supplex* et le mouvement qu'il a engendré, où la révolution de Horea relevait sa force sociale. Dans sa fameuse *Istoria pentru inceputul românilor în Dacia* (1812), Petru Maior souligne le caractère polémique de son entreprise. Il présente les faits historiques «pour faire connaître la vérité» et s'élève contre les assertions tendancieuses des écrivains étrangers qui «considèrent que tout le monde doit faire confiance à leurs inventions ; depuis quelques temps — observe-t-il —, ils empruntent les uns aux autres les diffamations comme se grattent les ânes, sans chercher la vérité, et les font publier ensuite et plus les Roumains se taisent, sans répondre aux injustices diffamatoires, plus ils s'acharnent à les opprimer et à les humilier à leur gré»⁹.

Mihail Kogălniceanu et Nicolae Bălcescu, fondateurs de l'historiographie roumaine moderne, ont eux aussi défendu les intérêts nationaux, tout en observant les impératifs de la vérité ; c'était l'époque où notre nation s'engageait dans la régénération, l'unification, la modernisation de la société, dans la conquête de son indépendance. Les hommes ayant vécu alors étaient «totaux» ; ils ont fait et écrit l'histoire, contribué, par leurs exploits et ouvrages, à l'affirmation de la conscience nationale, à la diffusion, dans le monde, des réalités et des valeurs roumaines, étant messagers et défenseurs à la fois des intérêts nationaux.

A l'époque de l'édification de l'Etat moderne, les représentants de l'historiographie ont pris la même voie ; dans leurs œuvres ont fusionné la rigueur de la vérité et les impératifs nationaux. A. D. Xenopol a exprimé ses convictions de savant-citoyen, d'historien, dans son ouvrage monumental *Istoria românilor din Dacia Traiană* et dans la réponse à Rössler, qui essayait de ressusciter la théorie immigrationniste (les Roumains auraient immigré dans les contrées qu'ils habitent), avec toutes ses implications qui contredisent la vérité historique. Guidé par «le besoin de découvrir la vérité», but suprême de l'historien, convaincu du fait que la compréhension de son histoire assurera au peuple roumain sa «permanente survie au sein de l'humanité» et sa «participation aux victoires de la civilisation»,

l'historien exprimait sa satisfaction d'avoir écrit son œuvre sans abandonner ses convictions scientifiques, «Je n'ai jamais été enfermé dans le désagréable dilemme que suppose l'oscillation entre la vérité historique et l'intérêt de mon peuple»¹⁰. «Je n'ai jamais osé déchirer cette vérité lorsqu'elle se mettait au service du sentiment. L'avenir du pays ne pouvait être solidement édifié dans ces contrées étroites où les peuples en quête d'espace s'écrasaient et s'anéantissaient *que sur les assises de la vérité* (notre soulignement)»¹¹.

Nicolae Iorga — pour qui, en histoire, la vérité doit «prendre le dessus sur quoi que ce soit»¹² — est parvenu à réaliser ce que ses prédécesseurs n'avaient pas réussi : démontrer la place et le rôle des Roumains dans l'histoire universelle¹³, exprimer les aspirations de notre peuple vers l'universalité, vers la totalité. Son œuvre d'histoire universelle, un sommet en la matière¹⁴, a visé à mettre en relief ces moments de l'histoire de l'humanité où elle a agi unie au nom de valeurs supérieures. Dans la conception de Nicolae Iorga, qui considérait l'histoire comme «la conscience de soi de l'humanité dans son ensemble», l'homme vit le passé également, peut toucher au trésor inestimable qu'est l'expérience de l'humanité et devenir meilleur, heureux.

Nous avons noté ces faits, sans insister là-dessus, pour souligner deux choses revêtant beaucoup d'importance dans la question qui nous intéresse. Il s'agit premièrement de la tradition humaniste, du respect de la vérité, des valeurs fondamentales de l'humanité, que l'historiographie roumaine contemporaine a héritées, qu'elle conserve et développe aujourd'hui, quand notre nation a clairement défini sa personnalité, ses options. Deuxièmement, il n'est pas sans importance de montrer que dans un monde où l'on affirme sans cesse les principes de la co-existence pacifique, de la collaboration et du respect mutuel on ressuscite des théories que l'histoire a condamnées ; notre identité ethnique et culturelle est de nouveau, pour certains, à l'ordre du jour. On conteste les fondements mêmes de notre existence historique, de notre unité nationale. Il n'existerait pas de continuité entre les Gêto-Daces, les Romains et les Roumains, les Roumains auraient émigré dans un pays qui est en fait le leur, venant du sud du Danube, l'union de 1600 aurait été l'acte d'un aventurier, le résultat d'une action militaire. L'édification de l'Etat national roumain, affirme-t-on également, aurait représenté une régression ; elle aurait mis un terme au développement de la nation moldave ! En égale mesure on souligne le rôle progressiste des Empires multinationaux ; la constitution — sur leurs ruines — des Etats nationaux unitaires aurait représenté un

recul, etc. Le lecteur de la soi-disant *Histoire de Transylvanie*, éditée par l'Académie hongroise, constate sans difficulté la mesure dans laquelle on y ignore l'esprit scientifique et le critère de la vérité.

Bien entendu, nous saluons l'intérêt, la curiosité de ceux qui se penchent sur l'histoire roumaine. Celle-ci relève une riche expérience, un esprit de collaboration et de tolérance qui enrichissent le trésor de l'humanité, servent l'attention que l'époque contemporaine attache à la connaissance et à l'entente. Mais priver un peuple de son histoire, la dénaturer à dessein n'est pas moins grave que piller ses richesses, le priver des moyens d'existence. «L'histoire est un bien inaliénable et il convient de la considérer sérieusement, avec le respect dû à tout effort pour le mieux»¹⁵. Le respect pour l'héritage historique d'un peuple est en fait le respect du principe : à chacun ce qui lui appartient¹⁶. C'est là une modalité de militer pour la dignité de l'histoire tout en respectant ses valeurs, la vérité.

L'évolution de l'historiographie roumaine montre que dans la succession des étapes de notre passé seuls les protagonistes et les circonstances ont changé, les objectifs généraux restant les mêmes. Aussi la mission de notre historiographie doit-elle être, comme la tradition nous a accoutumé, l'approfondissement des recherches dans les questions essentielles, le strict respect de la vérité scientifique, le meilleur avocat dans l'évaluation des réalités historiques roumaines. Les ouvrages historiques, fondés sur la force de la vérité scientifique, sont la meilleure, la plus ample réponse qu'on puisse donner à ceux qui, de nos jours encore, jurent d'une histoire contournée.

Il convient de nous arrêter maintenant à un fait essentiel pour la problématique qui nous intéresse. Les raisons de la mystification de l'histoire roumaine sont étrangères à l'esprit et à la vérité scientifiques, les contredisent. Elles appartiennent non pas à la politique, mais à la politiciaille. Le rapport entre histoire et politique est clairement défini en historiographie : le syntagme de W. Bauer — *L'histoire est la politique du passé et la politique est l'histoire du présent* — est entendu, aujourd'hui surtout, dans sa véritable acception. La politique et l'histoire sont destinées à collaborer sans se confondre. La politique éclaircit ses programmes par l'appel à l'histoire, elle consolide sa charpente idéologique par l'interrogation du passé¹⁷. Cette complémentarité est manifeste dans notre historiographie, dont un des traits distinctifs est le militantisme politique.

Il est plus évident dans les circonstances où — dans le développement spécifique de notre société — l'histoire est devenue une dimension de la vie contem-

poraine. L'histoire et la politique œuvrent, dans l'esprit des valeurs nationales et universelles, pour la promotion des intérêts inaliénables du peuple roumain. Par son autorité et par son prestige, le facteur politique donne une puissante impulsion aux investigations historiques, la vérité de l'histoire étant en parfaite concordance avec les options de notre nation. L'attitude à cet égard du chef de notre Etat en est un exemple. Elle confère de la substance à la recherche historique, en offrant aux arguments de l'histoire le soutien des valeurs politiques, au sens du militantisme national. L'affirmation constante de la nécessité de présenter notre histoire telle qu'elle fut représente un ferme plaidoyer en faveur de la vérité, du respect des rapports précis entre l'historiographie et la politique. «L'histoire doit présenter le processus de la lutte révolutionnaire dans son ensemble et dans sa complexité, partir de l'analyse scientifique de la réalité sociale, dépeindre les faits non pas subjectivement non pas selon les intérêts politiques du moment, non pas selon des critères conjoncturels, mais comme ils se sont en effet passés, selon la vérité de l'existence»¹⁸, montrait le secrétaire général du notre parti.

Soulignant la position militante, la rôle instructif et éducatif de l'histoire, continuant ainsi la tradition de notre historiographie, le secrétaire général du parti insiste toujours sur la collaboration et l'entente qui doivent régner parmi les spécialistes en la matière, en vue de la matérialisation des objectifs de leur discipline : «La recherche historique, loin de constituer une investigation strictement documentaire du passé, est aussi, en une importante mesure — la vie le témoigne —, une science du présent. L'histoire offre des conclusions et des enseignements sur les processus de développement de la société, sur l'existence des peuples à travers les âges, mettant en évidence tout ce qui a été important, progressiste, qui a servi au progrès de la société, et aussi les obstacles qui l'ont entravé, qui ont coûté cher à l'humanité, ont ralenti le progrès des nations. Les résultats des recherches historiques sont de nature à aider le monde contemporain à mieux comprendre les lois objectives qui gouvernent la société, la nécessité d'agir conformément aux exigences du progrès. De même, l'histoire est appelée à soutenir par ses conclusions le perfectionnement de l'organisation de la société contemporaine, des rapports entre Etats et entre nations, la collaboration pacifique entre tous les peuples»¹⁹.

Nombre d'appréciations et appels, d'observations méthodologiques et scientifiques importantes mettent en relief les principales directions d'une collaboration

où l'historiographie, la recherche historique jouent un rôle privilégié.

Dans sa tendance à la totalité, à la globalité, l'histoire de nos jours ne saurait abandonner ses éléments spécifiques, qui forment sa matière et la revitalisent. Nous partageons l'opinion d'un confrère selon laquelle, pareillement au mouvement écologiste, issu de la nécessité d'assurer la salubrité de l'environnement, menacé de l'industrialisme excessif, un mouvement est nécessaire qui devrait viser la science de l'histoire aussi, «non moins importante pour le destin de l'humanité»²⁰, assurer sa *dignité* et son *honnêteté*, par l'effort de compréhension, par l'affirmation de la *vérité* dans toutes ses significations et implications profondément humaines.

L'histoire est, comme affirmait Marc Bloch dans son dernier ouvrage, véritable profession de foi d'une grande conscience, une vaste expérience de la diversité humaine, un long rendez-vous. La vie, la science gagneront énormément si c'est un rendez-vous entre amis²¹. C'est ce qui doit être — et rester — notre conviction intime.

¹ H. J. Marrou, *De la connaissance historique*, Editions du Seuil, Paris, 1959, p. 10 et passim.

² Marx, Engels, *Despre literatură și artă*, București, 1953, p. 539-540.

³ Al. Zub, *Biruit-au gîndul*, Editura Junimea, Iași, 1980, p. 222 et passim.

⁴ Ch. Samaran, *L'histoire et ses méthodes*, Paris, 1961, p. IX.

⁵ Adam Schaff, *Istorie și adevăr*, Editura Politică, București, 1982, p. 314, 321.

⁶ Al. Zub, op. cit., p. 233.

⁷ Ilie Minea, *Adevăr și neadevăr relativ la istoria românilor*, Iași, 1932, p. 12.

⁸ Apud Al. Zub, op. cit., p. 52, 56-57.

⁹ Sur la question roumaine dans la conscience des contemporains et les débats respectifs, voir Ladislau Gyémánt, *Mișcarea națională a românilor din Transilvania 1790-1848*, Editura Enciclopedică, București, 1986, p. 60 et passim.

¹⁰ A. D. Xenopol, *Românii și Austro-Ungharia*, Iași, 1914, p. 9.

¹¹ idem, Nicolae Kretzulescu, București, 1915, p. 146.

¹² N. Iorga, *Generalități cu privire la studiile istorice*, ed. a III-a, București, 1955, p. 36.

¹³ idem, *La place des Roumains dans l'histoire universelle*, publiée par Radu Constantinescu, postface de Virgil Cândea, Editions Scientifiques et Encyclopédiques, Bucarest, 1980.

¹⁴ Dan Zamfirescu, N. Iorga. *Etape către o monografie*, Editura Eminescu, București, 1981.

¹⁵ Al. Zub, op. cit., p. 351.

¹⁶ idem, p. 352.

¹⁷ idem, p. 352 et passim.

¹⁸ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvîșirii construcției socialiste*, vol. 1, Editura Politică, București, 1968, p. 338.

¹⁹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 6, Editura Politică, București, 1972, p. 423-424 ; voir aussi „Scinteia” an LVI, nr. 13 8/3/28 februarie 1987 (Discours prononcé à la séance commune des travailleurs de nationalité magyare et allemande, du 27 février 1987).

²⁰ Al. Zub, op. cit., p. 353-354.

²¹ Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire*, préfacé par Georges Duby, Armand Colin, Paris, 1974, p. 121.

«L'UNION D'AVANT L'UNION»
L'ETAT GÉTO-DACE,
REMARQUABLE REALITÉ HISTORIQUE
DANS L'ANTIQUITÉ EUROPÉENNE

Dr. ION HORĂȚIU CRIȘAN

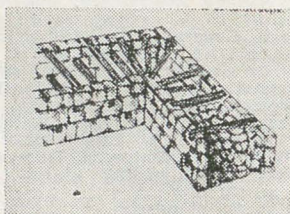
Rares sont les peuples ayant connu, dans l'histoire antique européenne, un stade supérieur de développement, caractérisé par l'apparition de l'Etat : en dehors du monde gréco-romain, les Gétos-Daces comptent parmi ceux l'ayant atteint.

L'Etat a fait son apparition dans les sociétés scindées en classes antagonistes, où les structures dominantes avaient créé des instruments adéquats leur permettant de maîtriser et de contrôler la société entière. Au moment où elle faisait son entrée dans le champ des sources écrites, la société géto-dace était déjà, incontestablement, une société scindée. Parlant de Zamolxis, Hérodote faisait aussi référence aux «chefs du pays». Le contemporain d'Hérodote, Sophocle, rappelle *Charnabon*, lequel «régnait sur les Gètes». Athénaïos relatait le mariage de Philippe II de Macédoine avec Méda, la fille du roi Khotélès, qui régnait quelque part au sud du Danube. Vers 339 av.n.è., on parlait d'un «roi des Histriens» s'étant opposé à la pénétration des Scythes conduits par Athéas. Le roi *Dromichaïtes* tenait tête vers 292 av.n.è. à Lisimaque. Un

Histria parlaient des rois gètes *Zalmodigikos* et *Rhemaxos*. Evidemment, l'utilisation de titres tels celui de *basileus*, dès le V^e siècle av.n.è., titre constamment reconstruit ensuite au cours des siècles suivants, n'est pas fortuite. Elle exprime la société socialement scindée, ayant des leaders, des aristocrates et des gens du commun.

Ce qui ressort aussi du texte de Strabon. Quant au texte littéraire le plus complet, le plus ample, relatif à la structure de la société géto-dace, celui-ci est dû à *Jordanès*, qui affirmait ceci : «ceux d'entre eux qui étaient des nobles se nommaient d'abord *tarabostes*, ensuite *pilleati*». Compte tenu de ce texte, on a déduit, dès le siècle dernier, que la société géto-dace était divisée en nobles (*pileati*) et gens du commun (*comati*). On ne saurait par ailleurs exclure l'existence d'un esclavage de type patriarcal, les esclaves étant présents dans toutes les sociétés antiques. Il s'agissait probablement de prisonniers faits dans les guerres ou de ceux qui avaient perdu leur liberté suite aux dettes contractées.

De ce que nous venons de montrer il ressort que le processus de division en classes sociales de la société géto-dace avait commencé au moins au V^e siècle av.n.è., qu'il avait progressé graduellement, pour conduire vers le début du I^{er} siècle à la cristallisation des classes sociales, à la formation de couches sociales dominantes et exploiteuses et à la consti-

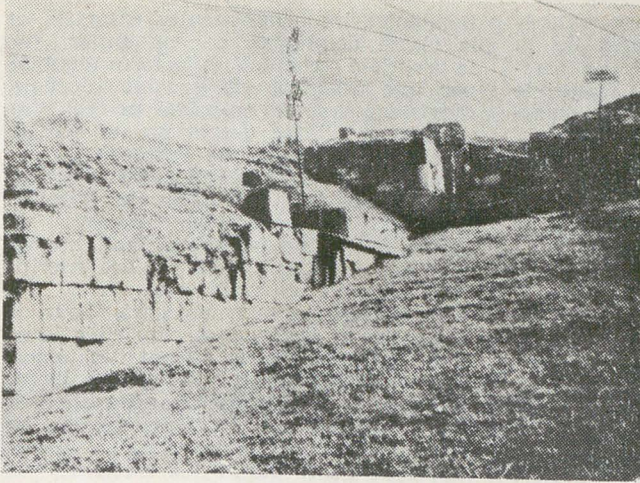


Murus dacicus, une preuve des performances architectoniques de la civilisation dace.

chef local du nord de la Dobroudja nommé Moskon, portant le titre de *basileus*, battait monnaie d'après le modèle hellénistique. Aux III^e—II^e siècles av.n.è., des documents épigraphiques découverts à



Le trésor dace de Sincrăieni inclue aussi ce magnifique bol d'argent.



Costești. La porte principale de la cité dace



Le sabre-emblème découvert à Medgidia.

tution d'une masse de producteurs de biens matériels, différenciée elle aussi sur la base de la division sociale du travail ; outre les agriculteurs, il y avait déjà, indubitablement, des artisans et des marchands. Ces éléments entraient dans la structure des formations politiques à la tête desquelles il y avait des rois tels *Rhemaxos* (vers 200 av.n.è.) ou *Orolès*, et surtout *Burebista*, «le premier et le plus grand des rois de Thrace», selon un décret de la cité de Dionysopolis. C'était au I^{er} siècle avant notre ère.

Le texte de base concernant le règne de Burebista reste celui de Strabon, dont il résulte que Burebista avait pris la direction de l'Etat ; il serait donc question d'une direction institutionnalisée et transmise ; cette opinion est appuyée par l'inscription trouvée à Histria où l'on cite le fils du roi *Rhemaxos*, qui exerçait des fonctions royales. La réalisation exceptionnelle de Burebista a été la création, en quelques années, d'un *grand empire*, d'un *grand Etat*. Strabon énumère les moyens que le roi avait utilisés d'abord, il a fait cesser les innombrables guerres caractéristiques à la démocratie militaire ; par ailleurs, Burebista a créé un nouveau type d'armée, plus homogène, transformant l'essence même des occupations militaires anciennes en instrument d'une politique d'Etat. Un troisième modalité a une importance spéciale pour le problème que nous discutons : l'*obéissance aux ordres*. «la soumission aux lois», c'est-à-dire l'observance des édits royaux. A la tête de l'Etat il y avait le

roi, qui avait en premier lieu des fonctions politiques et militaires. L'armée était incontestablement la première et la plus importante des autres institutions, comme d'ailleurs dans toutes les sociétés divisées en classes antagonistes. Celle de Burebista, selon Strabon, avait quelque 200 000 hommes. A partir du règne de Burebista, les sources littéraires et épigraphiques consignent l'existence, auprès des rois géto-daces, de divers dignitaires «*serviteurs du roi*», ainsi que les nommait Strabon. Criton nous apprend que, du temps de Décébale, une partie de «*ceux de l'entourage du roi s'occupaient des fortifications, et les autres étaient les chefs de ceux qui travaillaient la terre*». Pour diverses démarches, le roi avait recours aux services de messagers, habiles. Une inscription découverte à Dionysopolis nous renseigne sur le fait que *Acornion*, par exemple, «*l'un des meilleurs amis de Burebista*», était le conseiller de ce dernier «*pour ce qui était des questions les plus importantes*», ayant été «*envoyé en ambassade auprès de Cnaëius Pompeius*». Le titre aulique *protos kai megistos philos*, que portait Acornion, ressemblait à celui utilisé aux cours des rois hellénistiques, ce qui permet de supposer que des modèles gréco-macédoniens avaient été utilisés dans l'organisation de l'Etat géto-dace.

Quant au prêtre Décénée, Jordanès nous dit que Burebista lui avait accordé un pouvoir presque royal (*pene regiam potestatem*). Selon Dion Cassius, nous retrouverons plus tard, dans la même dig-

nité, Vezinas, «le deuxième après Décébale». Une partie des membres de la famille royale occupaient aussi des *fonctions* à la cour. Par exemple, Diégis, le frère de Décébale, a mené des pourparlers de paix avec Domitien.

L'organisation étatique géto-dace impliquait aussi, évidemment, des *activités monétaires*. Avec le règne de Burebista et l'institution de l'Etat, la fabrication de la monnaie géto-dace a connu une nouvelle phase. Les ateliers monétaires locaux ont cessé leurs activités et un système monétaire, imitant les *denarii* républicains romains, fut institué. L'émission monétaire était vraisemblablement contrôlée par le roi lui-même, situation qui allait se perpétuer tant que dura l'Etat géto-dace.

Enfin, pour résoudre les problèmes internes, le roi et les prêtres exerçaient aussi des *fonctions juridiques*.

Quel était donc le type d'Etat constitué pendant l'Antiquité sur l'espace carpatodanubien et pontique ? Rien ne permet de considérer l'Etat géto-dace un Etat esclavagiste «débutant». L'Etat en question peut être comparé à d'autres Etats consolidés, connus déjà dans le monde thrace — avec le royaume des Odrisses, par exemple, défini comme un Etat du «type territorial», par quoi on comprend que son trait essentiel était la large extension sur un vaste territoire, caractéristique qu'on rencontre aussi dans le cas de l'«empire» de Burebista.

L'Etat géto-dace fondé par Burebista a aussi été comparé avec le royaume de Philippe II de Macédoine, vu que les deux monarques avaient entrepris des tentatives d'incorporer dans leurs royaumes des cités-Etats grecques, qu'ils ont mené une politique intérieure de consolidation du pouvoir royal en annulant celui des *dynastes* locaux et qu'ils ont chacun organisé une armée royale unique.

Pour pouvoir déterminer le type de l'Etat géto-dace, le principal critère est la *forme de propriété* sur les moyens de production. Dans notre cas, compte tenu de ce que les Gétos-Daces de ce temps-là étaient en premier lieu et dans leur grande majorité des agriculteurs, le problème qui se pose est celui de la propriété des terres. Tous les documents réunis jusqu'à cette heure attestent que les paysans géto-daces vivaient dans des *communautés*, la propriété foncière ayant un caractère communautaire. Dans l'Antiquité, il y avait des formes typiques de communautés rurales en Orient — Egypte, Mésopotamie, Inde, Chine, etc. — où fonctionnait le mode de production dénommé par Marx «asiatique». Puisque le terme proposé pour ce mode de production, différent de l'esclavagisme, n'est pas propre, il a généralement été remplacé par celui de «tributaire». Un tel mode de produc-

tion entre les communautés asservies et la classe dominante en son entier, par la propriété commune de la terre (doublée par une propriété du pouvoir suprême, coexistant avec la propriété privée), par un régime d'Etat despotique et par le caractère sporadique de l'esclavage.

Au sujet de la perception du tribut en nature chez les Gétos-Daces, un témoignage est conservé dans l'oeuvre de Criton : un tribut en argent était imposé aux cités grecques, attesté par des inscriptions découvertes à Histria. En ce qui concerne les travaux entrepris pour le compte de la communauté, les cités fortifiées des monts Sebes offrent des témoignages incontestables. Ces cités, bâties en pierre et constituant un véritable système de défense, étaient, visiblement, le fruit du travail communautaire. Enfin, rappelons aussi parmi les modalités de payer le tribut l'obligation des communautés rurales de fournir des soldats.

L'Etat géto-dace a donc été engendré et caractérisé par le mode de production tributaire, lequel connaissait une diffusion bien plus large que l'esclavagisme, et revêtait une variété de formes.

Dans son évolution millénaire, la société géto-dace en est donc arrivée, au premier siècle av.n.è., à dépasser les cadres de la société primitive et à passer à une forme supérieure d'organisation : la forme étatique. La plus importante réalisation de Burebista a été l'unification de tous les Gétos-Daces qui occupaient une vaste aire d'habitat, inscrite entre les Balkans (les Stara Planina d'aujourd'hui) et les Carpates nordiques, d'une part, et entre le Danube moyen et le littoral occidental de la mer Noire, d'autre part. Burebista a exercé sa domination sur les cités grecques du rivage occidental du Pontus Euxinus, d'Olbia (aujourd'hui Porutino, en URSS) jusqu'à Apollonia (Sozopol, en Bulgarie). Il a vaincu les Celtes dirigés par Critarios et les Bastarnes de race germanique, qui avaient pénétré dans l'espace géto-dace.

L'Etat géto-dace fondé par Burebista au cours de la première moitié du I^{er} siècle allait connaître d'amples modifications le long des siècles, connaissant tour à tour des périodes de progrès et de régress. Après la formation du peuple roumain — processus ayant découlé de la continuité de nos devanciers sur les territoires carpatodanubiens et pontiques, leur berceau — suivit une période difficile, avec les migrations de diverses populations, qui ont valu aux autochtones d'innombrables vicissitudes. Cette période allait finir une fois créées les premières formations étatiques roumaines, lesquelles ont conservé les vieilles traditions daco-romaines et ont été aussi porteuses de nouveaux éléments de civilisation.

LA SYNTHÈSE DACO-ROMAINE: UNITÉ, CONTINUITÉ, PERENNITÉ,

DUMITRU BERCIU, professeur d'Université, docteur en histoire

La synthèse daco-romaine a été le facteur décisif de l'éthnogenèse des Roumains, l'élément fondamental de notre unité ethnique. Le fondement de cette synthèse fut le fonds unitaire thraco-daco-gète, plusieurs fois millénaire, sur lequel allait se greffer le facteur romain, après un long processus de contacts, d'influences réciproques, de coexistence, d'interpénétration et de fusion ethnoculturelle et d'autre nature. Un phénomène semblable a été possible grâce au fait que le monde géto-dace se trouvait, au moment de son impact avec le monde romain, à un stade de développement social, économique et culturel avancé, qui a facilité la réception et l'assimilation de biens de la civilisation supérieure qu'était

la civilisation romaine. D'ailleurs, les Gêto-Daces avaient déjà connu la civilisation hellénistique et avaient entretenu des rapports avec les Scythes, les Celtes et les Perses. Ainsi, ils se trouvaient déjà intégrés dans le contexte général du monde antique, dans lequel il se sont intégrés davantage à l'époque de leur contact avec les Romains.

Les Daces furent un des principaux peuples de l'Antiquité. Peuple sédentaire, d'agriculteurs, éleveurs et artisans, ils ont atteint un degré élevé de civilisation. Les Daces étaient continuellement au courant des acquis techniques de l'époque, ceci étant attesté par les fouilles archéologiques entreprises sur les sites des anciennes localités — *davae* et cités daces. Les découvertes archéologiques récentes — et elles

sont toujours plus nombreuses, d'une année à l'autre — viennent compléter l'image réelle du substrat ethnique ancestral des Roumains et mettent en évidence la place et l'importance de celui-ci dans la pérennité millénaire du peuple roumain dans la région géographique des Carpates, du Danube et de la mer Noire, ainsi que les influences qu'il a transmises, sous la forme de persistences et d'héritages, à d'autres peuples qui se sont fixés ou formés ultérieurement dans la partie mentionnée de l'Europe du sud-est. Cet héritage thrace est, de nos jours encore, un élément commun de tous les peuples de la région carpatodanubienobalkanique, mais aucun des peuples vivant dans cette région n'a, comme le peuple roumain, les racines plantées dans l'histoire quatre fois millénaire du sol ancestral. La vigueur de notre romanité s'est épanouie puisant aux racines archaïques thraco-géto-daces, par un processus autochtone et unitaire.

On a constaté que par la continuité thraco-daco-gète ont été sauvés certains éléments de l'héritage indo-européen carpatodanubien, sans plus parler d'éléments de l'héritage dace et romain. Les Daces et les Daco-Romains, par leur persistance dans les mêmes

Le vaste espace dont le noyau était le foyer carpatique-danubien-pontique, où Burebista — „le premier et le plus grand parmi les rois qui ont régné en Thrace” — exerçait ses prérogatives.



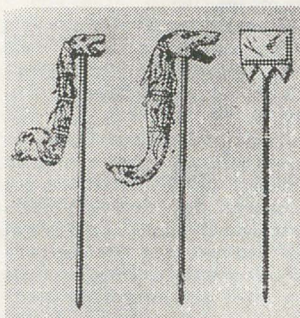


Arrivées sur le rive de sud du Danube, les armées de la Rome sont transbordées au-delà du fleuve (Détail de la Colonne Trajane)

contrées, ont conservé, développé et transmis à la civilisation européenne du Haut Moyen Âge, de nombreux biens de la culture matérielle et spirituelle autochtone et de l'Antiquité romaine. Les autochtones ont également transmis certains de ces biens aux populations migratrices.

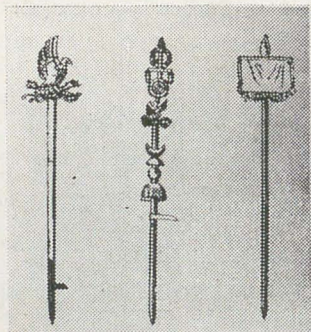
Le bloc daco-romain — lequel correspond, en ce qui concerne le territoire, à ce que nous appelons «Daco-romanie» — nous apparaît aujourd'hui avec toute la clarté, surtout après l'an 271 de notre ère, an du retrait des troupes et de l'administration romaines sur un autre alignement dacique, au sud du Danube. Les prémisses de la Daco-romanie existaient pourtant bien longtemps avant la conquête, notamment au sud du Danube, dans le secteur géto-dace de Mésie, tout d'abord par la pénétration, dans ces régions, de produits d'importation et de la monnaie romaine, ensuite par l'arrivée de marchands, puis par l'institution de la domination romaine à l'époque d'Octavien Auguste, au début du premier siècle de notre ère. Ce fut à cette époque-là que l'on vit s'intensifier sensiblement la pénétration

de la romanité au nord du Danube également, ainsi qu'outre-Carpates, c'est-à-dire au cœur même de la Dacie. La monnaie romaine de l'époque de la République y était exceptionnelle-



Des signes militaires des Daces

Des signes militaires des Romains.



ment répandue, et sa circulation s'intensifiait au fur et à mesure qu'approchait l'époque de Décébale. On a découvert, rien que sur le territoire de la Roumanie, environ 26 000 semblable monnaies, ce qui atteste que la Dacie avait été intégrée dans le circuit économique universel, qui, à l'époque, était dominé par le circuit économique romain.

Une constatation d'importance historique fondamentale s'impose : tout le territoire peuplé de Géo-Daces avait été inclus dans la mouvance de la civilisation et de l'économie romaine, conséquence naturelle de l'unité ethnoculturelle dacique. Le phénomène romain venait non seulement reconnaître cette unité, mais, par sa vitalité, contribuait à la fortifier, à assurer la continuité, la pérennité de la synthèse daco-romaine qui se constituait, peu à peu, sur la vaste unité du peuple des Daco-Gétes. Nous voulons souligner que les monnaies romaines et les produits importés, de facture romaine, ont été découverts dans les régions situées à l'intérieur et à l'extérieur des Carpates, les Daces ont renoncé à leur monnaie traditionnelle et ont frappé des pièces qui étaient des imitations du denier romain : ceci était une conséquence de l'intégration des Géo-Daces dans le système économique dominé par Rome. En même temps, cette monnaie dace à la cristallisation encore plus prononcée de la structure économique et politique de l'Etat dace centralisé et indépendant créé par Burebista. En 1979, l'on a découvert sur le site de la cité de Buri-dava, à Ocnița (dép. de Vilcea) les plus anciens témoignages connus jusqu'à présent sur l'utilisation par les Daces de l'alphabet latin, qui démontrent que le latin était, dès le I^{er} siècle avant notre ère, familier aux Géo-Daces. A



Le royaume du brave Décébale n'a pu être conquis qu'au prix du sacrifice suprême de son illustre dirigeant
(Détail de la Colonne Trajane)

l'époque d'Auguste, les Daces utilisaient également l'alphabet grec et la langue grecque, comme le démontre l'importante inscription du roi Thiamarcus, découverte à Buridava-Ocnîța.

Les observations obtenues au cours des fouilles archéologiques entreprises dans les Subcarpathes des les contrées de Vilcea, du Gorj, de Muscel et de Buzău, de même que dans la Plaine Roumaine, nous conduisent vers la conclusion que la zone extracarpatique se trouvait non seulement sous l'influence romaine, mais même sous le contrôle politique et militaire romain dès l'époque d'Octavien Auguste, quand divers rois locaux — tels celui qui avait son siège à Ocnîța — devaient déjà dépendre, sous une forme ou une autre, de l'autorité romaine. Les prémisses d'une Dacoromanie carpatho-danubienne existaient donc dès cette époque-là, c'est-à-dire avant 106, année de la conquête de la Dacie où, pour être plus précis, du véritable bastion dace des Carpathes, ainsi que du territoire de l'Olténie actuelle et de l'est du Banat par les Romains. Donc, à partir de 106, une partie de l'Etat dace de Décébale se trouve effectivement incorporé dans la romanité orientale. Ici, sur le sol

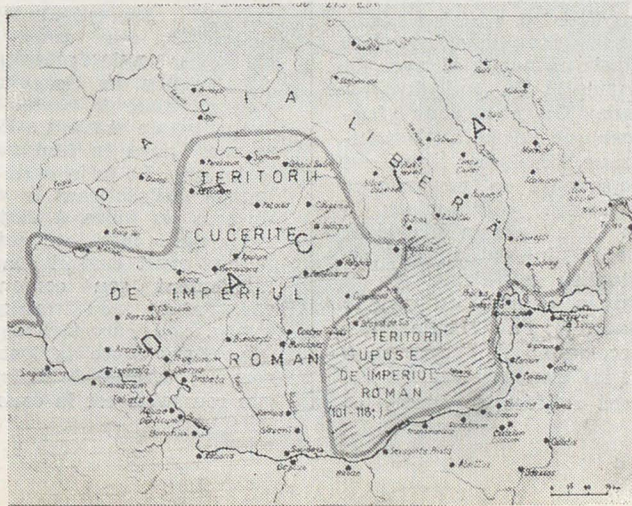
géo-dace, de même qu'en Mésie, allait se développer une civilisation urbaine supérieure. Entre les autochtones et les Romains, la transmission de valeurs de civilisation s'est produite dans les deux sens, et la civilisation romaine dans la province de Dacie a acquis certains traits caractéristiques, spécifiquement géto-daces. Ainsi, il nous suffit de nous rappeler le monument funéraire de Căsești, en Transylvanie, pour remarquer que, même au niveau de l'art funéraire — plus conservateur que d'autres domaines de l'art romain —, les autochtones ont imprimé certains

aspects de leur vie spécifique, liée à la terre et à leurs occupations.

Toute la documentation archéologique concernant le territoire de l'ancienne province romaine de Dacie atteste la continuité incontestable des Daces après l'an 106 de notre ère. La présence des Daces est attestée non seulement dans les agglomérations rurales, mais aussi dans les camps militaires permanents retranchés romains (castra), dont ceux d'Apulum, Olteni, Covasna, Drobeta, etc., et dans les villes. Les Daces étaient toujours présents aux alentours de ces localités du type romain, mais aussi à l'intérieur de celles-ci, et les témoignages archéologiques en ce sens sont nombreux. Le fait que des villes romaines ont repris les dénominations des centres importants des Daces (Apulum, Napoca, Porolissum, Sarmizegethusa, Drobeta, Buridava, etc.), tout comme la persistance des noms daces des cours d'eau après la conquête romaine, attestent également la continuité de la population géto-dace.

Le résultat le plus précieux du processus de la continuité et de la romanisation fut la synthèse ethnoculturelle daco-romaine. Sans aucun doute, cela n'a pu être possible que dans les conditions de

La Dacie pendant les années 106—275.



la persistance de la population dace dans ses foyers entrés, après 106., dans le cadre de l'Etat romain. A la base de la nouvelle synthèse se trouvait le fonds autochtone, gëto-dace, et la puissante tradition de celui-ci, de vitalité et de persistance, sur laquelle allait venir s'apposer le sceau de Rome, pour reprendre la formulation suggestive due au grand historien Nicolae Iorga. Ce processus a compris, de manière différenciée, les Daces libres — c'est-à-dire ceux qui étaient restés à l'extérieur des frontières politiques de la province romaine — et qui entouraient de trois côtés la Dacie romaine. Ceux-ci avaient des contacts permanents avec les Daces de la province romaine de Dacie, avec la romanité sud-danubienne, suivant la ligne du Danube, et, à l'ouest, avec la Pannonie romaine. Décisive, quant à cette intégration des Daces libres dans le processus de romanisation a été l'unité réelle des Daces et leur continuité sur toute leur aire d'habitation, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de l'empire. La population qui vivait sur les territoires daces n'ayant pas été inclus dans la province romaine était réceptive à l'influence de la civilisation romaine et était intégrée dans le circuit économique romain. C'était la Dacie libre, où la continuité ne fut interrompue pas un seul moment et qui a toujours conservé des liens avec la Dacie romaine et avec la romanité du sud du Danube. On peut donc affirmer que l'unité s'est maintenue. Les Daces libres ont représenté en permanence le facteur continuateur de la lutte pour la liberté et de l'individualité, de l'originalité de l'existence et de la culture du peuple dace. En l'an 271 de notre ère, quand l'administration et les troupes romaines furent retirées de Dacie, les

habitants des régions qui confinaient à l'ancienne province à l'est et à l'ouest vont pénétrer dans celle-ci, comme l'attestent les découvertes archéologiques de Transylvanie et d'Olténie (dans les départements de Bistrița-Năsăud, Alba et Vilcea). Cela étant, l'unité politique de la Dacie était refaite. Les très nombreuses découvertes archéologiques faites aussi bien sur le territoire de l'ancienne province roumaine de Dacie que sur le territoire de la Dacie libre, attestent on ne peut plus clairement toute la dynamique du cheminement de la vie des autochtones daco-romains vers une nouvelle étape : la vie des Roumains. L'unité de jadis se retrouve maintenant refaite, depuis le Maramureș et jusqu'au Dniestr et au littoral ouest du Pont Euxin. La synthèse daco-romaine est, en fait, une preuve éloquent de la continuité sur l'ancien fondement thraco-gëto-dace et elle incluait, dans ses coordonnées, le monde gëto-dace dans son ensemble. Toutes les découvertes archéologiques faites en Transylvanie (à Apulum, Sarmizegetusa, Bratei, Sopor, etc.) et en Olténie (Verbița-Dolj) témoignent d'une développement continu de cette civilisation vers les IV^e, V^e et VI^e siècles de notre ère. Pour ce qui est des VI^e et VII^e siècles, cette unité romaine du peuple roumain est attestée concrètement par la culture Ipotești-Cindefști (identifiée, cette année-ci, en Transylvanie également, dans le dép. de Harghita), puis par celle de Bratei en Transylvanie et Costița-Boțoșana dans la Moldavie historique. Le latin était la langue utilisée dans la vie de tous les jours, à l'intérieur des familles ; cette langue avait enrichi continuellement son contenu, conservant, en même temps, son caractère unitaire dans toute la Daco-romanie. L'unité de la langue roumaine est la consé-

quence de l'unité ethnique, daco-romaine, et du fonds ayant préexisté au processus de fusion daco-romain. Évidemment, un des facteurs de l'unité linguistique fut représenté par l'unité et l'harmonie du cadre physico-géographique dans lequel allait se former le peuple roumain, peuple unitaire, le même sur tout le territoire de son foyer ancestral, depuis des temps immémoriaux.

Les Roumains ont adopté le christianisme sous sa forme latine et populaire. Ceci représentait, tout comme l'unité linguistique, un facteur de consolidation de l'unité des Roumains devant les vagues successives des peuples migrateurs qui allaient s'abattre sur leurs contrées. Des découvertes archéologiques attestant le christianisme aux IV^e—VII^e siècles ont été faites sur tout le territoire de notre pays. C'est là un autre témoignage de l'unité de notre peuple, unité qui se manifestait dans le domaine de la spiritualité également, distinguant les autochtones des migrateurs (Goths, Huns, Gépides, Avars, puis vieux Slaves), auxquels ils ont transmis des biens de civilisation propres ou romains.

Ainsi, le caractère daco-romain de notre peuple est le résultat d'un processus de longue durée, différencié, profond, mais unitaire et irréversible. Les Daco-Romains ont persisté sur le territoire de leurs ancêtres grâce à leur propres forces, à leur combat permanent pour la défense de leur identité ethnique et de la culture nouvelle — daco-romaine — laquelle continuait l'héritage dace et l'héritage romain réunis en un bloc structuré, parfaitement unitaire, le peuple roumain. Bien qu'étant restés — sous le rapport juridique, politique et administratif — à l'extérieur de l'Empire romain, les habitants des deux versantes des Carpates, des

(Suite page 88)

Constitué, pareil à beaucoup des peuples de l'Europe, à la suite d'un procès historique prolongé et complexe, le peuple roumain est le résultat de la synthèse entre les deux composantes fondamentales de culture et de civilisation antique celle géto-dace et celle romaine; une synthèse qui consiste, en essence, dans la conservation, en grande mesure, des valeurs de culture matérielle et d'esprit créées par la société géto-dace d'un part, et de l'autre part, dans la captation

de sa physiognomie ethnique et spirituelle, resta seul à affronter, par ses propres forces, les vagues migratoires qui devaient passer sur ses territoires"¹.

Les mêmes résultats des recherches archéologiques et historiques mettent en évidence un autre aspect du processus ethnogénétique roumain, celui de l'héritage que notre ancêtres ont transmis au peuple roumain. Synthétisant remarquablement les résultats de la recherche à cet égard, le président du

Le peuple roumain unique et unitaire d'un part et de l'autre des Carpates et du Danube, héritier des grandes vertus et des traditions des ses glorieux precurseurs

Dr. ȘTEFAN OLTEANU

par les communautés géto-daces des certains valeurs du monde romain, une conséquence du contact direct entre les deux grandes civilisations du temps.

Evidement une telle synthèse suppose, indiscutablement, quelques caractéristiques majeures, qui confèrent au processus mentionné la consistance correspondante: stabilité dans le foyer ancestral, continuité ininterrompue dans l'espace carpato-danubien-pontique tout entier, unité totale de la culture matérielle et spirituelle de notre peuple; ces sont des particularités qui confèrent au processus même un caractère d'unicité, reléfié avec prégnance par les résultats des recherches archéologiques et historiques des dernières deux décennies. Les études élaborés à cet égard mettent en évidence l'existence sur le territoire de l'ancienne Dacie, tout au longue de la 1er millénaire n.è. d'une société sédentaire, avec une dynamique démo-économique et sociale-politique qui souligne, en dépit des certains périodes de temporisation de son evolution, un progrès continuel vers accomplissements medieviaux roumains. Se referant à cette evolution, le président Nicolae Ceaușescu relève une appréciation importante pour l'orientation de la recherche dans la question de notre continuité historique après la retraite des armées et de l'administration romaine du territoire du nord du Danube. „Dans ces conditions — montrait le président Nicolae Ceaușescu — notre peuple, trouvé encore en plein processus de cristalisation

notre pays affirme avec claieté et fermeté cette question dans un de ses discours: „Comme nous montrent les écritures des temps passés, les recherches archéologiques,

Aussi l'inscription découverte à Biertan (district Sibiu): „ego Zenobius votum posui“ constitue une preuve du processus irrévérable du l'entrelacement des civilisations dace et romaine.





Les lourds combats entre les Daces et les Romains ont pris fin. Les Daces — hommes, femmes, enfants — retournent à leur foyers.
(Détail de la Colonne Trajane).

les données scientifiques, pendant cette période se réalisa la symbiose daco-romaine et commença la formation d'un nouveau peuple, basé sur les plus hautes vertus des Daces et des Romains. C'est ainsi que s'est né le peuple roumain. Après la retraite des armées romaines devant l'invasion des peuples migratoires, le nouveau peuple en cours de formation a resté pour défendre son foyer et la communauté d'intérêts².

Des recherches scientifiques multidisciplinaires mettent en évidence certains particularités majeures de l'ethnogenèse roumaine qui confère au notre peuple le caractère unitaire et relève en même temps l'héritage transmis par ses précurseurs.

A l'encontre de l'origine et de l'époque de formation des peuples qui nous entoure, le peuple roumain est le seul héritier et représentant dans cette partie orientale de l'Europe, de la romanité, „une île de la romanité“ comme s'affirme dans certains ouvrages de spécialité apparus à l'étranger³. L'ethnogenèse roumaine s'est passée, à l'encontre des autres peuples voisins, dans le cadre du même territoire habité par ses précurseurs; c'était donc un processus direct de continuité historique dans les mêmes limites territorielles de ses ancêtres.

Les recherches ont démontré que le territoire de l'ancienne Dacie a été habité sans cesse tout au long de l'époque des grandes migrations par la population autochtone (daco-romaine, roumaine). Rien ne plaide pour une césure démographique ce temps-là. Par contre, l'évidence et le routage des objectifs archéologiques des III—XI^e siècles n.è., des habitats et nécropoles identifiées jusqu'au présent (étudiées intégralement ou partiellement et dépistées par investigations de surface) du territoire du pays tout entier constatent, de point de vue statistique, l'existence pour les III—V^e siècles n.è. des quelques 400 habitats et nécropoles appartenant à la population autochtone, réparties ainsi: plus de 200 à l'est des Carpates, environ 60 à l'ouest et au nord de ceux-ci, le reste entre le Danube, la mer et les Carpates Meridionaux⁴. Pour les VI—VIII^e siècles, le nombre des objectifs est près de 300,

étant organisés ainsi: 100 en Moldavie, environ 80 en Transylvanie et plus de 70 en Muntenie (y compris Dobroudja). En fin, pour les VIII^e—IX^e siècles, le nombre de ces objectifs archéologiques (habitats et nécropoles) est plus de 1500, ce qui signifie une augmentation démographique appréciable par rapport à la situation de l'époque antérieure. On doit remarquer qu'à côté des quelques habitats qui continuent à exister sans cesse tout au long de la période mentionnée des III^e—XII^e siècles, leur groupement dans des zones géographiques, dans des concentrations démographiques de plusieurs villages, groupés ensemble se maintient dans les III^e—XII^e siècles, fait qui présente des significations très importantes à l'égard de l'organisation politico-étatique.

Cette évolution démographique ininterrompue des communautés autochtones de l'ancienne Dacie pendant le millénaire des grandes migrations démontre avec force notre continuité historique sur les contrées ancestrales du peuple roumain, infirmant pour toujours la soi-disant théorie du „vide“ démographique dans l'espace carpatique-danubien-pontique, vide provoqué, pour ainsi dire, tant par la retraite des armées et de l'administration romaine en 271—275 n.è., que par la pénétration ici des grandes „pulsations“ des steppes asiatiques, des populations migratoires.

On sait combien d'unitaire dans ses compartiments essentiels a pu être la civilisation de la société géto-dace pendant sa période classique, manifestée comme une unité de nation et de langue⁵. Beaucoup des valeurs de culture et civilisation géto-dace ont été transmises aussi au cadre de la société daco-romaine, étant appliquées dans la pratique sociale jusque tard, au Moyen Âge. C'est le cas, par exemple, de la pérennité du four pour réduire le minerai de fer, un four ayant une ouverture latérale, création des artisans géto-daces⁶, rencontré au cours de siècles prochains (dans l'activité de mettre en valeur les richesses minières par la population autochtone) tant sur le territoire de

Aussi les femmes et l'enfant éternisés sur cette métope constituent un argument de la continuité des autochtones après les guerres daco-romaines (Détail du monument triomphal Tropaeum-Traian-Adamclisi)



la Transylvanie, que de la Moldavie et de Muntenie. Tels exemples peuvent être cités aussi au cas des certains pratiques et techniques artisanaux, par exemple dans le domaine de la céramique, de l'usinage et de la réalisation de quelques objets et outils spécifiques aux Daces en art etc.

L'occupation romaine dans une partie de la Dacie à eu comme conséquence fondamentale le fait que les contacts directs entre les valeurs matérielles et spirituelles entre les deux grandes civilisations se sont intensifiés, contribuant de cette manière à réaliser la synthèse daco-romaine, à former le peuple roumain. Des recherches récents ont démontré clairement qu'aussitôt après la conquête romaine, les Géo-Daces ont récepté et assimilé du monde romain le soc et le couteau de fer de type romain (au manchon) — les pièces principales de la charrue, qui ont été utilisées une période à côté de celles spécifiques daces (le soc de fer „dace“). Une évidence sommaire nous montre que pour la période des IIe—IVe siècles ont été découverts jusqu'au présent des socs de charrue romains dans plus de 50 localités (33 en Transylvanie, 70 en Muntenie, 6 en Moldavie). Cette réalité montre que, comme s'était naturellement, le nouveau type d'outil a été assimilé plus vite dans les territoires qui se trouvaient sous la domination de Rome, mais qu'aussi dans les autres espaces de l'ancienne Dacie se produira le procès d'assimilation de la technique nouvelle. Des les IVe—Ve siècles n.è., grâce aux qualités techniques-économiques présentées par le nouveau type de soc et de couteau de charrue, la société assimila l'outil ayant rendement économique supérieure, ainsi qu'après cette date ont utili-

serait exclusivement le soc romain. On constate des situations pareils aussi dans l'évolution d'autres outils agricoles, comme les faucilles et la serpe de fer. L'assimilation des types nouveaux du monde romain prouve que la société les a préféré et adopté, presque en exclusivité, ceux qui correspondaient meilleur par leur qualités techniques-économiques aux nécessités d'accroissement de la production céréalière. Il était donc un processus d'assimilation technologique — produit dans le cadre de la société daco-romaine au niveau de l'espace carpatique-danubien-pontique tout entier — des certains valeurs de la civilisations romaine, un processus déroulé dans le cadre de celui de fusion entre les deux parties composantes de l'ethnogenèse roumaine.

On constate un caractère profondément unitaire aussi dans l'évolution des structures sociales, politiques et militaires des communautés humaines du territoire de l'ancien Dacie. La „obștea“, communauté villageoise territoriale, héritée de chez les Géo-Daces différente, par ses institutions spécifiques, de la structure sociale des populations en migration, devienne au Ier millénaire n.è. la cellule sociale, économique politique et militaire fondamentale de notre société sur le territoire du pays tout entier. À la fin du Ier millénaire n.è. des structures pareils évolueront dans les voïvodats et les pays roumains mentionnés par les sources écrites, se que représentent une étape supérieure d'organisation politique-étatique et militaire du peuple roumain consolidé au milieu du XIVe siècle par la formation, dans notre provinces historiques, des Etats féodaux roumains autonomes, la Transylvanie, la Muntenie et la Moldavie.

En conclusion on peut considerer que la manifestation des phénomènes et des procès mentionnés dans tout l'espace roumain de l'ancien Dacie, leur synchronisation, le contenu institutionnel identique des structures économiques, sociales et politiques-militaires, la similitude des manifestations d'art et de comportement dans le cadre de la société du territoire carpatique-danubien-pontique demontre puissamment l'unité ethno-culturelle du notre peuple, sont effort de créer sa propre culture et civilisation en dépit des vicissitudes historiques.

Le verre d'argent découvert aux Portes de Fer,



¹ Nicolae Ceaușescu, *La Roumanie sur la voie de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée*, vol. 14, Bucarest, 1977, p. 321 — 324.

² Nicolae Ceaușescu, *La Roumanie sur la voie de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée*, vol. 24, Bucarest, 1982, p. 12.

³ *Histoire Universelle*, vol. V, Paris, 1975.

⁴ L'évidence a été réalisée par nous afin d'être valorifiée dans notre ouvrage „Societatea românească în secolele III—XII : statornicie, continuitate, devenire (en cours d'elaboration).“

⁵ H. Dălcoviciu, *Epoca Burebista*, dans Potaissa, Turda, 1980, p. 5 et suivants ; M. Babeș dans SCIVA, 1979, p. 329.

⁶ Ioan Glodariu, Eugen Ianilavski, *Civilizația fierului la daci (sec. II î.e.n. — I.e.n.)*, Cluj-Napoca 1979, p. 35.

L'UNITÉ D'ÉTAT DANS LA CONSCIENCE ET L'ACTION POLITIQUE ROUMAINE MÉDIÉVALE

STEFAN S. GOROVEI

Le chemin que le peuple roumain a eu à parcourir jusqu'à la construction de l'État national unitaire constitue un chapitre particulièrement intéressant, illustratif pour l'histoire tourmentée de l'espace roumain. Si l'étape finale de ce chemin n'a compté que six décennies — de l'Union de 1859 à la Grande Union — l'autre partie, qui a précédé et préparé les deux grands événements légitimes, est beaucoup plus longue, occupant la plus grande partie de notre Moyen Âge et de l'époque moderne. Elle se confond totalement à la route parcourue par le peuple roumain vers l'établissement de l'identité nationale, dont le corollaire devait être — et l'a d'ailleurs été — le rassemblement de tous les Roumains habitant les deux versants des Carpates en un seul État. Cette grande étape connaît un point de carrefour, marqué avec prégnance par le fait de Michel le Brave, en 1600 ; tout ce qui a suivi s'est déroulé sous le signe de ce fait ; tout ce qui a précédé a préparé ce fait, a conduit à sa rencontre la marche de l'histoire.

Une formule poétique bien connue et chère à nos cœurs évoque l'union des pensées et des sentiments, laquelle s'est réalisée bien avant celle politique. «La première union des Roumains — écrivait N. Iorga — a existé lorsque dans la tête des érudits cette idée n'avait pas encore fleuri, à savoir dans

l'unité parfaite de la vie économique, étayée sur la parfaite unité de la vie générale. La Transylvanie est elle aussi entrée dans cette vie par l'intercirculation roumaine : un seul corps, un seul système, dans lequel coule le même sang vif». Toute l'évolution des Roumains a marqué la route vers la constatation de l'entière identité entre les habitants — lesquels, se nommant tous Roumains, montraient qu'ils parlaient la même langue, le roumain — attestant par là même, la conscience de leur unité.

Cette conscience est sans doute plus ancienne que toutes les attestations documentaires. L'existence même des *Romanies* populaires, dont N. Iorga a eu la géniale intuition, en est une preuve. De ces *Roma-*

À Posada, les Roumains du Pays Roumain de Muntenie — occupant les versants du défilé — ont anéanti l'armée agresseuse.



nies dérive le nom des *Vlahii* et des *Valahii* pour tout pays habité par des Roumains, comme un puissant témoignage de l'unité et de la romanité en même temps. Le XIV^e siècle, qui a vu l'apparition des deux principautés roumaines extracarpatiques comme formations indépendantes, n'a pas annihilé cette réalité et n'a pas mené — tel que l'affirment certains historiens étrangers dont la bonne foi doit être sérieusement mise à l'épreuve — à la formation de peuples différents. De tels *valachii* ou *pays roumains* existaient sur tous les territoires habités par les Roumains, aussi bien au Nord qu'au Sud du Danube. Une telle *terra blacorum* est attestée en 1222 dans le Făgăraș, et, plus tard, même la Transylvanie comptait pour une *Valachie*. Le même nom se retrouve pour les formations politiques de Sud et de l'Est des Carpates. Ainsi, un *walachen lant* est mentionné en 1307 et une *Valachia* en 1340 dans l'espace est-carpatique ; entre les Carpates et le Danube, les dominations roumaines sont brillamment attestées par le célèbre diplôme des Chevaliers Hospitaliers, datant de 1247.

L'évolution unitaire et relativement synchrone des Roumains de l'extérieur et de l'intérieur de l'arc carpatique aurait depuis longtemps justifié la constitution d'un État unique ; mais la pression précoce de la royauté arpadienne



**Le monastère de Moldo-
vița. Tableau votif, repre-
sentant la famille de Petru
Rareș, le prince régnant
qui a mis son esprit et ses
faits au service de l'unité
roumaine.**

sur ce pays roumain, d'une part, l'invasion mongole et la domination des Tatares dans les territoires sud-carpatiques et est-carpatiques, d'autre part, durant près d'un siècle ont rendu impossible la réalisation d'un État unique au XIV^e siècle, déterminant la constitution des deux principautés roumaines extracarpatiques. La première à apparaître sur la carte politique de l'Europe s'est appelée ainsi qu'il se devait, c'est à dire le *Pays Roumain* (Valachie), perpétuant de la sorte l'ancienne conscience des Romains. Quelques années plus tard, l'apparition du second État roumain, entre les Carpates, le Dniestr et la mer Noire, a consacré l'existence d'encore un pays roumain sur la même carte politique de l'Europe; d'après le nom de la rivière sur les rives de laquelle s'était constitué le knézat unificateur des contrées est-carpatiques, le nouvel État s'est appelé *Moldavie*, *Pays Moldave*, mais aux côtés de cette titulature officielle il existait aussi d'autres noms (certains d'entre eux également utilisés par la chancellerie de l'État) qui marquent l'existence de la même conscience de l'u-

nité; que peut signifier d'autre la *Moldovalachie*? Les deux États roumains extracarpatiques étaient souvent appelés par le même nom, *Valachia minor* pour la Moldavie et *Valachia maior* pour la Valachie. Dans la conscience publique et dans les papiers officiels de la principauté, la Moldavie était toujours considérée comme un *pays roumain*. La meilleure preuve en ce sens nous vient de Etienne le Grand. En 1477, dans le message transmis au doge de Venise par l'intermédiaire de son oncle, Ioan Tâmbăc (Tzamlakon), le prince moldave nommait le Pays Roumain de Valachie «*L'altra Valachia*», l'autre Valachie, preuve formelle qu'il considérait sa *Moldavie* aussi comme une *Valachie*. Cette réalité était connue et attestée également par les érudits des XIV^e, XV^e et XVI^e siècles. L'archiprêtre Ioan de Sultanih, qui a connu les Roumains vers la fin du XIV^e siècle, a écrit que ce peuple est fier de son origine latine et qu'il parle une seule langue, qui est pareille à celle des anciens Romains. L'unité linguistique a depuis toujours été la preuve la plus claire et la plus catégorique de l'unité des Roumains: il y a deux Valachies qui parlent la même langue, dit une source de 1437. Le lettré italien Antonio Bonfini (1434—1503), qui a vécu à la cour du roi Mathias Corvin de Hongrie, écri-

vait que «la Transylvanie est ceinte par les deux *Valachies*». Michael Bocignoli, de Raguse, qui dans la première décennie du XVI^e siècle a séjourné en Valachie, montrait que «cette Valachie est délimitée à l'Est par l'autre Valachie» Ștefan Brodarić, Slovène d'origine, devenu évêque en Hongrie, écrit lui aussi (avant 1527) à propos «des deux Valachies».

Cette réalité a été particulièrement bien mise en évidence par l'érudit Dalmate Anton Verančić (1504—1573) également, dans sa *Description de la Transylvanie, de la Moldavie et de la Valachie*. Ecclésiastique, diplomate et historien, devenu, à la fin de sa vie, archevêque de Esztergom et vice-roi de Hongrie, Verančić fut l'un des plus terribles ennemis du Prince de Moldavie, Petru Rareș (1527—1538, 1541—1546), ce qui ne l'a pas empêché de présenter dans son livre, avec érudition et objectivité, la vérité à propos des Roumains (incluant aussi leur romanité), accentuant et arguant ce qui constitue aujourd'hui encore les trois lignes de force de notre histoire: la romanité, la

**L'histoire consigne, dans le
Pays Roumain de Transylva-
nie, l'existence des viteji
(braves), comme Căndeș et
les siens (en image, la famille
de viteji Căndeș et une de
leur fondations, l'église de
Streiu — Sf. Gheorghe).**





continuité et l'unité des Roumains. Le fait que Verančič ait écrit de la sorte, esquissant l'histoire des trois pays *vus de façon unitaire*, dès les Géo-Daces de Burebista, n'est pas le fruit du hasard. Verančič reconnaissait et exprimait un réalisme, vivant à une époque où l'unité roumaine commençait à agir comme une force au plan politique. Le moment de la transformation de la conscience en une force à même d'influencer l'action politique, a été marqué justement par le prince de la Moldavie susmentionné, Petru Rareș. Il y a cinq décennies encore, Nicolae Iorga, en connaisseur averti des plus profondes subtilités des sources de notre histoire, en a eu l'intuition de ce fait, et l'a affirmé très clairement dans sa dernière synthèse : Petru Rareș, écrivait notre grand historien, «a voulu réaliser la Dacie de et par sa Moldavie».

C'est indéniablement dans le fait que Petru Rareș avait la conscience de l'ancestrale unité dace des terres roumaines que l'on doit voir une des raisons — et peut-être la plus valable — de ses actions en Transylvanie. Les contemporains ont été surpris par l'«audace» du prince moldave, qui se vantait qu'il avait pris la Transylvanie par l'épée et ne la donnerait à personne, que le

Parmis les dirigeants du Pays Roumain de Dobroudja se trouvait aussi jupan Dimitrie (l'année 943), attesté par l'inscription découverte à Mircea Vodă, Constanța.

pays lui était soumis et ne connaîtrait pas d'autre maître ; «Le Moldave (Petru Rareș — n.n.) ne désire rien de plus au monde que la Transylvanie», concluait en 1535 un diplomate qui avait connu Petru Rareș.

Sur quoi peut s'étayer l'affirmation que Petru Rareș a eu connaissance de l'ancestrale unité dace des terres roumaines et qu'il a vu dans ce fait un argument pour ses actions ? En 1533, le prince moldave a été visité, dans sa résidence de Vaslui, par un moine de l'Athos, Macaire de Hilandar, venu demander des aides pour la collectivité monacale dont il était le dirigeant ; sa démarche était justifiée par le fait que le Hilandar avait été fondé par les anciens souverains serbes, dont la femme de Petru Rareș, la Princesse Elena-Ecaterina Brancovici, était la descendante. Aux alentours de 1526—1528, ce Macaire avait fait une interprétation d'un passage d'un manuel législatif byzantin, *Syntagma* de Matei Vlastares (dattant du XIV^e siècle) ; en se guidant d'après la *Géographie* de Pto-

lémée, il a identifié les Dacies du texte byzantin avec les contrées nord-danubiennes : «La Dacie (...) est le pays de la Moldovachie et de la Hongrovalachie qui s'appelle aussi Muntenie», et «la *Dacia Mediteranea* — maintenant c'est le Hațeg, la Transylvanie et le Muncaci».

A l'unité parfaite — linguistique premièrement, mais aussi dans les autres domaines — des Roumains venait s'ajouter, de la sorte, un argument puisé à l'histoire. Le même Verančič dit que le sultan Soliman le Magnifique — un autre ennemi de Petru Rareș — craignait que ce prince roumain pourrait unir les trois principautés roumaines, afin de les soulever contre le Croissant.

Jusqu'à l'époque de Michel le Brave quelques décennies devaient encore passer. Elles ont représenté des pas importants qui attestent la transformation de la conscience de l'unité en une force, et ce à un niveau toujours plus général. Un des pas qui mérite une attention particulière fut réalisé en 1570. Cette année-là, Coresi, lettré valaque travaillant à Brașov, a imprimé en roumain un livre de culte dans l'épiloque duquel il utilise la formule «*nous, les Roumains*». Voici donc encore une preuve que les Roumains des trois principautés étaient parfaitement conscients de leur identité. Au nom de ce «*nous, les Roumains*», sorti du cœur d'un érudit patriote, Michel le Brave leva l'étendard de la lutte qui aboutira à l'union des trois principautés sous un seul sceptre. Ce «*nous, les Roumains*», prononcé à la charnière de deux époques, celle de Petru Rareș et celle de Michel le Brave, fut et est resté à travers les siècles la meilleure preuve de la prise de conscience de l'unité nationale qui allait mener, par l'action politique, à l'unité d'État.

MICHEL LE BRAVE — «RESTITUTOR DACIAE» *



1^{er} novembre 1599

„Après cela (après la bataille de Șelimbăr du 28 octobre 1599 — n.n.), le voïvode souvent mentionné (Michel le Brave — n.n.) se dirigea avec ses Roumains vers Alba Iulia, où un cortège grandiose formé des dirigeants et des habitants de la ville, venait à sa rencontre et l'accompagnait à Alba Iulia. Là comme dans toutes les villes, retentirent des salves de joie comme un signe particulier de la victoire“¹.

„Au début du mois de novembre /Michel/ entra en marche triomphale dans la ville (Alba Iulia — n.n.); Des groupes de prêtres vêtus de noir, dirigés par l'évêque Demeter venaient à sa rencontre /.../. Il lui a souhaité la bienvenue, puis, après le salut solennel, il pria pour lui, en implorant le ciel qu'il règne longtemps dans son pays obtenu, en bonne santé, qu'il obtienne des victoires toujours plus grandes“².

Avril — mai 1600, pendant la campagne au Pays Roumain de Moldavie.

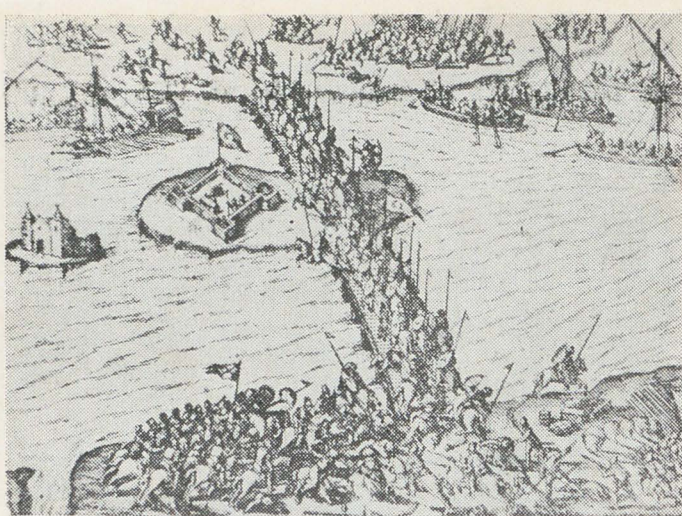
„Le Roumain resta maître de la Moldavie et les sujets se disputaient pour lui présenter les clefs de leur forteresses et d'être les premiers à lui prêter serment de fidélité“³.

Ces témoignages strictement contemporains aux événements décrits, consistent avec sincérité les deux moments essentiels par lesquels Michel le Brave est devenu prince

régnaient de tous les Roumains, le premier „Rex Daciae“ de notre histoire médiévale et le troisième, après Burebista et Décébale. C'était le couronnement d'un long effort que

les plus anciens et les plus nombreux habitants de l'espace roumain antérieur le faisaient depuis des siècles afin de mettre leur géographie ethnique en accord avec leur géographie politique⁴, un desideratum contre lequel a agi constamment et brutalement, obstruction inte-

En image „Michel le Brave“ (Peinture de Valentin (Tănase).



Giurgiu, oct. 1595. Les derniers moments du dramatique combat pendant laquelle les armées conduites par Michel le Brave repoussent les Ottomanes au-delà du Danube (Estampe de 1596).

ressée des grandes puissances limitrophes. Soit qu'il s'agissait du royaume hongrois ou du royaume polonais, l'Empire ottoman, des Habsbourgs ou tzariste, chacun d'entre ces puissants voisins de la Roumanie médiévale, sans exception, ont eu comme objectif prioritaire l'annihilation de la force politique et militaire des Roumains, par des modalités divers, à partir de la vassalité ou la domination directe, jusqu'à la domination physique effective.

C'est pourquoi l'histoire de l'accomplissement de l'unité du peuple roumain au cadre d'un même Etat c'est l'histoire d'une lutte permanente contre les circonstances hostiles, c'est l'histoire d'une grande et unique *Reconquista*, non seulement contre un seul envahisseur, comme dans le cas de l'Espagne mais contre une série infinie d'adversités et d'adversaires qui se changeaient sans cesse. Et cela ne venait pas d'une seule directions, mais de tous les points cardinaux à la fois.

En dépit du pluralisme ethnique nord-danubien⁵ — lui même une conséquence

des perturbations générées par les facteurs extérieurs qui ont affecté le processus de constitution d'un Etat national-médiéval roumain unitaire dès la première moitié du deuxième millénaire de notre ère — les Roumains sont les habitants d'un seul *Pays Roumain* — dont l'ancienne tradition d'existence politique unitaire avait ses débuts dans le puissant royaume de la Dacie, le seul Etat de l'antiquité fondé sur des bases ethniques. Nos gran-

des personnalités politiques et militaires comme Mircea le Grand, Iancu de Hunedoara, Etienne le Grand et Petru Rareș — et aussi d'autres encore, ont fait du „bloc roumain“ le fondement de la lutte pour indépendance et unité roumaine or „Si Etienne le Grand, qui, politisant l'idée de l'unité nationale, la voyait réalisée par une union dynastique au caractère féodal, Petru Rareș l'entrevoit comme une exceptionnelle cristallisation sur le plan de l'idéologie politique roumaine, le „concept de l'union dacique“ base de l'indépendance complète devenant dorénavant une cause consciente pour laquelle les générations futures n'épargneront pas leurs efforts“⁶.

Au XVI^e siècle, la *Restitutio Daciae* se pose avec acuité surtout pour éviter la catastrophe de l'intégration du monde roumain entier entre les frontières de l'Empire ottoman arrivé à l'apogée de son pouvoir sous Soliman le Magnifique, qui met fin au royaume hongrois et porte ses armées jusqu'au centre de l'Europe, sous les murs de Vienne. Les documents du temps affirment clairement que „Soliman n'osait pas occuper la Transylvanie, la Roumanie ou la Moldavie de peur que ces pays ne

La défense de l'indépendance roumaine a engagé souvent les armées dirigées par Michel le Brave sur le front de sud du Danube (Peinture de Th. Aman).





1600. Attendu par l'Histoire, Michel le Brave fait son entrée triomphale dans Alba Iulia
(Peinture de lt. col. Dumitru Taflan et col (r) Nicolae Popescu; à droite, au bas, le sceau, l'autographe et la signature de Michel Voïvode le Brave).



s'unissent et ne se défendirent⁷. Cette union n'a pu être réalisée pendant la vie du „plus puissant“ empereur ottoman, mais ni l'intégration planifiée à Istanbul n'a pu être obtenue. Mais, Michel le Brave, cette homme à taille d'épopée réussira là où Rares ne put rien faire, ce que Despot Vodă proclama sans aucune perspective mais non sans une profonde signification et ce que le prince de la Transylvanie, Sigismund Bathory osait inscrire sans équivoque dans sa titulature : Michel réussira d'être pour un instant, *Rex Daciae*.

La pénible ignorance et la cécité de certains historiens, la mauvaise foi des autres, ont assimilé Michel le Brave à un „condottiere“ ou à un simple conquéreur sans aucune autre instinct que ce de l'agression et de l'annexion, comme étaient considérés

par une certaine historiographie occidentale les grands princes de Moscou, pendant leur actions d'union des terres russes“ et de création de l'Etat russe.

En réalité, Michel le Brave a été l'exponent d'exception d'un moment historique décisif pour les destinées de la Roumanie médiévale et du sud-est européen, quand après la mort du sultan Soliman le Magnifique, en 1566, l'Empire ottoman commence son déclin. En même temps, les aspirants à l'héritage de cette superpuissance qui avait obligé toute l'Europe de la regarder avec peur et respect, depuis longtemps de chercher sa bienveillance et de conclure avec elle même des alliances comme avait fait Francisc I, le roi de la France, faisaient leur apparition, en venant de deux directions.

L'empire des Habsburgs en cours de constitution à

l'ouest et le royaume de la Pologne du nord flaient la proie et leur regards visent machinalement les pays roumains. Les Habsburgs veulent la conquête immédiate de la Transylvanie, d'où ils ont été repoussés autrefois par Petru Rares; le royaume de la Pologne considère que le moment était arrivé pour obtenir la trop-désirée Moldavie, pour laquelle le roi Ioan Albert avait subi le désastre de Codrii Cosminului.

Le moment historique est certainement un des plus difficile de toute l'histoire du peuple roumain. Les trois grandes puissances voisines de la Roumanie médiévale, en dépassant leur désir d'accaparer tout le territoire nord-danubien, étaient arrivées à un consensus tacite dicté par le désir de satisfaire immédiatement leur appétit de conquête : elle se sont contentées „pour le moment“, chacune avec une principauté roumaine — l'Empire ottoman avec la Valachie l'Empire des Habsburgs avec la Transylvanie et le royaume polonais avec la Moldavie. Voyant ce péril désintegrateur que menaçait le territoire roumain, Michel le Brave a compris que seulement l'alliance,

Le premier portrait de l'illustre voïvode, publié dans une brochure-journal de Nürnberg, en 1601.



la collaboration avec la Transylvanie étaient insuffisantes, que le moment était venu pour réaliser un pays unique, sous un seul règne qui devait parachever le procès commencé depuis des siècles, quand les plus anciens habitants du territoire entre Tisa, Dniestre et le Danube avaient réussi à constituer le premier "Pays Roumain" destiné, à englober entre ses frontières tous ceux qui parlaient le roumain, les ancêtres directs du peuple géto-dace. Ces frontières sont celles de l'Etat dace, lui-même constitué sur une base ethnique unitaire dont le nom et la destinée sont liés au nom du roi Décébale et de l'empereur Trajan. Mais selon la mentalité politique de l'Europe postantique — les Byzantins à partir jusqu'aux diplomates de la Russie tsariste — le concept „Dacia“ définira invariablement la *totalité des Roumains nord-danubiens*, c'est à dire la Dacie du roi Décébale et non la province romaine ayant le même nom, créée par Trajan. C'est naturellement, aussi le point de vue par lequel les contemporains de Michel le Brave ont compris son oeuvre. En 1598, seulement un an avant le grand acte de l'unification du Pays Roumain intracarpatique avec la Valachie, l'italien Lazaro Soranzo écrivait : "Sans doute, les Transylvains sont considérés comme les plus guerriers de l'Europe. Ceux-ci, avec les Moldaves et les Valaques sont les anciens Daces, tant craints par les Roumains qui avaient vaincu les armées de Domitien etant obligés de payer tribut sous le même Domitien, sous Nerve et au début du règne du Trajane, pour qu'ils ne passent pas le Danube et leur provoque des pertes; les Turcs le savent bien à cause des défaites qu'ils ont souffert plusieurs fois"⁸.

La vérité ne pouvait être escamotée face à la réalité accablante, sous le signe de laquelle l'Unificateur réalisait son oeuvre grandiose. Le suab Bisselius affirmait : "On y joint (il avait énuméré antérieurement les qualités morales et l'adresse militaire du voïvode — n.n.) aussi le fait que presque tous les provinciaux (transylvains) ont été plus attachés à un des leurs, à un Dace comme Michel, qu'à un étranger comme Basta"⁹.

Il est presque de trop nous demander si Michel le Brave lui-même avait agi étant mené par une conscience nationale ou s'il a été propulsé par l'appétit de conquête, de grandeure, étant incapable à distinguer l'évidence estompée d'une soit-disant, myopie féodale. Nous le faisons seulement afin de "édifier" les historiens — non tant scrupuleux, que intéressés — qui, désirant à „expliquer“ plus exactement la réalité, nous la cache, en l'assombrissant.

Les documents appartenant directement au voïvode ou dictés par lui sont incontestables et, également, éclaircissants à cet égard. Ils témoignent l'effort du Michel le Brave pour que la Roumanie médiévale — comme Etat unifié et indépendant — ait les frontières de la Dacie ancestrale. A la suite, comme „prince régnant de la Valachie et de la Transylvanie et de Tout le Pays de la Moldavie“¹⁰, il demandait à l'empereur habsbourg, Rudolf II, de reconnaître ce statut : „Que son Eminence donne — précisément dès l'été de 1600 les messagers revenus de la Cour de Michel à Vienne — à Michel et à son fils *in perpetuum* à la Transylvanie, la Moldavie et le Pays Roumain“¹¹. Plus encore, sachant que la fron-

tière de l'ouest et de nord-ouest de la Roumanie médiévale étaient amputées de longtemps „il demande au même Rudolf, en des termes sans équivoque, de remédier cette situation : „je veux de la part de l'empereur et du pays hongrois, la frontière établie par le père de son Eminence, l'empereur Maximilien avec le deuxième prince Ianache entre la Transylvanie et entre le pays hongrois, frontière soit maintenue la-même; de cette frontière il a annexé aux temps des soulèvements a son empire : une, Oradea avec la contrée de Bihor et le Hust avec la contrée de Maramureş et les contrées de Crasna et Solnoc et de Zărând et Baia Mare et Baia d'en Haut et toutes leurs contrées, qui ont été données par l'empereur Maximilien à la Transylvanie; que l'empereur les laisse de nouveau à la Transylvanie comme si elles étaient au début“¹². Le prince régnant roumain se préoccupait de même aussi des contrées de l'ouest et du sud-ouest trouvées sous la domination ottomane. Les forteresses qui seront libérées de sous les païens : Timișoara, Felnac, Cenad, Bescherec, Panciova, Berin avec toutes les contrées jusqu'au Danube, doivent appartenir au pays“¹³.

Si la frontière de l'ouest se trouvait sous l'incidence de l'Empire des Habsbourgs, en ce qui concernait la frontière d'est et des sud-est, Michel voulait des garanties de la part du roi de la Pologne, auquel il demande aussi de le reconnaître comme prince régnant des tous les Roumains : les Voïvodats de Transylvanie et de Muntenie, le Pays de Moldavie alias la Moldavie et toutes les autres pays qu'il avait pris à force ou au

à Cimpia Turzii, Michel le Brave a été tué ignoblement. Mais l'idée de l'union roumaine sera immortelle (*Gravure publiée dans „Le Grand Théâtre Historique ou Nouvelle Histoire Universelle, Leiden, 1703).*

sabre, il devrat les réunir aux voïvodats sois-dites... De même Chilia, Cetatea Albă, Oceacov et Ismail, une fois libérées de sous les Turcs par son effort¹⁴.

Il est évident donc que Michel le Brave avait l'intention de libérer et d'unifier l'ancien territoire habité par les Roumains avec son Etat, de refaire la Dacie du roi-héros Decébale entre ses frontières naturelles. C'était une „audace“ que les grandes puissances ne pouvaient „admettre“, car un Etat de tous les Roumains pourrait être capable de jeter les Ottomans en Asie, mais aussi de mettre en péril même l'autorité et l'expansionnisme des „grandes puissances européennes, surtout du Rudolf II, le „maître“ déclaré du continent: „Il commença donc à renvoyer des lettres et des messagers — consigne Bisselius —, à négocier sans aucune crainte avec le sultan turc, avec les Polonais du Zamoyski, avec les Tatars — qu'il avait récemment vaincu — pour voir de qu'elle manière pourrait-il ou son fils Pătrașcu devenir princes régnants suprêmes des trois Dacie, sans être tributaires à l'empereur“¹⁵.

La réaction a été instantanée: la coalition antiroumaine — polonaise-ottomane-habsbourgeoise — a réussi de liquider simultanément, par force, la *fondation* et le *fondeur*: l'Etat roumain unitaire centralisé et indépendant réalisé en 1599—1600 sous le sceptre du Michel le Brave. „L'union de 1600 a été



liquidée au sabre de l'extérieur; elle ne s'était pas écroulée puisqu'elle aurait été privée de fondements“¹⁶.

Et pourtant, la lutte pour l'union, cette lutte en apparence impossible et visant l'impossible, a réussi. Chaque année, le 1 Décembre, le peuple roumain, célébrant sa propre victoire, rappelle à tous ceux qui désirent la liberté, et d'être maîtres chez soi les dimensions des forces qui résident dans la volonté des peuples d'être et de rester eux-mêmes. Sous le signe de cet idéal se sont trouvées la pensée et les faits du grand héros du peuple roumain, Michel le Brave l'Unificateur.

ALEXANDRU DIȚĂ

¹ Hieronymus Ortelius dans *Mihai Viteazul în conștiința europeană*, vol. 2, Bucarest, 1983, p. 59.

² Stephanus Szamosközy dans *ibidem*, p. 178.

³ Ciro Spontoni dans *ibidem*, p. 108.

⁴ Ilie Bădescu, *Timp și cultură*, Bucarest, 1988, p. 180.

⁵ Général-lieutenant dr. Ilie Ceaușescu, *Transilvania — străvechi pământ românesc*, Bucarest, 1984, p. 25—26.

⁶ *Istoria militară a poporului român*, vol. II, Bucarest, 1986, p. 25—25.

⁷ Anton Verancsis dans *Călători străini despre țările române*, vol. I, Bucarest, 1968, p. 418.

⁸ Lazaro Seranzo dans *Mihai Viteazul în conștiința europeană*, vol. 2, p. 246.

⁹ Ioannis Bisselius dans *ibidem*, p. 302.

¹⁰ *Documenta Romaniae, Historica*, B. Țara Românească, vol. XI, Bucarest, 1975, p. 553.

¹¹ Eudoxiu de Hurmuzachi, *Documente privitoare la istoria românilor*, vol. XII, Bucarest, 1903, p. 960.

¹² *Documente și însemnătăți românești din secolul al XVI-lea*, Bucarest, 1979, p. 130.

¹³ *ibidem*, p. 148.

¹⁴ Ion I. Nistor, *Tratativele lui Mihai Viteazul cu Polonia*, dans „*Analele Academiei Române, Memoriile Secțiunii Istorie*“, s. III, t. XVI (1934—1935), p. 61.

¹⁵ Ioannis Bisselius dans *vol. cit.*, p. 304.

¹⁶ Dan Zamfirescu, *Independență și cultură*, Bucarest, 1977, p. 69.

L'UNITÉ NATIONALE, UN OBJECTIF MAJEUR DANS LES PROGRAMMES POLITIQUES DU SIÈCLE DES RÉVOLUTIONS



Horea, f. Nicola Ursz. Crișcan Ciyosq. Klossza Ivan

In Wien zu haben bei Antonius Alvisius Hoehele Kupferst.

SECONDE LETTRE

D'UN DÉFENSEUR DU PEUPLE

A L'EMPEREUR JOSEPH II.
SUR SON RÉGLEMENT CONCERNANT L'ENRI-
TION, ET PRINCIPALEMENT SUR LA RÉVOLTE
DES VALAQUES;

Où l'on discute à fond le droit de révolte du Peuple.

„ Toutes les fois qu'on s'écarte de la sâ des Gouvernements
„ & que la liberté publique est en danger, que tout autre
„ moyen de la sauver est inefficace, le peuple peut & a le
„ droit de réformer l'ancien gouvernement & d'en établir
„ un nouveau. La doctrine de non résistance au gouverne-
„ ment arbitraire est absurde, servile & destructive du bien
„ & du bonheur du genre humain. „

Constitution de l'Etat de Maryland, An. 1776.



DUBLIN,

M. DCC. LXXXV.

Cólonel CONSTANTIN CĂZĂNIȘTEANU

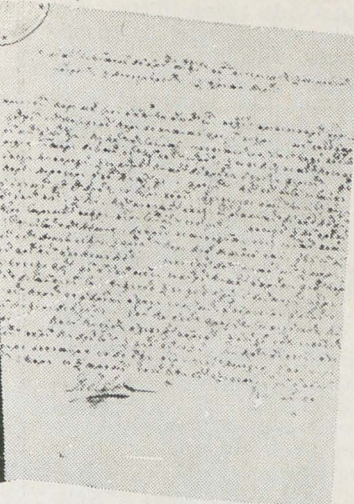
Depuis la deuxième moitié du XVIII^e siècle, à mesure du progrès de la société roumaine et de la consolidation de la conscience nationale l'unanimité des classes et des catégories sociales comprend toujours avec beaucoup d'acuité la nécessité de constituer l'Etat national, à savoir le cadre politique et institutionnel correspondant à l'évidente réalité qui c'était la nation roumaine.

Le révolution de Horea, le premier repère chronologique du siècle des révolutions, a été caractérisé seulement par les dimensions des actions militaires et par la bravoure prouvée

dans la lutte par l'armée paysanne, mais aussi par son spécifique roumain, du renforcement des rapports existents aussi avant, entre les Roumains des deux côtés des Carpates, de l'affirmation de la conscience de la solidarité qui liait les trois pays roumains. C'est pas par hasard que les autorités impériales ont renforcé la garde des frontières de la Transylvanie vers les autre trois pays roumains du sud et de l'est

des Carpates, et au procès intenté aux dirigeants de la révolution les enquêteurs ont insisté sur les rapports de Horea avec ses compatriotes de Muntenie. Même Horea paraissait aux contemporains comme un „rex Daciae“, continuateur de l'action de l'autre „Restitutor Daciae“, qui fut Michel le Brave. Par le programme, la conséquence et l'écho dans les autres territoire roumains, la révolution engloba en fait l'aire roumaine entière.

En image, Horea, Cloșca et Crișan, présentés par la gravure de Antonius Alvisius Hoehe; en fac-similé, le deuxième mémoire que Horea — le „défenseur du peuple“, comme le nomme en 1785 l'éditeur de Dublin — avait renvoyé à l'empereur Iosif II.



Le dirigeant de la révolution roumaine de 1821 (*Peinture de Th. Aman*; à droite, facsimilé de la troisième proclamation du Tudor Vladimirescu adressée aux habitants de Bucarest et au „peuple tout entier“).

Sălor Nicolae Bălcescu, par elle ont été inscrits „les droits de la nation roumaine et le programme politique et sociale de la révolution future“.

Vraiment, le suivant événement de grande importance — la révolution de 1821 — exprima la même ardeur, volonté et action de la société roumaine pour regagner la liberté et l'unité. Quoi qu'elle eue l'aire principale de déroulement en Muntenie, elle entraîna aussi la Moldavie et la Transylvanie. Même Tudor recommandait la plus étroite coopération avec les Moldaves, en soulignant la communauté ethnique avec ceux-ci, „comme ceux qui sommes du même peuple, de la même lois“, l'objectif final étant que „dans un seul pensée et dans une seule voix avec la Moldavie, nous pouvons conquérir également le droit de ces principautés, en nous aidant les uns les autres“¹. Les paysans roumains de Transylvanie ont accueilli, à leur tour, avec grandes espérance la révolution de Tudor Vladimirescu, dont le dirigeant a été considéré d'être un nouveau Horea.

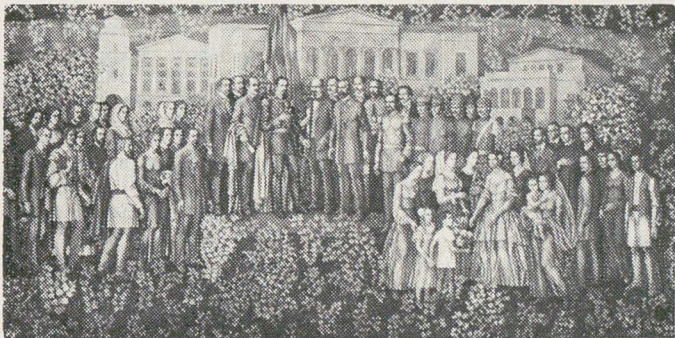
Ainsi, par exemple, dans le village de Hălmagiu (district Arad) un paysans a dit que si la „robota“ (la corvée) sera demandé de suite, alors „sera le monde de Horea“². L'état d'agitation parmi les paysans transylvains a provoqué l'alarme des autorités qui ont concentré des troupes³, ont confisqué les armes et ont répandu parmi la population l'encyclique papale du 13 septembre 1821, qui avait condamné l'activité des sociétés secrètes au caractère révolutionnaire. L'inquiétude des autorités a été plus grande à cause

de la conviction que même les troupes étaient incertaines, fait confirmé par exemple par une discussion entre deux soldats roumains des régiments de gardes-frontières : „Le plus vieux a dit à celui plus jeune que dans deux ou trois semaines Tudorut sera ici afin de faire d'autres règlements“⁴.

Nicolae Bălcescu, ce qui a relevé la continuité du procès révolutionnaire par le passage de l'estafette de Horea à Tudor, a compris correctement que l'unité nationale sera un des objectifs fondamentaux des révolutions futures, fait qu'il annonçait en 1847 dans les mots suivants : „Je crois que notre but, Messieurs, ne peut être que l'Unité Nationale des Roumains, unité d'abord dans des idées et sentiments qui apportera ensuite l'unité politique, qui fera des Munteniens, des Moldaves, des Bessarabiens, des Bucovinois, des Transylvains, des Banatiens, des Cutzovlaques un corps politique, une nation roumaine, un Etat de sept milion de Rumains“⁵.

Vraiment, dans la révolution de 1848, qui embrassa sous une forme ou l'autre tout l'espace roumain, l'unité nationale a dominé toutes les esprits avancés, toutes les consciences du peuple, se manifestant aussi dans certains des actions révolutionnaires.

1859. Al. I. Cuza est élu, simultanément, prince régnant à Iași, ensuite à Bucarest. Le peuple roumain réalise l'Union des Principautés contre la volonté des grandes puissances (*Peinture de Ilie Grigoraș*).



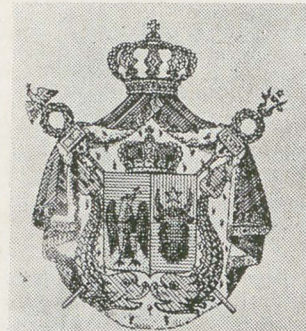
tionnaires d'ampleur. Largement débattue dans la presse révolutionnaire du temps, exprimée sans équivoque à Cîmpia Blajului le 3/15 mai 1848 — quand, en présence des Munténiens et des Moldaves, 40 000 de Transylvains, sous le mot d'ordre „Nous voulons nous unir avec le Pays !“, ont exprimé l'aspiration des tous les Roumains de se réunir dans le même Etat —, l'unité a été inscrite au première lieu aussi dans les programmes du mouvement de renouvellement de la société roumaine d'au milieu du siècle passé. Dans le programme intitulé „*Nos principes pour réformer la patrie*“, élaboré par les révolutionnaires moldaves réfugiés à Braşov, on demanda l'union de la Moldavie et de la Muntenie comme un premier pas vers la complète unité roumaine, dans un „seul Etat indépendant roumain“ ; le programme de Cernăuţi, réalisé quelque mois plus tard, considéra l'accomplissement de cet acte comme „la clé de voûte à défaut de laquelle tout l'édifice national s'effondrerait“.

Même ci en 1848 la solution de la „petite union“ apparaît comme la seule possible, la vision de la Daco-Roumanie, de la „grande union“ a été présente dans beaucoup des esprits et dans certains plans d'action, inquiétant profondément les divers représentants de tous les trois empires — des Habsbourgs, ottoman et tsariste — qui exerçaient, dans des modalités divers, la domination sur les territoires roumains. Surtout significative à cet égard est le note circulaire de la Cour de Petersbourg, de 19/31 juillet 1848, qui attirait l'attention sur les graves conséquences qui pouvait générer a l'équilibre européen une telle situation. Le document soulignait que la révolution de Muntenie visait „de restaurer leur ancienne nationalité (des Roumains —

n.a.) de cesser d'être plus des provinces et de constituer, sous le nom du royaume daco-romain, un grand Etat séparé et indépendant, dont la formation il appelait leur fraires de Bucovine, de la Transylvanie et de Bessarabie. Réaliser un pareil plan, ci c'était permis, déterminerait des graves conséquences /.../“⁶.

Mais les dirigeants de la révolution roumaine de 1848, étouffée à la suite de

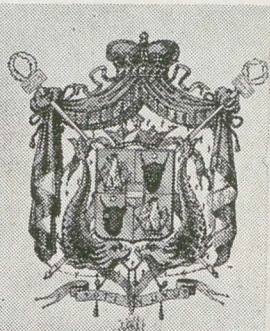
sant donné à leur combat d'émancipation social et nationale. Comme montrait le président Nicolae Ceauşescu, „*L'Union des Principautés a représenté l'acte qui a mis les bases de l'Etat national roumain moderne. Elle a trouvé un puissant écho aussi dans la Transylvanie, renforçant la conscience de l'unité nationale des masses populaires de cette province, stimulant leur lutte pour l'union du pays*“⁷. Pour les



Les premiers emblèmes de la Roumanie pendant le règne du Al. I. Cuza (Desins de D. Pecurariu).

l'intervention militaire des empires environnants, avaient tiré, du dénouement sanglant de celle-ci, la conclusion que si l'apparition sur la carte de l'Europe d'un Etat qui ressusciterait la Dacie d'autrefois était, dans les conditions d'alors, impossible, ils pouvaient espérer et militer fermement pour l'union, pour le moment, des deux principautés extracarpatiques.

Après l'acte du 24 janvier 1859, les sentiments et les actions favorable à l'union de la nation toute entière se manifestaient avec une force égale d'une part et de l'autre des Carpathes. Même la double élection du colonel Alexandre I. Cuza fut saluée avec enthousiasme et espérance par les Roumains transylvains. Pour eux, l'Union des Principautés a significé un stimulent puis-



Roumains transylvains il était devenu claire que le désir de s'unir avec le Pays avait fait en 1859 un grand pas vers l'accomplissement. La Transylvanie était une partie composante de base de l'unité roumaine et combien de temps elle restait sous la domination de l'Empire autrichien, l'Etat roumain, apparu sur la carte de l'Europe en 1859, garda le caractère — évidemment pour quiconque — temporaire. Sur cette constatation se basait le memoire présenté en 1860 par Al. Papiu-Ilarian au prince régnant Alexandru Ioan Cuza. „Sans la Transylvanie, écrivait-il, les Principautés n'ont pas du futur, elles menent une existence précaire et incertaine. Seulement l'union de la Transylvanie mettra le fondement de la vie perpétuelle de la Roumanie“⁸. Dans sa conception, l'union de la Transylvanie avec les Principautés Unies représentait une nécessité historique, dont l'accomplissement dépendaient le futur de l'Etat roumain.

Les actions de la principauté intracarpatique ont trouvé — à leur tour — un puissant écho dans l'Etat roumain moderne. L'opinion publique et la presse exprimaient la volonté unanime de voir tous les Roumains entre les frontières d'une et de la même patrie. Sous le titre „Dacia“, qui exprimait un vrai programme politique d'action, à commencé depuis l'année 1861 de paraître à Iași une publication, dans les pages de laquelle on pouvait lire telles affirmations : „La vie, le bonheur et le futur tout entier de la nation roumaine ne peuvent être que la vrai union des tous les Roumains“. Ou : „L'unité de la Roumanie a été et sera son désir de jour et de nuit de chacun Roumain“⁹.

Même Cuza s'était toujours comporté comme un représentant des intérêts de la nation entière, avouant que ses efforts politiques visaient „d'assurer le sort, le bien-être et la liberté de tout ce que porte le nom de Roumain“¹⁰. Sa position confirmait le forte courant populaire d'unité de la société roumaine entière“, constatée aussi par l'émigré hongrois G. Klapka, qui notait que dans l'Etat à peine constitué „pas les femmes, mêmes pas les enfants ne revent pas autre chose“ que l'union du ce-ci avec la Transylvanie, le Banat et le Maramures. L'accord parfait entre les facteurs politiques de décision roumains et l'opinion publique du pays ont consolidé la position du prince régnant roumain aux traitatives avec le général Klapka et l'ont déterminé à demander, au lieu du plébiscite proposé, l'union directe de la Transylvanie et du Banat avec la Roumanie.

Après l'Union des Principautés, la conquête de l'indépendance complète apparaît naturellement la voie vers le paraché-

vement de l'unité nationale. L'union de tous les Roumains ne pouvait pas être conçue sans l'indépendance de l'Etat roumain. Pour pouvoir accomplir sa mission unificatrice, l'Etat roumain devait disposer d'une existence propre indépendante, dérouler une politique extérieure libre de toutes limitations et être doté d'une force militaire correspondante aux ses objectifs politiques.

La période entre l'Union des Principautés et la guerre de l'indépendance enregistra une série de démarches et d'actions du gouvernement roumain qui suivait de gagner pas à pas les prérogatives d'un Etat indépendant et leur reconnaissance internationale. Ces actions ont culminé par l'entrée de la Roumanie, à côté de la Russie, dans la guerre contre l'Empire ottoman (avril 1877) et la proclamation, le 9 mai 1877 de l'indépendance d'Etat complète.

La guerre a offert à tous les Roumains — du pays et de dehors — l'occasion de manifester leur fort sentiment de solidarité nationale. Menée par l'Etat roumain, la guerre d'indépendance a été la guerre des tous les Roumains, qui ont trouvé les formes les plus diverses — dès les offrandes pécuniaires, aux enrôlements dans l'armée — pour exprimer leur adhésion totale et profonde. En Transylvanie, la guerre était regardé comme un événement d'une importance accablante, une cause de la nation roumaine entière : „La cause du soldat roumain, écrivait la „Gazette de la Transylvanie“ — est une cause générale roumaine ; sa victoire appartient à la nation entière“¹¹. En général, les Roumains (de Transylvanie — n.a.) manifestent une grande sympathie à l'égard de l'événement de la Roumanie et parmi la population s'était répandu le bruit que la Transyl-

vanie sera jointe à la Roumanie — s'affirmait dans un document — et tels opinions peuvent être entendue aussi dans le public et dans les cercles les plus hautes“¹².

La conquête de l'indépendance à la suite de la guerre de 1877—1878 a été considéré par tous les forces sociales roumaines comme une étape obligatoire dans le processus historique de l'accomplissement du droit imprescriptible de la nation roumaine de s'organiser dans une entité étatique intégrale et unique. Dans les années qui suivirent, la lutte pour l'union des tous les Roumains à connu un cours toujours ascendant. Les conditions objectives et subjectives étaient réunies à la veille de la première guerre mondiale pour que la Grande Union devient une réalité historique.

¹ Documente privind istoria României. Răscoală din 1821, vol. II, București, Editura Academiei, p. 32.

² Acad. Andrei Oțetea, Tudor Vladimirescu și revoluția din 1821, București, Editura Științifică, 1971, p. 279—280.

³ Hurmuzaki, Documente privind istoria României, serie nouă, vol. III, Editura Academiei, București, 1967, p. 24 ; 1848 la români, ed. Cornelia Bodea, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1972, p. 17.

⁴ Acad. Andrei Oțetea, op. cit., p. 283.

⁵ Cornelia Bodea, 1848 la români, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1972, p. 17.

⁶ Anul 1848 în Principatele Române, vol. II, București, 1902, p. 610.

⁷ Nicolae Ceaușescu, România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste, vol. 3, Editura Politică, București, 1969, p. 710.

⁸ „Revista pentru istorie, arheologie și filologie“, an. I/1882, p. 136.

⁹ „Dacia“, an I, 1861, nr. 23, f. 2.

¹⁰ Apud I. P. Panaiteșcu, Cuza vodă și unitatea națională a românilor, în „Arhiva pentru reformă și știință și reformă socială“, an VIII. 1929, p. 56.

¹¹ „Gazeta Transilvaniei“, an II, nr. 42, din 2/14 iunie 1877, p. 1.

¹² Unirea Transilvaniei cu România, 1 Decembrie 1918, București, 1970, p. 131.

LA RÉSISTANCE ROUMAINE, FACE A LA PRÉSSION, L'IMMIXTION ET L'OPPRESSION ETRANGERES

Dr. maître de conf. VASILE CRISTIAN

Voués à l'activité pacifique, constructive, les Roumains ont été obligés, des siècles durant, à tenir tête aux tendances et aux actions expansionnistes des peuples migrateurs, des puissants Etats voisins. La position géographique de notre pays, ses richesses ont fait de la Roumanie un théâtre d'opérations militaires, un point d'attrait pour ceux qui voulaient s'emparer des biens d'autrui. Aussi la résistance de notre peuple contre les pressions de l'extérieur, contre l'immixtion et l'oppression étrangères fut-elle des plus acharnées. Cette résistance s'est vigoureusement manifestée tout au long du Moyen Age et s'est sensiblement intensifiée à l'époque moderne, lorsque l'affirmation de la nation roumaine constitua une prémisses essentielle de l'édification, en 1918, de notre Etat national unitaire.

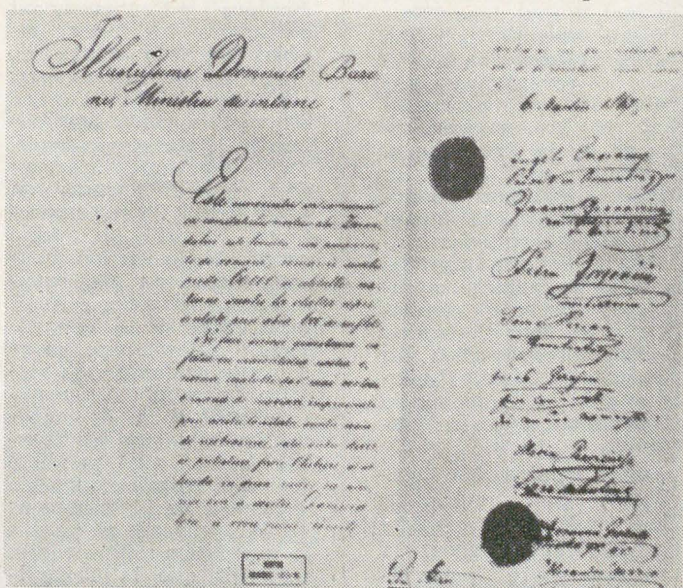
Les Roumains transylvains y ont joué un rôle important. L'activité patriotique et culturelle de Inochentie Micu et de l'Ecole roumaine, l'action politique du *Supplex*, la révolte armée de Horea étaient dirigés contre l'immixtion et l'oppression étrangères; ces mouvements se sont amplifiés au cours du siècle suivant, le «siècle des nationalités». Les actions de 1848 en Transylvanie ont constitué une démonstration des plus significatives à cet égard, éveillant l'admiration des contemporains et comptant parmi les plus importants de l'époque et Europe¹.

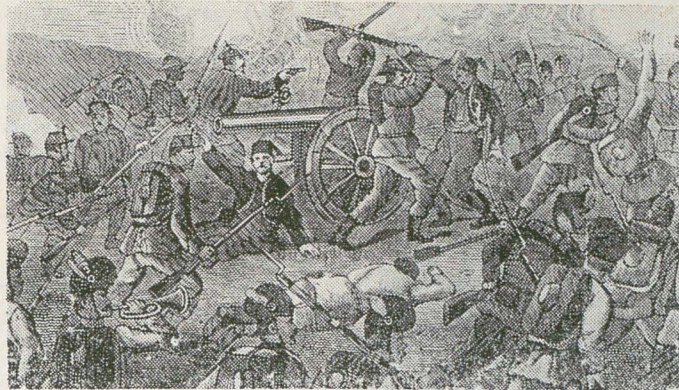
Aussi la manière dans laquelle elles sont «interprétées» par l'historiographie hongroise contemporaine est-elle surprenante; ou bien celle-ci minimise, voire discrédite le rôle de personnalités révolutionnaires roumaines telles Simion Bărnuțiu et Avram Iancu, ou bien elle atténue l'ampleur du mouvement roumain — c'est le cas de la grande assemblée de Blaj (3/5 mai 1848), événement à peu près unique en Europe. De même, en invoquant la volonté de liberté nationale des révolutionnaires hongrois, elle condamne les aspirations identiques des révolutionnaires roumains, à qui le refus d'un programme qui les aurait subordonnés po-

litiquement vaut le qualificatif de réactionnaires! Cette manière d'interpréter l'histoire est d'autant plus blâmable qu'elle est présente dans les manuels scolaires mêmes.

La volonté des Roumains, exprimée par les révolutionnaires de 1848, de liquider la domination étrangère et de s'unir avec leurs frères de l'autre versant des Carpates a acquis de nouvelles dimensions à l'occasion de l'Union des Principautés. D'ailleurs, 24 janvier 1859 a constitué une date mémorable pour tout le peuple roumain, quelles que fussent les contrées où il vivait. La manière dans laquelle les contemporains ont envisagé l'acte accompli ce jour-là,

Fac-similé du mémoire envoyé par les habitants du Comitat Zarand (6 mars 1867) au ministre de l'Intérieur en lui demandant de garder de suite un compte roumain, car les Roumains étaient majoritaires dans le comté.





Dans la guerre de l'indépendance, les Roumains ont lutté bravement pour écartier la domination ottomane.

ceux réalisés ultérieurement en est une expression significative². Il convient de mentionner à cet égard la fondation, deux ans seulement après l'union des Principautés, de l'Association Transylvaine pour la Littérature Roumaine et la Culture du Peuple Roumain (ASTRA), institution aux remarquables résultats dans la lutte d'émancipation des Roumains transylvains.

Il y a eu cependant, au cours des étapes qui ont jalonné le processus d'édification de l'Etat national unitaire roumain, des moments extrêmement complexes, survenus après 1867 (lorsqu'on a créé le dualisme austro-hongrois, important obstacle dans la matérialisation des aspirations de notre peuple vers son unité politique). Cette affirmation est valable surtout pour la Transylvanie qui, après des siècles d'autonomie, était pour la première fois annexée à l'Etat hongrois³; le gouvernement de Budapest — transgressant les prévisions de la Loi des nationalités — se montrait décidé de mettre en oeuvre une politique de magyarisation forcée des Roumains. Mais la dialectique de l'évolution historique montre que l'aggravation des conditions dans lesquelles se déroule la lutte d'un peuple détermine le développement

même de cette lutte; c'est ce qu'arriva en Transylvanie. La lutte des Roumains transylvains s'est intensifiée lorsque ses objectifs ont été clarifiés. La première illustration en a été faite l'année suivante même, dans le manifeste de Blaj, protestation résolue contre l'annexion de la Transylvanie à la Hongrie. Le document était largement soutenu par les masses populaires, réunies le 3/5 mai sur le Champ de la liberté pour fêter le 20^e anniversaire du mouvement révolutionnaire de 1848. Il comprenait les revendications fondamentales des Roumains transylvains: autonomie, égalité en droits avec les autres nations, utilisation de la langue roumaine dans l'administration, la justice et l'enseignement, participation proportionnelle à la vie politique, administrative et culturelle, etc. C'était des revendications dont la traduction dans les faits aurait signifié l'indépendance politique de la Transylvanie vis-à-vis de la Hongrie. D'ailleurs, la politique du gouvernement hongrois envers les Roumains de Transylvanie après 1867 leur a renforcé la conviction que la seule possibilité d'émancipation — en premier lieu nationale, mais également socio-économique, politique et culturelle — était leur union à la Roumanie. Le

compte de Beust était convaincu que cette solution était encouragée par le gouvernement de Bucarest, même si celui-ci procédait de manière voilée⁴; un homme politique de la taille de Gambetta, après un voyage au Bas-Danube (1868), affirmait que la question roumaine trouvait son origine dans la violence du gouvernement de Pest; en 1875, il se déclarait ouvertement partisan d'un Etat de tous les Roumains⁵.

Soumis à la magyarisation toujours plus accentuée, les Roumains transylvains ont employé des moyens de résistance des plus divers. Protégées par l'Eglise — qui était en grande mesure influencée par les laïcs et jouait un important rôle politique —, entretenues par des contributions locales et bénéficiant d'instituteurs passionnés, véritables apôtres, les écoles roumaines ont fini par constituer, malgré les menaces, un véritable réseau d'enseignement primaire, beaucoup plus vaste que ceux des autres nationalités qui se trouvaient sous domination hongroise. Il y avait aussi des écoles secondaires; toujours plus d'étudiants roumains apprenaient à l'étranger. Malgré la sévérité du contrôle qu'exerçaient les autorités, les écoles ont constitué le principal moyen d'éducation des Roumains transylvains.

Ils ont affirmé leurs aspirations par l'intermédiaire de la presse aussi. A cause des restrictions imposées par le régime, le nombre des périodiques a varié. Parmi les plus importants il convient de mentionner «Gazeta Transilvaniei» («Gazette de Transylvanie»), à laquelle se sont ajoutés, dès 1888, la revue de l'ASTRA, «Transilvania» (George Barițiu fut son directeur pendant de nombreuses années) et, dès 1848, le journal «Tribuna», qui paraissait à Sibiu et dont le motto était «Notre soleil se



La signature du Traité de San Stefano entre la Russie et la Turquie (1878).

lève à Bucarest». En même temps, l'activité des sociétés culturelles transylvaines, du Banat et du Maramures a connu un puissant essor (en 1900 l'ASTRA déployait son activité dans 3 232 communes); ce fut également le cas des sociétés étudiantes de Budapest et de Vienne.

L'activité politique proprement dite des Roumains transylvains a bénéficié depuis 1881 d'un cadre organisationnel supérieur, par la fusion des deux partis de Transylvanie et du Banat dans le Parti National Roumain (PNR), dont le programme prévoyait en premier lieu le rétablissement de l'autonomie de Transylvanie. Le PNR a mené une vaste campagne de propagande en faveur de la question roumaine. Par la suite, on a décidé, en 1887, de dresser un document qui contiendrait une ample analyse de la situation et des revendications des Roumains. Le résultat fut le *Memorandum* (1892) qui présentait des faits et des documents inattaquables⁶.

Cette lutte continuera dans les années suivantes et les autorités de Pest seront obligées en 1910 à entamer des tractations avec les représentants des Roumains, tractations qui n'aboutiront cependant à aucun résultat.

Une puissante politique de dénationalisation a été également menée contre les Roumains du nord-ouest de la Moldavie, territoire incorporé en 1775 dans l'Autriche-Hongrie et ultérieurement appelé la Bucovine⁷. D'ailleurs, après une longue période d'occupation militaire, la Bucovine a été annexée à la Galicie comme simple «district administratif» et on a refusé à ses habitants la demande de rester «province distincte, conservant ses propres lois et coutumes»⁸. Dans ces conditions, dès les premières années d'annexion, des mouvements de protestation ont été enregistrés: des paysans se réfugiaient en Moldavie ou fuyaient dans les montagnes, des révoltes locales éclataient; ces mouvements se sont intensifiés vers 1848⁹, en déterminant le gouvernement de Vienne à proclamer, par la Constitution impériale du 4 mars 1849, l'autonomie de la Bucovine, devenue duché (statut qu'elle gardera jusqu'en 1918). Les Roumains ont également protesté contre les colonisations massives auxquelles ont eu recours les autorités austro-hongroises dans le but, d'ailleurs manqué, de dénationaliser cette province. En même temps, les intellectuels roumains, le

clergé et les paysans de Bucovine ont constamment revendiqué, par divers moyens, des droits politiques et nationaux¹⁰; leurs revendications ont été incluses dans le document-programme du 20 mai 1848, «Petițiunea țării» («Pétition du pays»).

La constitution du Parti National Roumain de Bucovine (1892), dont le programme prévoyait l'autonomie de la province, la conservation de son individualité historique et politique, a marqué une nouvelle étape dans la lutte pour la libération. D'ailleurs, dans les années qui ont précédé la première guerre mondiale, le conscience nationale des Roumains bucoviniens a connu d'importantes clarifications, grâce aux efforts de l'intelligentsia locale et aux liens toujours plus serrés avec la Roumanie, notamment avec la ville de Iași, où s'étaient établis de nombreux intellectuels originaires de la partie de Moldavie qui avait été occupée par les Habsbourg. Dans sa relation sur l'accueil fait à la mairie de Iași à une importante délégation bucovinienne, le consul turc remarquait: «l'opinion publique d'ici considère ces manifestations comme un premier pas vers l'union»; il concluait que «tout Roumain qui passe par l'école, même primaire, apprend que la Bucovine, la Transylvanie et la Bessarabie sont des provinces arrachées au Royaume de Roumanie et que tôt ou tard elles devront revenir à la mère-patrie»¹¹.

La lutte d'émancipation des Roumains de Bessarabie s'est déroulée dans des conditions plus difficiles que celle menée dans les autres provinces roumaines se trouvant sous domination étrangère. Au début, il est vrai, la Bessarabie a joui d'une situation privilégiée: la loi organique de 1818 était rédigée dans un esprit relativement libéral et perpétuait la plupart des rè-

glements locaux. On a pu considérer donc qu'à ce moment-là la Bucovine représentait, un «fragment d'Etat», ayant ses traditions spécifiques, incorporé dans l'Empire russe. Sur les armoiries de la nouvelle province il y avait l'aigle russe et la rencontre d'aurochs moldave¹².

Mais à peu près une décennie plus tard, la situation a radicalement changé. L'autonomie de la province était pratiquement nulle, les lois autochtones remplacées par les lois tsaristes, l'utilisation de la langue roumaine dans l'administration interdite. Même dans ces conditions le sentiment national y était très vif. Les événements qui avaient lieu sur la rive droite du Prut avaient des échos retentissants en Bessarabie¹³. En 1848, paraissait à Chişinău le journal «Românul» («Le Roumain»), et une décennie plus tard, on y publiait une revue homonyme. L'union de 1859 a été saluée par tous les Roumains de Bessarabie, Alexandru Haşdeu entre autres; les autorités ont d'ailleurs compris le danger que représentaient ces manifestations de sympathie. Aussi, en 1862, la demande du boyard Cristi d'ouvrir une typographie a-t-elle été rejetée parce que celui-ci appartenait «aux moldavophiles enthousiastes qui rêvent d'une seule Roumanie unifiée»¹⁴. Cette constatation allait être faite, dans une perspective beaucoup plus ample, par le ministre russe de l'instruction publique qui, à l'occasion d'une inspection effectuée dans cette province de l'Empire, remarquait que l'union de la Moldavie et de la Valachie et la constitution d'une Principauté quasi-indépendante exerçaient une attraction évidente sur ses voisins moldaves de Bessarabie¹⁵. Les autorités ont obtenu des informations sur des activités précises en ce sens¹⁶.



Berlin 1878. La signature du Traité de paix.

Des mesures très sévères contre ces tendances ont été adoptées, mesures qui visaient à la russification de la province.

Dans ces conditions, le mouvement national a été considérablement freiné. Cependant il n'a pas pu être étouffé, car ses fondements étaient solides : il s'agissait d'une part des paysans, qui ont perpétué les coutumes anciennes et continué à parler le roumain, peu d'entre eux apprenant le russe (comme le prouvent des témoignages de l'époque). De fréquents cas similaires ont été enregistrés dans les villes. D'autre part, les intellectuels, malgré les restrictions, faisaient circuler des ouvrages parus en Roumanie. De plus, peu de ceux qui fréquentaient les universités russes ont étouffé leurs sentiments nationaux. L'activité des intellectuels à la veille de la première guerre mondiale le prouve. Dans leurs tentatives de propager la culture nationale, ils ont assurément dû franchir de grands obstacles, mais ils ont su s'adapter aux circonstances et préparer, aux côtés des autres couches sociales, des actions destinées à accomplir les aspirations nationales.

Dans ce contexte nous devons mentionner aussi la lutte des Roumains de Dobroudja¹⁷. Sous domination ottomane dès la deuxième moitié du XIV^e siècle, cette province a connu beaucoup de transformations démographiques; cependant les Roumains y sont restés en permanence majoritaires. Aux autochtones (*dicieni*) se sont ajoutés, notamment au début de l'époque moderne, les *cojani* et les *mocani* (Ion Ionescu de la Brad considérait que chaque village pouvait être envisagé comme «une Dacie en miniature»). Pendant la révolution de 1821, les autorités ottomanes ont pris des mesures pour prévenir le contact des habitants de la Dobroudja, des *mocani* surtout, avec les *panduri* de Tudor Vladimirescu. En 1848, les Roumains dobroudjéens ont lutté dans les unités d'Avram Iancu. Ultérieurement, la Dobroudja était considérée par Ion Ionescu de la Brad ou par Nicolae Bălcescu comme un possible centre de la résistance nationale. L'union des Principautés a eu un écho retentissant en Dobroudja, comme le prouvent, entre autres, les voyages d'Alexandru Ioan Cuza, en 1860 (il allait à

Constantinople) et, plus tard, de Carol I^{er} ; à cette occasion, les représentants de la Roumanie à Tulcea et à Sulina parlaient des Dobroudjéens comme de «frères et patriotes ardents qui espèrent s'unir avec la mère-patrie». Cette aspiration a été nourrie par la vie culturelle en premier lieu. On a créé des écoles non seulement dans les villes, mais également dans les villages ; les instituteurs, venus en général des autres provinces roumaines, éduquaient leurs élèves dans l'esprit national, étant prêts à lutter «pour la liberté sociale et nationale, faisant attention à tous les mouvements de Roumanie» comme le notait Ion Ionescu de la Brad. Il relatait également l'affirmation significative d'un Roumain de Turcoaia, qui exprimait son espoir de «voir des écoles dans tous les villages roumains d'au-delà du Danube et les Rou-

maines unis»¹⁸. Le même but était poursuivi par la Société roumaine pour la langue et la culture, fondée en 1870 sur l'initiative de l'école roumaine de Hirşova, association comparable à l'ASTRA. Tous ces éléments ont préparé l'acte de 1878 ; la Dobroudja, cette «Roumanie transdanubienne» comme l'appelaient une publication contemporaine¹⁹, s'unit à la mère-patrie (il est à remarquer le fait que dans le texte même du traité de Berlin on utilisait le terme «réunion»).

¹ *Istoria militară a poporului român* IV (coordonateur principal ; général-lieutenant Ilie Ceauşescu, docteur en histoire) Editura Militară, Bucureşti, 1987, p. 271, et passim.

² Ştefan Pascu, *Făurirea statului naţional unitar român*, I, Editura Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1983, p. 157 et passim.

³ Ilie Ceauşescu, *Transilvania, străvechi pământ românesc*, Editura Militară, Bucureşti, 1984, p. 68.

⁴ N. Iorga, *Correspondance diplomatique roumaine sous le roi Charles I^{er} (1866—1880)*, Bucarest, 1938, p. XII.

⁵ Paul Deschanel, *Gambetta*, 1929, p. 199.

⁶ R. W. Seton-Watson, *Histoires des Roumains de l'époque romaine à l'achèvement de l'unité*, Paris, 1937, p. 494.

⁷ Mircea Muşat, Ion Ardeleanu, *De la statul geto-dac la statul român unitar*, Editura Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1983, p. 389 et passim.

⁸ *ibidem*.

⁹ Mihai Iacobescu, *Revoluţia de la 1848 — moment de răscruce în istoria românilor din Bucovina*, in «Suceava», V, 1978, p. 13 et passim.

¹⁰ Mircea Muşat, Ion Ardeleanu, *op. cit.*, p. 395.

¹¹ *Ibidem*, p. 396.

¹² Mircea Muşat, Ion Ardeleanu, *op. cit.*, p. 399.

¹³ *idem*, p. 401.

¹⁴ *ibidem*.

¹⁵ Şt. Ciobanu, *La Basarabie, sa population, son passé*,

¹⁶ Mircea Muşat, Ion Ardeleanu, *op. cit.*, p. 402.

¹⁷ Adrian Rădulescu, Ion Bitoileanu, *Istoria românilor dintre Dunăre şi Mare. Dobrogea*, Editura Ştiinţifică şi Enciclopedică, Bucureşti, 1979.

¹⁸ Gh. Platon, *Istoria modernă a României*, Editura Didactică şi Pedagogică, Bucureşti, 1983, p. 112.

¹⁹ «Românul», 19 août, 1878,

1918. LA GRANDE UNION DE 1918, GRANDE JUSTICE DE L'HISTOIRE

UNION POUR TOUTS LES SIÈCLES

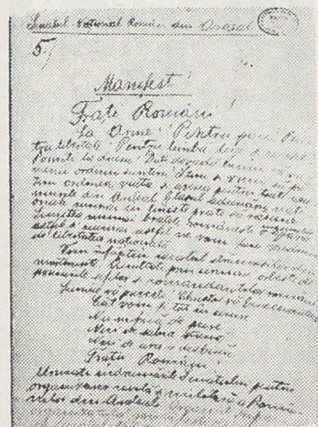
DUMITRU ALMAŞ Professeur à l'Université, docteur en histoire

Les historiens, les philosophes et les sociologues constatent que, dans les plus défavorables circonstances, l'histoire du peuple roumain se déroula, pendant plus de deux siècles, sur trois coordonnés : Continuité, Unité, Indépendance. L'unité, la parfaite unité, imposée par l'espace géographique et par l'éthnogenèse, par la vie et la culture, exprimée par une des plus unitaires langues de la terre. La drame de l'histoire du peuple roumain et le fait que

cette unité a été usurpée et déchirée même dès le début, par ces rois hongrois, ces méchants Tatars, ces sultans ottomans, ces empereurs habsbourgs ou tzars russes, qui se sont précipités sur le territoire et le peuple roumain comme sur une proie tentante prêt à être empoignée. Le territoire roumain, l'espace carpatique-danubien-pontique est tellement harmonieusement muré dans sa structure interne géomorphologique — il a des proportions égales :

plaine, montagne, plateau —, il est de sorte modelé et limité par des rivières, comme une forteresse entourée par des doutes de défense. Ce foyer ancestral possède une population tellement unitaire ! On sait que pendant plusieurs siècles nous avons vécu notre histoire organisés en trois États roumains : Transylvanie, Moldavie, Muntenie. Nous ne sommes pas le seul exemple dans d'histoire ; les Italiens, les Allemands, même les Espagnols, n'ont pas réalisé leur

État unitaire, national que graduellement par étapes, souvent à la suite des lourds combats contre les occupants étrangers qui ont toujours pratiqué le système „divide et impera“. Mais bien que nous avons vécu pendant les siècles séparés en trois „pays“ —



Manifeste rédigé par le Sénat National Roumain de Transylvanie, „pour paix pour liberté, pour langue, loi et terre ancestrale“.

ou juste pour cette raison — nous avons visé toujours d'être unis „dans un lieu et un pays“, comme disait le chroniqueur Miron Costin. Et sous diverses formes structurales : économiques, politiques, culturelles, militaires, cette unité fonctionna toutefois. Le rôle économique des villes transylvaines qui on pulsé des produits industriels dans l'espace roumain tout entier ; les bergers qui ont pendulé, saisonnierement, du montagne à la plaine ; l'échange des graines entre les habitants du montagne et ceux de la plaine, ainsi comme la nécessité de vois et des minéraux des ceux de la plaine — ont entretenu une vive et permanente liaison, phénomène et corollaire de l'unité imposée par le fort cadre géographique, plus fort qu'aucune occupation étrangères. La conscience de l'unité roumaine date

dès temps ancestraux. On ne peut pas compter ses ans parce que, dans le fond, elle se confonde avec même l'être national. Au moment ou les Roumains se sont entendu dans la même langue, au moment ou ils ont compris qu'ils ont les mêmes convictions et les mêmes idéaux de vie, de liberté, dès alors ils ont eu aussi la conscience de la nécessité et la légitimité de l'unité qui fonctionnait comme une force morale toujours plus forte par le développement de la culture de la conscience de sois-même. La politique de défense des grands voïvodes : Mircea le Grand Iancu de Hunedoara, Etienne le Grand, Michel le Brave, Constantin Bricoveanu constitua un stimulent et un liant, une voie toujours renouvelée afin de prouver non seulement la nécessité de l'union, mais aussi pour attester la possibilité de la réaliser comme un acte national vital. En 1600, par la première Union réalisée par Michel le Brave, et en 1859—1877, par l'union moldo-valaque et la conquête de l'indépendance aussi comme en 1918, le parachèvement de l'unité étatique et nationale. L'Union ne peut être réalisée, consolidée et maintenue que par la volonté et la lutte du peuple tout

entier. L'assertion du M. Kogălniceanu prononcée en 1859 exprime la vérité indubitable : „La nation a réalisé l'Union !“. „L'Union a été faite par la nation !“.

Comme historien, je me vois obligé de relever les mots pleins de vérité du président de la Roumanie socialiste, le camarade Nicolae Ceaușescu : „L'union de la Muntenie et de Moldavie et l'accomplissement, en 1859, de l'État national ont constitué un moment crucial pour le destin du notre peuple, marquant l'entrée de la Roumanie dans une étape nouvelle de son développement historique. La lutte pour liberté et indépendance nationale connaît une étape supérieure, de sorte que à moins que deux décennie après l'union, est acquise, l'arme à la main, par grands sacrifices, et la souveraineté d'État de notre patrie“.

Le premier pas vers l'Union nationale et la création de l'État moderne ont été réalisées en même temps avec le processus historique vécu par d'autres peuples, par exemple l'italien et l'allemand, qui ont constitué leur propre État national unitaire. Au début du XIX^e siècle, la culture nationale représentait un fait et un trésor spirituel de plus grande valeur pour éclairer les

6 avril 1919, Indianapolis (Etats-Unis d'Amerique). La parade „Liberty Bond“ à laquelle ont participé des nombreuses femmes roumaines en costumes nationales.





Édition spéciale „Alba Iulia” annonçant la Grande Union de 1918

voies d'unification étatique. La torche de la conscience nationale brillait toujours plus fort, enflammant les coeurs et fortifiant les volontés dans la lutte du peuple, du peuple tout entier pour l'Union. „Notre Roumanie existera. Aveugle est celui qui ne la voit pas” — disait Nicolae Bălcescu.

Pour réaliser l'Union, pour former l'État natio-

nal unitaire de Roumanie, on développa une lutte héroïque où se sont engagé avec enthousiasme et esprit de sacrifice les Roumains de partout, en prouvant que l'Union n'était pas seulement l'envie de quelques hommes illuminés, mais aussi la lutte et l'idéal des tous ceux qui portaient le nom de Roumains, sans égard à leur état sociale — paysans, ouvriers, intellectuels — et sans tenir compte dans quel endroit du territoire roumain ils se trouvaient. Au début de ce siècle, un lettré disait qu'il est injuste qu'aux défilés Prislop, Oituz, Ciineni et d'autres chemins de liaison avec les fraires d'au delà des nos monts existent la frontière et la garde étrangère mise par un pouvoir hostile, pas même qu'à Burdujeni, Predeal et Vir-ciorova, où nous avons tendu un bras de chemin de fer lié à la Transylvanie, existent des douaniers panache de coq à la casquette, percevant des droits de douane pour une union fraternelle et légitime. Si alors les bergers passaient ses troupeau par des voie connues seulement par eux,



Héros de la guerre de libération et réunification nationale : les généraux David Praporgescu, Ion Dragalina et Eremia Grigorescu, le sous-lieutenant Ecaterina Teodoroiu.

d'un côté et d'autre des monts, sans trop fâcher les pouvoirs tyranniques, le développement des moyens modernes de circulation faisait la frontière imposée toujours plus haïe, plus

(Suite page 96)

TÉMOIGNAGES

En 1918, après deux années de luttes héroïques et de grands sacrifices afin de défendre l'indépendance et l'intégrité de l'État roumain, envahi par les Puissances Centrales et leurs alliées, le peuple roumain a pu réaliser son aspiration millénaire — la libération et l'union avec le pays des ancestraux territoires roumains se trouvant sous domination étrangère.

L'opinion publique nationale, tant que celle internationale a entièrement compris le désir légitime de l'évolution vers l'unité de la nation roumaine. La plupart des historiens et des diplomates impliqués dans le tourbillon qui devait changer le visage de l'Europe à la fin de la seconde décennie du XXe siècle, ont prouvé la nécessité impérieuse du démantèlement des empires multinationaux, afin de frayer chemin au triomphe du principe des nationalités. Des personnalités de prestige de la vie culturelle, scientifique et politique européenne et américaine ont exprimé leur admiration envers l'effort gigantesque humain et matériel accompli par tout le peuple roumain dans le but de la réalisation du desideratum de vivre et de se développer librement et indépendamment dans le cadre d'un État national unitaire, facilitant de la sorte la reconnaissance internationale de la Grande Union des Roumains, achevée le 1er Décembre 1918. Aux premiers rangs parmi ces personnalités se trouvaient : H. Wickham Steed, R.W. Seton-Watson, David Mitrany, Allen Leeper, V. Pétin, le général H.M. Berthelot, et d'autres encore.

1918. L'ANNÉE DE L’AFFIRMATION OBJECTIVE DU DROIT INALIENABLE DES NATIONS AU DEVELOPPEMENT LIBRE, INDÉPENDANT

DORINA RUSU, docteur en histoire

L'an 1918 marque le point culminant, pendant lequel la lutte des peuples opprimés par les empire multinationales entra dans une phase décisive de l'accomplissement de leur *deziderata* national. Elle se déroula, étant objectivement déterminée par l'évolution historique des peuples respectifs et se trouva sous la forte influence de la victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, aussi comme de l'affirmation des 14 points concernant les problèmes politiques et économiques de l'Europe, présentés en face du Congrès par le président des États-Unis d'Amérique, Woodrow Wilson. En même temps, pour accomplir son suprême *deziderata* national, le combat du peuple opprimés se déroula aussi sous la forte influence des défaites subies par l'armée autriche-hongroise sur les fronts, défaites qui annonçaient la victoire finale des alliés et, implicitement, l'écroulement de la monarchie des Habsbourgs. Comme relève le président Nicolae Ceaușescu : „L'écroulement de l'Empire tzarist et du

L'Empire autriche-hongrois constituent des événements époquales dans l'histoire de l'humanité, qui ont donné une forte impulsion à l'évolution progressiste de la société, ont mené à la transformation profonde des rapports internationaux“¹.

Le Congrès des nationalités opprimées par ce „pêle-mêle de langues et peuples“ comme nommait Fr. Engels l'empire multinational autriche-hongrois, occupa un lieu important dans le processus complexe de l'affirmation du droit des peuples à l'autodétermination. Le Congrès se déroula : à Rome entre 8 et 10 avril 1918, démontrant puissamment la volonté ferme des peuples opprimés de se libérer de sous la domination étrangère et de se constituer et États séparés, indépendantes, de s'organiser selon leur propres intérêts. Ce *deziderata* a été exprimé clairement par l'Accord signé par les représentants des Tchèques, Serbes, Polonais, Italiens et des Roumains, qui contenait trois décisions d'une importance particulière, incluant tant le droit

La Grande Assemblée Nationale d'Alba Iulia a consacré au niveau suprême de représentation nationale l'aspiration séculaire de la nation roumaine — l'union dans le cadre des frontières du même État, scellant ainsi un acte historique irréversible, fruit de la lutte de tout le peuple roumain.

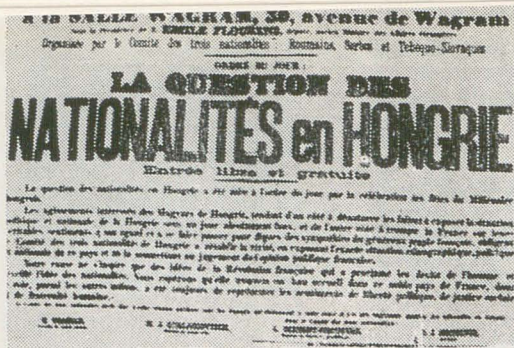
Les sous-titres appartiennent à la rédaction.

DES ÉCHOS DE LA VOLONTÉ NATIONALE ROUMAINE

„Pendant deux ans (1914—1916), la Roumanie a été obligée d'attendre — et non pas comme de façon erronée on l'a dit „afin de courir à la rencontre des vainqueurs“ — mais maintenant, lorsque les propres arrangements politiques et militaires ont été conclus, elle put verser le sang de ses fils dans un but précis, pour un idéal — l'union de la nation roumaine et la cause du progrès démocratique et de la liberté nationale.

Parce que pas seulement la Transylvanie, le Banat et la Bucovine entrent en

discussion. Au problème de la libération des Roumains d'Autriche—Hongrie et de leur union en une „Grande Roumanie“ est lié l'avenir de la démocratie et de la liberté en Roumanie même. Ainsi que nous l'avons vu, les Roumains de Hongrie sont socialement et politiquement démocrates. Ils sont travailleurs, intelligents, profondément sensibles et désireux au progrès de l'éducation et à l'autonomie des institutions, pour le maintien desquels ils ont payé argent et larmes. Ils



Le 11 juillet 1896 se déroula à Paris le meeting roumaino-serbo-tchécoslovaque, sur le thème de la lutte commune pour liberté et unité nationale (Fac-similé du manifest)

de chacun des ses peuples „de constituer son Etat national unitaire ou de le parachever pour réaliser son indépendance complete politique et économique“, que la reconnaissance d'une réalité évidente, à savoir que la monarchie autriche-hongroise est „l'instrument de la domination allemande et l'obstacle fondamental à la réalisation de ses aspirations et de ses droits“. L'Accord evidencia „la necesité d'une lutte commune contre l'opresseurs communs jusque chacune de ces peuples obtiendra son libération totale, son unité nationale complete et la liberté politique“².

Par exemple, à 6 janvier 1918, tous les députés tchèques du Reichsrat et des diètes provinciales, reunis dans une séance à Prague, ont signé une déclaration solennel où il proclamaient fermement le désir de la nation tchèque d'avoir son Etat souverain

„dans les limites des territoires historiques et des régions habitées par la nation-sœur slovaque“³. L'intensification du mouvement de libération nationale des Tchèques et des Slovaques se concrétisa sur le plan de l'organisation politique par la création, le 13 juillet 1918, du Comité National Tchécoslovaque, qui se proclama l'organ dirigeant de la lutte nationale du peuple tchécoslovaque. Les mois d'octobre-novembre 1918 ont représenté les moments culminants de la lutte de libération des Tchèques et des Slovaques, comme d'ailleurs aussi des autres peuples de l'Europe centrale et de sud-est. A 14 octobre 1918, dans les territoires tchèques se sont déroulés des nombreux réunions publiques, demonstrations et grèves, par lesquelles les masses demandaient la création de la Républiques Tchécoslovaque Indépendante. Après que le gouvernement de Vienne accepta la note americaine concernant l'indépendance des Tchécoslovaques et de Yougoslaves, les peuples tchèque et slovaque ont compris que le moment est arrivé pour décider leur propre sort, pour se séparer de l'Autriche-Hongrie et établir ses nouvelles formes de gouvernement. Dans cetttes conditions, à 19 octobre, le Comité National Tchécoslovaque proclama l'indépendance du pays; seulement après trois jours il prendra l'entière administration militaire et civile.

L'effervescence des combat pour l'indépendance et l'unité nationale a gagné les masses populaires de Slovaquie. A 30 octobre 1918, le Conseil National Slovaque redigea, au cadre d'une réunion déroulée à Turčiansky Sv. Martin, une Déclaration, par laquelle il proclama la séparation de la Slovaquie de la monarchie d'Autriche-Hongrie

TÉMOIGNAGES

sont rudes car ils ont eu à lutter contre une nation dominatrice et économes car rien que par l'économie ils pu faire face à la double corvée qui leur a été imposée par l'Etat, et qu'ils ont volontairement assumée afin de maintenir leur églises et écoles. Leur union avec le royaume de Roumanie représentera sûrement — et le fait est universellement admis — une grande contribution à la cause du progrès et de la démocratie“.

„Ce qui s'est passé une fois seulement et pour une courte période de temps, pendant le règne du prince roumain „Michel le Brave“, en l'an 1600, à savoir le fait que tout le peuple roumain s'est trouvé uni dans les frontières de l'ancienne Dacie de Trajan, va dérechef se réaliser, paraît-il, et non pas par la force des armes, mais par la libre volonté des provinces qui forment ce pays“.

„J'ai eu la grande satisfaction de participer en tant que délégué officiel à l'Assemblée Nationale d'Alba Iulia, du 1er

Décembre 1918, à laquelle sont liés des souvenirs ineffaçables; ce fut un fait mémorable, unique dans notre histoire contemporaine... Ce jour inoubliable d'hiver a constitué un tournant historique, qui a posé les fondaments inébranlables de l'Etat libre et unitaire de la nation roumaine...“

Les 29 et 30 novembre, étaient venus à Alba Iulia tous les facteurs directeurs auprès des membres du Conseil Nationale Central Roumain, presque toutes les têtes des organisations provinciales payannes et ouvrières, officiellement convoqués ou bien attirés par la grandeur du moment, afin de débattre enseble le projet de la résolution, rédigé et présenté par Vasile Goldiş. La réunion a pris les proportions d'une représentation élargie et personne n'a songé à quelque restriction de participation. La convergence des sentiments d'union fraternelle et définitive, absolue, avec le pays libre, était totale,

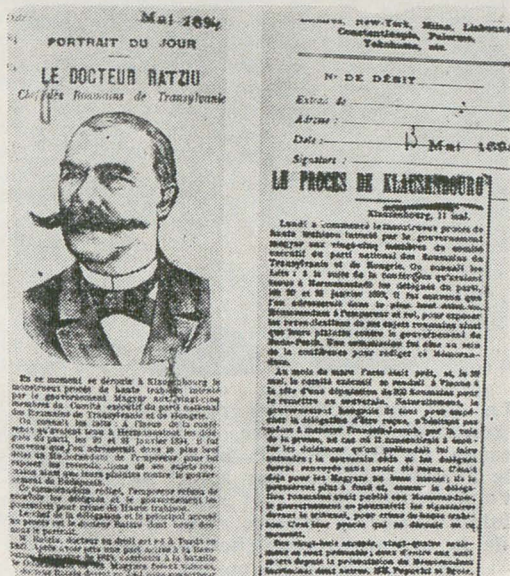
et l'intégration de celle-ci dans l'Etat tchécoslovaque. „De point de vue historiques et linguistique — s'affirmait dans la Déclaration — le peuple slovaque est une partie du peuple tchécoslovaque. Nous demandons pour ce peuple tchécoslovaque le droit de disposer de soi-même sur la base d'une indépendance complète“⁴. L'Etat indépendant de la Tchécoslovaquie est ainsi devenu un fait accompli, les aspirations séculaires des peuples tchèque et slovaque trouvant une réalisation complète. A 14 novembre, à Prague se réunit l'Assemblée Nationale, où ont participé 201 députés tchèques et 69 slovaques, qu'a proclamé la constitution de l'Etat tchécoslovaque en république. Sur la carte de l'Europe apparaît, de la sorte, un nouveau Etat indépendant — la République Tchécoslovaque.

Des événements de signification pareille se sont produit presque en même temps sur les territoire de l'Autriche-Hongrie habités par les slaves de sud (Serbes, Croates, Slovénes, Bosniaques etc.). A 17 octobre 1918, les représentants de tous les parties yougoslaves de la double monarchie se sont réunis à Zagreb, créant le Conseil National Yougoslave, dont le premier acte a été la constitution d'un gouvernement provisoire, destiné à prendre l'administration des territoires Yougoslaves. Après deux jours — 19 octobre — cet organ suprême a proclamé l'indépendance de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, créant de la sorte la base nécessaire pour l'union des toutes les provinces dans un seul Etat. Le 24 novembre, l'Assemblée (la Vece) populaire, le siège à Zagreb, adopta la décision d'unir l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes dans le Royau-

me Montenegro, puis les jours suivants se prononça pour l'union aussi la Skupsina populaire de Voïvodine.

La volonté d'unification a été consacrée solennellement et officiellement le 1 décembre 1918, quand a été proclamé l'Etat unique de tous les Jougoslaves — le Royaume

La presse européenne s'est solidarisé avec les Roumains transylvains qui luttèrent pour liberté nationale (Fac-similés des journaux „La Verité“ et „L'Intransigent“ du mai 1894).



tout comme le demande d'une certaine démocratie d'anéantir les vestiges des dominations de toute sorte, le règne des comtes hongrois et l'asservissement politique séculaire de l'Ardeal, du Banat, ainsi que du vieux pays, où le pouvoir de la grande propriété foncière persiste encore...

A l'aube du 1er Décembre, les trains déchargeaient la foule sans fin des délégations et des participants volontaires venus de toutes parts, aux étendards tricolores, chantant des marches révolutionnaires du temps de l'ancu. Le pittoresque des costumes et l'animation de la foule venue consacrer l'acte de Alba Iulia étaient sublimes et ineffaçables. Dans la salle, les 1228 délégués ont applaudi frénétiquement la résolution de l'Union.

„Je me rappelle qu'après qu'on eut annoncé la date de la Grande Assemblée, toute la contrée de Mărginimea Sibiului

Il négeait. La neige était haute. Nous n'étions pas sûrs que la ligne qui reliait Săliște à Alba Iulia n'était pas enneigée ; à notre grande chance elle ne l'était pas et le train s'est rempli de gens. Il y avait six ou sept wagons rien qu'avec des villageois de Săliște. A Alba Iulia l'on débattait la décision de nous séparer de l'Autriche-Hongrie et de nous unir désormais la destinée avec celle de l'ancienne Roumanie.

L'enthousiasme était grand. Un jour tellement décisif dans l'histoire du peuple roumain est très difficile à décrire. Tous les gens de mon village sont venus en habits de fête. Même mon beau-frère, qui n'étant pas de la contrée, ne possédait pas de vêtements du village de Săliște, est monté sur la locomotive et conduisait le train un chapeau de Săliște sur la tête et la taille ceinte par une large ceinture de cuir munie de

polo. Le Roumainement Royal Roumain s'engage à remettre les
Sédes de la région du Banat qui abandonnant leurs propriétés
modernes émigrés dans l'espace de dix ans à partir de la conclusion de la paix
Article V

La Roumanie d'une part, la France, la Grande Bretagne, l'Italie et la Russie d'autre part s'engagent à ne pas conclure de
paix séparée ou la paix générale que conjointement et simultanément
la France, la Grande Bretagne, l'Italie et la Russie s'engagent
également à ce que, au traité de paix, les territoires de la Roumanie
autro-hongroise, stipulés à l'article 4, soient annexés à la
couronne de Roumanie.

Article VI

La Roumanie jouira des mêmes droits que ses Alliés
pour tout ce qui a trait aux préliminaires, aux négociations
de la paix, ainsi que à la discussion des questions qui seront
soumises aux décisions de la conférence de la paix.

Article VII

Les Puissances Contractantes s'engagent à garder secrète
la présente Convention jusqu'à la Conclusion de la paix
générale.

Fait en cinq exemplaires à Bucarest le 7, Août 1916.

Le Président du Conseil
des Ministres de Roumanie *Ion Brătianu*
Le Ministre de France *Rene Viviani*
Le Ministre de Grande Bretagne *Herbert Asquith*
Le Ministre d'Italie *Fabio Filzi*
Le Ministre de Russie *Sergueï Sazonov*

Le 4/17 août 1916, les représentants de la Roumanie, de la France, de la Grande Bretagne, de l'Italie et de la Russie ont signé le Traité d'alliance par lequel on reconnaît l'appartenance de l'Etat roumain aux territoires roumains trouvés sous la domination de la monarchie autriche-hongroise (Fac-similé du traité).

pochets, spécifique à la région. Notre train partait et entraînait dans les gares avec la chanson „Réveille-toi Roumain !“.

Je ne veux pas faire des poétisations forcées, mais je me rappelle qu'après une nuit de tempête et de gel, la nature nous a offert un soleil éclatant. La blancheur de la neige posée sur les maisons mettait encore plus en évidence les milliers d'étendards tricolores.

Comme lors d'une procession solennelle, les collones sans fin du peuple se dirigeaient vers le Champ de Horea ou l'actuelle salle de l'Union, en passant par la Porte de Michel le Brave.

De l'immense foule rassemblée afin de participer au grand événement se détachaient des groupes de députés et d'invités, qui avaient le noble rôle de décider pour toujours le sort du peuple roumain, récemment libéré de sous la cruelle domination d'un empire absolutiste. La salle du Casino militaire était

des Serbes, Croates et Slovénes —, la base sur laquelle a été édifié l'édifice de la Yougoslavie moderne.

A leur tour, le Polonais intensifiaient au cours de l'année 1918 les actions afin de regagner l'indépendance et d'affirmer le droit à l'autodétermination. Les défaites subies par les Etats des Puissances Centrales, aussi comme l'écroulement de l'Empire russe ont constitué les facteurs qui ont favorisé la création des conditions propices à la formation de l'Etat national polonais indépendant et souverain. Son importance était reconnue par les gouvernements de la Grande Bretagne, de la France et l'Italie, qui affirmaient que „l'une des conditions d'une paix durable en Europe est la création d'un Etat polonais unit et indépendant, ayant libre accès à la mer“⁵. Reconnaisant formellement le droit du peuple polonais de refaire son propre Etat indépendant, les puissances européennes n'avaient pas encore une vision définitive et claire sur les frontières de celui-ci. C'est pourquoi la création de l'Etat national polonais indépendant a été déterminé en mesure accablante par l'intensification de la lutte du peuple polonais lui-même — sur voie diplomatique et militaire. A 28 octobre, à Cracovie, sur le territoire polonais, qui été soumis à l'oppression de la double monarchie, a été constitué la Commission Polonaise de Liquidation, dont le but suprême était de constituer le noyau de l'Etat polonais autour duquel devaient se réunir toutes les territoires polonaises. Cette première représentation indépendante de la nation polonaise⁶ a réussi de prendre le pouvoir en Cracovie, dans la Galicie occidentale et dans d'autres régions

trop petite pour abriter tous les invités. Beaucoup d'entre eux furent obligés de rester dehors. Le fond de la salle était décoré aux drapeaux des Etats libérés de l'ancien Empire austro-hongrois. Au milieu, un peu plus haut, étincillait la figure imposante de Michel le Brave, et en bas se trouvaient les visages de trois martyrs de 1785 : Horea, Cloșca et Crișan. Devant, aux tables du présidium ont pris place les membres du Conseil National Roumain Central, tels des généraux qui conduisaient une armée victorieuse...

10 h. 30. Ștefan Cicio-Pop ouvre l'Assemblée par un discours dans lequel sont présentés les moments les plus importants de la lutte du peuple et de l'activité du Conseil National Roumain Central.

A suivi ensuite le discours de George Pop de Băiești... qui a déclaré ouverte l'Assemblée Nationale, demandant aux auditeurs de faire bien attention à ce

du Royaume polonais aussi comme dans le reste du territoire le pouvoir étant exercé par le Gouvernement populaire provisoire de la République polonaise. Du reste, les intentions des forces progressistes polonaises ont été clairement exprimées par J. Pilsudski, qui affirma dans une note renvoyée aux représentants des grandes puissances : „L'Etat polonais se constitue selon la volonté de la nation toute entière et s'appuie sur des bases démocratiques. Le gouvernement polonais remplace la domination par force — qui pendant 140 d'années a pesé la sort de la Pologne — par un régime appuyé sur l'ordre et justice“. En conclusion, il exprimait l'espérance que „les puissantes démocraties de l'Occident accorderont leur aide et le soutien fraternel à la République Polonaise ranimé et indépendante“⁷.

Dans les conditions dans lesquelles la lutte des peuples opprimés par la double monarchie s'intensifia toujours menant à la formation des Etats nationaux indépendants, l'Empire de l'Autriche-Hongries s'écroula, non seulement a cause de „la guerre, ni de la défaite, que grace au propre régime et aux structures sociales et politiques qui ont provoquées tant la guerre que la défaite aussi“⁸. Dans ces circonstances, sur les ruines de l'ancien monarchie ont apparus deux Etats nouveaux — la République Autriche, proclamée le 12 novembre et la République Hongroise des Conseils, le 16 novembre 1918.

Pareil à tous les peuples qui se trouvaient sous la domination de l'Empire de l'Autriche-Hongrie, l'an 1918 représentait pour le peuple roumain aussi l'an de ses

grandes réalisations sur plan national, le couronnement victorieux toute au long d'une série de combats et de sacrifices pour le parachèvement du processus de formation de l'Etat national unitaire roumain. Ouvert à 27 mars/9 avril 1918 par le retour du territoire roumain d'entre le Prut et le Dniestre à la patrie-mère, le processus de l'accomplissement de l'unité national-étatique a continué avec la décision, du 15/28 novembre 1918, d'union de la Bucovine avec la Roumanie, pour culminer le 18 novembre/1 décembre 1918 avec la grandiose Assemblée Nationale d'Alba Iulia qui a consacré pour toujours l'union de la Transylvanie, du Banat, de Crişana et du Maramureş avec la Roumanie.

À la fin de l'année 1918, la carte d'Europe avait subi donc des changements substantiels : les grands empires multinationaux étaient disparus ; des Etats nouveaux étaient apparus et d'autres avaient parachévé leur unité étatique. La liberté et la justice avaient triomphé.

¹ Nicolae Ceauşescu, *La Roumanie sur la voie de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée*, vol. 17, Editions Politiques, Bucarest, 1979, p. 276.

² Apud C. Botoran, I. Calafeteanu, E. Campus, V. Moiscu, *România şi Conferinţa de pace de la Paris (1918—1920). Triumful principiului naţionalităţilor*, Cluj-Napoca, 1983, p. 205.

³ Eduard Beneş, *Souvenirs de guerre et de révolution 1914—1918*, vol. II, Paris, 1928, p. 164.

⁴ *Afirmarea statelor naţionale independente unitare din centrul şi sud-estul Europei (1821—1923)*, Bucarest, 1979, p. 175.

⁵ *Ibidem*, p. 219.

⁶ *Ibidem*, p. 223.

⁷ *Ibidem*, p. 224.

⁸ *Histoire de la Hongrie des origines à nos jours*, Budapest, 1974, p. 451.

qu'ils vont entendre, car le moment est grandiose, car, disait-il — „le temps est arrivée, et vous êtes appelés à faire de cette solennité de l'histoire!“.

A pris ensuite la parole Vasile Goldiş (qui a présenté le projet de résolution de l'Assemblée Nationale), ainsi que Iuliu Maniu, et Iosif Jumanca, l'orateur de la classe ouvrière de Transylvanie et du Banat...

Et est enfin arrivé l'épisode le plus solennel, où le vieux président Pop de Băseşti, après avoir demandé à l'Assemblée Nationale si elle accepte de projet de résolution présenté, proclame l'Union de la Transylvanie avec la Roumanie dans des applaudissements et ovations frénétiques.

Ma plume est trop faible pour décrire l'élan révolutionnaire des masses qui sont venues éterniser de par leur volonté la noble décision... Le peuple était là-bas pour juger l'histoire, pour la corriger

en lui imprimant un nouveau tournant. C'étaient les envoyés de ceux qui ont travaillé et ont souffert, qui ont lutté et saigné sans pouvoir goûter à la liberté.

Je n'oublierai jamais la solennité de ce moment. J'avais l'impression de faire partie d'un grand tribunal appelé à faire justice...

La ville, la citadelle et le Champ de Horea étaient archipeins de la foule assemblée...

— Vous nous avez appelés pour décider si nous nous unissons avec la Roumanie. Oui ou non ?

Les larmes aux yeux, ils disaient „Oui, oui, oui !“

Ce jour avait quelque chose de surhumain, une expression plus noble plus vaste que le sens des trois lettres, car il était sorti des quatre millions de coeurs représentés à Alba Iulia par les 100 000 participants“.

LA GRANDE UNION DE 1918, L'OEUVRE DU PEUPLE ROUMAIN TOUT ENTIER

Académicien ȘTEFAN PASCU

Soixante ans sont passés depuis, que le jour de 1 décembre est évoqué et honoré, comme il faut, par la nation roumaine toute entière. Sa signification historique nationale et internationale gardent toujours son importance, parce que il y a sept décennies, par la décision du peuple roumain, partout où habitaient les fils du ce-ci, s'accomplissait un rêve séculaire : l'unité nationale-étatique des Roumains, décidé pour toujours par la Grande Assemblée Nationale d'Alba Iulia de 1 Décembre 1918. La décision justifiée par siècles d'incessant ourdissage et de préparation acharné de la „pensée entrepide“ de l'idéal grandiose.

D'abord a été l'idée de l'union ou plus correctement de la réunification des tous les Roumains dans une seule formation politique étatique, comme ils avaient été avant de leur séparation en trois Etats. Dans un seul Pays, formé des nombreux „pays“ qui embellissaient ce pays. Comme les nommaient les autochtones, de terra — pământ (terre) et pays (țară) en même temps, et du terme țară (pays) ses habitants les paysans (țăranii), avec leur țarina (champ labouré) qui leur assura la vie, c'est pourquoi ils étaient liés d'elle par toutes les fibres de leur être.

L'idée de l'union s'est transformé en idéal. L'idéal de réunir dans le même

flot des tous les torrents. L'idéal qui n'a pas englobé seulement une couche mince de la société, mais il pénétra profondément dans la conscience des masses. Et c'est une vérité axiomatique le fait qu'alors quand une idée et un idéal, étant juste, pénètrent profondément dans la conscience des masses, elle ne peuvent plus être déraciner.

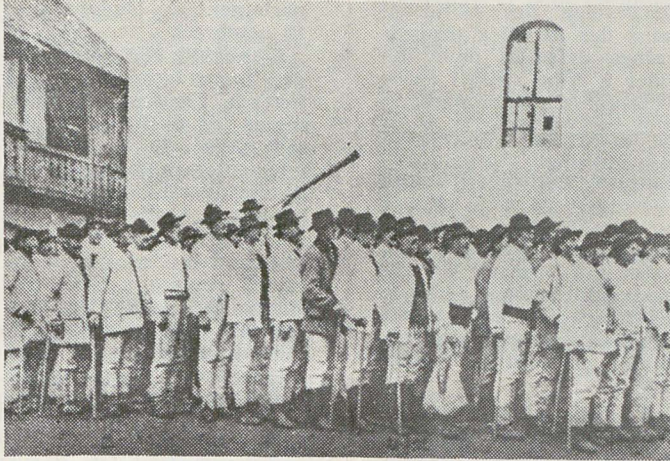
Les bases du l'idéal d'unité du peuple roumain ont été nombreuses puissantes et permanente. Chacun accomplissant sa mission et son rôle et toutes ensemble constituant la force propulsive nécessaire pour transformer l'idéal en action et l'action en fait accompli. L'origine et la

CE FURENT DES ELECTIONS EFFECTIVEMENT DEMOCRATIQUES QUE PERSONNE N'A INFLUENCÉES

À Oradea, le Conseil National Roumain fut constitué le 3 novembre 1918, dans la maison d'Aurel Lazăr. Ce fut à la même date et au même endroit que l'on élit des comités exécutifs pour les circonscriptions électorales du département, qui ont eu la mission de constituer et de coordonner les conseils populaires, ainsi que de recruter les gardes militaires. Le Conseil National Roumain d'Oradea et du Bihor fut placé sous l'autorité du Conseil National Roumain Central, qui siégeait à Arad, et les gardes avaient leur commandement suprême à Timișoara. On a procédé ensuite aux trois actions suivantes : a) élection des conseils communaux ; b) constitution des gardes militaires ; c) élection des délégués à l'Assemblée d'Alba Iulia. La population des villages a élu ses con-

seils communaux avec beaucoup d'enthousiasme, choisissant les villageois les plus dignes à faire partie de ces organes qui venaient remplacer les anciennes représentations communales. En même temps que les conseils, étaient créées les gardes communales.

Les délégués ont été élus par circonscriptions électorales. Ce furent des élections effectivement démocratiques, que personne n'a influencées et lors desquelles nul autre critère n'a présidé quant au choix des élus que ceux de leur capacité, de leur compétence et de leur dévouement à l'égard de peuple et des intérêts de celui-ci. Des élections libres, exprimant la véritable volonté des Roumains, volonté que n'ont pu influencer ou éteindre ni les menaces ou les chicanes,



La délégation de la commune Lupşa est prêt à partir à la Grande Assemblée Nationale.

langue, les coutumes et les habitudes, l'idéaux et l'aspiration, tout ces éléments ensemble forment ce liant forte qui signifie unité au-delà des frontières artificielles du temps. Comme les synthétisait, tant bien, que profondément, Mihail Kogălniceanu, alors quand l'Union des Principautés dominait tous les esprits et les cœurs du peuple roumain, afin de réaliser „le plus grand“, le „plus géné-

ral désir“. Le grand homme considérait l'Union comme „normale, légitime et indispensable“ parce-qu'elle visait le même peuple „homogène, identique comme aucun autre“, ayant „le même commencement, le même nom, le même langue, la même religion, la même histoire, la même civilisation, les mêmes institutions, les mêmes lois et habitudes, les mêmes inquiétudes et les mêmes

espérances, les mêmes douleur au passé, le même futur à assurer et, enfin, la même mission à accomplir“.

Pour libérer et réunifier ont passé les bataillons roumains les Carpates en été 1916, accueillis avec un enthousiasme difficile à décrire des frères qui attendaient avec nostalgie depuis longtemps. Pour libérer et réunifier ont comis les soldats roumains des faits d'héroïsme légendaire en été 1917 ; à Mărăști, Mărășești, Oituz. Pour leur grand idéal : l'union dans un seul pays se sont sacrifié les soldats roumains, liés fraternellement, de Roumanie, de Transylvanie et de Bucovine.

L'union se réalise par étapes, non pas spontanément, mais par le même effort général de tous les Roumains. D'abord en novembre 1917, quand se proclame la République démocratique moldave, ayant pour base la „Déclaration des droits des peuples de Russie“ de décider eux-mêmes le futur (le droit à l'autodétermination). La deuxième pas se réalise dans le deuxième moitié du mois janvier 1918,

ni les divers trucs utilisés par l'administration qui se trouvait encore entre les mains du gouvernement de Budapest. À Oradea et dans le Bihor furent élus 65 députés, dont la liste fut publiée dans le premier numéro du journal officiel du Conseil Dirigeant de Sibiu.

En tant qu'homme ayant travaillé pour le Conseil National Roumain d'Oradea dès la constitution de celui-ci et pendant toute la durée de son existence, j'ai eu l'occasion de connaître l'activité de cet organe aussi bien au niveau central qu'au niveau des conseils de village. J'étais au courant de tous les événements qui avaient lieu dans le département. Le Conseil National Roumain avait ses bureaux dans le local de la préfecture ou, comme on l'appelait à cette époque-là la «Maison du département», à côté des bureaux du commissaire du gouvernement hongrois et du Conseil National Magyar, mais agissant en totale indépendance par rapport à ceux-ci. Au début, l'on avait convenu

que les deux conseils collaborassent quant au maintien de l'ordre public. Cependant, cette collaboration n'allait pas durer longtemps, car le Conseil National Magyar l'a annihilée, passant sous silence sinon patronant les abus et les illégalités qui furent commises au cours du mois de novembre surtout à l'égard de ceux qui se préparaient pour l'Assemblée d'Alba Iulia, puis après le 1^{er} décembre 1918, à l'égard de tous les Roumains, notamment à l'égard des intellectuels, sans, que la payannerie en fût pour autant épargnée.

Dans la première partie du mois de novembre je fus délégué, par le président du Conseil, de me rendre, avec le regretté Gavril Bejan, officier de réserve, dans le canton de Marghita, avec la mission d'y constituer les conseils populaires dans les villages roumains de ce canton, dont le sous-préfet, hongrois, n'admettait pas leur élection par les habitants. La contrée de Marghita était, dans le département du Bihor, la plus exposée au

hongrois (des notaires publics, sous-préfets, préfets, gendarmes) ont été remplacés par d'autres, populaires ; les conseils nationaux locaux et les gardes nationales locales.

Le peuple romain, informant les peuples du monde par proclamations à l'égard des mutations profondes survenues dans les territoires roumains de l'ancien Empire autriche-hongrois, pour décider le futur des Roumains et des territoires habités par eux, convoquent des assemblées au caractère plébiscitaire, selon la législation en vigueur : le Conseil National Roumain de la Bucovine, le Congrès de la Bucovine et la Grande Assemblée Nationale des Roumains de la Bucovine. Le Conseil National de la Bucovine et le Congrès de la Bucovine, réunis le 28 novembre, à Cernăuți, décident unanimement l'union sans conditions et pour toujours de la Bucovine avec la Roumanie ; la Grande Assemblée Nationale de Alba Iulia, avec la même unanimité,

decide l'union, sans conditions et pour toujours, de la Transylvanie avec la Roumanie.

Les hommes clairvoyants, conscients de l'importance de la responsabilité de leur génération, conscients de l'importance historique des décisions de ce moment crucial pour le futur du peuple roumain, voulaient que la Grandes Union portera l'endos du peuple roumain entier, sans égard de l'état social et de l'orientation politique. Comme tou-

jours face aux grandes décisions et aux grandes responsabilités, le peuple roumain manifesta une unité parfaite, subordonnant ses intérêts sociales et politiques à l'intérêt supérieur, général.

Entre Prut et Dniestre „le publique“ (les masses) a été „secoué par l'enthousiasme“, „les députés (les membres du Conseil du Pays) et le publique s'embrassaient. Les yeux des tous étaient pleins de larmes de joie“. Partout ont



Iasi, juin 1917. Des volontaires transylvains prêtent serment.

à croire que des actes si cruels et barbares pussent avoir eu lieu. Le président du Conseil National Roumain a disposé que les actes que nous avions rédigés fussent envoyés au représentant du Conseil National Central à Budapest, le Dr Ioan Erdely, afin qu'ils fussent inclus dans le dossier qui allait être présenté à la Commission pour la Conférence de Paix de Paris. Nous sommes restés environ une semaine dans le canton de Marghita, y constituant dess conseil populaires dans la majorité des villages roumains et nous nous préparions à partir à Oradea quand nous reçumes des menaces de la part du commandant des militaires qui formaient l'«Acél-garda» de Marghita, qui nous faisait savoir que si nous osions encore nous rendre dans quelque village du canton, nous y serions reçus avec des rafales de mitrailleuse. Mais nous avons déjà accompli la mission qui nous avait été confiée.

Au fur et à mesure que le jour de l'assemblée d'Alba Iulia approchait, a situation s'aggravait et la tension augmentait.

Les agents du gouvernement de Budapest faisaient de leur mieux pour intimider les Roumains. On lançait les rumeurs les plus invraisemblables concernant les conséquences qu'allaient subir ceux qui allaient oser se rendre à Alba Iulia, et non seulement eux-mêmes, mais leurs familles aussi. On parlait de déraillements de trains, de catastrophes en masse et de maintes autres choses terribles. Mais les gens du Bihor n'ont pas été impressionnés par ces rumeurs. Et, quelques jours avant le 1^{er} décembre, non seulement les délégués, mais aussi des centaines et des centaines de gens, de toutes les catégories sociales, sont partis pour Alba Iulia. Des paysans des contrées sud de notre département ont passé les montagnes à pied pour arriver à temps au grand jugement de l'Histoire, qui allait



Avant de partir vers l'Alba Iulia, les soldats transylvains de l'armée autriche-hongroise ont prêté serment devant le Conseil Militaire Roumain de Vienne.

eu lieu des assemblées au cadre desquelles les paysans, les ouvriers, les intellectuels ont déclaré leur adhésion par motions et télégrammes, comme annonçaient les journaux du temps.

En Bucovine, pendant que dans la Salle du Palais Mitropolitain de Cernăuți les membres du Congrès decidaient l'union de la Haute Moldavie — envahie par les Habsbourgs en 1775 — avec la Roumanie, sur la place de la ville les milliers

d'hommes venus de tous les coins de la Bucovine se sont mis à danser une ronde comme dans les couttes poussant des cris de joie et chantant sans cesse. „Les jeunes poussaient des cris de joie et les vieux pleuraient en sanglots de la joie du jour“ ; des messagers des tous les contrées habitées par les Roumains sont venus, et de Bucovine tout que l'intellectualité et la paysannerie roumaines avaient pour le plus honnête et le plus bon“ informaient les journaux.

A Alba Iulia, le 1 Décembre, à côté des environs 1500 délégués ou députés — choisis dans les circonscription électorales et par les 26 associations, sociétés culturelles, économiques ou financiers, des femmes, écoliers, de l'église, des artisans —, l'équipe d'officiers qui avait la mission de compter les venus sur le Champ du Horea ou le Champ des Romains compta 120 000 d'hommes et, accablé par ces fortes vagues humaines, avait interrompu le dénombrement. Mais les hommes continuaient de venir. Y ont participé environ 150 000 d'hommes de toutes les couches sociales, des intellectuels, paysans, ouvriers, citadins, arrivés de tous les territoires roumains intracarpatiques, menés par l'impulsion irrésistible du cœur, envoyés par des villages et des villes afin de les représenter et d'exprimer la décision inébranlable de l'union de la Transylvanie avec la Roumanie. Quelques chiffres, pour exemplifier, sont

TÉMOIGNAGES

être rendu dans la ville qui avait été la capitale de Michel le Brave et le lieu de supplice de Horia, Cloșca et Crișan.

„Ceux qui étaient restés chez eux méditaient, s'employant à trouver les moyens les plus efficaces de contribuer, de participer, ne fut-ce que symboliquement, au grand acte qui allait changer radicalement leur vie future. Nous étions chaque jour présents, jusque tard dans la nuit, dans les bureaux du Conseil. Aussi sommes-nous tombés d'accord à exprimer notre solidarité avec ceux qui s'étaient rendus à Alba Iulia en arborant le drapeau tricolore roumain sur le frontispice du siège de l'administration du département, où se trouvaient les bureaux de notre conseil. Je fus chargé d'exécuter cette décision. Les combles de l'édifice étaient d'un accès très difficile. Pour atteindre le grenier, où se trouvaient les ouvertures destinées à permettre la fixation de drapeaux sur l'édifice il fallait franchir trois portes qui étaient toutes

cadenassées. Un adjudant de la garde militaire roumaine, nommé Petrovici, m'a assuré qu'il allait ouvrir toutes les portes et que, après que le drapeau eût été arboré, il les refermerait de nouveau à clé. Et ce fut ainsi que les choses se sont passées. Samedi, le 30 novembre 1918, vers dix heures du soir, nous avons arboré notre drapeau national. Le drapeau roumain flottait pour la première fois sur le frontispice du bâtiment administratif du département du Bihor, à Oradea. Il me semble le voir flotter maintenant devant mes yeux : c'était un beau drapeau, en soie, qui semblait expressément destiné à cette occasion solennelle. Nous avons voulu symboliser par notre geste que ce qui allait être décidé à Alba Iulia concernait aussi la contrée du Bihor et ses habitants. Ce drapeau a symbolisé alors tous nos espoirs d'avenir, espoir que l'histoire, faisant justice, a réalisés.



Dăbica 3 000, le district Turda-Arieș 560, le district Hunedoara 500, la ville de Blaj 1 800, le centre ouvrier Ocna Mureș 600, la petite ville Vințu de Jos plus de 1 000, les villages Pianul de Jos près de 1 000, Mircești 850, Bucerdea et Daia 600 chacun, Drimba 750 etc. Mais les „petites Alba Iulia”, c'est à dire les milliers d'assemblées des villes, bourgs et des villages des ceux qui ont resté à la maison ? Mais les milliers des lettres et des télégrammes d'adhésion envoyés à Alba Iulia, exprimant l'adhésion totale à la décision d'union ?

Une telle participation confère aux décisions d'union avec la Roumanie des territoires trouvés jusqu'alors sous domination étrangère un caractère plébiscitaire.

Ce que signifie que la formation de l'Etat national unitaire roumain a été l'oeuvre du peuple tout entier sans égard de la classes sociale et l'appartenance politique. Et sa volonté de réaliser la justice sociale est englobé aussi dans les principes des ces

décisions : la nécessité d'une réforme agraire radicale et des droits pour les ouvriers, pareils à ceux existants dans les pays les plus avancés ; la participation des masses populaire à la vie publique assurée par la décision d'instituer un régime démocratique ; suffrage universelle, directe, égale et secrète ; liberté de la personne, de la presse, du mot, de l'association et de réunion ; liberté confessionnelle. On s'y ajoutaient l'égalité des droits des minorités nationales avec le peuple roumain, assuré par la liberté de ceux-ci de s'instruire et administrer dans la propre langue, par le droit d'être représentées proportionnellement dans les assemblées législatives et dans le gouvernement.

Les principes inscrits dans les décisions, la justesse et la légité historique, le respect aussi pour d'autres principes — la volonté du peuple, le respect de la réalité ethno-démographique et de la législation en vigueur — ont déterminé la Conférence de Paix,

1918. „Les frères se sont rencontré, à Alba Iulia nos soldats ont été accueillis par des acclamations — „la gloire et la fierté du peuple roumain“ (Fac-similé de la presse du temps)

concluants pour comprendre ce qu'à signifié ce désir et cette volonté irrésistible. „Les sources“ d'où coulaient ces torrents vifs ? Le district Alba avait à la Grande Assemblée 28 600 hommes, le district Solnoc-

LES ROUMAINS, EXEMPLES DE VERTU MILITAIRE SUR LE FRONT DU NORD DE L'ITALIE

Par un pacte conclu à Londres le 26 avril 1915, l'Italie s'obligeait à participer à la guerre contre l'Autriche-Hongrie. Le 3 mai de la même année, le gouvernement Antonio Salandra dénonçait l'alliance avec les Puissances Centrales ; le 24 mai, après des débats orageux au parlement, on décidait de la participation de ce pays à la lutte contre l'Autriche-Hongrie. Les Italiens ayant été vaincus à Caporetto (24 octobre 1917), une ligne de résistance fut organisée entre le mont Grappa et le long de la rivière Piave.

En été de 1918, les forces austro-allemandes tentaient une nouvelle offensive, arrêtée par les armées italiennes le long de la ligne Piave-Montello. A un moment où sur les fronts se déclenchaient des luttes contre les Puissances Centra-

les, le commandant de l'état major de l'armée italienne, le général Armando Diaz, ordonnait une nouvelle offensive, faisant percer le front ennemi dans la zone Vittorio Veneto (octobre 1918). Au cours de la dernière phase des batailles menées sur le front du nord de l'Italie, il y avait aux premiers rangs plusieurs détachements de Roumains de Transylvanie et de Bukovine. Ceux-ci apportèrent une contribution de taille à la défaite infligée aux armées austro-allemandes, persuadés qu'ils aidaient ainsi les efforts de leur peuple dans la réalisation de son noble idéal d'unité nationale.

Arrachés à leurs foyers, instruits, équipés et envoyés sur le front pour défendre un Etat qui les opprimait depuis des siècles, de nombreux habitants de Transyl-

DANS LES GARDES NATIONALES ROUMAINES DE TRANSYLVANIE, LES COMBATTANTS POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ, POUR LA LANGUE, LA LOI ET LA TERRE ANCESTRALE

LIVIU MAIOR, dr. en histoire, maître de conférences

Les événements révolutionnaires se sont déroulés surtout au mois d'octobre 1918, à un rythme précipité. Le 28 octobre, la Roumanie reprend les hostilités, annulant ainsi le traité de Buftea-Bucarest, qu'elle n'avait d'ailleurs pas ratifié. Le même jour, le Conseil National Roumain de Transylvanie, formé, sur une base de parité, de six représentants du Parti National Roumain et de six du Parti Social-Démocrate, s'est constitué. Peu après, le comité transfère son siège de Budapest à Arad, assumant graduellement le pouvoir, exerçant pendant un mois le gouvernement sur les territoires roumains. Sur la base du droit à l'autodétermination, principe clairement formulé dans la Déclaration de la direction du Parti National, du 12 octobre 1918, la nation rou-

maine constitue ses propres organes politico-administratifs, remplaçant les anciens. Après sa fondation, le C.N.R. a commencé à organiser les Gardes nationales, appelées à défendre le nouvel ordre qui accédait au pouvoir.

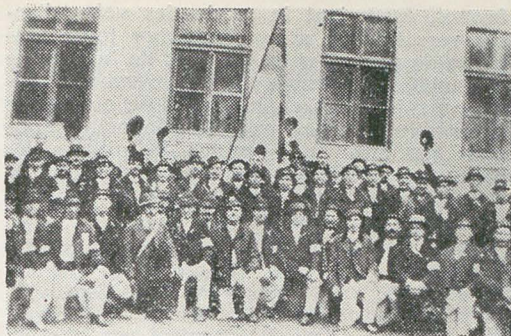
Un rôle essentiel dans l'organisation des Gardes nationales est naturellement revenu aux anciens soldats et officiers roumains de l'armée autriche-hongroise. Les tentatives désespérées des autorités d'étouffer les révoltes ont échoué l'une après l'autre. Parmi les premières unités soulevées en Transylvanie se trouvent les unités roumaines d'Arad. Pendant la nuit du 30 au 31 octobre, des centaines de soldats ont dégradé et désarmé les officiers et les sous-officiers étrangers, puis ont quitté les casernes, ont

gare, chantant des hymnes nationaux. A 11 heures 10, il partit par le train pour Ponte di Brenta»².

La présence des détachements roumains sur le front italien a été notée par les autorités militaires italiennes en termes aussi lapidaires qui éloquent. Voici un fragment d'un tel rapport. «A partir de juin 1918, sous l'autorité du Commandement Suprême Italien, des détachements de volontaires roumains, qui ont pris pour nom „Les Alpins“, ont été constitués. Ces détachements étaient formés de Roumains originaires du Banat, de la Transylvanie et de la Bukovine. Organisés en pelotons et compagnies, ils ont été attachés aux diverses armées et on participé aux assauts comme suit : une compagnie formée de 250 hommes, sous les ordres de la VIII^e Armée, a lutté aux côtés de la LXI^e division à Montello et Vittorio Veneto ; une autre compagnie, attachée à la V^e Armée formée de deux pelotons, a été présente à Asiago et Monte Cengio

et, aux côtés de la XLVI^e division anglaise, à Sisemoled et Val Bella, avec les deux pelotons aux côtés de la II^e division française ; un peloton a lutté aux côtés de la I^{er} Armée à Cimone ; un peloton a été joint à la VII^e Armée et on ne sait pas ce qu' on lui avait assigné. Au mois d'août, une troisième compagnie prenait corps auprès de la IV^e Armée. Celle-ci se conduisit d'excellente façon sur la Grappa»³.

Le 11 novembre 1918, le commandant de la VIII^e Armée proposait que 129 militaires faisant partie de la première compagnie roumaine soient décorés de la Croix de Guerre⁴. Le 22 novembre 1918, le général lieutenant Caviglia, commandant de la VIII^e Armée, conférait la «Croix du Mérite de Guerre», en vertu du décret royal no 205 du 19 janvier 1918., à des militaires de la première compagnie roumaine. La motivation en était indiquée pour chacun comme suit : «Le caporal major Neunțiu Gheorghe, volontaire rou-



L'une des gardes nationales organisées dans la Transylvanie de la Grande Union.

la garnison à se rendre, la ville étant occupée par la garde nationale roumaine. Un événement semblable a eu lieu à Cluj, les unités militaires se transformant en garde nationale. Les jours suivants, sur tout le territoire de la Transylvanie, dans les villages et les villes, les gardes nationales se constituaient partout en tant que principal instrument de la prise du pouvoir militaire. Paysans, ouvriers, intellectuels, anciens soldats et officiers, sous le drapeau tricolore prêtent serment à la nation roumaine, jurant de défendre au prix de leur vie la liberté nationale, désir séculaire du peuple roumain. A Vidra, dans les monts Apuseni, l'assemblée de constitution de la garde nationale a lieu dans la maison natale d'Avram Iancu, personnalité historique qui illustrait de manière symbolique le soulèvement armé de tout le peuple.

L'organisation des gardes nationales a déterminé le C.N.R. à passer à l'organisation centralisée de ces forces armées. Ainsi, on a créé le Conseil militaire national roumain, autorité supérieure à attributions concernant le maintien de l'ordre et de la paix, du climat politique nécessaire à la préparation de la Grande Assemblée Nationale. C'est à ce Conseil que les gardes nationales communales et départementales de tout le territoire de la Transylvanie se sont subordonnées. Cet organisme siégeait à Arad, entretenant des rapports étroits avec le C.N.R. En quelques jours, jusqu'au milieu du mois de novembre, dans 23 départements les gardes nationales agissaient remplissant avec dévouement la mission reçue. La généralisation de ce processus a été largement soutenue par l'appel du C.N.R. signé par Ștefan Cicio Pop, par lequel les soldats et les officiers roumains étaient dégagés du serment prêté à l'empereur et étaient appelés à s'enrôler dans les rangs des gardes nationales. Chaque département avait un Conseil militaire auquel les gardes organisées à l'échelon territorial étaient subordonnées. Les festivités liées à la constitution de ces conseils ont signifié aussi la mise au point des attributions qui leur revenaient : à Arad, Ștefan

Cicio Pop appelle les gardes nationales «la lumière bienveillante mise au service du peuple» et à Cluj : «les combattants pour la paix et le liberté, pour la langue, la loi et le territoire».

Le Commandement suprême des gardes nationales était formé du commandant Alexandrescu Vlad, des lieutenants Romul Rimbaz, Cornel Albu et Aurel Raicu, du sous-lieutenant Sabin Mladin. Les instructions concernant la formation et le mode d'action pour les gardes nationales étaient transmises par ordres du jour ou par circulaires. Les membres des gardes nationales pouvaient utiliser l'uniforme militaire ou l'habit civil mais devaient porter sur la manche gauche un brassard tricolore avec l'inscription : «garde nationale roumaine».

La création du Conseil Militaire roumain d'Oradea et Bihor a constitué un moment important. Le commandant du Conseil, le capitaine Emil Herbai, prêtait serment devant les leaders du Conseil National départemental, après quoi officiers et sous-officiers, soldats et civils, ont prêté le serment qui suit : «Moi... je jure à obéir en tout aux ordres du Conseil National Roumain et de ceux habilités par celui-ci. De toutes mes forces, je me mettrai au service du peuple et du pays, luttant pour défendre l'ordre et la paix. J'irai sans hésitation aucune là où l'on m'enverra». La création de cet organisme militaire eut des conséquences particulièrement importantes. Les autorités bourgeoises-agrariennes magyares, tentant désespérément à maintenir l'ancien régime, ont eu recours dans bien des localités à la force, contre les Roumains fermement résolus à préserver leur entité nationale. Par exemple, à Tinca, Agrișul Mic, Beiuș, des unités militaires magyares ont ouvert le feu, tuant 90 paysans. Les gardes nationaux, qui réunissaient l'adhésion et l'appui du peuple roumain, sont intervenus énergiquement, opérant des arrestations ou faisant prisonniers les membres des détachements de répression.

Les gardes nationales roumaines allaient jouer un rôle notable pour ce qui était de préparer et d'organiser la Grande Assemblée Nationale d'Alba Iulia. Après que l'assemblée eut été convoquée publiquement, les gardes nationales ont assuré la sécurité des élections de délégués. Le commandement de ces gardes précisait, par l'ordre du jour no 5 du 20 novembre, que sa participation à l'assemblée se ferait au plus haut niveau, par son commandant Alexandru Vlad, l'adjoint de celui-ci, R. Rimbaz, et l'officier de liaison avec le Conseil National Roumain. En outre, les commandants de toutes les gardes départementales et des membres équipés de chacune de celles-ci allaient y participer. Par le même ordre, le capitaine Florian Medrea et le capitaine Alexandru Bogdan d'Alba Iulia étaient chargés d'assurer la garde et le respect de l'ordre tant qu'avait lieu l'Assemblée. Les gardes des cercles Alba-Iulia, Blaj, Aiud et Abrud, ainsi que ceux des villages

avoisinants devaient, dès le 30 novembre 1918, être présents dans la ville désignée à être le lieu de déroulement de cet événement grandiose de l'histoire de notre peuple.

A la date établie, les gardes nationales se trouvaient en ville. Près de 17 000 membres de la Garde Nationale, les uns vêtus de costumes nationaux, les autres en uni-

formes, assuraient la garde des voies d'accès vers la ville afin d'empêcher toute tentative de perturber les travaux de la Grande Assemblée Nationale. Leur présence pendant les journées de la grandiose assemblée a eu une signification exceptionnelle, donnant confiance aux dizaines de milliers des Roumains venus de tous les coins de la Transylvanie pour participer à ce moment crucial de leur histoire.

LA CONFIRMATION INTERNATIONALE DE LA GRANDE UNION ROUMAINE DE 1918

ION ARDELEANU, maître de conférences, docteur en histoire

La Grande Union de l'année 1918 — corollaire de la lutte séculaire menée par les plus progressistes forces du peuple roumain, par les érudits et les grands penseurs de la nation, par les masses populaires, par la nation roumaine toute entière — s'est inscrit, comme un moment crucial, réalisant le cadre national et social-économique pour le développement de la Roumanie moderne, avec une conséquence positive pour l'évolution ultérieure du pays. Après quelques mois, à 18 janvier 1919, Raynold Poincaré, le président de la France ouvrit, dans la Salle des miroirs du Palais de Versailles, la Conférence de Paix, où ont participé des délégués de 32 pays. L'historien J.A.S. Grenville, dans l'ouvrage „The Major International treaties, 1914—1972“, affirme : „En fait, les Alliés et les États-Unis sont venus à Paris pour confirmer les États nouveaux successeurs de l'Empire d'Autriche-Hongrie, qui s'était écroulé suite à sa défaite“¹. L'historien Pierre Renouvin concluait : „La destruction de la double monarchie était un fait accompli même avant que

le gouvernement impérial avait signé, le 3 novembre (1918) l'armistice de Villa-Giusti. Cette destruction a été réalisée par la volonté des peuples ... La conférence de paix n'avait à faire que d'enregistrer les résultats obtenus“².

La Roumanie participa à la Conférence de Paix comme pays qui s'est engagé dans la guerre mondiale pour libérer le territoire national. Elle avait fait des sacrifices suprêmes en hommes et matériaux, avait respecté ses obligations assumées par traités et conventions. Elle apportait, pour être reconnues officiellement par ce forum international, les décisions historiques du peuple roumain de 1918. De ce fait la Conférence de Paix a été appelée à consacrer juridiquement le nouveau statut territorial et politique, par la reconnaissance du principe de l'autodétermination nationale.

Au moment du commencement de la Conférence, „les représentants de la Roumanie ... ont eu la surprise de constater que, sans aucune motif valable, le nombre des délégués accordés à la Roumanie était

inférieur à d'autres États alliés, comme la Belgique ou la Serbie“³.

Reprochant à la Roumanie le fait qu'elle avait conclu avec les Puissances Centrales l'armistice et puis la „paix“ (7 mai 1918), ce que contrevenait au traité de 1916, les gouvernements alliés ont considéré que la Roumanie n'était plus un pays allié, mais un „neutre“. André Tardieu, membre de la délégation française déclarait sur la reconnaissance du statut d'allié : „Nous avons mené des combats durs pour faire reconnaître à Brătianu et à la Roumanie le qualité d'allié. J'avais contre moi Clémenceau qui ne lui pardonnait son armistice, Wilson qui déclarait qu'il ne tient compte de notre traité d'alliance de 1916 (Les États-Unis ne s'inscriraient pas parmi les signataires de ce traité), tous les juristes pour lesquels la paix de 7 mai 1918 avec l'Allemagne avait dépouillé la Roumanie de la qualité d'allié. Jusque maintenant j'ai perdu le temps pour leur montrer que cette paix n'était pas imputable ni de point de vue politique, les grands

alliés ne l'approuvant, ni de point de vue juridique parce que le roi ne l'avait sanctionné et qu'ils avait mobilisé de nouveau au premier contact avec les armées de Salonique. In conclusion, au nom de la justice, on cometa une grande injustice, voulant sanctionner la Roumanie pour ses malheurs de qui sont coupables ses alliés, nous mêmes (les Français) parce que nous n'avons respecté nos propres engagements à Salonique, puis et surtout la Russie⁴.

Les desiderata de la Roumanie face au forum de la paix de Paris ont été exposées en détails dans la séance plénière de 1 février 1919, au cadre de laquelle le dirigeant de la délégation roumaine, le premier-ministre Ion I. C. Brătianu a fait une présentation ample et argumentée de la situation de Roumanie depuis l'année 1914 jusqu'au moment de l'ouverture de la Conférence.

Les Alliés n'ont tenu compte des droits fondés et des points de vue de la délégation roumaine. Cela s'est vu le 7 mai 1919, quand, dans un cadre officiel, à Versailles, ont été présentés à la délégation allemande les préliminaires de la paix au nom de tous les Alliés, quoique les représentants de la Roumanie ne connaissaient pas aucunes de ses stipulations. À 28 juin 1919, dans la Salle des miroirs, la délégation roumaine, formée de I. I. C. Brătianu et le général Constantin Coandă, a signé le Traité de paix avec l'Allemagne⁵.

Le Traité de paix avec l'Autriche a été négocié par les grandes puissances dans le même esprit. „Le procédé de tenir en secret les projets des traites de paix jusqu'au dernier moment — selon un correspondant du journal „The Washington Post“ — n'était qu'un piège, un moyen de sauter par dessus les peuples alliés, de les réduire au silence, de leur lier les mains et les paralyser la

volonté face à une arrangement qui dispose de leur destin sans leur connaissance et leur consentement préalable⁶.

Les grandes puissances ont commencé, tout près comme dans les années de neutralité, de promouvoir à l'égard des territoires roumains, une politique de dispute, chacun d'entre elles suivant des intérêts étroits. Pour renforcer leur domination en Roumanie, elle devaient introduire diverses clauses politiques et économiques qui portaient préjudice à l'indépendance absolue du pays⁷.

Face aux pressions des délégations des grandes puissances et des cercles financiers internationaux d'imposer à la Roumanie les clauses concernant la soi-disant protection des nationalités cohabitantes et de celles se referant au transit et au commerce extérieur de la Roumanie, I. I. C. Brătianu a été obligé à quitter la Conférence, designant Nicolae Mișu, le ministre roumain à Londres, comme premier délégué et déposant sur la table de la Conférence le memoire „La Roumanie devant le Congrès de paix“.

Le nouveau gouvernement roumain, constitué après la démission du cabinet Brătianu, présidé par le général Arthur Văitoianu, a essayé de nouveau à contrecarrer une action séparé de ses alliés, et, le 9 septembre 1919, la délégation roumaine présenta à la Conférence un nouveau Memorandum où on mentionnait : „Après que le Traité avec l'Allemagne n'accordait à la Roumanie les réparations par rapport aux dommages soufferts, le projet de traité avec l'Autriche porte des graves préjudices, dans plusieurs points, à ses droits et à ses intérêts⁸“.

Le traité avec l'Autriche a été signé à Saint-Germain, le 10 septembre 1919, en absence des délégations de la Roumanie et de Yougoslavie. Dans ces circonstances à la suite d'un

intense échange de notes avec le gouvernement de Bucarest, le Conseil Suprême decida, dans la séance de 12 novembre, d'adresser au gouvernement roumain un ultimatum „conçu en des termes très énergiques“, par lequel on lui fixait un terme-limite pour signer les traités. L'ultimatum, remise au gouvernement roumain, le 24 novembre 1919, prévoyait que, en terme de 3 jours, la Roumanie devait accepter „sans discussions, sans réserves et sans conditions“ la décision du Conseil Suprême „de signer le Traité avec l'Autriche et le Traité des minorités“. En cas de refus, le Conseil Suprême notifiera à la Roumanie „de rappeler immédiatement ses delegués à la Conférence de Paix“, et les pays que faisaient partie du Conseil „retireront les missions diplomatiques de Bucarest⁹“.

Se referant au diplomatum remis au gouvernement roumain, l'ambassadeur de la Belgique en Roumanie, S. Gaiffier d'Hestroy communiquait au ministre belge des Affaires étrangères, Hymans : „La Conférence au eu le courage lamentable de renvoyer à la Roumanie un ultimatum : elle l'a sommé de signer sans réserves, avant le 8 décembre, au minuit, le Traité de Saint Germain. Si elle ne signe dans le délai proposé, l'Entente rompra les rapports avec la Roumanie et cette-ci ne pourra compter sur l'appui des Puissances Alliées pour réaliser ses aspiration¹⁰“.

Entre temps, les négociations entre la délégation roumaine à la Conférence et le „Comité des Etats pour examiner les objections roumaines“ ont conduit aux quelques modifications dans le Traité des minorités et dans ces circonstances, le 10 décembre 1919, le délégué de la Roumanie à la Conférence, le général C. Coandă signa à Saint Germain le Traité

avec l'Autriche, le Traité des minorités et le Traité de Neuilly-sur-Seine avec la Bulgarie, qui confirma de nouveau la frontière roumaine-bulgare tel qu'elle a été établie par le Traité de paix de Bucarest, le 10 octobre 1913.

En essence, le trait positif du Traité de paix avec l'Autriche était le fait qu'il légifera l'abolissement de l'Autriche-Hongrie et accepta la situation de facto, existante dans l'Europe Centrale depuis 1918. Par ce traité, l'Union de la Bucovine avec la Roumanie recevait la reconnaissance juridique internationale et le rapt territorial de 1774 était encore une fois annulé : „Pour sa part l'Autriche renonce en faveur de la Roumanie à tous les droits et titres sur l'ancien Duché de Bucovine situé de ce côté-ci des frontières de la Roumanie, ainsi qu'elles seront fixées ultérieurement par les Principales Puissances Alliées et Associées“¹¹.

À 1 décembre 1919 Clémenceau invita le gouvernement de l'Hongrie de renvoyer des délégués à la Conférence¹². Conduite par le comte Apponyi, la délégation hongroise arriva à Paris le 7 janvier 1920 ; à 16 janvier, le comte Apponyi a contesté — dans l'Exposée devant le Conseil Suprême — la légitimité des décisions sur l'autodétermination des nations opprimées de l'Empire autriche-hongrois et a soutenu la nécessité d'organiser des „plébiscites“ dans toutes les régions qui s'étaient séparé de l'Hongrie, ce que signifiait des tentatives nouvelles de faire pressions sur la Conférence de paix à bout de modifier les traités et de temporiser leur signature. Les mémoires de la délégation hongroise, les notes et la documentation annexées ont été étudiées pendant deux mois par la Conférence de paix, sans la participation des pays intéressés : la Roumanie, la Serbie et la Tchécoslova-

quie. Dans le „Mémoire sur la Transylvanie“ et dans le mémoire „A lieu d'un, trois Etats multinationaux“, la délégation hongroise accusait, sans gêne, la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie d'impérialisme, parce que, en vertu du „principe des nationalités“ elles eussent accaparé le „territoire millénaire de l'Hongrie“¹³.

Une des formes camouflée de refaire l'ancien Etat multinational au centre de l'Europe, cette fois sous l'égide de l'Hongrie, l'a constitué le bien connu projet de la Confédération danubienne. Se referant à cette tentative, le délégué américain, le professeur Charles Seymour notait : „Une semblable idée n'avait la moindre chance de succès, les peuples danubiens ne voulaient même pas en entendre parler. Ils s'étaient libérés par leurs propres efforts et se méfiaient instinctivement de toute fédération qui eût pu déterminer une survivance ou une restauration de la tyrannie detestée qui leur avait provoqué tant de souffrances“¹⁴.

Le 6 mai 1920, A. Millerand, le président de la Conférence de paix remit à la délégation de l'Hongrie la lettre de reponse à toutes les mémoires et documentations présentées par celle-ci au forum international, dans laquelle il repoussa l'idée d'un plébiscite dans les anciens territoires dominés par l'Hongrie : „La volonté des peuples s'est exprimée aux jours d'octobre et de novembre 1918, quand la double monarchie s'est écroulée et que les populations aussi longtemps opprimées se sont unies avec leurs frères, italiens, roumains, yougoslaves et tchécoslovaques“¹⁵.

Face à la protestation hongroise qui se referait à l'établissement des nouvelles frontières laissant à l'extérieur de l'Hongrie une partie de la population hongroise et au supposé „droit millénaire“ de

l'Hongrie sur la Transylvanie, la lettre du président français, A. Millerand précisait : „Un état de choses, fût-il millénaire, ne peut plus durer dès lors qu'on a constaté qu'il est contraire à la justice“¹⁶.

Le 4 juin 1920, à Trianon, la France, la Grande Bretagne, l'Italie, les États-Unis, le Japon, la Roumanie, le Royaume serbo-croate-slovene, la Tchécoslovaquie et encore neuf Etats d'un part et l'Hongrie, d'autre part, représentée par G. de Benard et A. de Torda, conclurent le Traité de paix. Ou nom de la Roumanie, le Traité de Trianon a été signé par dr. Ion Cantacuzino et Nicolae Titulescu¹⁷.

L'article 45 du Traité précisait : „L'Hongrie renonce, en ce qui la concerne, en faveur de la Roumanie, à tous droits et titres sur les territoires de l'ancienne monarchie autriche-hongroise situés au delà des frontières de l'Hongrie telles qu'elles sont fixées à l'article 27 Partie II (les frontières de l'Hongrie) et reconnues par le présent traité et tous autres traités conclus en vue de régler les affaires actuelles, comme faisant partie de la Roumanie“¹⁸.

La Conférence n'attribua pas à la Roumanie ni même un seul mètre carré du territoire de l'Hongrie, elle ne faisait que de prendre acte d'une réalité qui ne pouvait pas être ignorée. Elle a validé la décision de la Grande Assemblée Nationale de Alba Iulia de 1 décembre 1918 de l'Union de la Transylvanie avec la Roumanie, dont le bien-fondé et la justification ont été vérifiées et confirmées par les délégations de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique au cours des recherches effectuées pendant les années 1918—1920¹⁹.

Le caractère fondé du Traité de paix allait être reconnu et consigné par l'histoire et par les historiens. Ainsi, l'historien hon-

grois, Eckhardt Tibor dans son livre „Magyarország Története“ (L'histoire de l'Hongrie) paru à Budapest en 1933, écrivait : „Que nous n'imaginons pas que les Hongrois auraient peuplé tout le pays /.../ Le territoire qu'ils habitaient correspondait approximativement à celui établi par la Paix de Trianon“²⁰.

Se référant aux mécontentements exprimés par la Hongrie envers le Traité de paix de Trianon, l'historien américain Milton G. Lehrer soulignait : „Si, en 1920, on a commis une injustice, ce ne sont pas les Hongrois qui ont le droit à s'en plaindre, mais les Roumains, car au delà de la frontière politique on a laissé sur le territoire hongrois plusieurs îles de Roumains“²¹.

L'historien anglais R. W. Seton-Watson appréciait que „Le Traité de Trianon a conclu la plus importante époque de l'histoire de la nation roumaine“²².

Les traits de base du Traité avec l'Empire ottoman ont été établis en juillet 1920 sans la participation de la Roumanie. Y ont été adoptées des mesures que négligeaient ses intérêts, et quelque fois étaient même contraires à ceux-ci.

Le 10 août 1920, à Sèvres, la délégation roumaine formée de N. Titulescu et Dimitrie Ghica, le ministre de la Roumanie à Paris, a signé le Traité de paix avec la Turquie²³.

Le refus du gouvernement roumain de participer à l'intervention armée des puissances occidentales à l'aide du Vranghel, Kolceak et des autres généraux blancs, le refus de soutenir la Pologne dans la guerre avec la Russie Soviétique ont déterminé une amélioration des rapports des deux pays. Entre 9 et 14 février 1920, à Copenhague se sont déroulés les traités entre D. N. Ciotori, le délégué du gouvernement roumain, et M. M. Litvinov, le représentant de la Russie Soviétique. Le

délégué roumain a proposé qu'à la conférence que devait avoir lieu, un des principaux objectifs soit celui de la reconnaissance officielle de l'union de 27 mars 1918 par le gouvernement soviétique et la restitution du trésor de l'Etat roumain. A la suite de ces discussions, le 24 février 1920, Cicerin, le commissaire pour les Affaires Etrangères de R.S.F.S. Russe, communiquait dans le télégramme adressé au premier ministre roumain, Al. Vaida-Voievod, que „Le gouvernement soviétique de la Russie considère que ces problèmes litigieux entre les deux pays seront solutionnés sur la voie des traités de paix et que toutes les questions territoriales peuvent être solutionnées en bonne intelligence“²⁴.

Le 28 octobre 1920 les représentants de la Grande Bretagne, de la France, de l'Italie et du Japon d'une part et de la Roumanie de l'autre part, ont signé le traité par lequel on reconnaît la souveraineté de la Roumanie sur le territoire entre Prut, Dniestre et la Mer Noire²⁵.

Dans la perspective de l'histoire, la création de l'Etat national unitaire roumain, accomplie en 1918 et confirmée par les décisions et les traités signés dans le cadre de la Conférence de Paix de Paris en 1919—1920 relève le fait que la Roumanie ne se trouva pas parmi les profiteurs d'une paix réalisée par la bienveillance des vainqueurs — comme l'affirment quelques-uns des soi-disants historiens et théoriciens étrangers, falsificateurs de la vérité —, il fut l'expression vivante, dynamique de l'action unanime de la nation roumaine, des aspirations séculaires d'un peuple résolu à vivre uni, libre et indépendant dans le foyer ancestral. Les coordonnées de l'affirmation, de la défense de l'unité et de l'intégrité du pays, des idéaux du

peuple roumain tout entier, ont jalonné toujours les directions de la politique intérieure et extérieure de la Roumanie.

¹ P. Renouvin, *Histoire des relations internationales*, vol. 7.

² Idem, Paris, 1974, p. 45.

³ Paris, 1958, p. 114.

⁴ Arhivele Statului București colecția microfilme, Franța, rola 175, c. 177—196.

⁵ Comte de Saint Aulaire, *Confession d'un vieux diplomate*, Flammarion, Paris, 1953, p. 484—485.

⁶ *Tratatul de pace între Puterile Aliate și Asociate și Germania și Protocolul, semnate la Versailles la 28 iunie 1919*, Bucarest, 1920.

⁷ „The Washington Post” din 23 mai 1919.

⁸ Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *De la statul geto-dac la statul român unitar*, Editura Științifică și Enciclopedică, Bucarest, 1983, p. 675—676.

⁹ *Desăvîrșirea unității național-statale a poporului român. Recunoașterea internațională*, 1918. *Mărturie*, vol. IV. Editura Științifică și Enciclopedică, Bucarest, 1986, p. 152—153.

¹⁰ V. V. Tillea, *Acțiunea diplomatică a României, noembrie 1919 — martie 1929*, Sibiu, 1925, p. 32, 211.

¹¹ *Desăvîrșirea unității național-statale...*, vol. V, p. 308.

¹² Ibidem, vol. IV, p. 310—311.

¹³ Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, op. cit., p. 686.

¹⁴ Ibidem, p. 687—688.

¹⁵ Charles Seymour, *La fin d'un empire : les débris de l'Autriche-Hongrie*, dans *Ce que se passe réellement à Paris en 1918—1919*, p. 18.

¹⁶ Arh. St. Buc. fond Ministerul Propagandei Naționale, vol. 77.

¹⁷ *History of the Peace Conference*, Ed. A.W.V. Temperley, vol. IV, Oxford, 1921, p. 422—423.

¹⁸ *Istoria militară a poporului român*, vol. V. Editura Militară, Bucarest, 1983, p. 812.

¹⁹ *Desăvîrșirea unității național-statale...*, vol. VI, p. 282.

²⁰ General-locotenent dr. Ilie Ceaușescu, *Transilvania străvechi pământ românesc*, Editura Militară, Bucarest, 1984, p. 80—81.

²¹ Cf. Mircea Mușat Ion Ardeleanu, op. cit., p. 691.

²² Milton L. Lehrer, *Ardealul, pământ românesc*, București, 1944, p. 33.

²³ R. W. Seton-Watson, *A History of the Romanians*, Oxford, 1934, p. 445.

²⁴ *Desăvîrșirea unității național-statale...*, vol. VI, p. 131.

²⁵ Arh. (M.A.E.) du Ministère des Affaires Etrangères, fond URSS, Rapports avec la Roumanie 1920, dossier 22.

²⁶ C. Botoran, I. Calafeteanu, *România la Conferința de Pace de la Paris (1918—1920)*, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1983, p. 402.

L'UNION DES ROUMAINS EN 1918, L'ACCOMPLISSEMENT D'UNE LÉGITÉ HISTORIQUE OBJECTIVE, ÉVÉNEMENT IMPORTANT DE L'HISTOIRE UNIVERSELLE

Lieutenant-général dr. ILIE CEAUȘESCU

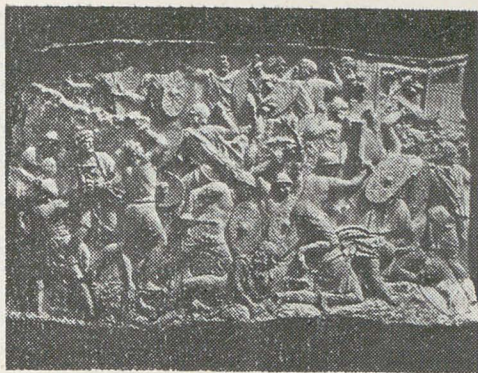
L'idéal de l'union des tous les Roumains dans le cadre des frontières du même Etat a ces origines aux temps très reculés, ayant comme fondement la même genèse ethnique, aussi que la communauté de la vie matérielle et spirituelle des nos ancêtres représentées brillamment par l'Etat centralisé et indépendant conduit par le grand roi Burebista. L'unité politique et d'Etat réalisée par le grand roi dace, 2000 d'années avant, a vécu comme symbole et message des efforts et des luttes menées par notre peuple, l'esprit de la centralisation des toutes les contrées roumaines devenant un desiderata sacré transmis d'une génération à l'autre génération. La communauté d'origine ethnique, territoriale, de langue, de civilisation, de culture, traditions, de comportement etc., propres au peuple roumain encore pendant la phase de sa genèse, se trouva constamment conscientisée dans le processus du perfectionnement de l'activité sociale et politique dès les romaines populaires aux Etats féodaux centralisés indépendants, se développa et prouva sa vitalité dans la lutte pour survivre pendant sa longue résistance opposée aux vagues des populations migratoires, dans la confrontation acharnée avec les forces des grands empires envahisseurs du temps.

Le concept politique nommé „Dacia“ a été compris comme designant la totalité de la terre roumaine en dépit du pluralisme étatique médiéval. L'existence des pays roumains comme Etats féodaux séparés n'affecta pas l'unité du peuple roumain, exprimée par l'homogénéité ethnique, par la communauté de langue et de culture, par la similitude d'organisation politique et des structures économiques et sociales, toutes favorisées par le cadre géographique harmonieux. Le pluralisme étatique médiéval roumain ne

peut pas être confondu avec le pluralisme ethnique et il ne représente l'expression d'une multitude de peuples dans le cadre du même peuple. Les noms de Munténiens, Moldaves, Olténiens, Transylvains, Banatiens, Maramurésiens, Bucoviniens, Dobroudjains ou — plus particularisés — les Moți (aux Carpates Occidentaux), Vrinceni (dans Vrancea), Argeșeni (dans Argeș) etc. sont subordonnés intégralement à la dénomination générale du peuple roumain. Se référant aux conditions spécifiques du système féodale, qui ont déterminé, aussi sur le territoire de notre patrie, un émiettement étatique, le président de la Roumanie affirme: „En dépit de tout cela, grâce à l'homogénéité de la structure économique, sociale et culturelle du territoire habité par les Roumains, de la langue unitaire, aussi qu'à la puissante conscience de l'origine commune des habitants, entre les trois Etats se sont développés en permanence des contacts et des rapports multilatéraux intenses“¹.

Le sentiment de l'unité se consolida toujours plus fortement et constitua un stimulant de base pour les hautes vertus de lutte et morales prouvées par les Roumains dans l'épopée de la défense de leur foyer ancestrale, surtout contre l'expansion de l'Empire ottoman, au XIV^e—XVI^e siècles. Les retentissantes victoires du Mircea le Grand à Rovine (1395), Iancu de Hunedoara à Belgrad (1456), Vlad l'Empaleur sur la Plaine roumaine (1462), Etienne le Grand à Vaslui (1475), Michel le Brave à Călăgăreni (1595) etc. n'ont pas été seulement dans l'intérêt particulier d'une ou de l'autre des entités politiques féodales, mais au service de la cause générale roumaine, même des peuples européens.

L'unité ethno-linguistique et la communauté d'intérêts des pays roumains ont



Pour défendre l'unité et l'intégrité du foyer ancestrale, les Daces ont affronté avec une bravoure incomparables les envahisseurs romains (*Détail de la Colonne Trajane*).



1599. Michel le Brave, le brave libérateur, entre en Alba Iulia (*Peinture de D. Stoica*).

resté ainsi inébranlables tout au long du Moyen Âge tout entier. L'intenses rapports économiques, les fréquents alliances face à la menace commune, les tendances unificatrices au domaine politique-militaire manifestées par les illustres princes régnants des Roumains gravitaient vers le même but : de réunir entre les frontières de l'antique Dacie et de constituer un organisme politique — la Roumanie médiévale — en reconstituant, ainsi, l'ancienne unité politique du foyer ancestral.

Toutes ces prémisses, basées sur la communauté d'origine, de langue, territoire, habitudes, civilisation et destinée historique ont constitué la force motrice qui a mené à l'Union de 1600 réalisée par Michel le Brave. L'Etat centralisé unitaire et indépendant roumain conduit par le grand voïvode Michel le Brave a couronné un processus logique commencé depuis des siècles, légitimes étant l'accomplissement de l'unité des ceux de même nation et langue, et la réédition à d'autres dimensions sur le plan de l'histoire, de la première grande union de l'histoire de notre peuple, celle réalisée au temps du Burebista. Comme Burebista et Décébale, qui avaient régné dans une Dacie unie, Michel a restauré sur le plan politique la réalité de l'unité des Roumains, devenant, „prince régnant du Pays Roumain, de la Transylvanie et de tout le pays de la Moldavie“. Loin d'être un „guerrier“ ou un „condottier“, comme l'ont qualifié ceux trouvés au service des oppresseurs étrangers, le voïvode roumain s'inscrit dans les commandements et les droits légitimes de sa nation.

Dans la période suivante, l'idée de la communauté d'origine, de langue, de territoire, de culture a devenu une vrai em-

blème des esprits éclairés du peuple qui ont compris que c'est un devoir patriotique de dévoiler les preuves historiques : „La pensée m'a déterminé à me mettre à ce travail, à dévoiler au monde la sorte du peuple, de quelle source et de quelle lignée proviennent les habitants du notre pays, de la Moldavie et du Pays Roumains et les Roumains des pays hongrois... que tous sont issus du même peuple et en même temps...“², écrit le chroniqueur Miron Costin. Dans le même esprit, Constantin Cantacuzino Stolnicul montrait : „...les Roumains comprennent, non seulement ceux d'ici“ (du Pays Roumains de Muntenie — n.a.), mais aussi de la Transylvanie, qui sont encore plus autochtones, et les Moldaves et tous qui se trouvent encore dans une autre part et ont la même langue..., tous ceux sont descendus et proviennent de la même fontaine“³. Assimilant une riche héritage érudite antérieure et exprimant en même temps la conscience de l'unité du peuple roumain dans l'espace carpatodanubien-pontique, Dimitrie Cantemir, dans „Hro-



Horea, Cloșca et Crișan, les dirigeants de la révolution populaire de 1784.



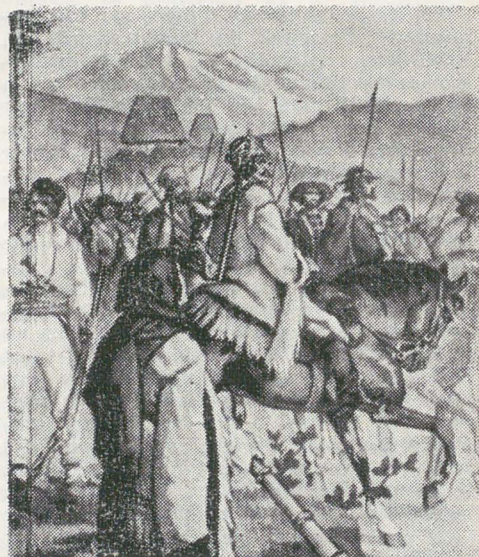
En 1821, sous le drapeau du pandour Tudor Vladimirescu „tout le peuple“ s'éte réuni pour la liberté du pays. Tudor, lisant devant la foule la Proclamation de Padeș (Peinture de D. Stoica).

nicon de tout le Pays Roumain (qui s'éte ensuite partagé en Moldavie, Muntenie et Transylvanie)...“ deroule son activité scientifique toute entière concernant l'évolution historique du peuple roumain dans les limites du traditionnel concept politico-territorial de la Dacie. Il se réfère clairement aux „Roumains de Dachia, qui aujourd'hui sont Moldaves, Munténiens et Transylvains“⁴.

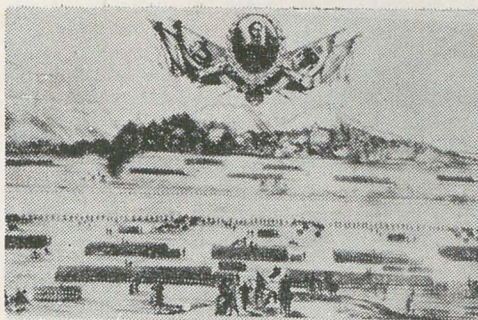
L'époque moderne a relevé sur un niveau supérieur la lutte des Roumains pour l'unité nationale, une lutte menée dans les conditions dans lesquels la domination étrangère dans les pays roumains s'intensifia considérablement. La politique d'annexion territoriale promouvée par les empires voisins a fait qu'une partie des territoire roumaines soit englobée : en 1775, la partie du nord-ouest de la Moldavie a été envahie par l'Empire des Habsbourgs ; en 1812 le territoire roumain entre Prut et Dniestre a été incorporé à l'Empire tzarist ; en 1867, la Transylvanie a été annexée partielement par l'Hongrie à l'aide de la Cour de Vienne, qui a continué d'exerciter les attributs du gouvernement dans les principaux départements de l'Etat — militaire, des affaires étrangères, financier — tant pour la Transylvanie, que pour l'Hongrie aussi. Si Horea a été nommé par les contemporains „Rex Daciae“ comme Michel était nommé „Restitutor Daciae“, le fait demontre que la Dacie était une réalité vivante dans la conscience des Roumains. Nous assistons ainsi au procès du passage de la conscience ethnique à la conscience nationale qui, en reflétant les nécessités objectives du développement de la société roumaine proclamait la nécessité du parachevement de l'unité nationale dans les mêmes fron-

tières ethniques. „Frères, vous qui n'avez pas laissé que dans vos cœur s'étaient l'amour sacré pour la patrie, souvenez-vous que vous étez des parties du même peuple“ — appelait Tudor Vladimirescu, le dirigeant de la révolution de 1821. Et les Roumains moldaves lui ont répondu „comme ceux de même nation et de même loi“⁵ et les Roumains transylvains ont attendu le „nouveau prince“, le „Todoruț“ aux montagnes en Transilvanie après avoir vaincu au sud des Carpathes, pour faire justice aussi ici“.

L'aspiration des tous les Roumains vers l'unité politique trouvera une forme plus forte de s'exprimer au cours de la révolution roumaine de 1848—1849. Unitaire dans son déroulement et ses programme politiques, la révolution roumaine inscria sur son drapeau, à côté de ses objectifs de large intérêt sociale, les haut idéaux d'accomplissement de l'union national étatique. Ces programmes ne se limitaient pas seulement à un cercle restreint de révolutionnaires, mais ils englobaient les larges masses du peuple qui ont exprimé, aussi à cete occasion, leur désir et leur volonté, à la Grande Assemblée Nationale de Blaj, en exclamant : „Nous voulons nous unir avec le Pays“. La répression sanglante de la révolution roumaine des années 1848—1849 par les forces coalisées des empires ottoman, des Habsbourgs et tzarist ne signifia pas



1848—1849. Avram Iancu, le révolutionnaire qu'à lutté constamment pour l'union (Fragment de la grande fresque de l'Athénée Roumain, réalisée par Costin Petrescu).



L'Union des Principautés roumaines a fait possible la réunion des armées muntenoises et moldaves dans le camp de Florești et le derolement de la manoeuvre générale du 23 août 1859.
(Litographie d'époque).

aussi la defaite de la lutte pour l'unité national-étatique. Exprimant une pensée et des sentiments communes, la même volonté inébranlable qui anime tous les Roumains, Nicolae Bălcescu écrivait en 1850 : „Nous voulons être une nation, une seule, puissante et libre par notre droit et notre devoir, pour notre bien et pour le bien des autres nations, parce que nous avons une mission à accomplir dans l'humanité /.../ Ces conditions de pouvoir, qui nous sont nécessaires, nous ne pouvons pas les trouver que dans la solidarité des tous les Roumains, dans leur union dans une seule nation, union à laquelle nous somme destinés par la nationalité, par la même langue, religion, habitudes, sentiments, par la position géographique, par le passé et, enfin, par la nécessité de se garder et de se sauver. Si la nationalité est l'âme d'un peuple, /.../ l'unité nationale est sa garantie est son corps nécessaire pour empêcher son âme de perir et d'être engourdi, mais, au contraire, pour qu'il peuve s'accroître et se développer“⁶.

Le premier resultat des efforts multi-séculaires, des sacrifices des précurseurs a été l'Union de la Moldavie avec la Munténie, le 24 janvier 1859, une union qui représente une vraie pierre de fondation pour l'accomplissement intégrale des objectifs nationaux du notre peuple. Sur la carte de l'Europe s'inscriera dans l'existence d'un nouveau Etat, la Roumanie, un événement qui a donné une impulsion énergique à la lutte pour parachever l'unité nationale tout entière. Les représentants des grandes puissances européenne ont été obligés, alors de re-

connaître la réalité, à savoir, que les habitants des pays roumains ont été toujours „un seul peuple“, qu'ils „ont le même commencement, le même nom, la même langue, la même religion, la même histoire, la même civilisation, les mêmes lois et institutions, les mêmes lois et habitudes, les mêmes craintes et les mêmes espérances, les mêmes nécessités à satisfaire, les mêmes frontières à défendre, les mêmes douleurs dans le passé, le même futur d'assurer, et, enfin, la même mission à accomplir“⁷.

Mais il restaient encore sous la domination étrangère des anciens territoires roumains, pour qui l'Etat constitué au sud et à l'est des Carpates représenta



Sur les réduites de la guerre de l'indépendance de 1877—1878
(Peinture de Sava Henția)

un vrai noyau vital. L'Etat roumain moderne a eu, en même temps, un rôle important dans le procès de désagrégement des dominations étrangères au Danube Inférieur et a constitué un obstacle pour la politique d'expansion exercée sur les peuples de l'aire sud-est européenne. Un moment eloquent de la solidarité nationale roumaine l'a représenté la large action de protestation provoquée par la signature du pacte dualist hautriche-hongrois de juin 1867, par lequel, ignorant la volonté de la nation roumaine majoritaire, l'ancien territoire roumain de la Transylvanie a été annexé à l'Hongrie. Cet act d'annexion de type colonialiste a marqué aussi l'acroissement de la politique anti-roumaine, promûe officiellement par le gouvernement de Budapest, qui voulait anihiler, par une magyarisation forcée, le caractère de la Transylvanie. La conviction politique des Roumains transylvains a été exprimée clairement par George Barițiu, le 15 mai 1868, quand il disait que „sans la Roumanie unie et libre, fondé sur justice et moralité, on

ne peut pas parler de la nation et de la nationalité roumaine"⁸. Et cette Roumanie devait contenir obligatoirement le foyer ancestral de la Transylvanie.

La proclamation de 9 mai 1877 de l'indépendance d'Etat entière et la guerre nationale et populaire des années 1877—1878 soutenue par les Roumains des deux côtes des Carpates ont prouvé encore une fois au monde tout entier que la nation roumaine est une et la même, sans égard des frontières temporairement imposées par les grandes puissances limitrophes, que le peuple roumain tout entier tant du pays libre, que des provinces trouvées sous domination étrangère, partage la même aspiration historique — l'union dans le cadre des frontières du même Etat. Le traité de paix signé à Berlin le 1/13 juillet 1878, qui consacra le nouveau statut juridique international de la Roumanie, prévoyait aussi le retour à la patrie-mère de Dobroudja — l'ancien terre roumaine entre le Danube et la mer, située depuis plus de quatre siècles sous la domination ottomane.

Le deziderata suprême de l'union de tous les Roumains dans un seul Etat libre et indépendant jalonerait la lutte des éléments les plus progressistes du notre peuple aussi pendant la période 1877—1918. Synthétisant l'état d'esprit existant en Roumanie à la veille de la première guerre mondiale, le général Grigore Crăiniceanu écrivait : „Le premier idéal des Roumains et de l'armée roumaine c'est la défense du pays. Notre déclaration constante, selon laquelle la Roumanie n'a eu et n'a pas des tendances expansionnistes, mais seulement défensives est donc documentée réel et vrai, et pas une simple affirmation /.../. Mais à part du l'idéal de la défense du pays, les Roumains ont encore un autre idéal, ce de la nation roumaine réunie"⁹.

Participante à la première conflagration mondiale, depuis l'année 1916, la Roumanie lutta à côté de l'Entente pour l'accomplissement des aspirations nationales — l'union des provinces roumaines trouvées sous la domination autriche-hongroise avec la patrie-mère. L'engagement de l'Etat roumain dans la première guerre mondiale a eu un caractère droit, légitime, de réunir la nation dans la même patrie — unique, indépendante et souveraine. C'est pourquoi entra la Roumanie dans la guerre de libération et réunification nationale, c'est pourquoi ont lutté acharnement les soldats roumains contre les occupants à Braşov, Jiu, Dragoslavele, Turtucaia, Mărăşti, Mărăşeşti, Oituz ; s'est pourquoi se sont sacrifiés, dans la conflagration, les 800 Roumains — morts, blessés ou disparus — représentant 10% de la population du pays.



„Vive l'Union et la Grande Roumanie“. Le vœu a été adressé aux générations futures par les centaines de délégations présentes à Alba Iulia (Dans la photographie, des représentants de la commune Galtiu).

L'accroissement des luttes révolutionnaires et de libération nationale des peuples, l'écroulement du tzarisme et les défaites subies par les Puissances Centrales ont représenté un facteur puissant qui a accéléré le démembrement de l'Empire autriche-hongrois — comme appréciait Lenin —, qui ne constituait plus qu'une „union délabrée de parasites sociaux“¹⁰. Après que la Grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917 avait proclamé le droit des peuples à l'autodétermination et le président des Etats Unis, W. Wilson avait exposé, lui aussi, ce principe, comme base pour les conditions de négocier la paix avec les Puissances Centrales, le mouvement de libération des peuples avait marqué un élan particulier. De ce mouvement des peuples fait partie aussi la lutte des Roumains pour parachever l'unité d'Etat.

Les Roumains bessarabiens du territoire situé entre le Dniestre et le Prut, incorporé en 1812 par la Russie tzariste, ont proclamé leur indépendance, la République Démocratique Moldave, constituée à la fin de l'année 1917, adoptant ensuite, le 27 mars/9 avril 1918, la décision de s'unir avec la patrie-mère, la Roumanie. La Déclaration d'union adoptée par le Conseil du Pays stipulait : „La République Démocratique Moldave (La Bessarabie), dans ses frontières entre Prut, Dniestre, le Danube et la Mer Noire et les anciennes frontières avec l'Autriche, arrachée par la Russie depuis plus de cent années au corps de l'ancienne Moldavie, selon le droit historique et le droit de nation, en base du principe selon lequel les peuples seules peuvent décider leur sorte, s'unit dès aujourd'hui pour

toujours avec sa mère, la Roumanie⁴¹. Couronnement de la lutte menée pendant plus d'un siècle par les Roumains d'entre le Prut et le Dniestre pour garder leur être national, pour droits politiques et sociales, l'union de la Bessarabie avec la Roumanie a eu un caractère progressiste, correspondant aux nécessités légitimes du développement de la nation roumaine moderne. Elle s'est inscrit dans l'ample procès d'autodétermination nationale et politique qui se déroulait pendant cette période historique en Europe⁴².

Le 15/28 novembre 1918, le Congrès général de la Bucovine, dans l'unanimité des participants, représentant les centaines de milliers d'habitants de cette province roumaine, a décidé⁴³ „l'Union sans conditions et pour toujours de la Bucovine dans ses anciennes frontières jusqu'au Ceremuș, Colacin et Dniestre dans le royaume de la Roumanie⁴⁴. A été ainsi réparé de telle manière une injustice historique et accompli le rêve de près d'un siècle et demi des Roumains bucovinois.

La lutte millénaire du peuple roumain pour sa union étatique entière a été couronné de succès le 18 novembre/1 décembre 1918, quand à Alba Iulia, par un grandiose plébiscite, les plus de 100 000 hommes — ouvriers, paysans, intellectuels, représentants des tous les classes et les couches sociales — ont déclaré avec enthousiasme l'union des Roumains d'au-delà des montagnes et des „tous les territoires habités par eux avec la Roumanie⁴⁵.

Aux décisions historiques d'Alba Iulia ont adhéré aussi les nationalités cohabitantes — Saxons, Syabi, Juifs — et certains éléments progressistes de la population hongroise.

La Grande Union de 1918 a reçu la confirmation internationale par le système des traités de paix qui ont mis fin de point de vue formel à la première guerre mondiale. L'acte d'autodétermination, accompli, par le peuple roumain tout entier, décida de vivre uni dans un pays uni, s'imposa à l'opinion publique internationale et aux représentants des Etats intéressés réunis à la Conférence de Paix de Paris, qui a reconnu le souveraineté de la Roumanie sur le territoire entre le Prut, le Dniestre et la Mer Noire.

L'an 1918 a constitué donc le début d'édification du premier Etat unitaire roumain à la fin d'un longue et complexe procès historique, a couronné les batailles successives et héroïques menées par beaucoup de générations, auréolant l'évolution exemplaire de la société roumaine. Les assemblées représentatives et leurs organes — le Conseil du Pays, le Conseil National, le Conseil National Roumain

Central —, par leurs décisions librement consenties, ont exprimé les aspirations des masses populaires réalisant l'union avec la Roumanie. La réunification des trois provinces roumaines avec la patrie-mère a été réalisée dans un large cadre démocratique, par des actes de volonté librement exprimées, sur le territoire roumain et en dehors de lui. Les Roumains n'ont pas demandé la permission, ni l'aide des Grandes Puissances pour réaliser leur idéal; ils n'ont pas attendu que la diplomatie ou la Conférence de Paix leur décide la destinée, mais ils ont actionné eux-mêmes, ils ont fait ce qu'il ont croyé qu'ils doivent faire⁴⁶. Se référant à ces événements, le président de la République socialiste souligne: „Le déroulement des événements historiques démontre de la manière la plus catégorique que l'Union a été non pas l'effet du hasard, le fruit d'une simple conjoncture favorable ou des ententes survenues à la table des négociations, mais le résultat de la lutte décisive des masses les plus larges du peuple, un acte de profonde justice nationale, la réalisation d'une concordance objective entre, d'une part, la réalité objective et les droits inaliénables du peuple et, d'autre part, le cadre national réclamé par ces réalités. Le traité de paix ultérieurement conclu n'a fait que consacrer l'état de fait existant, la situation créée par suite de la lutte des masses populaires de Roumanie et de Transylvanie, de notre peuple tout entier⁴⁶.

L'accomplissement de l'unité de l'Etat roumain a eu une importance exceptionnelle pour l'évolution de la Roumanie, pour l'affirmation plénière du peuple roumain dans la vie intérieure et internationale. Réunissant dans le foyer ancestral les provinces roumaines trouvées sous domination étrangère, la Roumanie englobait entre ses frontières historiques une surface de 295 049 km² et une population de 18 057 028 habitants, se présentant comme un Etat homogène du point de vue ethnique. Selon le recensement de 1930, 71,90% de la population du pays étaient Roumains, 7,90% Hongrois, 4,10% Allemands, 4% Juifs, 3,20% Ruthènes et Ukrainiens, 2,30% Russes, 2% Bulgares etc.⁴⁷. Ce trait fondamental a été stipulé par la Constitution de 1923: „Le Royaume de la Roumanie est un Etat national unitaire et indivisible“, et „le territoire de la Roumanie est inaliénable⁴⁸. On mettait ainsi en évidence l'unité territoriale de l'Etat roumain, aussi comme sa homogénéité ethnique, les Roumains représentant l'accablante majorité de la population du pays.

L'accomplissement de l'Etat national unitaire roumain en 1918 fait parti d'une

mutation qualitativement supérieure survenue en Europe au début du XX^e siècle, étant ainsi une partie composante d'un changement de structure de la vie internationale. La réunification étatique de la Roumanie, à côté de la reconstitution de l'Etat indépendant polonais, la constitution de la Tchécoslovaquie, la conquête de l'indépendance de l'Albanie, l'édification de la Yougoslavie, la libération de l'Hongrie ont affirmé la force et la vitalité des certains peuples anciens du continent, soumis depuis des siècles à l'exploitation et à la domination étrangère. La formation des Etats libres, dans les frontières ethniques, à l'est, à sud-est et au centre d'Europe — parmi lesquels s'inscrit la Roumanie aussi — a réduit considérablement la sphère d'action des cercles impérialistes et interventionnistes, démontrant au monde entier que la nation et l'Etat national représente les formes plus adéquates d'organisation d'une communauté humaine.

Entrée dans ses droits légitimes sur tous les territoires ancestraux, la nation roumaine, unie, s'intègre organiquement dans le processus de la vie matérielle et spirituelle universelle, en apportant pleinement sa contribution au développement de la civilisation humaine, enrichissant le trésor de valeurs avec des notes spécifiques de la société de l'espace carpatodanubien-pontique.

La politique extérieure initiée par les gouvernements roumains pendant la période d'entre guerre a eu comme objectif fondamental la défense de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale du pays. La Roumanie a milité constamment en divers organismes internationaux pour respecter les principes de l'indépendance et de l'intégrité du chaque Etat, de non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité du traitement entre les grandes et petites puissances, à la solution des problèmes litigieux sur la voie des traités. La Roumanie unie et puissante a actionné fermement pour instaurer un climat de paix et de confiance entre les Etats, pour soutenir les pays devenus victimes de certains agressions de la part des états fascistes et révisionnistes.

Aujourd'hui à la 70^e anniversaire d'existence comme Etat national unitaire, la Roumanie se présente comme un pays libre et indépendante où vit et travaille une nation socialiste homogène, dynamique en pleine affirmation de ses capacités créatrices, dans une unité inébranlable autour de son centre vital, le Parti Communiste Roumain.

Les faits historiques démontrent, avec certitudes, que le territoire du notre pays — le territoire roumain sur lequel se sont constitué et se sont développé le

peuple gëto-dace avant environ quatre millénaire et le peuple roumain avant deux millénaire — a un caractère unitaire, indivisible. Sur ce territoire ont travaillé, lutté et crée le peuple roumain, ses ancêtres gëto-daces et ses précurseurs, établis depuis des temps immémorables dans le foyer ancestral. L'histoire ne consigne pas aucune situation dans laquelle notre peuple et nos ancêtres soient quitté ces contrées. Au contraire, nous sommes ici depuis les commencement des tous les commencement. L'autochtonie, notre antériorité ici, par rapport aux autres peuples, la continuité dans l'espace et le temps, la lutte ininterrompue pour garder l'unité, l'indépendance représentent des réalités irréversibles et ne peuvent être mises en discussion par personne et par aucun moyen. C'est pourquoi nous n'admettons à personne, en aucune circonstance, de briser l'unité de notre peuple, de léser ses intérêts, ses droits inaliénables sur le patrimoine territorial, sa qualité prééminente de créer sa propre histoire selon sa volonté. La Roumanie a été, est et restera unitaire, indivisible, libre et indépendante.

¹ Nicolae Ceaușescu, *La Roumanie sur la voie de l'accomplissement de l'édification socialiste*, vol. 3, Editura Politică, Bucarest, 1969, p. 713.

² Miron Costin, *Opere*, E.P.L., Bucarest, 1965, p.

³ *Croniciari Munteni*, vol. I, Bucarest, 1961, p. 68.

⁴ Dimitrie Cantemir, *Hronicul vechimei a romano-moldo-vlahilor*, Bucarest, 1901, p. 57.

⁵ E. Virtosu, *Tudor Vladimirescu, Glose, fapte și documente noi*, (1821), Bucarest, 1927, p. 102-103.

⁶ Nicolae Bălcescu, *Opere*, tom. I, partea a II-a, Bucarest, 1940, p. 105.

⁷ *Acte și documente relative la istoria renașterii României*, VI. I, p. 63-68 ; 2, p. 28-29 ; cf. Ștefan Pascu, *Făurirea statului național unitar român*, vol. I, Editura Academiei R. S. România, Bucarest, 1983, p. 139.

⁸ George Bariț, *Scieri social-politice*, Bucarest, 1962, p. 204.

⁹ General Gr. Crăiniceanu, *Despre istoria armatei române*, Bucarest, 1912, p. 53-54.

¹⁰ V. I. Lenin, *Opere complete*, vol. 30, Editura Politică, Bucarest, 1964, p. 8.

¹¹ Ion I. Nistor, *Istoria Basarabiei*, Cernăuți, 1923, p. 422-423.

¹² *România în anii primului război mondial*, vol. 2, Editura Militară, Bucarest, 1987, p. 568.

¹³ *Ibidem*, p. 622.

¹⁴ *Unirea Transilvaniei cu România*, 1918, Editura Politică, Bucarest, 1978, p. 618-619.

¹⁵ *1918 la români. Desăvîrșirea unității național-statale a poporului român*, vol. I, Editura Științifică și Enciclopedică, Bucarest, 1983, p. 56.

¹⁶ Nicolae Ceaușescu, *La Roumanie sur la voie de l'édification de la société socialiste multilatérallement développée*, vol. 17, Editura Politică, Bucarest, 1979, p. 275.

¹⁷ *Anuarul statistic al României, 1939 și 1940*, p. 624.

¹⁸ „Monitorul oficial”, nr. 282 din 29 martie 1923, Bucarest, 1923, p. 2.

LE CONSENSUS DE LA NATION TOUTE ENTIÈRE DANS LA LUTTE POUR LA DEFENSE DE L'ETAT NATIONAL UNITAIRE ROUMAIN EN 1919

Colonel dr. GHEORGHE TUDOR

C'est une vérité irrécusable que, peu après le parachèvement du processus d'organisation du peuple roumain en un Etat aux frontières contenant l'ensemble du territoire où il s'était formé et où il vivait — parachèvement représentant la matérialisation de lois objectives —, peu après l'accomplissement de ses aspirations légitimes¹, nourries des siècles durant, de vivre en un Etat centralisé et à gouvernement national unique, l'intégrité, l'existence même de cet Etat ont été gravement menacées. Il était évident que «si pour l'union, l'indépendance et l'intégration nationale nous avons attendu des circonstances favorables, pour conserver l'intégrité et la souveraineté de la Roumanie unie il faut que nous soyons toujours prêts à lutter et à vaincre, surtout lorsque les circonstances dans leur ensemble ne sont défavorables»².

L'histoire a consigné avec esprit de justice que tant l'élaboration que la matérialisation de la politique de défense et de renforcement de l'Etat national unitaire ont bénéficié d'un ample et indestructible consensus, de l'unité inébranlable des masses fermement décidées à mettre tout en oeuvre pour conserver l'indépendance et l'intégrité du pays.

A l'époque qui nous intéresse, la fidélité à l'idéal de la paix était illustrée en premier lieu par l'attitude envers le statu quo établi en Europe une fois conclus les traités marquant la fin du conflit. Il n'y avait pas d'alternative; toute révision qu'un seul pays signataire n'aurait pas acceptée devait se transformer en un facteur de tension, de guerre³. Les gouvernements de notre pays, appuyés par le peuple dans son ensemble, ont agi pour la défense de la paix, ont lutté contre le révisionnisme et la guerre. «La Roumanie, déclarait Ion I. C. Brătianu, premier ministre, est un des Etats les plus intéressés à la conservation de la paix et à la consolidation de la situation politique qu'ont instituée les traités de paix existants».

Il convient de mentionner que dans le contexte du jeu de forces, très complexe, de l'époque, la menace la plus grave pour l'indépendance et l'intégrité de l'Etat national

unitaire roumain était représentée en 1919 par la politique agressive et expansionniste de la Hongrie, par son attitude envers les clauses des traités internationaux. Eprouvant la nostalgie de la Grande Hongrie asiatique et ensuite européenne, nostalgie qui a présidé à toutes les actions politiques des gouvernements hongrois, y compris du celui de la République des Conseils, les dirigeants de Budapest ont adopté une attitude d'arrogance et de mépris à l'égard des traités internationaux à l'époque de leur rédaction même; ils ont refusé de manière systématique d'ordonner le retrait des troupes hongroises du territoire roumain et menacé d'une intervention armée par laquelle elles conquissent de nouveau la Transylvanie. Béla Kun et les autres dirigeants de la République des Conseils déclaraient ouvertement qu'ils allaient «étendre la domination du prolétariat sur tout le territoire du pays, par la force des armes», dans leur vision ce type de «révolution» devant comprendre la Hongrie «historique» et les provinces occupées. Présentant

La Proclamation de 20 août 1919, qui atteste l'humanitarisme de l'armée roumaine.

Proclamație.

Toate sâtele Comandamentului trupelor române din Budapesta au aduce alimente în capitală, se găsesc «diarretele peis» pentru organizarea a autorităților românești.

Comandamentul face, tot ce este ca putință spre a îmbălbă, de pentru executarea mînturilor pîvitoare la alimentație.

Tot în scopul de a veni la ajutorul populației din oraș, a se mînti alimente și a da libertatea de navigație pe Dunăre, comandamentului, pentru a se aduce alimente în oraș.

Comandamentul român lasă toată libertatea, pe mînturile mînti până la ora 10 seara, și che încă odată a depuș, et viața peș din Italiașta sînt complet libere și na excoțetă mînti a la chistămie lăuștice.

Totodată, Comandamentul român nu va servi de ușăță a mînti a se pune în serviciul persecuțiilor politice de orice așd din acest punct de vedere, întreaga responsabilitate areșd mînti se de situația actuală, șar dedă la persecuții politice.

Comandamentul român se va mînti la menșterea ordinii a mînti.

Budapesta, 20 August 1919

Comandantul trupelor române:
General MĂRDĂRESCU.

Șef de stat major:
General PANAITESCU



L'armée roumaine nourrissant la population de Budapest.

ces faits, l'historien hongrois Liptai Ervin écrivait que le gouvernement hongrois «ne voulait pas en pratique renoncer à l'intégrité territoriale de la Hongrie historique». «Qui plus est — poursuivait-il — il a maintes fois exprimé sa décision de défendre l'arme à la main cette intégrité»⁴.

Faute d'arguments réels, les représentants de la Hongrie invoquaient sans répit les soi-disant droits historiques sur la Transylvanie. Fait significatif, on leur a donné la réplique au cours même des travaux de la Conférence de Paix de Paris. Millerand montrait dans la lettre qu'il a adressée à la délégation hongroise à la conférence que la volonté des peuples s'était exprimée en octobre et novembre 1918, lorsque la double monarchie s'était écroulée et lorsque des populations depuis longtemps opprimées s'étaient unies avec leurs frères italiens, roumains, yougoslaves, tchécoslovaques, et cela parce qu'un état de choses, fût-il millénaire *, ne peut pas se perpétuer quand on a constaté qu'il est contraire à la justice⁴.

Les dirigeants de la Hongrie, ignorant les prévisions des traités et repoussant toutes les démarches des pays membres de l'Entente, y compris des représentants des grandes puissances présents à Budapest, ne se sont pas bornés à des déclarations et des menaces, mais — comme d'habitude — ils ont entrepris des actions militaires contre le peuple roumain et l'Etat roumain unitaire. Les dirigeants de la Hongrie espéraient coordonner leurs efforts avec les actions de l'Armée Rouge ukrainienne. C'est dans ce but que le 26 avril 1919 l'état-major de Kiev de l'Armée Rouge ordonnait à ses troupes d'avancer rapidement et d'établir la liaison avec l'armée rouge hongroise⁶. Dans un télégramme envoyé le 25 avril 1919 au commandement de l'Armée Rouge ukrainienne, Lénine recommandait que les troupes passent, pour réaliser «la liaison directe avec l'Armée Rouge hongroise», par la Galicie et la Buc-

vine, tandis que d'autres unités devaient «déclencher l'offensive afin de percer les positions des forces royales de Roumanie et de les encercler près du Dniestr»⁷.

La réponse du peuple roumain à la politique et aux actions expansionnistes et agressives de la Hongrie, déclenchées à une plus grande échelle le 16 avril 1919, fut une guerre légitime de défense de son être ethnique et de son intégrité étatique. La guerre de libération nationale et de défense que fit l'Etat roumain se déroula du 16 avril au 3 août 1919.

Les actions de l'armée roumaine ont visé le respect par les troupes hongroises des prévisions de l'Accord d'armistice ; c'est à cette fin que, le 29 octobre/11 novembre 1918, on a ordonné aux 7^e division d'infanterie et 1^{ère} division de chasseurs alpins de passer les montagnes en Transylvanie. Ulérieurement, sont passées en Transilvanie la 2^e division de chasseurs alpins et la 6^e division d'infanterie. Les commandements roumains ont reçu l'ordre d'éviter tout conflit armé avec les unités hongroises, mais de repousser toute tentative d'opposition. D'ailleurs, connaissant le comportement agressif des troupes hongroises sur le territoire roumain, le Commandement allié a communiqué le 16 avril 1919, par le général français Henri Berthelot, que les Roumains avaient le droit de riposter par une offensive au cas d'une attaque et d'avancer jusqu'à la limite est de la zone neutre, afin d'occuper le territoire qui leur appartenait⁸.

L'évolution des événements a confirmé la justesse des conclusions auxquelles étaient arrivées les instances stratégiques alliées et roumaines, la preuve la plus significative étant, à l'étape en question, l'avance de l'armée hongroise (qui comprenait, à l'est de la Tisza, environ 70 000 soldats, 137 canons et cinq trains blindés), dans les vallées du Someş et du Crişul Repede, vers Cicirlău-Dej, Zalău-Cluj et Ciucea-Cluj⁹. Cette manœuvre a été déclenchée le 15/16 avril 1919. Dans cette situation, le commandement roumain a pris des mesures pour anéantir l'ennemi et pour passer à l'offensive en vue de libérer tout le territoire de notre pays.

L'armée roumaine a avancé dans plusieurs directions, visant en premier lieu les principales voies de communication et les villes les plus importantes situées à l'ouest des monts Apuseni. Le 19 avril, on a libéré les villes de Satu Mare et de Carei, le 20 avril les troupes roumaines sont entrées sans combat dans la ville d'Oradea, où une immense foule les a accueillies en criant «Vive l'armée roumaine» et en chantant les hymnes héroïques *Deşteaptă-te Române* (*Réveille-tois, Roumain*) et *Pe-al nostru steag* (*Sur notre étendard*). L'armée hongroise s'est retirée sur la ligne Nyiregyháza-Debrecen-Békcscaba, où son commandement avait envisagé le 21 avril d'arrêter l'avance des troupes roumaines. Poursuivant son offensive vigoureuse, notre armée entra le 23 avril dans Debrecen et le 27 avril dans Nyiregyháza. Le

* En fait, la Transylvanie a été incorporée dans la Hongrie entre 1867 et 1918.

27 avril 1919, le commandement de l'armée hongroise a ordonné l'évacuation du territoire situé à l'est de la Tisza. Le 1^{er} mai 1919, l'armée roumaine se trouvait dans le secteur Csap-Munkacs, sur la Tisza, ses unités opérant la jonction avec les troupes tchécoslovaques¹⁰. Dans un télégramme du 27 avril 1919, le général Franchet d'Espérey, commandant des armées alliées d'Orient, appréciait que nos troupes, après avoir été attaquées par les Hongrois, les avaient repoussés de manière brillante et mises en déroute¹¹.

Le 30 avril 1919, les dirigeants de la Hongrie ont décidé d'adresser des messages aux gouvernements des pays Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) qui libéraient leurs territoires de sous l'oppression hongroise, au président Woodrow Wilson, aux partis ouvriers d'Europe. En ce sens, Béla Kun montrait : «Au nom du gouvernement révolutionnaire magyar, j'ai l'honneur de vous communiquer que nous reconnaissons sans aucune réserve toutes les prétentions territoriales nationales que vous avez formulées... L'ancien gouvernement n'a pas accepté vos propositions, invoquant le soidisant droit historique (...) Nous vous informons que nous reconnaissons sans aucune réserve toutes vos prétentions territoriales nationales (...) Ces classes, qui opprimaient vos conationaux, exploitaient également les classes ouvrières de notre peuple (...) Nous croyons donc si les garanties que vous avez données jusqu'ici ont été sérieuses, la paix peut dorénavant régner entre nous»¹².

En vertu de cette situation, le gouvernement hongrois a transmis le 30 avril 1919, par le commandant de ses troupes de la zone de Szolnok, la proposition d'armistice. Elle a été remise au commandant de la 2^e division de chasseurs alpins, dans son dispositif même. Le 3 mai, on a conclu une Convention militaire, signée par le général Constantin Prezan et le colonel Semis Werth ; la Hongrie s'obligeait à cesser les hostilités contre la Roumanie¹³.

Le gouvernement hongrois n'a pas respecté les obligations assumées, le haut commandement militaire de ce pays préparant à partir du 5 juillet une grande offensive afin de reconquérir la Transylvanie¹⁴, et a déclaré : «Que les Roumains évacuent ou non les territoires à l'est de la Tisza, l'intention du commandement de l'armée est de passer la Tisza avec la plupart des troupes et d'avancer pour le moment jusqu'à la ligne de démarcation qu'on nous a imposée»¹⁵. Au cours de la nouvelle offensive contre les Roumains on devait forcer la Tisza et entreprendre des opérations dans deux secteurs situés à grande distance l'un de l'autre, afin d'encercler les troupes roumaines se trouvant à l'est de la rivière et de les détruire ; l'ennemi supposait que les principales forces de notre armée se trouvaient à proximité de la rivière. Les forces qui devaient participer à cette action comprenaient deux corps d'armées (huit divisions), deux brigades indépen-

dantes, un régiment de cavalerie, 91 batteries, 50 000 soldats au total.

Informé sur les plans de l'ennemi, le commandement roumain (qui disposait de huit divisions d'infanterie et de deux divisions de cavalerie, c'est à dire de 119 bataillons d'infanterie et 6 escadrons, de 392 bouches à feu, d'une compagnie d'aérostation et de quatre compagnies de pose de ponts) a décidé de conserver dans les grandes lignes son dispositif stratégique, les forces principales étant disposées en profondeur, et de défendre la Tisza par des troupes de couverture¹⁶. On réalisait ainsi une sorte de ceinture, dont le but était plutôt de surveiller les positions. On visait, dans la première étape, à arrêter l'offensive ennemie et, dans la deuxième, à passer à la contre-offensive/ L'évolution des hostilités a confirmé la justesse de cette conception qui comprenait des éléments stratégiques originaux.

Déclenchée le 20 juillet 1919, l'offensive de l'ennemi fut une véritable agression «militaire de la Hongrie contre la Roumanie. Le but principal de cette agression était de tenter la réannexion à la Hongrie des territoires habités par les Roumains, territoires qui, par la volonté unanime des masses, s'étaient unis à la Roumanie le 1^{er} décembre 1918¹⁷. Les forces ennemies ont enregistré quelques succès pendant les premiers jours ; le 23 juillet, elles avaient traversé la Tisza et avancé vers l'est harcelées par les troupes roumaines de couverture. Le 28 juillet 1919, le général Gheorghe Mărdărescu, commandant des troupes roumaines en Transylvanie, rapportait à son roi : «L'ennemi, bien doté, a réussi à pousser nos troupes de couverture sur tout le front, à pénétrer en masse dans la région de Szolnok et à avancer 50 kilomètres dans la direction de Szolnok, Debrecen, Oradea Mare»¹⁸.

Tout en assurant la direction des opérations destinées à écraser l'agresseur, le commandement roumain a attaché beaucoup d'importance à la préparation de la contre-offensive et à son déclenchement sans aucun moment de repos, afin d'exploiter la situation créée par l'éloignement des troupes hongroises de la Tisza. Déclenchée le 24 juillet et généralisée le lendemain, la contre-offensive roumaine a été très efficace : le 28 juillet, les unités roumaines forçaient la Tisza en poursuivant l'agresseur, rapidement désagréé et ne pouvant plus résister à l'ouest de la rivière. Le soir du 3 août 1919, un détachement roumain formé de 400 soldats, à deux canons et deux groupes de mitrailleuses, est symboliquement entré dans Budapest où le colonel Gheorghe Rusescu a demandé au gouvernement hongrois d'ordonner le cessez-le-feu. Le 4 août les troupes de la 1^{ère} division de chasseurs alpins entraient dans la capitale de la Hongrie¹⁹. Le lendemain, le général Gheorghe Mărdărescu, dans une proclamation adressée à la population de Budapest, présentait les motifs de la présence de l'armée roumaine dans la ville et le rôle des soldats roumains : «1. L'armée roumaine

ne fait la guerre contre les habitants, mais contre les armées l'ayant attaquée. 2. Les soldats roumains garantissent la paix, les biens et la vie des citoyens»²⁰, demandant en même temps à la population «de respecter les lois du pays (de la Hongrie — n.d.l'a.)». La proclamation du 10 août 1919 relevait : «Le commandement des troupes de Transylvanie a montré que les autorités militaires roumaines n'interviennent et n'interviendront pas dans les affaires intérieures de la Hongrie (...) La volonté de la Roumanie est de reprendre les rapports pacifiques normaux avec le peuple hongrois voisin une fois tranchées — en accord avec ses alliés — les questions engendrées par la guerre». Montrant que l'armée roumaine a distribué à la population 70 000 rations de pain de 400 grammes chacune, la proclamation précisait : «Tout esprit de vengeance est étranger à l'armée roumaine, qui a entrepris ces opérations militaires suite à la provocation de l'armée ennemie sur la Tisza»²¹. Le 30 août 1919, Bódy Theodor, maire de Budapest, écrivait au commandant du 5^e régiment de *roșiori* (cavaliers), dont les officiers surveillaient la distribution de vivres aux enfants : «J'exprime ma profonde gratitude pour la bonté que vous témoignez envers les enfants de la ville, parce que la population pauvre de Budapest souffre beaucoup dans ces temps difficiles et nous les dirigeants, en dépit de nos efforts, ne sommes pas capables de l'aider. De ce point de vue aussi, nous vous sommes très reconnaissants, à vous et aux messieurs les officiers»²². Le 4 novembre 1919, le haut commissaire du gouvernement roumain à Budapest, Constantin Diamandi, informait le gouvernement hongrois que mille wagons de blé de Roumanie étaient destinés à l'alimentation de la population magyare. Le 12 novembre 1919, le général Grazziani écrivait au Haut Commandement roumain, relativement à la distribution de vivres à Budapest : «La Commission ne peut qu'applaudir à ce geste humanitaire»²⁴.

Le but de la guerre faite par la Roumanie, les raisons purement militaires de la présence de son armée au-delà de la Tisza et à Budapest ont eu d'importants échos dans la presse de l'époque, dans l'opinion publique internationale. «Le Petit Parisien» mentionnait que la Roumanie, se basant sur ses propres forces, s'est héroïquement défendue et a écouté la voix de son salut qui lui demandait d'aller de l'avant, et que les Alliés n'avaient aucun droit de la blâmer. «L'Echo de Paris» remarquait que la France devait soutenir la Roumanie, que le peuple roumain s'est défendu tout seul et devait établir tout seul les conditions de sa sécurité. Il ne fallait pas l'empêcher de le faire»²⁵.

Le caractère et le but de la guerre faite par la Roumanie (libération de tout son territoire, défense de l'indépendance et de l'intégrité de l'Etat national unitaire roumain), pendant laquelle le consensus de l'ensemble de notre nation fut amplement

et souvent illustré, ont été mis en relief par la dernière proclamation que le commandement roumain a adressée à la population de Budapest, le 12 novembre 1919 : «L'armée roumaine se retire : Budapest sera évacuée. En quittant la capitale de la Hongrie, la Roumanie veut affirmer une fois de plus que ses actions militaires, suite à l'attaque magyare sur la Tisza, n'ont visé qu'à sa légitime défense et aux exigences militaires. Toute tentative d'oppression ou de vengeance lui fut étrangère. L'armée roumaine s'est efforcée de rendre aussi supportable que possible pour la population sa présence en Hongrie et l'on n'a épargné aucun effort pour faciliter l'existence de la population en souffrance. Avec le sentiment d'avoir exercé son droit et d'avoir accompli un devoir humanitaire, l'armée roumaine tient à affirmer une fois de plus qu'elle a toujours considéré les affaires intérieures de la Hongrie comme devant être résolues par le seul peuple hongrois, à qui il souhaite la réinstauration de la paix, en évitant toute persécution politique, sociale ou religieuse»²⁶.

¹ «Revista infanteriei», an XXXV, nr. 350, aprilie 1931, p. XV—XVI.

² Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *România după Marea Unire*, vol. I, partea I, 1918—1933, București, 1986, p. 1003.

³ Liptai Ervin, *Vöröskatonák, Előre ! A Magyar Vörös Hadsereg Harcai 1919*, Budapest 1979, p. 87.

⁴ Arhivele Statului, București, Fond Ministerul Propagandei Naționale, rola 77 (nenumărat).

⁵ Gyula Juhácz, *Ungarian Foreign Policy 1919—1945*, Budapest, 1979, p. 22.

⁶ Gedő Agnes, Tóth Sándor, *Patia na ungarska-saveska voenna drouba, in Armia, mira i progressa*, Sofia, 1978, p. 184 ; apud *Din cronica relațiilor poporului român, cu popoarele vecine*, vol. I, București, 1985, p. 269—270.

⁷ Liptai Ervin, op. cit., p. 103.

⁸ *România în anii primului război mondial*, vol. II, București, 1987, p. 670.

⁹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 26, Editura Politică, București, 1984, p. 438.

¹⁰ *Istoria militară a poporului român*, vol. V, București, 1988, p. 782.

¹¹ Arhiva M.A.E., Fond Paris, dosar nr. 54 (Telegrame nr. 68, semnată Franchet d'Espérey, către regele Ferdinand, 27 aprilie 1919).

¹² «Dimineața», an XVI, nr. 4 673/5 mai 1919, p. 1 ; Liptai Ervin, op. cit., p. 60.

¹³ Arhiva M.A.E., fond 2, litera U.W.L., IX, art. 181, anii 1921—1922, vol. I ; *Desăvîrșirea unității național-statale*, vol. IV, p. 78—79.

¹⁴ Ilie Ceaușescu, *Transilvania, străvechi pământ românesc*, București, 1984, p. 80.

¹⁵ Liptai Ervin, op. cit., p. 288.

¹⁶ G. D. Mărdărescu, *Campania pentru dezrobirea Ardealului și ocuparea Budapestei (1918—1920)*, București, 1921, p. 108.

¹⁷ Ilie Ceaușescu, op. cit., p.

¹⁸ G. D. Mărdărescu, op. cit., p. 131.

¹⁹ *România în anii primului război mondial*, vol. II, București, 1987, p. 680.

²⁰ *Ibidem*.

²¹ *Desăvîrșirea unității național-statale*, vol. IV, p. 101.

²² Arhiva M.A.E., fond Problema E2, partea a II-a, vol. 48, p. 256.

²³ *Ibidem*, p. 64.

²⁴ *Ibidem*, p. 581.

²⁵ *Ibidem*, vol. 58, p. 138.

²⁶ «Colecția ordonanțelor» (...), p. 81.

POSADA, 9—12 NOVEMBRE 1330. UNE BRILLANTE VICTOIRE MILITAIRE, AVEC DES IMPLICATIONS DECISIVES POUR L’AFFIRMATION DE L’ETAT ROUMAIN

Colonel dr. VASILE ALEXANDRESCU

La lutte du peuple roumain pour constituer un État propre, indépendant et souverain bénéficie d'une tradition bimillénaire, qui date dès les premières entités étatiques des Gétos-Daces, à l'État dace centralisé et indépendant conduit par Burebista au premier siècle av.n.è. et continue avec l'État du Décébale depuis la fin du I^{er} siècle n.è. et le début du II^e siècle, contemporain et rival de l'Empire romain, le plus puissant empire du monde antique.

Pendant la première millénaire, les „obști“ (formes primitives d'union économique — n.a.) et les roumaines populaires, les knézats et voïvodats ont représentés dans l'espace carpatique-danubien-pontique, le cadre d'organisation de la lutte de résistance des Roumains contre les populations migratoires, assurant en même temps l'existence ininterrompue de leur être ethnique, démontrant constamment la force politique créatrice et la vitalité historique du notre peuple.

L'affirmation des knésats et des voïvodats, des „pays“ — comme on les nommait à l'époque — marqua une étape nécessaire dans le processus de formation de l'état roumain unifié indépendant, un pro-

cessus fort affecté par les répétés invasions étrangères venues de diverses directions. Une des plus négatives conséquences de ces invasions a été le fait qu'elles ont empêché l'évolution naturelle vers la réunion graduelle des formations politiques existantes dans un organisme étatique unique, ayant les frontières établies aux limites naturelles du foyer roumain.

Le processus de formation étatique roumaine indépendant a été fort dérangé aux premiers siècles du II^e millénaire par les ingérences de quelques facteurs extérieures, soit le pouvoir mongole et surtout la politique envahissante des rois de l'Hongrie.

Sous Basarab I, le prince régnant du Pays Roumain de Muntenie, s'est produit une série de pas sur la voie de l'unification territoriale naturelle. En exerçant ses prérogatives de souverain d'un État indépendant, le prince régnant du Pays Roumain de Muntenie conclua des alliances durables, destinées à contribuer à l'endigement de l'expansion du royaume hongrois et à la liquidation de la menace des Tatars. L'autorité du voïvode roumain et de son État qui était devenue si forte, qu'un document de

l'année 1325 consigna le fait que la *force politique et militaire* du Carol Robert d'Anjou, le roi de l'Hongrie, „ne peu s'opposer et se comparer avec le pouvoir du Basarab“¹.

L'affirmation du Pays Roumain de Muntenie sur le plan économique et militaire, mais surtout la politique indépendante du Basarab I ont mécontenté les cercles dirigeants qui ont essayé — d'abord par pressions diplomatiques — d'imposer au voïvode roumain le statut de vassalité au roi angevin. À ce qu'il paraît, pour éviter un conflit armé pour lequel il n'était suffisamment préparé, le prince régnant roumain accepta d'abord les prétentions du Carol Robert, car une diplôme royale de 26 juin 1324 nome Basarab I comme „notre voïvode transalpin“. Le fait qu'il reconnu le roi de l'Hongrie comme suzerain — un procédé usité dans les rapports entre les souverains des États féodaux de l'Europe et que visa seulement la personne du voïvode roumain, et non son pays tout entier — n'a pas duré longtemps. Face aux plans expansionnistes de l'Hongrie, les rapports entre les deux souverains se sont détériorés vite, de sorte qu'un an plus tard, un document officiel hon-

grois parlait de „Basarab le transalpin, infidèle à la sainte couronne“².

L'an 1330 apporta une solution claire et catégorique aux profondes contradictions existantes entre les deux pays, générées par la politique de conquêtes territoriales menée par la royauté hongroise. Le roi Carol Robert d'Anjou, violant les accords — antérieurs établis entre les deux pays, envahissa le Pays Roumain à la tête d'une puissante armée hongroise, soutenue d'un corp kuman. C'était le mois septembre 1330, l'agression militaire contre son paisible voisin, neprovoquée par le prince regnant roumain, avait comme but politique de „chasser Basarab de ce pays“ et de la donner comme possession à l'un des hommes de cour de rois angevin.

Essayant d'éviter un conflit armé d'ampleur et qui impliquait grands pertes de vies et de biens matériaux, Basarab I appela à une solution politique, en exprimant son désir de commencer des tratatives. Après la célèbre *Chronique peinte de Vienne*, le prince regnant roumain avait offert une somme de 7 000 marcs d'argent, lui proposant même quelque concessions territoriales. Mais par le message envoyé au roi de l'Hongrie, il avertisa les envahisseurs : „Que vous retournez en paix et evitez le péril pour vos personnes, parce que si vous avancez dans l'intérieur du pays, vous ne pouvez pas éviter le péril“³. Repoussant les propositions paisibles de son voisin, l'orgueilleux roi Carol Robert d'Anjou demanda au messager en termes offensants à l'adresse du prince régnant du Pays Roumain : „Vites à Bazarad, qu'il est le berger de mes moutons et moi, je le ferai sortir de ses abris en le tirant par sa ba-be“⁴.

L'armée royale poursuivie son avance par le Pays Roumain de Muntenie, en attaquant et conquérant le château-fort de Severin,

après, en se dirigeant vers Curtea de Arges, la capitale du pays, l'objectif principal visé dès le début par les forces envahisseuses. Le déplacement vers la résidence du Basarab I a été très difficile et plein de menaces et des épreuves.

À ce moment de la guerre, l'armée roumaine appliqua à son adversaire une variété de formes et procédés de combat spécifiques à la guerre populaire : le manœuvre en champ stratégique et tactique, les ripostes offensives et les retraits simulés, le harcèlement et l'ambuscade des attaques par surprise dans des points obligés de passage etc.⁵.

Comme dans les époques plus éloignées, la population de la zone par laquelle se déplaçaient les troupes envahisseuses a trouvé un haute patriotisme et esprit de sacrifice. Les récoltes ont été cachées ou détruites, les fourrages brûlés, les fontaines empoisonnées, les maisons incendiées et les habitants se sont réfugiées. Ainsi l'armée hongroise a été privée de nourriture et d'abris et, comme relate l'auteur anonyme de la même chronique, „ne pouvant trouver de la nourriture /.../ ont commencé de souffrir bientôt de faim, le roi même, les guerriers et les cheveux“⁶.

Démoralisées et épuisées physiquement, les forces hongroises ont été arrêtées en face des mûres du château-fort Arges, sous „Castro Argias“, sans avoir la possibilité d'organiser ni le siège, ni même une attaque décisive sur la capitale du Pays Roumains de Muntenie. La première phase de la campagne contre les Roumains se termina ainsi sans que l'envahisseur soit atteint le but proposé. Commençait la deuxième étape où l'initiative appartenait au Basarab I.

Pour la bataille décisive, le voivode de Muntenie adopta une tactique ingé-

nieuse qui reflète le haut niveau de l'art militaire roumain du temps. Basarab I établie que l'armée hongroise, qui se retirait précipitamment sur la voie la plus courte, vers la Transylvanie, soit attirée dans un défilé profond, frappée par surprise et anéantie, mettant ainsi en valeur les avantages du terrain et le courage des combattants roumains. Le lieu de la bataille — entré dans l'histoire sous le nom de Posada — été situé au Pays de Lovištea, d'après quelques opinions, quelque part entre Sălătrucu et Perişani.

Le dispositif de combat a été structuré en quatre groupes ayant des missions distincts : un premier groupe devait renfermer l'entrée du défilé du côté sud après la pénétration de la colonne hongroise, utilisant à ce but des troncs d'arbres et des pierres grosses. Un autre groupe devait renfermer la sortie du côté nord, y creusant des fossés pour la défense. Les autres deux groupes, disposés en positions de combat d'un côté et de l'autre du défilé, sur des côtes escarpées, ayant la mission de frapper les troupes envahisseurs avec des flèches, des lances, des pierres, des rochers⁷. Les forces du Carol Robert pénétrées dans le défilé n'avaient plus la possibilité ni d'avancer, ni de se retirer.

La *Chronique peinte de Vienne* relate que la bataille de Posada commença vendredi, le 9 et se finit lundi, le 12 novembre 1330. Les guerriers roumains ont attaqué l'agresseur par surprise sur les côtés du défilé et ont bloqué ses deux extrémités. Celui-ci fu pris de panique. Hissés sur les rochers, les Roumains lançaient des flèches et des grandes pierres sur la colonne des cavaliers et des fantasins ennemis, qui ne pouvaient ni s'abriter, ni d'adopter une formation de combat. „L'innombrable masse des Roumains — consigna le chroniqueur —

hissés sur les versants, couvrant de toutes les côtés, lançait des flèches sur l'armée du roi, qui se trouvait au fond d'une vallée profonde, qu'on n'aurait même pas dû appeler vallée, mais plutôt une sorte d'étroit vaisseau où, à cause de l'agglomération, les plus agile parmi les soldats et les chevaux tombaient de partout en luttant. A cause de la montée escarpée dans cette vallée, ils ne pouvaient ni grimper contre les Roumains sur aucune de ces côtes qui flanquaient le chemin, ni poursuivre leur avance, ni même fuir car la place leur manquait, y étant creusés des ruchers, que les soldats du roi furent pris comme des poissons dans la nasse ou dans un filet". Ce fut terrible désastre — dit la chronique — et les soldats du roi „se hertaient les uns des l'autres comme dans un berceau se bercent et secuent les enfants ou comme se balance le roseau au vent"⁸.

Pendant les quatre jours de combat ont péri ou ont été blessé, transpercés de flèches, abattus à coups d'épée ou écrasés par les rochers et les arbres écroulés par les Roumains, un grand nombre de soldats de l'armée ennemie, des nombreux dignitaires de la tête de l'Etat hongrois et de l'église catholique, quelques uns des conseillers proches du Carol Robert. „Même le roi s'est à peine sauvé avec quelques personnes", qui „recurent tous les coups de sabre ou des flèches, seulement pour sauver la vie du roi de la mort"⁹. Les restes de l'armée hongroise, avec leur armement et les bagages — où se trouvaient des grandes somme de monnaies d'or et d'argent, des vases précieuses — ont été capturées par les soldats du Basarab I.

La guerre de 1330 se finit par une brillante victoire de l'armée roumaine. Elle a été — selon Nicolae Iorga — „un triomphe grand et entier, plein de conséquen-

ces, parce que la lutte se portait dans la direction naturelle du notre développement et sur notre terre, protecteur pour les siens"¹⁰.

La victoire remportée à Posada par l'armée du voïvode Basarab I a eu une importance politique exceptionnelle dans l'histoire du peuple roumain. Elle a consacré et consolidé l'indépendance complète du Pays Roumain de Muntenie, en démontrant sur plan européen la viabilité de l'Etat roumain. S'accompliraient ainsi, sur le territoire entre les Carpates et le Danube, les aspirations à une existence étatique libre d'un peuple qui a lutté et s'est sacrifié, si longtemps pour cet idéal.

La constitution du Pays Roumain de Muntenie comme Etat indépendant a eu une importance cruciale pour l'accélération du développement ultérieur, économique, politique et culturel des Roumains, et, également pour leur défense face à l'invasions étrangères. Elle représentait une barrière contre la politique d'oppression et de domination promouée par divers Etats expansionnistes dans le sud-est de l'Europe, vers le Danube et au profond de la Péninsule Balcanique, surtout contre l'expansion de la royauté hongroise, alliée avec l'Eglise catholique. L'Etat indépendant Pays Roumain de Muntenie a également devenu un facteur important dans le processus d'union des efforts des peuples sud-est européens pour éliminer la présence mongole de ces territoires, accélérant le déclin et la rétraiete de celle-ci vers les espaces de l'est du continent.

La brillante victoire roumaine de Posada de 1330 a démontré que „dans la lutte pour la défense du pays a été appliqué la tactique de la guerre du peuple tout entier contre un agresseur supérieur sur plan militaire" et que „la

methode de la guerre du peuple constitue la seule solution pour la défense de l'indépendance de la patrie"¹¹.

Au longue des siècles, générations après générations des Roumains ont milité infatigable pour défendre et consolider une vie étatique souveraine, la garantie de leur progrès social, économique et politique, du maintien de leur être national, de la langue et la civilisation roumaine. Le résultat de cette lutte a été la continuité, l'existence ininterrompue de l'Etat roumain, même dans les circonstances les plus hostiles, quand lui été imposé, temporairement, à force d'armes, la suzeraineté des grands empires voisins. A côté de Posada ont resté pour toujours dans la conscience de la nation roumaine d'autres nombreux témoignages de l'amour de liberté, de l'indépendance et d'unité nationale — des idéaux chers à notre peuple; ils s'appellent Rovine, Vaslui, Râzboieni et Codrii Cosminului, Jiliște, Călugăreni, Plevna, Rahova et Vidin, Mărăști, Mărășești, Oituz et encore d'autres, qui ont jalonné et préparé la voie pour le moment retentissant il y a sept décennies — la Grande Union de 1918.

¹ Documenta Romaniae Historica, serie D, vol. I, p. 37—38.

² Ibidem.

³ Cronica pictată de la Viena, Bucarest, 1937, p. 234.

⁴ Ibidem.

⁵ Istoria militară a poporului român, vol. I. București, 1984, p. 347.

⁶ Cronica pictată de la Viena, p. 234.

⁷ Nicolae Stoicescu. Florian Tucă, 1330. Posada, Bucarest, 1980.

⁸ Cronica pictată de la Viena, p. 235.

⁹ Ibidem, p. 236.

¹⁰ N. Iorga, Istoria armatei românești, Bucarest, 1970, p. 43.

¹¹ General-maior dr. Ilie Ceaușescu, Războiul întregului popor pentru apărarea patriei la români, Bucarest, 1980, p. 77.

KOULIKOVO, 8 SEPTEMBRE 1380

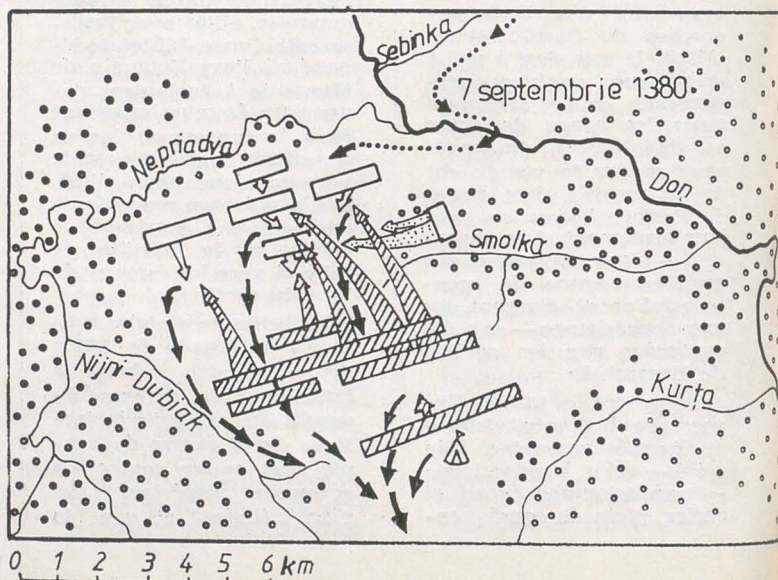
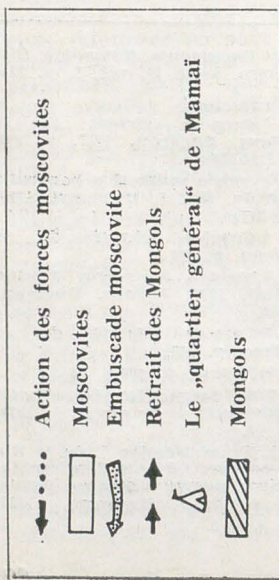
Thormod Torfoens notait dans son Histoire des exploits norvégiens (1263) que les habitants de Perm¹ et de ses alentours avaient abandonné leurs terres devant l'invasion des Mongols pour se réfugier en Scandinavie, dans le lointain royaume de Haakon II. Quatre décennies plus tôt, le 16 juin 1223, la défaite des knèzes russes à Kalka ouvrait aux Tatars les portes de l'Europe. Vers 1300, une carte de l'Eurasie représentait l'immense Empire mongol : depuis la mer Noire (à l'ouest) et jusqu'à la mer de Chine (à l'est), depuis le Golfe Persique et jusqu'à 60° de latitude Nord. L'Empire s'était déjà divisé en plusieurs Etats : la Horde d'Or dominait les territoires que les Tatars avaient conquis en Europe, en premier lieu les steppes des coumans (Qiptchaks) au nord de la mer Noire et les Etats russes. Mais vers le milieu du XIV^e siècle, sous l'influence des facteurs économiques et politico-militaires, du climat et des épidémies, la domination de la Horde d'Or avait commencé à diminuer. Les premiers signes avaient été enregistrés aux frontières occidentales, où les Mongols devaient faire face à l'offensive des royaumes catholiques, hongrois et polonais, à la reconquête roumaine à l'est des Carpates Orientales². A Sinije Vody (Eaux Bleues), affluent du Boug inférieur, en 1362 ou 1363, l'armée d'Olgerd, duc de Lituanie (1345—1381), a écrasé les troupes des trois émirs tatars, l'Etat lituanien étendant sa domination entre le Dniestr et le Boug, jusqu'à la mer Noire³. Les luttes contre les forces étrangères, l'ascension de Tamerlan ont accentué l'instabilité politique dans les frontières de la Horde ; quatorze khans se sont disputé la Saraï la Nouvelle au cours des

septième et huitième décennies du XIV^e siècle. C'était le redouté temnik Mamaï (un temnik commandait un tümen, unité formée de 10 000 combattants) qui y exerçait l'influence décisive ; il allait être proclamé khan.

A l'ombre des grands khans de Saraï, pendant la première moitié du XIV^e siècle on a vu se produire, dans le monde des principautés russes, et par une «sélection naturelle», l'ascension de Moscou. Le grand-prince Ivan I^{er} Danilovitch (1328—1341), surnommé Kalita parce qu'il portait toujours une aumônière à sa ceinture, a su profiter de chaque occasion et de la force des Mongols, dont il était tributaire, pour agrandir et consolider son Etat. Gagnant habilement les faveurs des dignitaires mongols, Ivan Danilovitch a obtenu le iarlîkh (investiture) tatar pour le grand knèzat de Vladimir, position prééminente parmi les dirigeants russes, consacrée religieusement par la présence du métropolite que nommait le Byzance.

Grâce au courage et à la persévérance du métropolite Alexei à la cour mongole, l'investiture a été accordée à Dmitri Ivanovitch aussi (12 octobre 1350 — 19 mai 1389)⁴. Il était mineur lorsqu'il monta, en 1359, sur le trône des grands knèzes de Moscou. En dépit de la peste noire, Moscou a pris le dessus, par la force des armes, sur les autres formations politiques des Russes, en triomphant de Souzdal (1363—1365) et de Tver (1367—1373).

Après le dernier voyage de Dmitri Ivanovitch à la Cour mongole (1371), qui lui avait assuré la liberté d'action pour «soumettre les autres knèzats, imposant sa volonté à tous les knèzes russes»⁵, Moscou devient ouvertement le rival de la Horde d'Or. Après avoir défendu les frontières du grand knèzat contre



les incursions tatares (1373), les Moscovites ont attaqué le khanat de Kazan (1376) exigeant qu'on leur payât tribut; une fois vaincue une grande incursion mongole sur la rivière de Voja (11 août 1378), le knézat de Moscou a attaqué la Lituanie (1379—1380). Le conflit avec la Horde d'Or, privée depuis quelques années de ses principaux revenus — le tribut des knézats russes était ramassé par Moscou —, était ouvert.

Le grand khan Mamaï a établi la date de l'invasion: l'été de 1380, ses ambassadeurs obtenaient la coopération de la Lituanie et du Byzance contre Moscou. Les forces de Mamaï, que les chroniques russes estimaient à 300 000 à 400 000 personnes, étaient, selon les recherches soviétiques actuelles, de 60 000 combattants⁶, représentant le potentiel militaire de la Horde d'Or auquel s'étaient ajoutés quelques milliers de Bulgares de Volga, des alains et d'autres populations caucasiennes. Prévenu, Dmitri Ivanovitch a concentré ses troupes et celles des knézats soumis — selon les chroniqueurs, il s'agissait de 150 000 à 200 000 personnes, en fait, environ 70 000 — au confluent de la Volga et de la Oka, à proximité de la foire de Kolomna. Le 7 septembre 1380, après une marche rapide, les forces russes ont atteint la rive gauche du Don, là où le joigne la Nepriavda. Le conseil de guerre réuni par le knez a examiné les avantages que présentait le passage de la rivière vers laquelle se dirigeaient les Mongols. Le grand knez a pris le parti des plus courageux: «mourir en honneur est meilleur que vivre honteusement; il aurait été mieux de ne pas aller à l'encontre des païens que de venir, ne rien faire et rebrousser chemin; passons le Don aujourd'hui et sacrifions-nous pour la foi chrétienne»⁷.

Après avoir guéé le Don, l'armée moscovite s'est installée dans la plaine de Koulikovo («des joueurs de flûte»), appuyant son dispositif sur le cours de la Nepriavda. Le front (cinq à six kilomètres) était flanqué de forêts et des vallons de Nijni Doubiak, de Smolka et de Kourtsa. Entre l'aile droite (où se trouvaient les corps d'armée des knez de Rostov et de Starodoub) et l'aile gauche il y avait le grand corps d'armée dirigé par le boyard moscovite Timotée Veliaminov. Le grand knez Dmitri avait décidé de lutter selon la mentalité de l'époque, dans les rangs du polk (corps d'armée) des knez de Droutsk. Il y avait des troupes de réserve: celles du prince lituanien Dmitri Olgerdowicz se trouvaient entre le grand polk et celui de droite, tandis que dans la forêt de Zélionaïa Doubrava, à l'est, se tenant en embuscade, étaient disposées les troupes du knez Vladimir Andréievitch de Sarpoukhov et du pan (noble) lituanien Dmitri Bobrok.

Vers midi le brouillard s'était levé: «il était épouvantable de voir deux grandes puissances se rapprochant l'une de l'autre pour verser du sang», commentait le chroniqueur⁸. Mamaï avait fait installer sa tente sur la Colline Rouge; ses fantassins étaient

flanqués par la cavalerie. Après le combat singulier entre le mirzak (noble tatar) Temir et le moine Andréï Péresvète, morts tous les deux dans le corps à corps, les Mongols ont attaqué le polk avancé de knez de Droutsk et le flanc gauche des Russes. Vers les 15 heures, après avoir écrasé le polk avancé et les troupes de réserve de Dmitri Olgerdowicz et obligé le grand polk (centre du dispositif russe) à se retirer, la charge tatare visait à tourner le flanc gauche de l'ennemi. Les forces mongoles étaient engagées dans cette opération lorsqu'elles ont été attaquées par les troupes de réserve que dirigeait le pan Dimitri Bobrok et qui avaient attendu dans le forêt de Zélionaïa Doubrava. Surpris, devant faire face à la contre-attaque du grand polk également, les Mongols se sont retirés. Le retrait de l'armée de Mamaï s'est transformé en un sauve-qui-peut. Les russes ont poursuivi les Tatars sur une cinquantaine de kilomètres, jusqu'à la rivière de Krasivaïa Metcha. Le soir du 8 septembre, la victoire du grand knézat était totale. Le grand knez Dmitri Ivanovitch a été trouvé vivant sur le champ de Koulikovo. Les Russes ont enterré pendant huit jours leurs morts, dont 40 boyards moscovites, 12 knèzes de Bélozero, 30 membres du Conseil de la République de Novgorod, 20 boyards de Kolomna, 30 pans lituaniens, 40 boyards de Sarpoukhov, 20 de Péreslavl, 25 de Kostroma, 35 de Vladimir, 50 de Souzdal, 40 de Mourom, 70 de Riazan, 34 de Rostov, 25 de Dimitrovsk, 60 de Mojaïsk, 30 de Zvéni-gorod, 15 d'Ouglets⁹. A une étape de l'endroit où s'était déroulée la bataille avaient attendu le dénouement les troupes lituaniennes et de Riazan.

La défaite des Mongols a signifié l'écroulement de Mamaï; il allait être vaincu à Kalka par Toqtamych, le protégé de Tamerlan. Réfugié à Caffa, Mamaï a été ensuite assassiné sur l'ordre du nouveau grand khan¹⁰.

La victoire de Koulikovo a représenté l'apogée du règne de Dmitri Ivanovitch, «grand knez de Russie» comme il s'intitulait, le vainqueur du Don (Donskoï).

SERGIU IOSIPESCU

¹ M. d'Ohsson, *Histoire des Mongols* tome II, la Haye/Amsterdam, 1834, p. 186.

² Serban Panacostea, *Triumful luptei pentru neatinare: întemeierea Moldovei și consolidarea statelor feudale românești, în Constituirea statelor feudale românești*, București, 1980, p. 165—193.

³ Victor Spinei, *Moldova în secolele XI—XIV*, București, 1982, p. 274—279.

⁴ V. A. Karaschev, G. I. Oskine, *Dmitri Donskoï*, București, 1953.

⁵ *Histoire de l'U.R.S.S.*, sous la rédaction de A. Pankratova, tome I, Moscou, 1948, p. 115.

⁶ L. Beskrovn, in *Koulikovskaia bitva, Sbornik, statei*, Moskva, 1980, p. 56.

⁷ *Polnot sobranije rousskije letopisy*, XI, Sankt Pétersbourg, 1897, p. 56.

⁸ Idem, p. 59.

⁹ *Skazanie i povesti o koulikovskoï bitve*, ed. D. A. Dimitriev, O. I. Likhatcheva, sous la rédaction de D. C. Likhatchev, Leningrad, 1982, p. 13.

¹⁰ René Grousset, *L'Empire des steppes*, Paris, 1960, p. 484—485.

L'unité et l'indépendance furent et seront toujours les idéaux les plus précieux des Roumains. Pour réaliser et maintenir ces idéaux, ils luttèrent sans cesse à travers les siècles et luttèrent au prix de n'importe quels sacrifices. Dans cette perspective, la création de l'Etat national unitaire roumain, le 1er Décembre 1918, ne fut un événement occasionnel, le produit d'une circonstance favorable, mais le résultat naturel d'un long procès de transformation des frontières de l'Etat en frontières ethniques. Pour l'accomplissement de ces saints idéaux, on fut obligé, le plus souvent, de lutter l'arme à la main contre les menaces qui venaient de l'extérieur. Dans ces confrontations militaires nées seulement du désir d'obtenir ou de défendre ce que nous appartenait — parce que, selon les affirmations de Nicolae Iorga, „nous sommes, peut-être l'unique peuple au monde auquel on ne peut reprocher d'avoir pris quelque chose en plus de son droit — s'imposèrent les grands commandants d'armées, ceux que l'histoire désigna pour conduire le peuple entier dans les durs combats menés pour la sauvegarde de l'être national.

Sous Burébista (82—44 i.e.n.) fut réalisé l'Etat dace, centralisé et indépendant. La vigueur du commandant militaire s'associa avec l'habileté du diplomate dans la personne de Burébista, „le premier et le plus grand de tous les rois de la Thrace“, l'une des personnalités de premier rang du monde antique, un adversaire redoutable même pour l'empire dirigé par Jules César. Et cela, pendant que le Gualois Vercingetorix, après avoir vaincu César à Gergovia

(52 av. J.C.), dans sa tentative de liquider la domination romaine, dut se reconnaître définitivement vaincu, le même an, à Alésia.

Décébaie (87—106 e.n.) représente pour la partie de l'est du continent ce que Vercingetorix symbolisa pour l'Europe occidentale.



Michel le Brave

Dès le premier an de son ascension au trône, l'illustre dirigeant dace se confronta avec les armées romaines, commandées par Domitian et ensuite par Trajan, faisant preuve de ses qualités exceptionnelles de commandant et organisateur dans les rudes combats menés contre la plus expérimentée, la plus forte et la plus victorieuse armée de l'époque, pour la défense, à tout prix, de la liberté et de l'indépendance de l'Etat dace. Le fait que, jusqu'à la fin, les redoutables légions romaines accablèrent la résistance des Daces à la suite de deux campagnes épuisantes (101—102 et 105—106) ne diminue de rien le génie militaire du roi dace caractérisé par Dio Cassius comme „très adroit dans l'art de guerre /.../, vaillant dans le combat, sachant utiliser avec habileté les résultats d'une

victoire et comment s'en tirer d'une défaite“.

Dans la terre dace, à la suite de l'union des civilisations dace et romaine se forma le peuple roumain, dont l'évolution fut soutenue par un combat continu pour indépendance et unité, pour la création de l'Etat de tous les Roumains, processus de longue durée, marqué toujours par la nécessité de surmonter les vicissitudes de l'histoire.

Dans ces conditions apparurent les grands dirigeants, en commençant par Glad, Gelu et Ménumorut, représentant la résistance des formations politiques de Transylvanie devant l'expansion hongroise et en continuant avec les fondateurs de pays, Basarab 1er et Bogdan, dont les noms sont liés à la création de états féodaux indépendants. Le Pays Roumain de Valachie et Le Pays Roumain de Moldavie. Basarab 1er Le Fondateur (1310—1352) consacra l'indépendance du



Tudor Vladimirescu

nouveau Etat par la victoire obtenue en 1330 contre les troupes envahissantes commandées par Carol Robert, le roi de la Hongrie, annonçant de cette manière à l'Europe la volonté de liberté du peuple roumain. Dans la même période, dans le territoire

roumain situé entre le Danube et la Mer Noire, Balica, Dobroțiță et Iancu conduirent la lutte pour la réalisation et le maintien de l'Etat indépendant.

Pendant les siècles qui suivirent, les voïvodes roumains, tout en continuant de défendre leur peuple et leur pays luttèrent contre l'Empire ottoman, en se situant dans la première ligne de „l'Europe chrétienne“. Les efforts et les innombrables sacrifices qu'on fit sur le champ de bataille pour la consolidation de la stabilité de l'Etat furent constamment accompagnés par le désir ardent de réaliser pleinement l'unité politique des Roumains, Mircea cel Mare et Vlad Tepeș dans Le Pays Roumain de Valachie, Ștefan cel Mare et Petru Rareș dans le Pays Roumain de Moldavie, Iancu de Hunedoara dans le Pays Roumain de Transilvanie conservèrent inaliénables les droits du peuple roumain à une existence indépendante. Les grandes victoires de Rovine, Podul Înalt ou Bélgrade contre les troupes ottomanes, la sage politique interne firent des pays roumains des bastions inexpugnables pour l'Empire Ottoman, dans un moment où toute l'Europe regardait avec peur l'avance de la Sémilune. Les performances des grands voïvodes et commandants militaires roumains peuvent être seulement comparées en Europe à ce que Gjerg Kastrioti-Skanderberg réalisa au milieu du IV^{ème} siècle, dans les combats menés pour la libération du peuple albanais de sous la domination Ottomane.

En 1600, vers la fin du XVII^{ème} et le début XVIII^{ème} siècle l'espace roumain sera réuni pour une courte période de temps, sous le sceptre de Michel le Brave (1593—1601), le grand voïvode qui réalisa l'union des états médievaux. Commandant brillant dans le bilan victorieux duquel furent inscrites les victoires

de Călăgăreni, Șelimbăr et Guruslău — l'un des génies militaires de l'époque, Michel le Brave s'inscrit dans la conscience nationale du peuple roumain comme le vainqueur qui réalisa l'Union de tout les Roumains, comme idéal de tous nos combats menés pour indépendance, unité et liberté. Mais les armées des empires voisins intervenirent et démembrement de nouveau l'organisme étatique créé par l'histoire même.



Alexandru Ioan Cuza

La volonté du Brave, de tout le peuple, se réalisera partiellement, à peine au XIX^{ème} siècle, „le siècle, des nations“, tel que l'historiographie l'avait enregistré exprimant par ce concept le processus légitime de cristallisation accélérée des états nationaux. En Amérique Latine, Simon Bolivar et Jose de San Martin, deux fameux généraux de l'époque crédités par de nombreuses victoires sur le champ de bataille, conduisirent les mouvements de libération nationale de ce continent qui eurent pour résultat l'affirmation des états nationaux Bolivie, Vénézuèle, Pérou, Argentine. En Europe, Giuseppe Garibaldi réjouit d'une renommée extraordinaire, tant pour les exploits des „chemises rouges“, que pour sa contribution à la création de l'Italie moderne. Dans les pays roumains, après les



Giuseppe Garibaldi

révolutions nationales et sociales de 1784, 1821 et 1848, il suivit le 24 janvier 1859, par la volonté énergique de la nation l'Union de la Valachie et de la Moldavie, consacrant ainsi la création de l'Etat moderne — la Roumanie. Un rôle important dans cette oeuvre de la nation revient à Alexandre Ioan Cuza (1859—1866), le prince de l'Union, dont la politique sage et équilibrée fut déterminante pour la fortification du jeune Etat roumain. C'est pourquoi, sans avoir mené d'actions de combat sur le champ de bataille, Alexandre Ioan Cuza occupe une place d'honneur dans la galerie des grands dirigeants militaires, comme fondateur de l'armée roumaine moderne, instrument essentiel pour la conquête de l'indépendance. Tout de même, il y avaient d'importantes provinces roumaines qui se trouvaient sous domination étrangère. Après avoir obtenu son indépendance, le 9 mai 1877, la Roumanie était préparée pour la bataille finale de la création de l'Etat national unitaire roumain. Une préparation qui se faisait depuis des siècles et qui nous coûta beaucoup de sacrifices matériels et spirituels. C'est seulement de cette manière qu'on peut expliquer notre Grande Union de 1918, quand la sérénité d'un matin de l'Histoire s'étendit sur le territoire de la Roumanie complete.

ADRIAN PANDEA

Dr. FLORIAN TUCA, MIRCEA COCIU

La réalité historique, ample et multilatéralement reflétée dans les documents de toutes sortes, atteste la vérité selon laquelle le combat pour l'accomplissement de l'unité nationale-étatique a eu chez nous, les Roumains, un caractère de permanence. Le haute idéal de l'Union a constitué toujours une flamme qui a illuminé, génération après génération, la voie vers le progrès, vers une vie meilleure, libre et digne. Réalisée en décembre 1918, comme résultat naturel, légitime du développement historique de longue durée du peuple roumain et comme le couronnement de sa lutte droite et ininterrompue pour assurer le droit d'être libre et maître dans son propre pays, la Grande Union constitue un brillant accomplissement des aspirations séculaires pour lesquelles ont lutté et milité des personnalités illustres et les larges masses populaires. Le voie du parachèvement de la Grande Union de 1918 a été marqué par une série d'événements d'une grande importance pour l'histoire du peuple roumain, parmi lesquels certains constituent des moments cruciaux. C'est le cas, en principe, du tripticon : 1600, 1859 et 1918. Les accomplissements de ces années ont été reflétés et évoqués par les documents de l'époque, en vers et chants. Ils ont trouvé un respect bouleversant dans les „documents“, en pierre et bronze, par les innombrables monuments, obélisques et plaques commémoratives. Répandues sur le territoire entier de la patrie, ces signes-mémoriaux constituent, symboliquement, une „archive“ nationale inestimable. Par la suite nous référons aux quelques monuments dédiés au tripticon de l'Union.

● **ALBA IULIA. La statue équestre du Michel le Brave.** Se dresse majestueusement au centre de la ville, dans la rue Michel le Brave et est l'oeuvre du sculpteur Oscar Han. A été dévoilé le 28 novembre 1968, à l'occasion des festivités consacrées au demicentenaire de l'union de la Transylvanie au pays-mère. Participant à la solennité de l'inauguration, le président Nicolae Ceaușescu disait : „La statue du Michel le Brave constitue un symbole de la volonté du notre peuple de garder l'indépendance et la souveraineté nationale“. Fixée sur un socle parallélépipédique, haute de plus de 6 mètres, la statue représente le voïvode des tous les Roumains dans une position imposante, pleine de dignité, comme imposantes et dignes ont été aussi ses faits et ses accomplissements : la massue dans la main gauche, levée majestueusement vers le ciel, en signe de victoire, au sommet de la gloire atteinte en 1600, quand à la suite de ses faits brillants et par les faits du peuple tout entier a été réalisé la première union politique des pays roumains.

Le monument de Alba Iulia, dédié à l'illustre voïvode de l'Union de 1600 a comme arrière-plan un grand bas-relief réalisé par le sculpteur Horia Flămîndu et dévoilé en 1975 à l'occasion de la 375^e anniversaire de l'union politique des

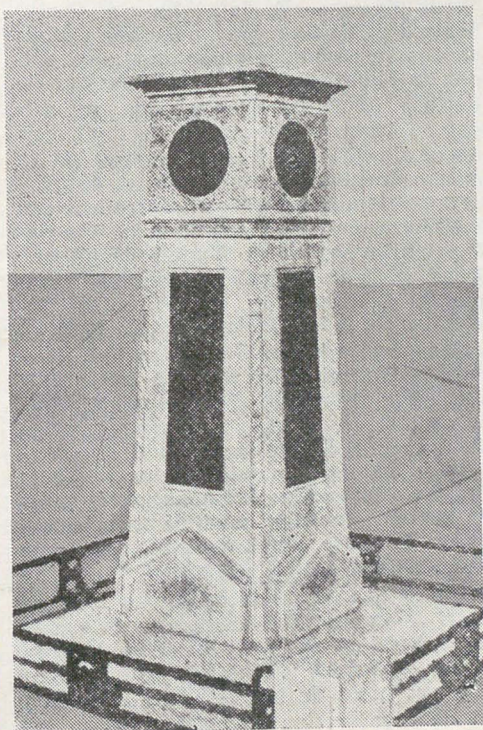


trois pays soeurs roumains sous le sceptre du Michel le Brave. Réalisé en bronze, ayant environ 6 mètres longueur et 4 mètres en hauteur, le bas-relief représente, en lignes principales, la scène historique de l'entrée triomphale du voïvode unificateur en Alba Iulia. Le bas de l'ouvrage plastique porte l'inscription suivante : „Ici, à Alba Iulia, dans l'année 1600, comme symbole du droit historique du peuple roumain de vivre librement et indépendamment, a été accompli, par la lutte et la volonté du peuple, par la bravoure du génie du grand voïvode Michel le Brave, le grandiose acte de l'union politique des trois principautés roumaines — le Pays Roumain, la Moldavie et la Transylvanie“.

● **FOCȘANI.** Le monument „Le borne de frontière“. A été dressée de l'initiative de la Société Culturelle sur le lieu où s'était trouvé, jusqu'à l'accomplissement de l'acte historique de l'Union de 1859, le piquet de garde-frontières de la frontière qui avait séparé temporairement les deux pays-soeurs roumains : la Moldavie et la Munténie. Inauguré le 13 septembre 1931, le signe mémorial à la forme d'un tronc de pyramide. Par aspect et dimensions (environ 1 mètre de hauteur), il ressemble à une borne de frontière. Sur les quatre côtés du monument sont montés des médaillons de métal et des plaques sur lesquelles sont inscrites des textes ayant des significations profondes liées des as-

pirations séculaires et du combat décidé du notre peuple pour réaliser l'unité nationale-étatique. Les médaillons fixés sur la façade principale et au dos du monument représentent, sous le générique „L'union fait le pouvoir“, deux femmes pleines de grâce et de beauté qui se donnent la main, symbolisant en fait l'unité de la Moldavie avec la Munténie. Les médaillons des côtés latéraux représentent les emblèmes des deux principautés roumaines. Les textes inscrits sur les plaques de métal fixées sur le monument appartiennent aux illustres personnalités roumaines qui ont milité et agi activement pour l'union. Pour la beauté, le contenu et leur message, nous le reproduisons intégralement : „Les Roumains, qui habitent dans le Pays Hongrois et en Transylvanie et Maramureș, ont la même origine que les Moldaves et tous sortent de Rome“ (Grigore Ureche) : „Venez pour donner la main / Ceux ayant le cœur roumain / Que nous jouons la ronde de la fraternité / Sur la terre de la Roumanie“ (Vasile Alecsandri) ; „L'union, Messieurs, je ne reconnais à personne le droit de dire que c'est son acte individuel, sa propriété exclusive : l'Union est l'acte énergique de toute la nation roumaine“ (Mihail Kogălniceanu) ; „Les citoyens de la ville de l'Union des principautés ont dressé ce signe à la mémoire d'un passé de conviction victorieuse. Dans le 40^e année de la Ligue Culturelle qui a eu lieu alors ici. En ce lieu se trouvait jadis le piquet de frontière nro. 47, à la frontière de Milcov, qui séparait les deux pays-soeurs, la Moldavie et le Pays Roumain“.

● **PALANCA.** Le monument dédié au sous-lieutenant-héros Emil Rebreanu. Il se dresse sur une hauteur au bord de la localité, à côté de la voie ferrée Ghimeș-Palanca. Le monument, réalisé en béton, a été inauguré le 2 octobre 1921 ; hauteur de 2,5 mètres, il se compose d'une base de plan carré, qui est surmonté par un volume massif, de forme d'une prisme carré. Sur le côté principal du signe mémorial est inscrit sur une plaque de marbre blanche le texte suivant : „Sous-lieutenant Emil Rebreanu, pendu par les Hongrois le 14 mai 1917 parce qu'il a voulu passer dans les rangs de l'armée roumaine et lutter pour la réunification de la nation. La patrie reconnaissante ne l'a pas oublié“. Au moment du déclenchement de la première guerre mondiale, l'officier était encadré dans un régiment d'artillerie autricho-hongrois. Etant envoyé de lutter sur le front roumain, dans la zone Ghimeș-Palanca, il se décida de passer à côté de l'armée roumaine, à ses frères de sang, de langue et des idéaux. Pris au moment où il essayait de réaliser son plan, le sous-lieutenant Emil Rebreanu a été ar-





rété, jugé et condamné à la pendaison. Au temps du procès, exprimant les hautes sentiments patriotiques qui le conduisaient, il a dit aux juges les mots suivants : „J'ai voulu passer auprès de mes frères roumains. Que je sois plutôt fusillé que de lutter contre mes frères“. Avant d'être pendu, regardant avec dignité vers les militaires qui ont été apportés à force au lieu de l'exécution „pour prendre un exemple“, le brave officier a eu la force de crier ces deux mots : „Vive la Roumanie !“.

Le drame vécu par le sous-lieutenant Emil Rebreanu aura être présenté par son frère, l'écrivain Liviu Rebreanu dans le roman „La forêt des pendus“, un authentique monument de la littérature roumaine.

● **L'ARC DE TRIOMPHE.** Perpetuant à travers les temps, dans une éternité de granit, le message lu avec une profonde vénération par les générations suivant à celle qui, par l'action de l'esprit et le fait du bras armé, avait accompli l'idéal revê des tous les Roumains : l'unité nationale-étatique. Monument qui glorifie non seulement la lutte et les sacrifices de la génération de l'année 1918, mais aussi des générations précédentes. Nicolae Bălcescu, l'illustre représentant de la génération de la révolution de 1848 écrivait, au milieu du siècle passé : „L'unité nationale a été le rêve aimé des nos braves voïvodes, des tous nos grands hommes, qui avaient incorporé l'individualité et la pensée du peuple, pour les faire connues au monde“. Et comme un échos à

travers les temps, en parfaite consonance avec les mots écrits par Bălcescu, l'hommage gravé sur les fronts du monument exprime toute sa signification : „Gloire à ceux qui, par les lumières de leur esprit et la force de leur âme, ont préparé l'unité nationale“, „Gloire à ceux qui, par leur prouesse et par leur sacrifice, ont réalisé l'unité nationale“. La bravoure et le sang versé par ceux qui ont lutté pour défendre l'indépendance et l'unité de la patrie sont évoqué par des noms de localités, toponymes et hydronymes — gravés sur la surface de l'arcade —, se référant aux batailles lourdes et victorieuses des années 1916—1919.

Situé sur la Chaussée Kiseleff, l'Arc de Triomphe a été dressé d'abord en 1922, étant refait entièrement d'après le projet de l'architecte Petre Antonescu. Réalisé en béton armé, recouvert de plaques de granit de Deva, le monument est conçu d'après le modèle classique, à une seule ouverture — haute de 11 mètres et large de 9,50 mètres —, s'inscrivant dans un parallélépipède ayant la base de 25×11,50 mètres et l'hauteur de 27 mètres. Initialement, le monument avait huit statues en gypse, quatre par quatre sur les deux façades, classées à gauche et à droite. Les statues de la façade vers l'Avenue de la Victoire — représentant un combattant dace et un romain, un archer du Mircea le Grand et un garde-frontière d'Etienne le Grand — sont dues à des sculpteurs Oscar Spaethe, Frederic Storck, Cornel Medrea et Dimitrie Paciurea. Les statues de l'autre façade représentaient : un soldat du Michel le Brave et un pandour de l'armée du Tudor Vladimirescu, un soldat du temps de la guerre de l'indépendance de 1877—1878 et un soldat de la guerre de libération nationale et réunification étatique de 1916—1918, réalisés par les sculpteurs Alexandru Severin, Ion Jalea, Ion Iordănescu et Dimitrie Mățăuanu. Dans sa forme actuelle, le monument est décoré de nombreux bas-reliefs et médaillons dus à Ion Jalea, Corneliu Medrea, Alexandru Călinescu, Mihai Onofrei, Constantin Baraschi, Mac Constantinescu. Sur la façade principale du monument, sous la corniche se trouve la suivante inscription : „Après des siècles de souffrance endurées chrétiennement et des combats lourds pour garder l'être national, après la défense pleine de sacrifice de la civilisation humaine, s'était accompli la justice aussi pour le peuple roumain ...“. Sur les côtés de gauche et de droite les inscriptions hommagielles mentionnées évoquent au présent et au futur les lieux de bravoure légendaire, sacrés par les sacrifices des nos héros de la guerre de libération et de réunification nationale.

LE FAUX ET LE DÉNIGREMENT NE PEUVENT PAS CHANGER LA RÉALITÉ HISTORIQUE INÉXORABLE DE L'UNION ROUMAINE DE 1918

Dr. FLORIN CONSTANTINIU

Le vote du 1^{er} Décembre 1918 de la Grande Assemblée Nationale d'Alba Iulia pour l'union de la Transylvanie a marqué la fin du processus historique objectif, logique et légitime de la création de l'Etat national unitaire roumain. Formée dans l'aire de l'ancienne Dacie, pendant une période de plus de 2000 ans, la nation roumaine, qui avait jeté les bases de l'Etat national par l'Union de la Moldavie et de la Valachie (le 24 janvier 1859), a lutté pour renouveler l'exploit de 1600 de Michel le Brave — celui de se retrouver dans les frontières d'un seul Etat-l'Etat national unitaire roumain.

La participation de la Roumanie dans la première guerre mondiale fut déterminée par le désir de libérer les territoires roumains, qui se trouvaient sous domination étrangère. Dans les conditions de l'effondrement du tsarisme et de la désintégration de l'Autriche-Hongrie, les Roumains qui habitaient les territoires situés dans la composition de deux empires, purent exprimer, en vertu de leur droit à l'autodétermination, dans le cadre des organes représentatifs, élus démocratiquement, leur volonté de s'unir avec l'Etat roumain. La Grande Union de 1918 représenta, donc, l'expression de la volonté unanime du peuple roumain d'adopter une structure politique et institu-

tionnelle propre, qui, par rapport au stade de développement de la société roumaine ne pouvait être que l'Etat national unitaire. Les traités de paix de 1919—1920 offrirent la confirmation internationale à cet acte de volonté de la nation roumaine¹.

Ces vérités historiques qui, pour tout chercheur scientifique honnête et informé tiennent du domaine des connaissances élémentaires, sont contestées ou présentées d'une manière dénaturée, dans une tentative — destinée naturellement à l'échec — de nier la légitimité historique de l'Etat national unitaire roumain et, surtout, ses droits sur la Transylvanie, cette ancienne terre roumaine. Ceux qui nient le caractère historique nécessaire de l'Etat unitaire roumain tentent de le présenter comme un produit hybride, né des „cadeaux“ territoriaux offerts à la Roumanie pour sa participation à la guerre aux côtés de l'Entente victorieuse. „La Roumanie — soutient Kövari Atilla — prit naissance grâce aux garanties politiques offertes par la France, l'Angleterre et l'Italie“, l'Etat roumain représentant, dans la limite de ses frontières de 1918, selon l'opinion de cet émigrant magyar en Israël, originaire de Roumanie, „un Etat classique des nationalités“².

Mais la réalité historique se trouve à l'antipode

des affirmations de Kövari Atilla et de ceux qui partagent ses opinions. Les territoires qui se sont unis à la Roumanie en 1918 appartenaient à l'ancienne aire dace et ensuite aux états féodaux roumains. Le pluralisme étatique — l'existence de plusieurs états féodaux roumains (Valachie, Moldavie, Transylvanie et Dobroudja — fut un phénomène généré par les réalités de la société féodale qui s'est prolongée (comme dans le cas de l'Italie et de l'Allemagne) jusqu'à l'époque moderne, par suite de l'action de certains facteurs politiques. Dans le cas de l'histoire roumaine, ces facteurs furent représentés par les grandes puissances limitrophes, hostiles à l'unité du peuple roumain, dont l'Etat unitaire aurait dérangé leur politique d'expansion dans l'espace carpatodanubien-pontique. L'assassinat de Michel le Brave, le premier unificateur des Roumains, constitua un tragique exemple de l'attitude politique que les empires des Habsbourg et ottoman, de même que le royaume polonais manifestaient devant la possibilité de la création d'un Etat roumain centralisé, sans mettre en discussion les rapports qui existaient entre eux.

Les amputations territoriales de la terre dace, commises par les empires autrichien et tsariste, furent de nouveaux obstacles dans la voie de la création de l'Etat national unitaire roumain. Le camarade Nicolae Ceaușescu soulignait que : „L'histoire, les événements nous enseignent que la domination étrangère, l'existence de certains empires dans le voisinage de notre pays, retardèrent dans de différentes périodes le développement économique et social du peuple, la création de la nation roumaine de l'Etat national uni-

taire³. Mais le caractère objectif, à force de loi, du processus évoqué par le secrétaire général du parti s'avéra plus fort que tous les obstacles et toutes les tentatives qu'on fit pour le bloquer, de sorte qu'en 1918, ce n'étaient pas les „garanties politiques“ de la France, Grande Bretagne et de l'Italie qui créèrent — tel que Kövari Atilla l'affirme — l'Etat roumain unitaire, mais les 2500 ans d'histoire, dont le produits est cet Etat-ci.

Dans les ouvrages d'orientation révisionniste, qui présentent le traité de Trianon (4 juin 1940) — par lequel on reconnut sur le plan international l'union de la Transylvanie avec la Roumanie — comme une „grave injustice“ commise à l'adresse de la Hongrie, on soutient que la Conférence de Paix de Paris reconnut la légitimité du vote du 1er décembre 1918 d'Alba Iulia, grâce à la générosité de l'Entente habilement spéculée par Ion Brătianu, premier ministre et représentant de la Roumanie au forum international de Paris et non pas en vertu des droits du peuple roumain sur une partie de son territoire — la Transylvanie. La réalité se trouve, cette fois-ci, aussi, à l'antipode de ces affirmations tendancieuses. La délégation roumaine à la Conférence de paix de Paris eut à affronter les tendances des „quatre grands“ — la France, la Grande Bretagne, les E.U.A. et l'Italie — de traiter les petites, puissances alliées comme partenaires mineurs dont les intérêts et droits furent placés sur une position secondaire, par rapport à ceux de grandes puissances victorieuses. Le délégué roumain ne plaidoya pas pour obtenir des territoires qui n'appartenaient pas à notre peuple, mais pour assurer à la Roumanie — de même que pour la Pologne, la Serbie et la Grèce — la reconnaissance d'un statut d'égalité avec

„les quatre grands“. Lorsque I. C. Brătianu, affirmait que si l'on acceptait la discrimination — entre „les grands et les petits“ — on devrait abdiquer à notre souveraineté d'Etat indépendant, monsieur Venizelos (le représentant grec — n.n.) répondit d'une manière très irritée qu'il ne se considérait pas le représentant d'un Etat indépendant ; que les grandes puissances agissaient à leur guise et qu'elles détenaient les conditions qu'elles voulaient imposer et toutes les questions concernant les réparations territoriales⁴.

Il fallut que la délégation roumaine fasse preuve d'une grande fermeté pour que les droits légitimes du peuple soient reconnus devant ceux qui, dirigés exclusivement par leurs intérêts de grandes puissances ou, quelque fois, par une incroyable ignorance⁵, étaient prêts „à oublier“ leurs propres engagements qu'elles avaient pris en 1916 ou, respectivement, de ne pas tenir compte des droits de notre nation.

Ce n'est pas la „générosité“ de l'Entente, mais la lutte — cette fois-ci sur le plan diplomatique — de la Roumanie qui conduisit à la consécration internationale de la Grande Union de 1918⁶.

La création de l'Etat national unitaire roumain ne fut un phénomène isolé dans l'Europe centrale — orientale y de sud-est ; elle s'intégra dans le cadre d'un processus ample et complexe déroulé dans cette zone étendue du continent, au bout duquel la Pologne fit de nouveau son apparition, on créa l'Etat tchécoslovaque, on acheva l'unité nationale de la Roumanie et on forma l'Etat yougoslave. Ni la générosité territoriale, ni l'habileté diplomatique ne pouvaient déterminer des mutations politiques et territoriales d'une telle ampleur. L'histoire, avec ses exigences, fait son chemin, tout en imposant l'ac-

complissement de certaines exigences objectives.

D'une perspective qui, bien qu'elle soit déclarée marxiste poursuit la même finalité politique — la contestation de la réalité historique inexorable et irréversible selon laquelle la Transylvanie fait partie intégrante de l'Etat roumain — on nous présente l'union de la Transylvanie avec la Roumanie dans l'ouvrage intitulé „Erdely Története“ (L'histoire de la Transylvanie) écrit par un groupe conduit par Kőpeczi Bela (Budapest, 1986). Les auteurs présentent la décision de la Grande Assemblée Nationale d'Alba Iulia du 1er Décembre 1918 comme le résultat des efforts d'un groupe de la bourgeoisie roumaine de la Transylvanie, solution à laquelle ils opposent une solution „socialiste“, offerte — selon leur affirmation, par la République Hongroise des Soviets, qui serait en mesure, pour ainsi dire, d'assurer la résolution équitable de la question nationale. Les deux thèses de base des auteurs de Budapest sont erronées et tendancieuses.

L'évolution historique dans l'espace roumain démontre que l'achèvement de l'unité nationale de l'Etat roumain, par l'union de la Transylvanie avec le Pays, ne fut pas le résultat des actions d'un groupe de la bourgeoisie roumaine de la Transylvanie, mais l'oeuvre de notre entière nation pour laquelle l'Etat unitaire représentait une aspiration légitime, multi-séculaire. Pour la création de cet Etat, le peuple roumain luttait constamment et pendant la période 1916—1918 il paya un grand tribut de sang. En ce qui concerne la politique nationale de la République Hongroise des Soviets, la réalité prouva que, de fait, ses dirigeants voulaient maintenir l'intégrité de l'ancienne Hongrie et ignoraient donc le droit à l'autodétermination des peuples de l'ancienne mo-

narchie autrichienne — hongroise. Indiscutablement le refus de reconnaître le droit à l'indépendance des Roumains, le peuple autochtone et depuis toujours majoritaire de la Transylvanie, de mettre en oeuvre les propositions des puissances alliées, favorables au gouvernement hongrois, de même que les mesures militaires entreprises par celui-ci contre les voisins provoquèrent le déclenchement d'un conflit armé entre la Hongrie et la Roumanie, conflit qui aurait pu être évité si le gouvernement révolutionnaire hongrois avait manifesté du réalisme dans l'adoption des mesures politiques majeures⁷. Opposer le vote du 1^{er} Décembre 1918 d'Alba Iulia à une prétendue alternative socialiste représentée par la République Hongroise des Soviets signifie, au fond, nier la nécessité

historique de l'Etat national, comme structure politique et territoriale réalisée par la volonté et l'action légitime de toute une nation. Pourrait-il être encore question d'une conception matérialiste-historique, lorsqu'on conteste la légitimité historique de la création des états nationaux, comme, par exemple, ceux, constitués en Europe, après la dissolution de la monarchie autrichienne-hongroise ?

Indifféremment des déclarations „de principes“ de ceux qui contestent la légitimité de la création de l'Etat national unitaire roumain, de leur orientation politique ou idéologique, ces prétendus historiens — car celui qui viole la vérité ne peut être nommé historien — veulent nier une réalité historique évidente : l'Etat national unitaire roumain. L'histoire

prouva sa force et la prouve encore ; c'est pourquoi le faux et les dénigrements sont destinées à l'échec.

¹. Un exposé documenté de ce processus, dans l'ouvrage *România în anii primului război mondial*, 2 vol, coordonateur principal, général-lieutenant dr. Ilie Ceaușescu, București, 1987.

². Kövari Atilla, *The Antecedents of Today's National Myth in Romania, 1921-1925*, The Hebrew University of Jerusalem, The Soviet and East European Research Center, Jerusalem, 1983.

³. Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 24, București, 1983, p. 15.

⁵. *Ibidem*, p. 46.

⁶. Voir en détail C. Botoran, I. Calafeteanu, E. Campus, V. Moisuc, *România și Conferința de pace de la Paris (1918-1920)*, Cluj-Napoca, 1983, Hannach Pakula, *The last Romantic*, New York, 1985, p. 268-279.

⁷. *România în anii primului război mondial*, ed. cit., vol. II, p. 668.

REHABILITATION DU HORTHY?!

CONSTANTIN BOTORAN, docteur en histoire

Dans une étude intitulée *Istoria este ea artă sau știință ?*, le grand historien roumain A. D. Xenopol affirmait, à la fin du siècle dernier, que la préoccupation pour la connaissance objective du passé, pour la probité du discours doit caractériser l'activité de tous ceux qui voient dans l'histoire une science. Il attirait l'attention sur la responsabilité que suppose la présentation des faits historiques, de leurs aspects positifs et négatifs. «Pour celui qui pense que le but principal de l'histoire est une belle narration, qu'elle dépeigne le développement de la vie ou des faits imaginaires, l'histoire est un art ; pour celui qui pense qu'en dépit des difficultés à vaincre l'histoire doit reproduire la vérité sur l'évolution des affaires humaines, que son discours soit élevé ou non, l'HISTOIRE EST

UNE SCIENCE». L'historien roumain, et l'historiographie roumaine dans son ensemble, considère que l'histoire est une science de la vérité, et que seulement en portant sur la vérité elle peut constituer une partie de la «mémoire de l'humanité», assumer le rôle de «magistra vitae», offrant aux humains des enseignements qui orientent leurs actions vers le progrès et la civilisation, contribuant au rapprochement entre peuples, entre nations.

Chaque peuple évoque son passé, son patrimoine inestimable, en le perpétuant de génération en génération. La façon dont on réalise cette évocation est particulièrement importante, vu que les serviteurs de Clio n'ont pas toujours mis leur plume au service des idéaux de l'humanité.

Nous envisageons des études, manuels, atlas historiques, etc. d'historiens hongrois, publiés à l'Occident ou en Hongrie, ouvrages de propagande où l'on affirme des points de vue contraires à la vérité historique.

Dans l'historiographie hongroise contemporaine prolifèrent des études présentant Horthy Miklós et son régime (1920—1944) sous une lumière positive, essayant de l'absoudre des crimes perpétrés tant contre le peuple hongrois même que contre les Roumains notamment, contre l'humanité en général. Peut-on considérer que le régime horthyste était fasciste ? Les historiens hongrois en donnent des réponses différentes. Il y en a pour qui le régime horthyste instauré en Hongrie après la liquidation de la République des Conseils (1919) n'aurait pas été fasciste, mais un «gouvernement de droite» à des «tendances fascistes qui interfèrent avec des éléments caractéristiques d'un régime politique conservateur». A leur avis, la seule tentative d'instaurer en Hongrie une dictature fasciste aurait été faite entre 1934 et 1936 par le premier Gömbös Gyula, mais elle «n'a été accueillie avec enthousiasme» ni par ces milieux politiques ayant jadis nourri l'espoir d'avoir en lui l'homme capable d'apporter une solution¹. Aczél György, pendant plusieurs années responsable de l'idéologie, la culture et la science dans la direction du P.S.O.H., appréciait que les traits principaux de la politique intérieure de Horthy furent l'anticommunisme féroce, la réduction des libertés civiles même par rapport au système conservateur libéral de la Hongrie à l'époque du dualisme, le bannissement et la persécution des forces démocratiques. Cette politique contrerévolutionnaire — affirme-t-on — s'est toujours plus ouverte à l'extrême droite à mesure que le fascisme s'imposait en Europe². Ces appréciations, tant d'autres encore, expriment une surprenante tendance à s'écarter de celles faites par l'historiographie hongroise après la fin de la seconde guerre mondiale ; à l'époque on a montré que, immédiatement après l'avènement de Horthy, les milieux réactionnaires de la bourgeoisie et des propriétaires terriens avaient assidûment visé à l'instauration en Hongrie d'un régime politique fasciste, totalitaire.

Korom Mihály par exemple, dans une étude publiée sous l'égide de l'Institut d'histoire du parti auprès du C.C. du P.S.O.H., affirmait : «Le régime horthyste, qui a détenu le pouvoir pendant un quart de siècle, fut un régime véritablement fasciste, la dictature fasciste de la grande bourgeoisie impérialiste hongroise, issue de l'union de l'oligarchie financière et de l'oligarchie latifundiaire, sur la base de la fusion du capital industriel et financier et de l'ancienne aristocratie

féodale (...) Le fascisme magyar ne parvint pas à se créer une solide base de masses et du ainsi maintenir l'apparence du parlementarisme et, outre l'opposition fasciste d'extrême droite, tolérer l'activité en opposition de partis de gauche»³. Nemes Dezső, historien hongrois connu, appréciait à son tour qu'entre 1921 et 1922 déjà «le régime hongrois fasciste, consolidé par Bethlen, a sensiblement devancé Mussolini en ce qui concerne la terreur ouverte et institutionnalisée contre les forces révolutionnaires»⁴. Ces dernières appréciations, conformément auxquelles le régime horthyste a été — aux côtés du fascisme italien et du nazisme allemand — un régime réactionnaire, ses traits spécifiques ne modifiant en rien son essence, sont beaucoup plus proches de la vérité historique. Le fait est confirmé par les représentants les plus importants du régime en question. Teleki Pál, premier ministre ayant appuyé la dictature de Horthy, se vantait du fait que la réaction hongroise a annoncé les idées et les pratiques fascistes italiennes et allemandes. «Après la guerre mondiale — écrivait-il à Mussolini —, par la politique de lutte contre la terreur marxiste juive de 1919, autour de Horthy Miklós se réunirent les dirigeants Gömbös Gyula et Teleki Pál. C'est parmi eux et de leur lutte que naquirent les germes ayant inspiré la renaissance de la nouvelle Allemagne et de l'Italie»⁵. A son tour, le premier ministre Kállay Miklós notait avec satisfaction : «Nous, les Hongrois fûmes les initiateurs, les premiers champions de l'idée (fasciste — C.B.) qui domine aujourd'hui l'Europe (...) si à l'époque (immédiatement après 1919 — C.B.) nous ne pûmes pleinement matérialiser cette idée, cela s'explique par le fait que nous étions une goutte dans la mer européenne de la démocratie, de la franc-maçonnerie et de la juiverie. Mais la position que nous conquîmes représente pour nous un passé dont nous devons exiger la reconnaissance»⁶. Mais on ne saurait contester que depuis son premier jour et jusqu'au dernier ce régime a fait de la Hongrie le pays de trois millions de mendiants⁷, qu'il a conservé son pouvoir par des actes épouvantables. La dictature de Horthy a été considérée à juste titre le régime politique le plus violent, le plus réactionnaire de l'époque. Dans la politique extérieure du régent, politique dont le but fut, on le sait, la revision du traité de Trianon et la réannexion à la Hongrie des territoires qui, en 1918, s'étaient unis avec les Etats auxquels ils appartenaient de droit. Les historiens hongrois n'ont rien à reprocher à la politique extérieure agressive du régime horthyste ; qui plus est, ils la justifient en considérant que c'est le traité de Trianon qui fut «responsable» de l'orientation fas-

ciste, réactionnaire de la Hongrie et que les injustices qu'il renfermait légitimerent le révisionnisme et le revanchisme de Budapest dans l'entre-deux-guerres. Ce sont là quelques-unes seulement des propositions qu'on peut lire dans les études de Makkai Laszló, Kőpeczi Béla, Ranky György, Székelyhidi Agoston, Ruffy Péter, Bibó Istvan, Gostony Péter, Glatz Ferenc, Ormos Maria, Pinte Istvan, etc. : le traité de paix signé à Trianon «a cédé à la Roumanie un territoire hongrois de 102 000 kilomètres carrés» ; «La Hongrie ne conservait dans ses nouvelles frontières établies à Trianon que 32 pour cent de son ancienne superficie et 41 pour cent de sa population» (quand est-ce que la Transylvanie, la Croatie, la Slovaquie, l'Ukraine sous-carpatique avaient été «vieux territoires hongrois» ?) ; le traité de Trianon «a poussé la Hongrie sur la voie de la fascisation» ; «Quelques-uns des nouveaux Etats créés à Versailles n'ont fait d'autre que perpétuer la politique d'oppression exercée par les classes dirigeantes hongroises, cette fois-ci au détriment des minorités hongroises» : «Les **injustices** commises contre les Hongrois qui sont restés au-delà de nos frontières établies à Trianon ont alimenté l'illusion de la Hongrie historique intacte» ; «Le traité de Trianon a annexé à la Tchécoslovaquie, à la Roumaine et à la Yougoslavie d'importants territoires **habités seulement par des Hongrois** (environ trois millions de personnes)» ; «Les **frontières ethniques** de la Hongrie d'avant 1918 ont été disloquées par le **diktat de Trianon**» ; «Une paix injuste, impérialiste (la paix de Trianon — C.B.), car elle a fait des concessions importantes en faveur de la bourgeoisie insatiable parvenue au pouvoir dans les nouveaux Etats nationaux voisins» ; «Le démembrement de l'Etat historique hongrois, parallèle à la répression des révolutions et à des arrangements de paix lui ayant apporté de graves préjudices nationaux, a empêché l'instauration dans le pays (en Hongrie — C.B.) de la démocratie». A l'avis de ces soi-disant historiens, le régime fasciste de Horthy aurait été le résultat non pas de l'action de facteurs internes (structures économiques et socio-politiques hongroises après la première guerre mondiale), mais du traité de Trianon. Accordant à Horthy et à son régime cet alibi, les historiens hongrois essaient, au lieu de le condamner, de le réhabiliter devant l'opinion publique interne et internationale, et cela en vue de relancer des thèses nocives, antiroumaines, contredisant de manière flagrante non seulement la vérité historique, mais aussi les principes des relations normales de bon voisinage. Ce ne fut pas le traité de Trianon qui détermina l'avènement du régime horthyste fasciste en Hongrie, mais la politique des grands propriétaires ter-

riens et des grands capitalistes hongrois qui voyaient en Horthy le porteur et le défenseur de leurs aspirations de reconstituer les positions économiques et politiques détenues pendant le dualisme, de perpétuer l'oppression d'autres peuples et l'occupation de territoires étrangers.

A ceux qui embrassent la tentative de Horthy et de ses affidés de reconstituer la «Grande Hongrie» ou la «Hongrie de Saint Etienne» il faut rappeler, chaque fois qu'ils se réfèrent à notre peuple et à son histoire, que l'Etat national unitaire roumain édifié en 1918 ne fut pas une création artificielle des traités de paix, mais le résultat d'un processus objectif, à caractère de loi, d'une aspiration unanimement nourrie et accomplie par les Roumains ; que, à l'ouverture de la Conférence de paix (18 janvier 1919), l'existence de l'Etat national unitaire roumain, des autres Etats nationaux édifiés ou réunifiés sur les ruines de l'anachronique dualisme étaient déjà une réalité irréversible ; que la Roumanie était devenue Etat national unitaire suite aux décisions adoptées par les grandes assemblées ayant eu lieu à Chişinău (27 mars/9 avril 1918), Cernăuţi (15/28 novembre 1918) et Alba Iulia (18 novembre/1 décembre 1918) visant à l'union à la mère-patrie des territoires occupés jusqu'alors par les Empires multinationaux voisins ; que les traités négociés dans le cadre de la Conférence de paix de Paris (y compris le traité négocié avec la Hongrie), en tant qu'instruments internationaux aux pouvoirs juridique et politique, ont donné l'investiture **de jure** à l'Etat national unitaire roumain qui, à l'époque de leur signature, était une réalité **de facto**. Par le traité de Trianon on a internationalement reconnu la justice historique que notre peuple avait faite après des siècles de luttes et de souffrances.

L'historien américain Charles Seymour écrivait : «A de rares exceptions près, les frontières acceptées correspondaient à la distribution ethnique des populations. Là où le critère ethnique était incertain, il semble que la balance ait légèrement penché en faveur des nationalités antérieurement dominantes, allemande et hongroise»⁸. Ce sont des faits et témoignages indubitables, qui attestent qu'à Trianon on n'a pas imposé à la Hongrie de «diktat», c'est-à-dire d'**acte juridique illicite**, fondé sur des moyens de contrainte et qui n'aurait «tenu compte du droit des peuples à l'autodétermination, et, dans de nombreuses situations, ni des réalités ethniques»⁹, comme les idéologues et les apologistes du régime fasciste de Horthy essaient de persuader l'opinion publique mondiale. Il était question d'un traité de paix conclu après des longues négociations avec la délégation hongroise et en respectant strictement les normes du droit

international et le principe des nationalités.

Partant de ce traité, les historiens hongrois, en s'efforçant de réhabiliter la politique néfaste de Horthy, présentent le révisionnisme promu dans l'entre-deux-guerres par Budapest non pas comme une politique impérialiste, de type fasciste, mais comme une politique patriotique, destinée à réparer l'«injustice» faite à la Hongrie. La promotion de la politique de force et de diktat, de révision des traités de paix et des frontières ; le ralliement à la politique revancharde de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie fasciste et la transformation de la Hongrie en un pion de l'impérialisme nazi et de la réaction internationale au centre et au sud-est de l'Europe ; le constant refus d'accepter les invitations amicales des Etats voisins d'établir des rapports de bon voisinage et de collaboration ; la participation, aux côtés de l'Allemagne hitlérienne, au démembrement de la Tchécoslovaquie et l'occupation, suite au premier diktat de Vienne (2 novembre 1938) de 12 000 kilomètres carrés (un million d'habitants) de ce pays ; l'occupation, suite au second diktat de Vienne (30 août 1940), du nord-ouest du territoire de la Roumanie (42 243 kilomètres carrés et 2 607 007 habitants) ; l'occupation d'une partie du territoire de la Yougoslavie, en 1941 ; la participation à la seconde guerre mondiale, aux côtés de l'Axe, contre l'Union Soviétique — voilà autant d'actes agressifs du fascisme horthyste ayant joué un rôle important dans l'effondrement de la sécurité internationale, dans la préparation et le déclenchement de la seconde conflagration mondiale et que les historiens philohorthystes imputent aux seules organisations d'extrême droite et direction de l'armée hongroise, révisionniste et anticomuniste. Parmi les membres du parti Croix aux Flèches, dans l'aile droite du parti au gouvernement et dans l'état major de l'armée gagnait rapidement du terrain l'idée d'engager le pays dans la guerre aux côtés de l'Allemagne (au printemps de 1940 — C.B.), écrivent les auteurs de ***l'Histoire de la Hongrie*** (p. 522). Accusant des agressions et des crimes horthystes quelques institutions seulement, on s'efforce à réhabiliter Horthy Miklós. Sans nul doute, la direction de l'armée hongroise comptait les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie et de l'aristocratie, qui ont contribué en grande mesure à imprimer à la politique hongroise un caractère agressif et revanchard. Cependant l'armée, en tant que principale institution de l'Etat totalitaire fasciste, ne saurait être détachée du système que formait le régime horthyste et considérée la principale, sinon la seule, responsable de la politique réactionnaire et révisionniste promue par la Hongrie après la conclusion du traité de Trianon. Les classes

dominantes hongroises, réactionnaires et despotiques en politique intérieure, agressives et revanchardes en politique extérieure, avaient créé une armée à leur image, toujours prête à servir leurs intérêts. Il est bien connu que Horthy entretenait d'étroites relations avec les dirigeants de l'Allemagne nazie. En août 1938, il se rendait en Allemagne pour accorder ses plans avec ceux d'Hitler. A la veille du diktat de Vienne (1940), lorsque — par des raisons de stratégie générale — les dirigeants nazis avertissaient Budapest qu'ils n'étaient pas d'accord avec l'agression armée contre la Roumanie, Horthy envoyait à Hitler une lettre où il exprimait son regret que la Hongrie ne bénéficiât en Allemagne de la sympathie qu'elle méritait, vu que, «après la guerre, quand tous s'étaient tournés contre l'Allemagne, nous sommes restés ses seuls amis fidèles, par reconnaissance, par sympathie et par camaraderie, bien entendu, et non pas par des raisons de conjoncture». Il demandait au Führer de l'appui pour envahir la Transylvanie. «Occuper les Carpates, remarquait Horthy, est pour nous une question vitale. La Transylvanie est la seule forteresse naturelle de l'Europe et ce serait au profit de l'Allemagne si elle était entre des mains sûres. Plus tôt ou plus tard, le temps viendra où l'Allemagne et la Russie devront régler leurs comptes»¹⁰.

C'est au même but, réhabiliter Horthy, que les historiens hongrois escamotent les horreurs commises par le régime horthyste d'occupation dans le nord-ouest de la Transylvanie, annexé suite au diktat de Vienne (1940). S'il existe quelques références sur la terreur blanche de 1919—1920 déclenchée en premier lieu contre la population juive et soldée par l'assassinat de 5 000 personnes, sur les massacres commis en Voïvodine après son annexion en 1941, il est difficile d'en trouver sur les crimes atroces perpétrés à Ip, Trásnea, Sârmaş, à Moisei, dans d'autres villages roumains en 1940 et 1944. Il y a des historiens qui les passent sous silence, comme s'ils n'en avaient jamais entendu parler, il y a en qui les mentionnent comme simples persécutions contre les minorités nationales «qui n'ont pas tardé de prendre des formes brutales d'une côté et de l'autre»¹¹. Atténuer les crimes du régime horthyste en inventant une politique similaire exercée par les autorités roumaines, voilà une pratique à laquelle ont recours les auteurs de l'ouvrage ***Erdely története*** également : «Aussi la politique nationale de réciprocité commença-t-elle : aux expulsions on a répondu par des expulsions, aux internements par des internements, à la fermeture d'écoles par la fermeture d'écoles ce qui a conduit à l'incertitude du sort des Roumains dans le nord et des Hon-

grois dans le sud» (p. 1754). Pour absoudre Horthy et son régime de ces crimes, les historiens hongrois établissent une similitude entre la situation des deux populations, passant sous silence le fait que, outre les internements et les expulsions, les Roumains du nord-ouest de la Transylvanie, région annexée à la Hongrie, ont dû subir des violences sans précédent. Horthy Miklós a patronné des massacres dont les victimes ont été des enfants et des vieillards, des femmes, a ordonné l'internement des Roumains et des Juifs dans des camps de concentration et d'extermination. Il est significatif que jusqu'à la fin de 1940 (un délai relativement bref), plus de 86 000 Roumains ont été obligés à passer en Roumanie, tandis que des milliers et des milliers d'autres Roumains ont été maltraités et déportés en Allemagne¹². C'est pour la même raison que les historiens hongrois suggèrent un parallélisme comparable en ce qui concerne l'attitude, dans les années de la seconde guerre mondiale, envers les Juifs. Il est bien connu qu'en Hongrie Horthy leur a appliqué la «solution finale». Cela a supposé la déportation de la Transylvanie non pas d'une importante partie des Juifs qui l'habitaient (90 000 à 100 000 personnes, d'après les historiens hongrois), mais de toute la population juive (160 000 personnes). 84,5 pour cent des Juifs déportés en Allemagne y ont trouvé la mort. Le plus souvent les historiens hongrois ne daignent pas mentionner le nom de Horthy Miklós dans ce contexte. Il est vrai que Horthy, se rendant compte de la gravité du monstrueux massacre contre les Juifs, a préparé un alibi à son avis imbattable : le procès-verbal de la Séance du 29 mars 1944 du Conseil des Ministres, séance ayant déclenché l'avalanche des lois antisémites destinées à conférer un «cadre légal» à l'extermination des Juifs de Hongrie et des territoires occupés, commençait par une «décision» que Horthy transmettait aux participants : «Conformément à la déclaration de monsieur le premier ministre, Son Excellence le régent laisse les mains libres au gouvernement qu'il dirige en ce qui concerne toutes les ordonnances sémites (antisémites — C.B.) et à cet égard ne souhaite exercer aucune influence»¹³. Le fait d'avoir décliné toute prérogative dans la solution de la question juive ne saurait absoudre Horthy de la responsabilité directe pour les crimes perpétrés, Parce que Horthy s'est tenu à l'écart de jure, mais il a oeuvré de facto en vue de l'application impitoyable de la «solution finale». Il a chargé ses affidés Baky et Endre, sous-secrétaires d'Etat, de cette ignoble mission. «Tu comptes parmi mes anciens officiers de Széged, déclarait-il à Baky au moment où il le nommait sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur. Je sais que tu m'es dévoué, j'ai confiance totale en toi. Je

hais les Juifs galiciens et les communistes. Qu'on les expulse du pays ! Dehors ! Dehors !».

Ce serait une des plus grandes falsifications de la vérité que d'établir l'identité entre l'attitude envers les Juifs dans la Hongrie horthyste et les territoires occupés par les horthystes et l'attitude envers les Juifs en Roumanie. Le professeur d'université Israel Gutman, docteur ès sciences, directeur scientifique du Yad Vashem de Jérusalem, relevait à juste titre que les projets des nazis de déporter les Juifs de Roumanie se sont heurtés à «l'opposition énergique du peuple roumain et des autorités roumaines, y compris du gouvernement et du dictateur Antonescu (...) Leur refus de livrer les Juifs fut toujours plus ferme et cette résistance fut le facteur ayant épargné à la majorité des Juifs roumains l'application de la „solution finale” de conception nazie». En effet, tandis que dans la plupart des pays envahis par les nazis la grande majorité de la population juive — 80 à 90 pour cent parfois — a été exterminée, en Roumanie la grande majorité a été sauvée.

La conclusion est évidente : Horthy et les horthystes ne sauraient être réhabilités ! L'histoire les a pour toujours condamnés. Les tentatives des historiens hongrois d'absoudre le régime horthyste des crimes perpétrés, de minimiser les effets néfastes de la politique intérieure et extérieure réactionnaire qu'il a menée en présentant celle-ci comme une politique patriotique, sont vouées à l'échec. Elles ne nous dispensent pas pour autant d'abandonner les réflexions sur la mission des historiens dans la société contemporaine.

¹ *Histoire de la Hongrie des origines à nos jours*, parue sous la coordination de Palényi Ervin, Horváth Kiadó, Budapest, 1974, p. 519—520.

² Francis Cohen, *Entretiens avec György Aczél sur la socialisme*, Editions Sociales, Paris, 1982, p. 18—19.

³ Korom Mihály, *A faszizmus bukása Magyarországon*, Kossuth Kiadó, Budapest, 1961, p. 7—8.

⁴ Nemes Dezső, *A faszizmus Kérdése*, Magvető Kiadó, Budapest, 1976, p. 122.

⁵ *Documenti Diplomatici Italiani*, nuova serie, 1939—1943, Roma, p. 332—342.

⁶ Kállay, Miklós, *Nagy idők sodrában*, II Ervin, *Rendőrség csendőrség*, V.K.F.2, Kossuth Könyvkiadó, Budapest, 1971, p. 17.

⁷ Francis Cohen, *op. cit.*, p. 18.

⁸ Charles Seymour, *Ce qui se passa réellement à Paris en 1918—1919*, Paris, 1923, p. 92. Budapest, 1986, p. 1733—1734.

⁹ *Erdély története*, III, Akadémiai Kiadó, C. Neagu, D. Marinescu, *Fapte din umbră*, vol. IV, Editura politică, București, 1983, p. 171.

¹¹ *Historie de la Hongrie ...*, p. 553.

¹² *Treptea horthysto-fascistă în nord-vestul României* (septembrie 1940 — octombrie 1944). Editura politică, București, 1985.

¹³ Oliver Lustig, *Denaturări și falsificări care jignesc și profanează memoria victimelor teroarei horthyste*, în «Magazin istoric» nr. 5, 1987, p. 68.

LE LIVRE D'HISTOIRE

Dr. ILIE CEAUȘESCU

La Transylvanie
ancienne
terre
roumaine

Bruxelles, 1988

Dr. ILIE CEAUȘESCU

LA TRANSYLVANIE ANCIENNE TERRE ROUMAINE

PROFF EDITIONS

La parution en roumain, en 1984, de l'ouvrage *La Transylvanie, ancienne terre roumaine*, du général-lieutenant Ilie Ceașescu, docteur en histoire, a joui d'un accueil chaleureux, récemment confirmé par la version française lancée en Belgique. Roger Gheysens, éminente personnalité de l'historiographie militaire belge, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la seconde guerre mondiale rédacteur en chef de la revue d'histoire militaire «Memo», qui préface cette édition, relève la valeur scientifique et les significations du volume ; l'historien belge, très bon connaisseur du passé de la Roumanie, souligne que Ilie Ceașescu expose sine ira et studio l'histoire si mouvementée de la Transylvanie, province qui, à son avis, fut pour une période de temps l'«Alsace-Lorraine» des Roumains. Il montre qu'il s'agit d'un ouvrage solidement documenté et écrit dans un style clair, qui se place dans la ligne logique de l'historiographie roumain (p.13).

Les lecteurs roumains ont pu apprécier, dès la parution de l'édition originale, les qualités de l'ouvrage. Examinant l'histoire de la Transylvanie, l'auteur place son objet d'investigation dans le contexte plus ample de l'histoire du peuple roumain, en mettant ainsi en lumière l'unité organique entre le passé de la Transylvanie et celui de la Roumanie. L'auteur présente l'histoire plusieurs fois millénaire du peuple roumain en s'appuyant sur des découvertes archéologiques et sur des informations fournies par des documents écrits (quelques-uns des plus représentatifs sont reproduits dans l'annexe du volume). L'autochtonisme et la continuité des Roumains en Dacie sont illustrés par des documents irréfutables qui mettent en pièces les interprétations tendancieuses sur le «vide» démographique que la retraite de l'armée et de l'administration romaines de Dacie aurait créé dans l'espace carpatodanubien-pontique. L'auteur examine le processus de constitution des Etats féodaux roumains et, dans ce cadre, insiste sur la genèse des knézats et voïvodats roumains de Transylvanie, sur la résistance de ceux-ci contre les attaques des tribus hongroises qui s'étaient fixées en 896 dans le Bassin Pannonien. On y analyse avec sagacité l'origine et l'évolution du voïvodat transylvain dont l'existence même constitue un des plus solides arguments de la présence des Roumains à l'intérieur de l'arc carpatique dans la période de pénétration des Hongrois en Transylvanie (il faut y ajouter, entre autres, les informations offertes par la Chronique du Notaire Anonyme du roi Bela).

L'individualité de ce voïvodat, son statut spécifique dans le Royaume de Hongrie jusqu'à l'écroulement de ce dernier en 1526 (suite à la bataille de Mohács), les rapports étroits entre les pays roumains — Transylvanie, Valachie, Moldavie — constituent l'objet d'une présentation documentée et d'une analyse à la fois profonde et nuancée.

On consacre une place importante à la lutte d'émancipation sociale et nationale des Roumains transylvains soumis à la discrimination toujours plus humiliante exercée par l'alliance entre les nobles hongrois, les patriciens saxons et les dirigeants des Szekler (Unio Trium Nationum).

On y présente dans leur enchaînement la révolution populaire de 1784 dirigée par Horea, Cloșca et Crișan, le mouvement du Supplex, la révolution de 1848, la résistance des Roumains contre la politique d'oppression et de dénationalisation menée par le gouvernement de Budapest après la constitution du dualisme austro-hongrois (1867), de même que le mouvement du Memorandum, les luttes politiques visant à l'union

de la Transylvanie à la Roumanie, luttés qui ont abouti au parachèvement de l'unité politique des Roumains, le 1^{er} décembre 1918 (l'union de la Transylvanie à la Roumanie a été votée à Alba Iulia par la Grande Assemblée Nationale). Le diktat fasciste de Vienne du même que les efforts de la Hongrie horthyste d'enlever à la Roumanie cette ancienne terre si éprouvée y trouvent une condamnation ferme et méritée. L'ouvrage se termine par la mise en relief des perspectives lumineuses qu'apporte dans notre histoire plusieurs fois millénaires l'édification du socialisme.

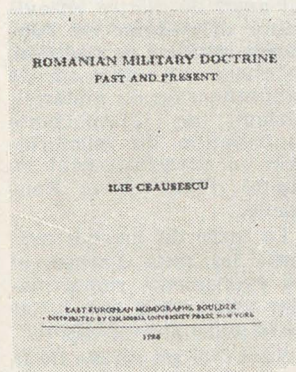
La version française publiée en Belgique de l'ouvrage du général-lieutenant Ilie Ceaușescu, docteur en histoire, paraît à un moment de recrudescence des falsifications et dénigrements d'essence nationaliste et chauviniste de l'histoire des Roumains, en particulier de l'histoire de Transylvanie,

partie intégrante de notre histoire nationale. Roger Gheysens évoque lui aussi ce contexte et souligne que La Transylvanie, ancienne terre roumaine, sans être un ouvrage à caractère polémique, donne une réplique argumentée à des manifestations condamnables qui ignorent la vérité historique.

L'ouvrage du général-lieutenant Ilie Ceaușescu, docteur en histoire — écrit-il — évidemment un livre d'histoire mais il suscite en même temps de profondes échos politiques (p. 13). Nous nous allions aux appréciations de l'historien belge qui fait l'éloge de l'objectivité scientifique de l'auteur en insistant sur la fusion entre le patriotisme et la compétence professionnelle dont est né cet admirable ouvrage.

FLORIN CONSTANTINIU
docteur en histoire

Lieutenant-General
ILIE CEAUȘESCU
Romanian Military Doctrine
past and present
New York, 1988



Aux États-Unis on a récemment publié un important ouvrage du général-lieutenant Ilie Ceaușescu, docteur en histoire : *Romanian Military Doctrine. Past and Present* (Doctrines de la défense nationale chez les Roumains. Passé et présent)*. Sans nul doute, cette nouvelle paru-

tion confirme une fois de plus le prestige international du réputé historien, en présentant aux lecteurs étrangers des vérités fondamentales de notre histoire nationale.

Très représentatif pour l'historiographie militaire roumaine, l'ouvrage porte sur un des phénomènes illustrant l'affirmation libre et indépendante du peuple roumain : la cristallisation et le développement de la doctrine de la guerre du peuple entier pour la défense de la patrie.

L'ouvrage s'impose par son esprit scientifique et de discernement, évident dans la sélection et l'interprétation d'un riche matériel documentaire roumain et étranger.

L'ouvrage commence par la présentation des racines historiques millénaires de notre doctrine militaire, dont les débuts se sont sédimentés graduellement, parallèlement au développement économique et socio-politique de la société géto-daces. Les glorieux exploits de nos ancêtres — l'opposition à l'armée persane dirigée par Darius I^{er} (514 a.n.è.), les luttes contre les descendants d'Alexandre le Grand, la résistance des Géo-Daces dirigés par Décébale contre l'expansion de l'Empire romain — sont à juste titre

considérés par l'auteur comme des éléments fondamentaux du processus historique de constitution de la doctrine de la guerre défensive du peuple entier. On y souligne l'idée-force, devenue la raison même de la doctrine militaire de nos ancêtres : le caractère défensif des opérations militaires, dimension fondamentale de la pensée et de la pratique militaires roumaines de tous les temps. La pratique de la guerre populaire a été ultérieurement développée par les chefs des formations politiques autochtones qui, au Moyen Age, ont dû s'opposer aux invasions tatarques et magyares ; aussi a-t-elle apporté une importante contribution à la constitution — sur le fondement de la communauté ethnique et linguistique, de l'unité de la vie économique et du territoire — des États féodaux roumains : la Transylvanie, la Valachie et la Moldavie.

L'ouvrage traite ensuite l'évolution de la doctrine militaire au Moyen Age. L'auteur présente magistralement cette époque de lutte pour l'unité, la liberté et l'indépendance, en insistant sur les faits d'armes de voïvodes patriotes tels Basarab I^{er}, Bogdan I^{er}, Mircea le Grand, Etienne

* L'auteur a également publié aux États-Unis les ouvrages *A Turning Point in the Second World War* : 23 August in Romania, *The Road to Independence*, des études articles parus dans recueils, dans des périodiques, etc.

le Grand, Ioan Hune-
doara, Vlad Tepeș, Michel
le Brave, ayant conféré des
nouvelles dimensions et un
nouvel éclat à la doctrine
de la guerre du peuple en-
tier, élevant aux frontières
roumaines un rempart in-
franchissable contre les en-
vahisseurs.

Investiguant la source
intarissable de l'expérience
historique des Roumains,
le général-lieutenant Ilie
Ceașescu nous propose
une importante analyse
des structures militaires
ayant illustré la doctrine
militaire roumaine, de la
stratégie et la tactique de
la lutte défensive de notre
peuple et des formes de
la résistance populaire qui
se sont transmises à tra-
vers les siècles, témoignage
du génie militaire de nos
devanciers. On souligne
avec une authentique vo-
cation synthétique les prin-
cipaux moments de la
cristallisation de la théorie
de la guerre populaire.

La conception sur l'ar-
mement du peuple connaît
des modifications radicales
à l'époque glorieuse inau-
gurée par le IX^e Congrès
du Parti Communiste
Roumain, la période la
plus fertile de l'évolution
de notre pensée mili-
taire. On y relève l'origi-
nalité de la conception du
président Nicolae Ceașescu
de la défense nationale, les
modalités d'organisation
du système défensif na-
tional, les principes de la di-
rection de la défense par
le parti communiste et les
organes de l'Etat socialiste,
les coordonnées de la doc-
trine relatives à la dota-
tion des forces, les prin-
cipes des relations militaires
de notre pays avec d'au-
tres Etats.

Des arguments histori-
ques incontestables à l'ap-
pui, l'auteur montre — en
mettant à profit des sour-
ces roumaines et étrangères
— que la constitution et le
développement théorique et
pratique de la doctrine
militaire roumaine coïn-
cident avec le processus
même d'affirmation de
notre peuple dans ses

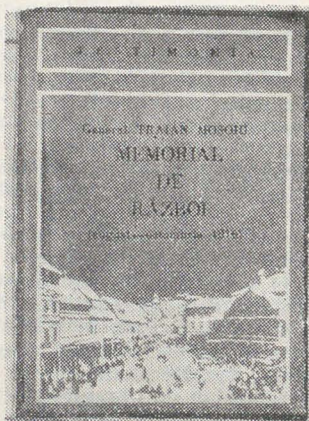
contrées ancestrales. L'ou-
vrage du général-lieutenant
Ilie Ceașescu, docteur en
histoire, est une presti-
gieuse contribution à la
connaissance à l'étranger
de l'histoire et de la doc-
trine militaire roumaines,
du caractère défensif de
la politique de la Rou-
manie socialiste.

**Commandant
SIMION BONCU**

General TRAIAN MOȘOIU
Memorial de război
august-octombrie 1918
București, 1988

Durant l'année jubilaire
marquant sept décennies
depuis la création de l'Etat
national unitaire roumain,
la parution dans la presti-
gieuse maison d'édition
«Dacia» de Cluj-Napoca
de l'ouvrage **Mémorial de
guerre**, (août-octobre 1918),
volume édité par les pro-
fesseurs Alexandru Drago-
mirescu et Marius Pop,
avec une préface par le
prof. dr Vasile Netea, con-
stitue, à notre avis, un évé-
nement éditorial remar-
quable.

Après avoir consulté un
grand nombre de sources,
mentionnées toutes dans
l'ample bibliographie qui
se trouve à la fin du vo-
lume, les réalisateurs de
l'édition ont érigé l'écha-
faudage d'idées du volume
dans un esprit scientifique
exemplaire.



Les auteurs de l'étude
introductive maîtrisent
avec la compétence des
véritables spécialistes le
domaine abordé, tout le
matériel dont ils disposent
étant soumis à un examen
critique rigoureux et en-
suite présenté dans les
pages de l'essai monogra-
phique qui précède le
texte de journal. La con-
tribution des chercheurs
s'avère d'une valeur parti-
culière du point de vue do-
cumentaire, surtout dans le
cadre des chapitres : «Dans
le tourbillon des événe-
ments» (p. 22—42), «Re-
dressement et victoire» (p.
42—55) et «La place du
journal dans l'ensemble
des Mémoires roumains de
guerre» (p. 55—62). La
transcription du journal
respecte l'original dactylo-
graphié découvert dans les
archives de la famille, avec
certaines modifications im-
posées par les normes pho-
nétiques en vigueur. Il s'a-
git aussi de mettre en évi-
dence la richesse de l'ap-
pareil critique de l'édition,
extrêmement utile à la
compréhension du matériel,
surtout de l'importante
contribution du mémoria-
liste au parachèvement de
l'unité d'Etat de la Rou-
manie.

Le texte du journal pré-
sente les faits d'armes et
les événements remarqua-
bles ayant trait aux luttes
de la zone Sibiu-Ciineni.

Sans être un artiste de la
parole, l'auteur relate, dans
un langage alerte, parfois
frappant par le dramatis-
me des images, des épiso-
des caractéristiques aux
événements du front. En
consignant le moment du
passage des Carpates par
l'armée roumaine, l'auteur
du Mémorial restitue l'at-
mosphère enthousiaste qui
régnait parmi nos soldats :
«Nous nous regardions sans
mot dire et le général Dra-
galina s'est dirigé vers moi
et m'a serré dans ses bras ;
tous s'embrassaient. Tous
les visages exprimaient la
joie que nous ressentions
dans ces moments histo-

riques où l'armée roumaine recevait le baptême du feu pour la réunification de la nation» (p. 67).

Après le baptême du feu, durant les luttes de Fundul Riului, le général découvre un adjutant roumain de l'armée autrichienne hongroise, mort, ayant dans son portefeuille la photo de sa bien-aimée, ce qui lui provoque des réflexions amères : «Quel sort plus cruel l'adversité historique pouvait-elle réserver aux Roumains se trouvant sous la domination des Habsbourgs que de tuer pendant les luttes de libération de la Transylvanie leurs libérateurs, de défendre au prix de leur vie les frontières injustes imposées par leurs ennemis séculaires» (p. 71).

La pensée du militaire professionnel adopte souvent un ton méditatif.

Des pages du Mémorial de guerre du général Moșoiu nous retenons le patriotisme et la bravoure de l'armée roumaine qui a eu

pendant les combats une conduite hautement humanitaire. «Tous les éléments qui ont pris part à la lutte se sont très bien comportés et ont fait preuve d'un mépris de la mort digne d'être admiré. Nos pertes ont été insignifiantes et les rares blessés que nous avons eus ont été admirablement soignés par le commandant Preda, médecin du régiment Vilcea. De même, les blessés ennemis ont bénéficié eux aussi des mêmes soins que les Roumains» (p. 70).

Durant la bataille pour la libération de la ville de Sibiu, les troupes de la 3^e brigade d'infanterie, commandées par le général Traian Moșoiu, luttent avec acharnement. Nous reproduisons un passage significatif, qui met en évidence l'héroïsme et la bravoure des troupes roumaines commandées par le général Moșoiu : «De mon poste de commande de Călugărul on pouvait observer l'infanterie allemande avan-

vers al colline de Cioara. En ce moment je ne ressentais nulle inquiétude car je connaissais bien l'héroïsme des défenseurs qui se renforçaient inébranlables sur leurs positions et soutenaient un feu bien dirigé contre les attaquants, dont les rangs devenaient de plus en plus rares. Les Allemands, qui cherchaient à utiliser tous les angles morts du terrain pour s'y mettre à l'abri, furent repoussés à l'aide des grenades par les nôtres qui ont contre-attaqué vigoureusement, repoussant l'ennemi jusqu'en bas de la colline Cioara» (p. 98—99).

Par ce nouvel ouvrage, les éditeurs apportent une série de contributions inédites très importantes concernant la campagne militaire des troupes roumaines commandées par le général Traian Moșoiu en 1919 aussi bien que son activité politique.

**Capitaine
GAVRIL PREDĂ**

● A.S.S.P., Institut d'histoire et archéologie de Cluj-Napoca (coordonnateur : Ștefan Pascu), *Documente privind revoluția de la 1848 în țările române, C. Transilvania*, vol. IV, 14—25 mai 1848, Editions de l'Académie, Bucarest, 1988.

● Petre Popa, Paul Dicu, Silvestru Voinescu, *Istoria municipiului Pitești (Histoire du municipe de Pitești)*, Editions de l'Académie, Bucarest, 1988.

● Eugen Comșa, *Neoliticul pe teritoriul României. Considerații (Le néolithique sur le territoire de la Roumanie. Considérations)*, Editions de l'Académie, Bucarest, 1987.

● Mircea Petrescu-Dîmbovița, Dan Gh. Tudor, *Sisteme de fortificație medievale timpurii la est de Carpați. Așezarea de la Fundul Herții, jud. Botoșani (Systèmes de fortifications au haut Moyen Age à l'est des Carpates. Site de Fundul Herții, dép. de Botoșani)*, Editions Junimea, Iași, 1987.

● Apostol Dan, *Revoluția română de la 1848. Solidaritate și unitate națională (La Révolution roumaine de 1848. Solidarité et unité nationales)*, Editions Politiques, Bucarest, 1987.

● Manfred Opperman, *Tracii între arcul carpatic și Marea Egee (Les Thraces entre les Carpates et la mer Egée)*, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● * * * 2500 de ani de luptă eroică pentru libertate și independență (2500 ans de luttes héroïques pour la liberté et l'indépendance), Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● Adam Wilhelm, *O hotărâre dificilă (Une décision difficile à prendre)*, tome I, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● Colonel de réserve Mihai Cucu, *Trecătorile Carpaților în lupta românilor pentru unitate națională (Les défilés des Carpates et la lutte des Roumains pour l'unité nationale)*, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● Colonel Dumitru Constantin, colonel ingénieur Tudor Niculescu, *Războiul undelor (La guerre des ondes)*, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● Major Marian Dobrică, *Elemente de sociologie și psihologie în gîndirea militară românească. 1877—1944 (Eléments de sociologie et psychologie dans la pensée militaire roumaine. 1877—1944)*, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● Capitaine de corvette Ilie Manole, capitaine de corvette Ioan Damaschin, capitaine de frégate Anatolie Zemba, *Confruntări navale (Confrontations navales)*, tome I, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● Paul Ștefănescu, *Duelul nevăzut (Le duel invisible)*, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● * * * *Raționalizare și eficiență în acțiunea militară. Elemente de logică și praxiologie (Rationalisation et efficience dans l'action militaire. Eléments de logique et praxéologie)*, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● Général-major Corneliu Soare, docteur ès sciences (coordonnateur), *Tipologia războaielor în epoca contemporană (La typologie des guerres à l'époque contemporaine)*, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

● Colonel de réserve Traian Groza, *Concepte ale strategiilor militare contemporane (Concepts des stratégies militaires contemporaines)*, Editions Militaires, Bucarest, 1988.

LA SYNTHÈSE DACO-ROMAINE...

(Suite de la page 14)

régions du Danube et de la mer Noire, sont parvenus à conserver leur organisation traditionnelle, ancestrale, par communautés et confédérations de communautés, qu'ils avaient conservée durant l'époque de la domination romaine. Dans les conditions difficiles de l'époque de la migration des peuples, les autochtones ont fortifié des villages qui constituaient les centres de leurs communautés respectives. Ce fut à cette époque-là que le mot latin fossatum, signifiant «fossé de défense», acquit peu à peu la signification de «village» en général, car les villages étaient fortifiés, entourés de fossés : c'est l'origine

du mot roumain sat qui vient de fossatum et signifie «village». Autour du village fortifié s'organisait la communauté, ou ce que Nicolae Iorga a nommé «romanies» villageoises, en fait — daco-romanies. On peut donc parler d'une organisation par «romanies», du type d'organisation romania, avec la participation exclusive des autochtones, les éléments migrants n'étant pas inclus dans cette organisation. Par la fusion des plusieurs romanies seront constitués les «pays» (terra, en roumains țară), lesquels, initialement, avaient également de caractère rural. La tradition de l'organisation de l'Etat, qui venait de Burebista, Décébale et Tiamarcus, s'est conservée

chez les Daco-Romains, puis chez les Roumains. Et se n'est pas par un effet du hasard que l'on n'a pas vu se constituer en Daco-romanie aucun Etat barbare — comme on a vu, par exemple, l'Etat des Francs constitué en Gaule —, car les autochtones y ont conservé leur propre organisation politique, même si, au début, elle se manifesta sous des formes populaires. La résistance du peuple roumain dans le contexte le plus difficile des migrations allait être une source intarissable de dignité et de légitime fierté, car elle a assuré le déroulement unitaire de l'éthnogenèse roumaine et la pérennité de notre peuple.

(Suite de la page 50)

un soldat grièvement blessé. Le soldat Pop Victor a traversé la Piave avec la première patrouille et a lutté avec une ardeur à part. Entouré par les forces ennemies auxquelles il a opposé une résistance tenace, il est revenu à la nage sur les positions initiales, reprenant son poste de combattant dans sa compagnie»⁶. Par ailleurs, on a octroyé la «Médaille de Bronze», au «soldat Tauren Dumitru qui a fait son devoir jusqu'à la fin de l'action, quoique blessé. Le soldat Breb Dumitru, grièvement blessé, a refusé de quitter la ligne de feu, collaborant au rejet d'une contre-attaque ennemie et servant d'exemple à ses camarades. Le caporal major Chiorean Vasile, volontaire dans l'action de récupération des survivants restés sur l'île de Lucca, a traversé la rivière, réussissant son action. Le porte-enseigne Merlaș Ștefan, le caporal major Hambasan Ilie, le caporal Ștefan Gheorghe, le soldat Bristian Ioan, le soldat Caldariu Racolța, le soldat Birsan Dumitru, le soldat Doban Iosif, volontaires dans une mission de patrouille extrêmement dangereuse, en sont revenus seulement après avoir infligé à l'ennemi de grandes pertes, rapportant des informations extrêmement utiles sur les positions de la défense ennemie. Le sous-lieutenant Cosmin Mihai, le sous-lieutenant Hoissa Romulus, le sergent major Răchită Grigore, parfaitement conscients du danger de mort infamante qu'ils en-

couraient au cas où ils auraient été capturés, ont participé volontairement à toutes les actions, témoignant du plus grand courage et de calme dans toutes les batailles. Le caporal major Iurcovan Adam a prouvé une grande capacité dès les premières tentatives de traversée de la rivière Piave par les ponts exposés au feu ennemi. Les ponts étant détruits, il a su coordonner efficacement, avec un sang froid et un courage notables, l'activité des soldats du génie dans l'action de traversée de la rivière. Il a été grièvement blessé dans son action volontaire. Le soldat Bustea Nicolae a traversé la Piave avec la première patrouille et a pris part aux actions menées sur le lit de la rivière. Blessé au bras droit par un éclat de grenade, il a refusé de se retirer, et finalement il est tombé à terre, épuisé. Le soldat Avram Ioan s'est lancé avec les premières troupes dans l'action de traversée de la rivière Piave. Par des coups de mitraillette meurtriers il obligea les assiégeants ennemis à se retirer précipitamment, et fit de nombreux prisonniers»⁷.

Les extraits ci-dessus témoignent de la résolution qui animait les Roumains de Transylvanie et Bukovine arrivés en Italie, de leur enthousiasme et de leur bravoure sur le champ de bataille, de leur conviction ferme qu'ils contribuaient ainsi à la création de l'Etat national uni de tous les Roumains, réparant une grave injustice laquelle avait causé tant de souffrances aux habitants de leurs contrées.

«C'EST DANS NOS ARMÉES QUE TIENT NOTRE AVENIR»;

Le noble idéal de l'unité nationale a constitué une question préoccupant au plus haut point, au cours de la dernière décennie du dix-neuvième siècle et des premières années du vingtième, jusqu'à l'entrée de la Roumanie dans la guerre pour la réunification nationale, l'opinion publique de la région assise entre le Danube et la mer Noire — la Dobroudja. Expriment leur confiance dans la justesse de cet idéal — que partageait notre peuple entier — les journalistes de Constanța s'exprimaient ainsi : «Les Roumains d'au-delà des Carpates (les Transylvains — nt. du traducteur) sont le bouclier de notre peuple, car, luttant pour conserver leur langue et leurs coutumes, ils combattent

pour notre fraternité, pour nous-mêmes. Leur lutte est sainte et légitime»¹. Par la suite, les lecteurs se voyaient assurer que «le temps où un soleil glorieux se lèvera pour le peuple roumain n'étaient pas loin. Les rayons joyeux de la liberté poindront sur les contrées de Transylvanie, ainsi que sur celles de la Roumanie libre»². A son tour, la presse de Tulcea exprimait son idéal national comme suit : «Nous sommes aux côtés de tous ceux qui attendent en tremblant l'accomplissement du vœu tellement chéri de tous les Roumains. Nous sommes profondément touchés lorsque résonnent les plaintes de douleur qu'on entend depuis les contrées de la belle Transylvanie et

de la Bukovine pillées de ce qui leur est le plus cher»³.

Avant que n'éclate la première grande conflagration mondiale et pendant les années où la Roumanie restait neutre (1914—1916), la presse roumaine de la Dobroudja allait contribuer au plus haut point à entretenir les sentiments patriotiques au sein de la population. Outre les fréquentes informations et les commentaires relatifs à la situation des Roumains des provinces se trouvant sous la domination étrangère, on insère des appels et des listes de souscription pour aider moralement et matériellement les frères de Transylvanie et de Bukovine, on publie des articles d'encouragement à leur adresse. Une publication intitulée «România Mare» (1913—1916) apparaît même à Constanța, étant la première de tout le pays à porter ce titre à valeur à la fois de symbole et de programme. Dans l'article-programme, le revue écrivait : «Que tous les Roumains n'aient désormais qu'une seule volonté, qu'une seule pensée : La Grande Roumanie, la réunification de la vieille Dacie⁴. Dans le même premier numéro, sous le titre «La domination hongroise touche à sa fin», on affirme : «La mort ne nous effraie pas, nous autres (Roumains — n.d.l.r.), car les souffrances de nos frères nous ont exaspérés. C'est avec joie que nous prendrons les armes pour que ces souffrances cessent enfin»⁵.

Notons que, selon la vision de la revue de Constanța, la première guerre mondiale apparaissait comme un moment nefaste dans l'histoire européenne, car «Au siècle de la lumière et de la civilisation, plusieurs ambitieux inconscients mettent en danger, avec un terrible sang froid, des milliers et des milliers de vies humaines, préparant la terrible tragédie tel le plus habile metteur en scène»⁶. Cependant, il fallait bien — face au déroulement des événements et en consensus avec ceux-là — «mobiliser les masses et les rendre conscientes de leur devoir. Lorsque l'heure viendra de défendre notre terre et de reconquérir notre patrimoine ancestral»⁷. Pour les patriotes de la Dobroudja, l'entrée de la Roumanie dans la grande conflagration n'était pas déterminée exclusivement par l'accomplissement de l'idéal national, comme d'ailleurs le sentait et le croyait tout un pays ; sous le titre «Que les armées se réunis-

sent», on montrait clairement que «Notre entrée en action ne se fera dans l'intérêt d'aucun des Etats se trouvant aux prises les uns avec les autres : nous ne serons ni du côté des Allemands, ni du côté des Russes, nous prendrons simplement parti pour la nation roumaine». L'opinion publique se voyait inspirer l'idée que la réalisation de l'unité nationale ne dépendait que du peuple roumain lui-même : «Habitons-nous avec l'idée que nous pouvons nous élever par notre propre force et que nous le ferons, tout seuls, sans le concours des autres. Par nous-mêmes. Que ce soit là notre devise»⁸.

D'autres gazettes de la Dobroudja militaient pour l'accomplissement des aspirations nationales des Roumains. Dans un article intitulé Le danger allemand, paru pendant l'été de l'an 1916, on notait : «On peut dire, après deux ans, que l'unique danger actuel et futur, pour nous et pour tout le monde, est l'insatiable impérialisme prussien, est le pan-germanisme», car «A la lumière sinistre de cette terrible guerre, menée, de la part de l'Allemagne avec une doctrine militaire aussi ferme que sauvage, on a clairement vu quel est le but final du Keiser et de ses collaborateurs». La conclusion était exprimée fort nettement : «Sachons prendre part à la lutte de défense de l'Europe et adopter des mesures pour que de tels dangers nous soient épargnés à l'avenir. Il nous faut pour cela nous affermir, accomplir la Grande Roumanie, unissant à notre pays les Roumains asservis par les Hongrois et par les Autrichiens et chercher à être les maîtres dans notre pays, consolidant le plus possible les bases politiques et économiques de la Roumanie»⁹. A son tour, un journal de Tulcea écrivait en 1915, sous le titre L'heure de la veille, mettant en évidence le rôle de l'armée dans le parachèvement de l'unité nationale : «Nous voulons que l'heure de la veille conserve sa grandiose fermeté, sans qu'aucun doute ne l'entache. Pour que demain, une armée unie, forte du même idéal, traverse les Carpates avec une conviction inébranlable dans la justice et le triomphe de notre cause ; l'âme du peuple, qui formera demain l'armée, ne doit point être empoisonnée par des doutes», car, «attendant l'heure des sacrifices, la Roumanie appuyée sur son épée ne cessera de regarder en direction de la Transylvanie»¹⁰.

La gazette de Constanța «Varda» témoignait du même esprit patriotique dès son premier numéro, paru le 22 novembre 1915 ; après le 7 février 1916, son nom allait changer en «Victoria», car «La Victoire sera le symbole de la lutte que nous menons». Les pages de la revue allaient dénoncer les maux sociaux, les spéculations, les actions des agents austro-hongrois, et insufler à ses lecteurs la confiance dans la victoire des alliés, l'espoir de l'accomplissement des aspirations nationales étant, cependant, l'armée roumaine : «Oui, nous sommes fort heureux avec nos alliés, et ceci d'autant plus que nous les voyons, car, si notre avenir réside dans nos armées (souligné par l'auteur), c'est dans leurs forces et dans les nôtres que brille la sainte victoire»¹¹. D'ailleurs, le consul autrichien-hongrois à Constanța était informé dès 1913, que tant les citoyens que les officiers parlaient ouvertement du «prochain partage de la monarchie austro-hongroise laquelle, à leur avis, est en un état avancé de désagrégation» ; on parlait même de l'éventualité qu'une «imminente révolution des Roumains de Transylvanie et de Bukovine entraîne un délabrement immédiat»¹².

Par ailleurs, se multipliaient les articles mobilisateurs relevant le patriotisme et le dévouement de l'armée roumaine : «La sainte icône du pays : l'armée»¹³, ainsi s'intitule un ample article ; un autre, portant le titre Honorons l'armée ! inséré dans une publication de Tulcea, écrivait : «Il n'y a peut-être pas au monde une armée méritant comme l'armée roumaine d'être honorée. Elle s'est acquise le droit à cette honneur par sa vertu, qui ne lui a jamais manqué»¹⁴.

Pendant l'été de 1916, quand devenait de plus en plus imminente l'entrée de la Roumanie dans la guerre pour l'accomplissement de l'unité nationale, l'état d'esprit qui animait les patriotes de la Dobroudja était largement reflété dans les pages de la presse de cette région. Sous le titre Nous entrons en action, le journal de Constanța «Victoria» relevait — un mois seulement avant que ne se déclenchent les opérations de libération de la Transylvanie — que «Tout, mais absolument tout ce qui se passe à Bucarest dans les milieux diplomatiques, à nos frontières, en dehors et au dedans, au sein de l'armée, dans l'attitude du roi

et du gouvernement, le ravitaillement soutenu en munitions et tant d'autres choses encore, tout indique clairement que nous entrerons bientôt en action aux côtés des alliés. Nous en sommes tellement convaincus que nous saluons déjà avec respect notre entrée dans la guerre, pour l'accomplissement de l'idéal national plusieurs fois séculaire»¹⁵. Quelques jours après, sous le titre Rumeurs à propos de la mobilisation, on notait que «L'armée roumaine est mobilisée corps et âme dès le commencement de la guerre. Quand les trompettes annonceront le départ, on ne le saura pas des semaines et des mois à l'avance, mais tout se fera en une nuit, à la pleine lune, quand la cloche du destin de notre peuple sonnera notre heure»¹⁶.

Et «notre heure» sonna vers la mi-août 1916, quand notre pays se leva «à la grande lutte» pour refaire son unité nationale et territoriale. En ce moment historique-là, le journal «Dacia» de Constanța annonçait sur toute une page la décision du gouvernement : «Roumains, nous partons en guerre, nous engageant dans une lutte terrible et sanglante. La bataille sera grande, et notre gloire le sera d'autant plus.

Ayons confiance dans les héritiers des soldats de 1877 et écrivons-nous :

Vive l'armée roumaine !

Vive la «Grande Roumanie !»¹⁷

¹ „Răvașul nostru“, I, nr. 2-3, august-septembrie 1906, p. 46

² „Conservatorul Constanței“, II, nr. 15,2 mai 1910, p. 1

³ „Lupta“, V, nr. 9,20 iunie 1915, p. 1

⁴ „România Mare“, I, nr. 1,1 noiembrie 1913, p. 1

⁵ Ibidem, p. 2

⁶ Ibidem, I, nr. 7-8, iulie 1914, p. 1

⁷ Ibidem, I, nr. 5-6, iunie 1914, p. 1

⁸ Ibidem, II, nr. 36,2 mai 1915, p. 1

⁹ „Liberalul Constanței“, III, nr. 40,29 iunie 1916, p. 2

¹⁰ „Constiința“, I, nr. 11,15 mai 1915, p. 1

¹¹ „Victoria“, I, nr. 158,6 septembrie 1916, p. 1

¹² apud T. Pavel, Mișcarea românilor pentru unitate națională și diplomația Puterilor Centrale (1894-1914), Editura Facla, Timișoara, 1982 p. 247.

¹³ „Victoria“, I nr. 17,25 martie 1916, p. 1

¹⁴ „Dunărea de jos“, I, nr. 15, decembrie 1915, p. 1

¹⁵ „Victoria“, I, nr. 124, 14 iulie 1916, p. 1

¹⁶ Ibidem, I, nr. 136,23 iulie 1916, p. 1

¹⁷ „Dacia“, II, nr. 133,15 august 1916, p. 1

«MA VIE EST CELLE DE MON PEUPLE»

Je vous adresse ces lignes dans le désir de rendre un hommage et de porter un témoignage à la gloire des martyrs et des héros de notre pays. Dans l'année où notre peuple démontrait son héroïsme et son amour de la liberté sur les champs de bataille de la Guerre d'Indépendance (1877—1878), le 25 décembre, dans le village de Betfia (département du Bihor), venait au monde Ioan Ciordaș (Ciurda-riu), celui qui allait devenir le grand militant pour la justice nationale et sociale des Roumains des provinces se trouvant alors sous la domination austro-hongroise.

Défenseur de la justice, devenu célèbre par les plaidoiries qu'il prononça, en sa qualité d'avocat, dans la ville de Satu Mare, le Dr I. Ciordaș fut un des combattants les plus actifs pour l'affirmation des droits de la population roumaine, en premier lieu pour le droit de celle-ci à l'existence. Aussi entreprend-il des actions de caractère social et économique pour venir en aide aux masses opprimées : création de la Banque d'entraide «Drăganul»; création d'une librairie et d'une imprimerie roumaines, à Beiuș; intensification de l'activité de la réunion «Lyra», qui avait pour objectif de promouvoir la musique chorale roumaine; intensification de l'activité de l'établissement culturel roumain «casina» et du département de Beiuș de l'«Astra» (association culturelle des Roumains de Transylvanie). Ce fut lui également qui organisa des rassemblements de protestation contre la loi Apponyi, à Beiuș, en avril 1907, et toujours lui qui prépara la victoire du Dr Vasile Lucaciu lors des élections pour le parlement de Budapest. Ioan Ciordaș a lutté pour la réintroduction de la langue roumaine comme langue d'enseignement au lycée de Beiuș et pour la mise sur pied d'une revue roumaine dans la même ville (publication qui paraîtra dans l'année de sa mort). Il s'est prononcé et a agi contre la magyarisation et la catholicisation forcées des Roumains. Toutes ces actions lui valurent la haine acharnée des chauvins hongrois, dont le comte Tisza Istvan, personnage de triste mémoire.

Le 12 octobre 1918, il se trouvait aux côtés de Vasile Goldiș, Ștefan C. Pop., A. Vaida-Voevod et A. Lazăr lors de l'historique réunion, à Oradea, de con-

stitution du Conseil National Romain. Il devint le président de la section de Beiuș de ce conseil. Il organisa, sur un ordre du Conseil National Roumain, la Garde Nationale Roumaine, qui a défendu l'ordre et la paix dans les conditions de l'effervescence révolutionnaire ayant caractérisé les mois qui ont précédé la Grande Union des Roumains du 1^{er} Décembre 1918.

Participant, en tant que délégué de Alba Iulia, I. Ciordaș a été élu au Grand Conseil National. Mais il n'a pas vécu le jour de la totale libération de Beiuș, car, dans la nuit du 3 avril 1919, il fut saisi, dans sa demeure, par des terroristes szeklers, et assassiné odieusement, en même temps que d'autres militants marquants du mouvement national roumain de la région de Beiuș. Ceci se passait quelques jours seulement avant l'arrivée de l'armée roumaine libératrice. Les paroles gravées sur le tombeau du héros — «Ma vie est celle de mon peuple» — confirment pour l'éternité le sacrifice de cet héros, témoin de la Grande et éternelle Union.



LA VICTOIRE REMPORTÉE À BEIUȘ, LA VICTOIRE DE TOUT UN PEUPLE,

81 ans ont passé depuis la victoire d'un Roumain dans les élections pour le parlement de Budapest : ce fut le docteur Vasile Lucaciu, député de la ville de Beiuș et de la zone environnante. Ce fut en ces lieux, à Beiuș, qu'avait été fondé, dès 1828, le premier lycée des provinces roumaines situées au nord de la chaîne des Carpates où l'enseignement fût dispensé en langue roumaine. Quelques mois plus tôt, le 14 avril, à Beiuș avait eu lieu un rassemblement de protestation contre l'inhumaine loi Apponyi, manifestation que les autorités avaient réprimée en « faisant couler du sang », comme on pouvait lire dans le journal „Tribuna”. De Beiuș également provenaient plusieurs des héros du mouvement du Memorandum et de la lutte pour la Grande Union de 1918. Enfin, la ville de Beiuș fut le lieu où le docteur Vasile Lucaciu — et, par son intermédiaire, toute la population roumaine majoritaire en Transylvanie — enregistra un véritable triomphe. Dans le journal „Lupta” («Le Combat»), qui paraissait à Budapest, le docteur Ioan Ciordaș (Ciurdariu) écrivait, dans un article paru dans le numéro du 19 juillet (no 169) : et intitulé Appel aux électeurs de Beiuș :

«Les regards des tous les Roumains sont dirigés vers vous, électeurs du cercle électoral Beiuș-Vaşcău !

Peuple beau et doux, travailleur et endurant, opprimé et désespéré !

Votre conseiller et le protecteur de la voie à choisir sera celui qui saura prélever lui-même le pesant fardeau qui vous accable et assumer les souffrances qui épuisent vos forces... tel soit le signe d'après lequel vous allez le reconnaître !»

Et, pour la première fois, le 4 novembre 1918, le tricolore roumain a été arboré, triomphalement, sur la maison de I. Ciordaș, aujourd'hui musée, (v. sur la photographie, à gauche. Au premier plan, le monument aux Martyrs de l'Union de 1918 à I. Ciordaș, N. Balcoș).

Les agissements entrepris par le régime dualiste afin de favoriser le contre-candidat Kardoș (l'on a fait inscrire sur les listes électorales un candidat inexistant, Vasiliu, afin de dérouter les électeurs roumains ; l'on a provoqué un incendie afin de détériorer l'atmosphère à la veille des élections ; l'on a jeté des pierres contre la maison de I. Ciordaș, devenue bureau électoral pour le candidat Vasile Lucaciu et l'on a perpétré d'autres désordres et actes de violence qui visaient à justifier l'intervention de la gendarmerie pour le rétablissement de l'ordre, éventuellement la suspension des élections) ont échoué. Tous, sans exception. Une pierre lancée contre la maison de I. Ciordaș a atteint et blessé Viora Ciordaș, du Bihor, la fille de Vasile Ignat, militant du mouvement du Memorandum, elle-même poète et militante. Viora a dit : «Quand l'ennemi s'attaque aux femmes, sa cause est perdue !».

Elle avait raison. Ses paroles allaient s'avérer. Le Dr Vasile Lucaciu a gagné les élections avec une majorité de 804 voix. Ce fut donc un succès éclatant. La victoire électorale de V. Lucaciu à Beiuș fut considérée comme la victoire du peuple roumain tout entier, comme un grand pas vers l'affirmation de l'identité nationale de la population roumaine, qui a toujours été majoritaire dans la contrée du Bihor.

MARTYRS DE LA GRANDE UNION ROUMAINE

C'était au printemps de 1919. Le département de Bihor se trouvait encore sous l'occupation hongroise ; on sait que cette vieille contrée roumaine avait

été annexée par la Hongrie depuis environ un demi-siècle, en dépit de la réalité historique, à la suite de la décision anachronique d'une diète élue

selon la loi féodale de 1734.. Comme le constatait le célèbre historien français Henri Gaidez (1842—1932) dans l'étude publiée par la «Revue de Paris» le

TÉMOIGNAGES

15 mai 1894, — la situation ethnique au nord des Carpates contredisait de manière flagrante cette annexion hongroise, car : « toute la partie d'Est de la Hongrie est roumaine, pas seulement la Transylvanie, mais aussi les comitats à l'ouest de la Transylvanie ». En effet, dans ce territoire « on voit la nation roumaine former un vast cercle, compacte partout, à l'exception du centre » où « l'on voit un groupe allemande, les Saxons comme on les appelle, descendants des colons appelés par les rois de la Hongrie aux XII^e et XIII^e siècles. Tout le reste est roumain depuis la mer Noire jusqu'aux plaines de la Hongrie et depuis le Dniestre jusqu'au Danube ; ce vaste domaine a toutefois été divisé par l'histoire et par l'ambition des grands Etats ».

Ainsi, ces Roumains « ne sont séparés de leurs frères du Royaume de Roumanie que par la frontière politique (p. 3—4). L'historien était convaincu que « la réunion dans un seul Etat des territoires roumains ... serait possible ... après la dislocation de la monarchie autrichienne-hongroise » (p. 19). C'est effectivement ce qui s'est passé en 1918, après la légitime décision de la grandiose assemblée plébiscitaire d'Alba Iulia. Mais jusqu'en avril, l'année suivante, les Roumains du Bihor ont

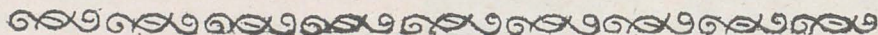
continué à subir d'inimaginables souffrances parce que les autorités réactionnaires hongroises, utilisant des bandes armées constituées d'anciens militaires de l'armée impériale, ont intensifié les actions terroristes et ont commis des crimes abominables. La prison et les tortures effroyables, culminant avec le meurtre des Roumains, ont été la « réponse » de ceux qui croyaient pouvoir arrêter ou faire rebrousser chemin à la marche irréversible de l'Histoire. Nous trouvons des preuves aussi dans les archives « Cultul eroilor », fond Bihor, dosar 3/II, p. 367—368.

Comme un cri de douleur adressé au monde, les paroles contenues dans ces pages sont terrifiantes. Que disent-elles ? Qu'avant 1918, le dr Ioan Ciordaș et le dr Nicolae Balcoș, tous deux de Beiuș, « allaient de commune en commune dans le département de Bihor où en secret ils préparaient la population pour l'acte grandiose qu'ils avaient à réaliser ». Et la Grande Justice Historique s'est effectivement réalisée en 1918 grâce à la conscience et à l'action roumaines. Revenus chez eux — affirme le document — ils souffriront pour « l'acte national sacré » car les occupants hongrois se sont livrés à des bestialités indescriptibles. A Beiuș, par exemple, 45 Roumains ont été brûlés vifs par des sol-

dat hongrois commandés par Urmanczi Nandor. Un autre exemple : « le capitaine Verböczi et le lieutenant Urmös qui commandaient les troupes de la région de Vascău ... arrêtent dans la nuit du 2/3 avril le dr Ioan Ciordaș et le dr Nicolae Balcoș et les transportent dans un train spécial de Beiuș, à Lunca (près de Vascău — n.r.) où, après des tortures atroces qui les a horriblement mutilés, ils les ont enterrés hors du village, au fond du jardin de l'habitant Nicolae Hosan, au bord du ruisseau Vărzari ». C'était le 4 avril 1919. Quelque jours plus tard, l'arrivée de l'armée roumaine a mis fin à l'oppression.

Aujourd'hui, après sept décennies depuis la Grande Union pour laquelle tant de nos devanciers ont donné leur vie, nous répétons à notre tour l'exhortation gravée sur le monument qui éternise les actions de ces héros : « Glorifiez les martyrs de la libération et de la réunion de la nation afin que le sacrifice de leur vie reste aux siècles à venir en éternel souvenir ».

● Groupage: ANDREI BUSUIOCEANU, commandant
GHEORGHE VARTIC, AUGUSTIN CHIRILĂ, Dr. DUMITRU ZAHARIA, ȘTEFAN LASCU, lieutenant-colonel I. C. PETRIȘAN, capitaine de corvette ILIE MANOLE



HELSINKI

Commandant dr. MIHAIL E. IONESCU

À Helsinki (entre 30 mai et 5 juin 1988) se sont déroulés les travaux du XIII^e Colloque International d'Histoire Militaire organisé par la Commission Finlandaise d'Histoire Militaire. Délégués de 25 pays affiliés à la Commission Internationale d'Histoire Militaire ont abordé deux grands thèmes : a) **L'influence des renseignements politiques et militaires du commandement suprême sur les décisions stratégiques et opérationnelles en Europe au cours de la deuxième guerre mondiale** ; b) **La période de transition et les perspectives du développement de la tactique des armées terrestres depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'au début du XIX^e siècle (1750—1831).**

Les communications présentées et les débats qui ont eu lieu ont évidence des problématiques historiques complexes : le rôle essentiel des renseignements, de l'interprétation correcte des ceux-ci et de leur circulation rapide vers les échelons de décision pour l'adoption opportune des décisions optimales de niveau stratégique et opérationnelle, l'importance particulière de la décodification par les alliés occidentaux des messages confidentiels de l'ennemi (les opérations „Ultra“ et „Magique“) ; les changements survenus dans le domaine de la tactique pendant et après les guerres de l'époque napoléoniennes ; l'évolution de la pensée militaire entre 1750 et 1830 et le modelage organisationnel des forces armées etc.

La Commission Roumaine d'Histoire Militaire y a été présente avec deux communications : **Le rôle de données informatives des années 1943—1944 à l'égard de la décision de l'entrée de la Roumanie dans la**

guerre contre l'Allemagne, auteur, général-lieutenant dr. Ilie Ceaușescu, et **L'armée régulière ou la „nation armée“ : le cas des unités de volontiers roumains. 1768—1821**, auteur major dr. Mihail E. Ionescu. Tous les deux communications ont eu du succès, suscitant des nombreuses questions et des commentaires dans le cadre des discussions. On y a été relevé la contribution importante de notre pays à la victoire sur le fascisme, en insistant sur le caractère souverain, indépendant de l'acte de 23 Août 1944 et ont été présentés les arguments qui soutiennent l'affirmation que la Roumanie, par son effort militaire, a écourté la guerre avec 200 jours.

Au cours du colloque de Helsinki ont eu lieu également les séances du bureau de la Commission Internationale d'Histoire Militaire où ont été abordés des aspects liés à l'organisation du congrès international d'histoire militaire de Madrid (août 1990) de même que comme les projets sur l'éditions de certains revues d'histoire militaire avec collaboration internationale (des numéros spéciaux de la Revue Internationale d'Histoire Militaire consacrés aux musées militaires des commissions nationales affiliées ou à la problématique de la période d'entre guerre.

Les hôtes finlandais — le colloque s'est déroulé sous le patronage du président du pays et avec l'appui substantiel des ministères de l'Education et de l'armée — ont assuré une grande réussite aux travaux, relevant encore une fois l'utilité des échanges d'opinions comme un moyen essentiel de la connaissance réciproque au l'intérêt de la paix et la collaboration internationale.

LE COLLOQUE ROUMAIN-ITALIEN D'HISTOIRE COMPARÉE

La ville de Milano a été le hôte d'une importante manifestation scientifique : le colloque international au thème „La Roumanie et l'Italie, 1943—1947. Pour une histoire parallèle“. Initié par les hôtes — le Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Europe Contemporaine (Ce.S.R.E.C.) — et bénéficiant de la participation des quelques représentants de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire, le colloque se déroula en présence d'un public formé de cadres universitaires, chercheurs, étudiants et journalistes.

Dans le cadre de cette manifestation scientifique les délégués roumains ont présenté les communications : „De Cairo à Stockholm. La

Roumanie entre les grandes puissances dans l'année 1944“ (dr. Florin Constantiniu), „La contribution de la Roumanie à la défaite de l'Allemagne nazie“ (major dr. Mihail Ionescu) et „La Roumanie à la Conférence de paix de Paris“ (capitaine Ilie Schipor), et la part italienne les communications : „La résistance italienne : mythe et réalité“ (ambassadeur Edgardo Sogno) et „L'Italie à la Conférence de paix de Paris“ (dr. Sergio Chille de l'université de Milano).

Les travaux du colloque ont été conduites par dr. Riccardo Ranzi et dr. Lauro Grassi, le président et, respective, le secrétaire général du Ce.S.R.E.C., un institut de recherche qui s'était affirmé par ses préoccupations à

Végarde de l'analyse pluridisciplinaire de l'évolution de notre continent à l'époque contemporaine. Tant les référats, que les débats ont mis en évidence des aspects inédits concernant l'évolution politique et militaire de la Roumanie et de l'Italie pendant la dernière partie de la deuxième guerre mondiale jusqu'à la fin de la Conférence de paix. La délégation roumaine a présenté et argumenté d'une manière convainquante le rôle des forces démocratiques nationales, dirigées par le parti communiste dans la sortie du pays de la guerre antisoviétique et son ralliement à la coalition des Nations Unies, la contribution particulière de notre peuple à la défaite de l'Allemagne et de ses alliés.

L'intérêt manifesté par le public pour les communications roumaines et notre histoire nationale, l'échos de cette manifestation scientifique dans la presse italienne (*Corriere della sera*, *La Repubblica*) et dans d'autres moyens d'information démontrent le prestige du notre pays et de notre historiographie contemporaine sur tous les méridiens du globe et relèvent la nécessité de promouvoir le dialogue scientifique comme moyen de connaissance et d'entendement entre tous les peuples du monde.

Capitaine ILIE SCHIPOR

UNION...

(Suite de la page 36)

important. Son abolissement devenait impérieusement nécessaire. Et elle a été effacé de la terre, de la carte, de la conscience. Réalisé en plusieurs étapes, le processus de l'union étatique roumaine s'inclue naturellement dans la logique de l'histoire, qui a mené à la dissolution des empires multinationaux, comme par exemple l'Empire ottoman ou autriche-hongrois, dissolution qui a permis la libération des peuples de sous les menottes de l'absolutisme et de l'oppression et la formation des États nationaux, libres, dans la frontières ethniques : la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Autriche, la Pologne, la Yougoslavie, la Roumanie. Ce grand acte de justice politique et nationale se réalisa dans des conditions révolutionnaires de plus grande envergure et surtout avec la participation du peuple tout entier, fait qu'a établi la base et la certitude de la solidité et la pérenité des États nationaux. Ce que réalisent les peuples à cause de la

nécessité de vivre et de se développer, ce que se réalise par l'ordre de l'histoire et des idéaux des tous reçoivent la marque de l'éternité.

„Ce que n'ont pu réaliser les princes régnants à leur temps — disait le président Nicolae Ceaușescu — ont continué les autres : en '48, en '59, en '77, en 1918 et par la volonté unanime du peuple se réalisa l'unité de notre État national ... L'accomplissement de ce desideratum historique vital a été le fruit de la lutte des larges masses populaires, des ouvriers, des paysans, de l'intellectualité des cercles progressistes de la bourgeoisie, des principales classes et couches de la société, l'oeuvre du peuple tout entier, de la nation entière. L'histoire démontre que la création de l'État national unitaire roumain n'était pas le résultat d'une événement occasionnel, de conjoncture, des entendements survenus à la table des négociations; le traité de paix n'a fait que de sanctionner un fait accompli, crée par la lutte des masses populaires. L'u-

nion de la Transylvanie avec la Roumanie à constitué l'accomplissement du désir séculaire d'unité du peuple roumain“...

C'est ainsi que les rapports fraternels étouffés pendant des siècles, ont devenus libres et naturels, après toutes les lois de la justice et de la civilisation. L'économie et la culture du pays ont été unifiées à bref délai, sans aucune difficulté. Grâce à l'accroissement du pouvoir économique et spirituel, l'union se consolida très vite et montra ses fruits bienfaisants.

L'unité roumaine a été gravement frappé en 1940, pendant la deuxième guerre mondiale, par la force brutale et politique arbitraire fasciste et révisionniste. Après l'acte héroïque et révolutionnaire du 23 Août 1944, la frontière transylvaine, mutilée par le Diktat de Vienne a été retablie à prix des combats lourds et héroïques de Oarba de Mureș et Păuliș, Turda, Carei et Cluj-Napoca, fait reconnu par le Traité de paix de Paris de 1947, en dépit des vicissitudes.

COUVERTURE I : ● La Grande Assemblée Nationale de Alba Iulia, 1 Décembre 1918.

COUVERTURE IV : ● Héroïsme et sacrifice dans la guerre de libération et réunification nationale.

● Bucarest. L'Arc de Triomphe.

● The work of the RCP, General Secretary Nicolae Ceaușescu, about the legitimacy of the Great Union of 1918. ● The truth, probity and dignity of history. ● The union before union. The Goto-Dacian state, a remarkable historical reality in the European antiquity. The Daco-Roman synthesis: unity, continuity and perenniality. The Romanian people, unique and unitary on both sides of the Carpathians and the Danube, inheritor of the lofty traditions and virtues of its glorious forefathers. The state unity in the Romanian mediaeval political consciousness and action (the 9th—16th centuries). Michael the Brave, „Restitutor Daciae”. National unity — major goal of the political platforms in the century of the revolutions. The Romanians' resistance in face of foreign pressure, inmixture and oppression. ● 1918. The Great Union of the Romanians — The Great Historic Justice. Union for all centuries. 1918, the year of the objective assertion of the nations' inalienable right to a free, independent development. The Great Union of 1918, the work of the entire Romanian people. In the Romanian national guards in Transylvania, „fighters for peace and liberty, for language, traditions and motherland”. ● Testimonies. ● The international acknowledgement of the 1918 Romanian Great Union. ● Fundamental truths of national history. The Romanians' union in 1918, the accomplishment of an objective historical law, momentous event of world history. ● Groundworks of national military doctrine. The entire nation's consensus in the fight for the defence of the Romanian unitary nation-state in 1919. ● Great battles. Posada, 9—12 November 1330. Kulikovo, 8 September 1380. ● Great commanders. ● Monuments of Union. ● Clarifications. Attitudes. Forgeries and denigrations cannot change the inexorable historical reality of the 1918 Romanian union. Horthy's rehabilitation? ● From the activity of the Romanian Commission of Military History. Helsinki, 30 May — 5 June 1988. The 13th International Colloquy of Military History. The Romanian-Italian colloquy of compared history. ●

● Провзведения генерального секретаря Румынской коммунистической партии, товарища Николае Чаушеску в связи с закономерностью Великого Объединения. ● Истина, целостность и достоинство истории. ● Объединение перед Великим Объединением. Гето-дакийское государство — исключительная историческая реальность в европейской античности. Дано-римский синтез: единство, непрерывность, постоянство. Единый и единственный румынский народ по обе стороны Карпат и Дуная, преемник великой доблести и славных традиций его предшественников. Государственное единство в сознании и политических действиях румын в период средневековья. Михай Храбрый—„Restitutor Daciae”. Национальное единство — важнейшая цель политических программ века революций. Сопrotивление румын чужеземному нажиму, вмешательству и угнетению. ● 1918. Великое Объединение румын — Великая историческая справедливость. — Объединение навеки. ● Свидетельства. 1918 год, год объективного утверждения права наций на свободное, самостоятельное развитие. Велкое Объединение 1918 года — дело всего румынского народа. В национальных отрядах — „борцы за мир и свободу, язык, закон и отчизну.” Международное подтверждение великого румынского объединения 1918 года. ● Коренные истины национальной истории. Объединение румын в 1918 году, осуществление объективной исторической закономерности, важное событие всемирной истории. ● Основы румынской военной доктрины. Единство всей нации в борьбе за защиту единого национального румынского государства в 1919 году. ● Великие битвы. Посада, 9—12 ноября 1330 г. Куликово, 8 сентября 1380 г. ● Великие полководцы. ● Памятники объединения румын. ● Пояснения. Отношения. Фальсификация и опровержение не могут изменить неумолимую историческую реальность Великого Объединения от 1918 года. Реабилитация Хорти? ● Историческая книга. ● До сведения Румынской Комиссии по военной истории. ●

● Das Werk des Generalsekretärs der Rumänischen Kommunistischen Partei, Genosse Nicolae Ceaușescu, bezüglich der Legitimität der Grossen Vereinigung von 1918. ● Die Wahrheit, die Integrität und die Würde der Geschichte. ● Die Vereinigung vor der Vereinigung. Der getisch-dakische Staat, bemerkenswerte historische Realität im europäischen Altertum. Dakisch-römische Synthese: Einheit, Kontinuität, Dauerhaftigkeit. Das rumänische Volk: ein einziges und einheitliches Volk beiderseits der Karpaten und der Donau, der Erbe der hochstehenden Tugenden und Traditionen seiner rumhreichen Vorfahren. Die staatliche Einheit im Bewusstsein und in der politischen Handlung der Rumänen im Mittelalter (IX—XVI.Jh.). Michael der Tapfere „Restitutor Daciae”: Die nationale Einheit — hauptsächlich Ziel in den politischen Programmen des „Jahrhunderts der Revolutionen”. Der Widerstand der Rumänen gegen den Druck, die Einmischung und Unterdrückung der fremden Mächte. ● 1918. Die Grosse Vereinigung der Rumänen — die Grosse Historische Gerechtigkeit. Vereinigung für Ewigkeit. 1918, das Jahr der objektiven Durchsetzung des unveräusserlichen Rechtes der Nationen auf selbständige, freie Entwicklung. — Die Grosse Vereinigung von 1918, das Werk des ganzen rumänischen Volkes. In den rumänischen Nationalgarden Transilvaniens, „die Kämpfer für Frieden und Freiheit, für Sprache, Gesetz und Boden”. ● Bekenntnisse. ● Die internationale Bestätigung der Grossen Rumänischen Vereinigung von 1918. ● Grundlegende Wahrheiten der nationalen Geschichte. ● Die Vereinigung der Rumänen von 1918. Erfüllung einer objektiven historischen Gesetzlichkeit, ein bedeutendes Ereignis in der Weltgeschichte. ● Grundlagen der nationalen Militärdoktrin. Die Einheit der ganzen Nation im Kampf für die Verteidigung des einheitlichen rumänischen nationalen Staates von 1919. ● Grosse Schlachten. Posada, 9—12 November 1330. Kulikovo, 8. September 1380. ● Grosse Kommandanten. ● Die Denkmäler der Vereinigung. ● Klärungen. Stellungnahmen. Die Verfälschung und die Verleumdung vermögen die unerlöschliche historische Realität der rumänischen Vereinigung von 1918 nicht ablösen. Eine Rehabilitierung Horthys? ● Das Geschichtsbuch. ● Aus der Tätigkeit der Rumänischen Kommission für Militärgeschichte. Helsinki, 30. Mai. — 5. Juni 1988. Das XIII. Internationale Kolloquium der Militärgeschichte. Das rumänisch-italienische Kolloquium der vergleichenden Geschichte. ●

PARAÎT sous l'égide de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire — supplément de la revue «VIATA MILITARĂ»

ADRESSE : Commission Roumaine d'Histoire Militaire, 5—7, Drumul Taberei, secteur 6, Bucarest, tél. 31.30.44

LES LECTEURS DE L'ETRANGER peuvent se procurer des abonnements en s'adressant à ROMPRESFILATELIA — département Export-Import presse, 64—66, Calea Grivitei, secteur 1, Bucarest, Roumanie. P.O. 12-201. télex 10376



Rédacteurs:

- SIMION BONCU
- EUGEN CÂMPAN
- ALEANDRU DUȚU
- MIHAIL E. IONESCU
- ION JIANU
- ILIE MANOLE
- NECULAI MOGHIOR
- MIRCEA SOREANU
- GHEORGHE VARTIC

**Maquette
et mise en page:**

- LUCIAN TEODORESCU

Couverture:

- FLORIN CREANGĂ

Illustration:

- GHEORGHE CHIRU
- VIRGIL ULIERU

